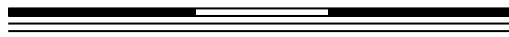


Mars 2006

N° 2006-3 du 20 novembre 2006

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR,
ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

BULLETIN OFFICIEL

Application du titre I^{er} de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978
relatif à la liberté d'accès aux documents administratifs

NOTA

Les annexes citées et non incluses dans le présent document peuvent être obtenues, sur simple demande, auprès des directions dont elles émanent.

Il est important de donner les références précises (date et numéro de code).

SOMMAIRE GÉNÉRAL

	<u>Pages</u>
1. Finances locales	5
A. – Budgets locaux.....	5
B. – Concours de l'Etat.....	9
2. Fonction publique territoriale	69
3. Immobilier	89
4. Réglementation générale	91
5. Sécurité civile.....	127
6. Table chronologique	147
7. Table par direction	149

FINANCES LOCALES

BUDGETS LOCAUX

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR
ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Direction générale des collectivités locales

Sous-direction des finances locales
et de l'action économique

Bureau des budgets locaux
et de l'analyse financière

Circulaire du 27 mars 2006 relative au recensement des communes connaissant des difficultés financières particulières justifiant l'attribution d'une subvention exceptionnelle au titre de l'année 2006

NOR : MCTB0600039C

Références :

Articles L. 1524-4, L. 1612-5, L. 1612-14, L. 2335-2 et D. 2335-3 du CGCT ;

Article 15 du décret n° 85-260 du 22 février 1985 modifié ;

Circulaire du 19 avril 1983 relative au contrôle budgétaire des actes des communes, des départements, des régions et de leurs établissements publics (J.O. du 31 mai 1983).

Le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire à Mesdames et Messieurs les préfets de région et de département de métropole.

La présente circulaire a pour objet :

- de rappeler les règles d'attribution des subventions exceptionnelles aux communes connaissant des difficultés financières ;
- de procéder au recensement par les préfetures des communes remplissant ces critères d'attribution ;
- d'assurer le suivi de la situation financière des communes qui ont bénéficié de telles subventions au titre des dix années antérieures (1996-2005).

Elle ne concerne pas les communes forestières, affectées par les intempéries de décembre 1999, qui bénéficient d'un mécanisme d'aides spécifiques.

Des subventions exceptionnelles peuvent être accordées par l'Etat à des communes qui connaissent des situations financières particulièrement graves à la suite de circonstances anormales.

Cette aide de l'Etat ne doit pas être considérée comme un moyen habituel de financement et n'a pas vocation à financer la totalité du déséquilibre, mais plutôt à favoriser la mise en place d'un plan de redressement.

Ces subventions sont financées sur les crédits budgétaires de la mission « relations avec les collectivités territoriales » (programme 122 « concours spécifiques et administration », action 1 « aides exceptionnelles aux collectivités territoriales »).

I. – L'ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS EXCEPTIONNELLES AUX COLLECTIVITÉS LOCALES

1.1. Les conditions d'attribution de ces subventions sont strictement encadrées

Les articles L. 2335-2 et D. 2335-3 du code général des collectivités territoriales (CGCT) prévoient que des subventions exceptionnelles de fonctionnement peuvent être attribuées, par arrêté conjoint des ministres de l'intérieur et de l'économie et des finances, à des communes

« dans lesquelles des circonstances anormales entraînent des difficultés particulières ». Ces subventions de fonctionnement n'ont pas d'affectation spéciale (livre III, titre III, chapitre V, section II du CGCT).

Par ailleurs, ces subventions ne sauraient être versées à une commune dont les difficultés financières proviennent de sa participation au capital d'une société d'économie mixte locale ou de la garantie qu'elle a accordée aux emprunts contractés par une telle société (article L. 1524-4 du CGCT).

1.1.1. Le budget de la collectivité doit avoir été adopté en déséquilibre

Une commune ne peut bénéficier d'une subvention exceptionnelle que si son budget a été voté en déséquilibre, selon la définition donnée par l'article L. 1612-4 du CGCT.

Toutefois, cette subvention n'a en principe pas vocation à financer un déséquilibre résultant essentiellement d'un déficit de la section d'investissement. Celui-ci doit en effet être apuré par une réduction des programmes d'équipement, par des recettes propres à la section d'investissement ou, le cas échéant, par une augmentation de l'autofinancement.

1.1.2. Ce déséquilibre a entraîné une saisine de la chambre régionale des comptes

La subvention exceptionnelle ne peut être accordée qu'après examen préalable par la chambre régionale des comptes (CRC) de la situation de la commune concernée. Cet examen intervient après une saisine, déclarée recevable, du budget communal au titre de l'article L. 1612-5 ou L. 1612-14 du CGCT.

A l'occasion de cette procédure, la chambre régionale des comptes est amenée à proposer des mesures de redressement (diminution des charges de fonctionnement, report des investissements non strictement nécessaires, hausse des taux de fiscalité locale) permettant un retour à l'équilibre pour l'année budgétaire.

Pour certaines collectivités, le retour à l'équilibre peut s'avérer plus long, voire relever, selon les termes du juge des comptes, de la « formalité impossible ». Alors, lorsque les mesures de redressement préconisées par la CRC ne permettent pas de résorber le déficit de la section de fonctionnement, ou encore lorsque ces mesures ne sauraient être appliquées dans leur intégralité en raison de la situation locale, l'attribution d'une subvention exceptionnelle d'équilibre peut être envisagée.

1.2. Loin d'être systématique, l'attribution d'une subvention exceptionnelle doit faire l'objet d'une concertation entre la préfecture concernée et la direction générale des collectivités locales

Dans la très grande majorité des cas, l'examen des dossiers d'attribution de subventions exceptionnelles fait suite au recensement exposé ci-après ainsi qu'à une demande exprimée par le préfet. Cette saisine doit, dans la mesure du possible, être concomitante à celle de la chambre régionale des comptes.

C'est le bureau des budgets locaux et de l'analyse financière de la DGCL qui assure l'instruction de ces dossiers, suivant des principes qui ont été exposés dans la réponse à la question parlementaire n° 73815, publiée au J.O. le 6 décembre 2005, page 11284.

Les services préfectoraux sont invités, lors de la période d'examen de ces demandes, à ne prendre aucun engagement chiffré vis-à-vis des collectivités concernées. En effet, lorsqu'elle est attribuée, la subvention exceptionnelle ne représente généralement qu'une part très minoritaire du besoin de financement de la commune en difficulté. Elle doit néanmoins permettre de susciter l'élaboration d'un plan de redressement comportant des engagements significatifs de la collectivité (hausse sensible de la fiscalité locale directe et réduction concomitante des charges) ainsi qu'un éventuel rééchelonnement de la dette avec ses créanciers.

C'est pourquoi une stratégie concertée doit être mise en place entre la préfecture et la DGCL, notamment à l'occasion du règlement d'office du budget. Un budget réglé d'office en déficit ne saurait constituer un motif suffisant pour l'attribution d'une subvention exceptionnelle égale à ce déficit.

Par ailleurs, les crédits budgétaires réservés pour ce dispositif étant limités, toutes les demandes ne sauraient être satisfaites, surtout lorsque des solutions structurelles peuvent être trouvées pour rétablir l'équilibre budgétaire de la collectivité. Dans tous les cas, le meilleur effet levier est recherché, ce qui exclut l'attribution d'une subvention aux collectivités qui s'abstiennent de tout effort substantiel.

Enfin, un contrôle attentif est exercé par la Cour des comptes sur l'emploi de ces crédits, la liste des communes bénéficiaires étant publiée chaque année dans le rapport sur l'exécution de la loi de finances.

1.3. Procédure à suivre pour solliciter l'attribution d'une subvention exceptionnelle pour une commune

1.3.1. Rappel

Conformément à la circulaire NOR : LBLB0310020C du 10 mars 2003, il vous est rappelé qu'il convient d'informer systématiquement le directeur des services fiscaux de tous les cas de saisine de la chambre régionale des comptes d'un budget primitif, en application des articles L. 1612-2 et suivants du CGCT, afin de permettre à celui-ci de suspendre les travaux de confection des rôles jusqu'à achèvement de la procédure de règlement du budget prévue aux articles L. 1612-2 ou L. 1612-5 et suivants du même code.

En effet, en application des articles L. 1612-2 et suivants du CGCT, la procédure de règlement du budget primitif peut aboutir à une modification des taux d'imposition des quatre taxes directes locales qui ont été initialement adoptés par le conseil municipal et ont pu être notifiés au directeur des services fiscaux antérieurement à la saisine de la chambre.

Une telle situation entraîne des difficultés techniques dans la mesure où elle peut conduire les services des impôts à reprendre les travaux de confection des rôles pour intégrer des nouveaux taux d'imposition. Ainsi, l'information du directeur des services fiscaux évite d'alourdir inutilement la tâche des centres départementaux d'assiette des impôts, chargés de l'établissement des rôles d'impôts directs locaux.

1.3.2. Constitution du dossier d'examen

Si vous souhaitez solliciter une subvention exceptionnelle pour une commune qui répondrait aux critères précités, vous devez transmettre un dossier comprenant, outre une estimation du montant de la subvention, les éléments suivants :

- le budget primitif de l'exercice considéré ;
- une analyse financière de la commune ;
- les années de présence de la commune dans le réseau d'alerte ;
- l'état 1259 relatif au taux des quatre taxes directes ainsi que celui de l'exercice précédent ;
- le précédent budget supplémentaire ;
- le dernier compte administratif établi ;
- une copie du ou des avis de la CRC ;
- une copie du ou des délibérations du conseil municipal apportant ou non des modifications au budget conformément à l'avis de la CRC ;
- le cas échéant une copie de l'arrêté préfectoral de règlement du budget ;
- le cas échéant une copie du ou des courriers des élus demandant une aide exceptionnelle ;
- un relevé d'identité bancaire du compte de la commune ouvert chez le comptable. Votre attention est attirée sur le fait que ce document doit être parfaitement lisible et exploitable comportant l'intégralité des numéros de comptes ;

- les SIREN et/ou SIRET de la commune et du comptable ;
- l'adresse et le code postal de la mairie et celle du comptable.

Ce dossier doit être transmis dès que possible à : direction générale des collectivités locales, sous-direction des finances locales et de l'action économique, bureau des budgets locaux et de l'analyse financière, 2, place des Saussaies, 75800 Paris.

Par ailleurs, j'attire votre attention sur le fait qu'une communication rapide en tout ou partie de ces éléments est essentielle à une instruction des demandes par mes services le plus en amont possible.

Compte tenu des délais propres aux procédures de contrôle budgétaire devant les chambres régionales des comptes, l'obtention de certains documents est susceptible de s'étaler dans le temps. Par conséquent, je vous rappelle qu'il est possible d'adresser à mes services un dossier partiel qui sera complété par la suite par les éléments manquants au fur et à mesure de leur disponibilité.

II. – LE RECENSEMENT DES COMMUNES CONNAISSANT DES DIFFICULTÉS FINANCIÈRES GRAVES

Afin de déterminer les montants qui seraient susceptibles d'être sollicités, vous voudrez bien recenser les communes de votre département, remplissant les conditions définies ci-dessus, à l'aide du tableau ci-joint (annexe 1).

Les communes mentionnées dans ce tableau seront celles dont le budget primitif a fait l'objet d'une saisine déclarée recevable par la CRC au titre de l'article L. 1612-5 du CGCT ou d'une transmission du budget primitif au titre de l'article L. 1612-14 du CGCT.

Je vous prie de bien vouloir me transmettre ce tableau pour le 30 juin 2006.

III. – L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE DES COMMUNES AYANT DÉJÀ BÉNÉFICIÉ D'UNE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE

Pour assurer un meilleur suivi des communes ayant bénéficié d'une subvention exceptionnelle d'équilibre au titre de l'article L. 2335-2 du CGCT ou du dispositif de compensation des pertes de bases de taxe professionnelle, il est nécessaire de recueillir des informations succinctes sur l'évolution de leur situation financière. De telles informations permettront de mieux évaluer l'impact du versement de ces subventions sur la politique de redressement de chaque commune.

A cette fin, je vous serais obligé de compléter le tableau en annexe 2 de la présente circulaire et de me le renvoyer au plus tard le 30 juin 2006.

Ce tableau devra être accompagné d'un bref commentaire sur l'évolution des finances de chaque commune depuis le versement de la subvention. Dans le cas d'un plan pluriannuel de redressement, vous expliquerez dans quelle mesure les objectifs du plan ont pu être respectés par la commune et le cas échéant les raisons de son échec.

Pour toutes autres questions, vous pouvez contacter le bureau des budgets locaux et de l'analyse financière au 01 49 27 47 26 ou par messagerie informatique à l'adresse suivante : sdflae-fl3.dgcl@interieur.gouv.fr

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur général
des collectivités locales,
D. SCHMITT

ANNEXE I

DÉPARTEMENT

Commune(s) connaissant de graves difficultés financières

COMMUNE nombre d'habitants	MONTANT du dernier déficit connu (en K€)	FONDEMENT de la saisine de la CRC orientations de l'avis (le cas échéant)	ORIGINES des difficultés de la commune (garanties d'emprunts, SEM, endettement...)	RÉSEAU d'alerte	MONTANT estimé de la subvention nécessaire (en K€)	INTERVENANT ayant sollicité la subvention (maire, député, sénateur...)	ANCIENNETÉ DU DOSSIER Subventions déjà versées en K€ (L. 2335-2, FNPT part résiduelle)	AUTRES observations

Exemples du type d'information recherché pour chaque colonne

COMMUNE nombre d'habitants	MONTANT du dernier déficit connu (en K€)	FONDEMENT de la saisine de la CRC orientations de l'avis (le cas échéant)	ORIGINES des difficultés de la commune (garanties d'emprunts, SEM, endettement, ...)	RÉSEAU d'alerte	MONTANT estimé de la subvention nécessaire (en K€)	INTERVENANT ayant sollicité la subvention (maire, député, sénateur, ...)	ANCIENNETÉ du dossier subventions déjà versées en K€ (L. 2335-2, FNPT part résiduelle)	AUTRES observations
Test (5 500 hab.)	BP 2006 : 5 K€ section de fonct. : - 3 K€ section d'inv. : - 2K€	Saisine au titre du L. 1612-5 : - déficit réévalué (6 K€) - hausse de la fiscalité (+ 1 K€), baisse des investisse- ments (-2 K€) - déficit incom- pressible : 3 K€	Endettement élevé (financement d'un lotissement) Pertes de TP : 0,5 K€ (1999), 0,4 K€ (2000)		0,5 K€	J. - P i e r r e Dupondt (député-maire de TEST)	- demandes de subven- tions en 2001 et 2003. - 2001 (L. 2335-2) : 0,5 K€	

ANNEXE II

DÉPARTEMENT

Suivi des communes ayant bénéficié d'une subvention exceptionnelle d'équilibre

COMMUNE nombre d'habitants	MONTANT de la subvention obtenue chaque année (en K€) (L. 2335-2, FNPT part résiduelle)	ORIGINES des difficultés de la commune et montant du déficit lors du versement de la subvention	SITUATION EN 2006 : BP 2006 CA 2005	SAISINE DE LA C.R.C. orientations de l'avis	APPRÉCIATION du redressement de la commune	AUTRES observations

Exemples du type d'information recherché pour chaque colonne

COMMUNE nombre d'habitants	MONTANT de la subvention obtenue chaque année (en K€) (L. 2335-2, FNPT part résiduelle)	ORIGINES des difficultés de la commune et montant du déficit lors du versement de la subvention	SITUATION en 2006 : BP 2006 CA 2005	SAISINE DE LA C.R.C. Orientations de l'avis	APPRÉCIATION du redressement de la commune	AUTRES observations
Test (5 500 hab.)	L.2335-2 - 1998 : 1,5 K€ - 1999 : 1,5 K€ - 2000 : 1,2 K€	Construction d'un parking : dépense obligatoire. Important volume de dépenses engagées non mandatées	BP 2006 : Equilibre	Pas de saisine CRC depuis 2001 (fin du plan de redressement)	Situation financière délicate	Frein à l'inves- tissement

CONCOURS DE L'ÉTAT

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR
ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Direction générale
des collectivités locales

Sous-direction des finances locales
et de l'action économique

Circulaire du 16 mars 2006 relative à la réforme de la dotation de développement rural (DDR) et modalités de gestion ; communication de la liste des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) et des communes éligibles à la DDR en 2006 ; recensement d'utilisation des crédits en 2005

NOR : MCTB0600028C

Références :

Code général des collectivités territoriales (article L. 2334-40) ;

Loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006 (article 140) ;

Circulaire NOR INTB9400144C du 15 juin 1994 relative à l'attribution de la dotation de développement rural (DDR) des groupements de communes à fiscalité propre et des communes (première fraction du Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle) pour 1994 ;

Circulaire NOR INTB0000056C du 15 mars 2000 relative à l'application concernant la DDR, des dispositions de la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale et de ses décrets d'application.

Pièces jointes :

Annexes ;

Liste des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de votre département éligibles à la première et à la seconde part de la DDR en 2006 ;

Formulaires de bilan pour 2005.

*Le ministre délégué aux collectivités territoriales
à Mesdames et Messieurs les préfets (métropole et
départements d'outre-mer.)*

La présente circulaire a pour objet de vous présenter la réforme de la DDR introduite par la loi de finances pour 2006 et de vous préciser les modalités de gestion de cette dotation dans le cadre de la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances (LOLF).

Cette circulaire remplace la circulaire NOR : INTB9400144C du 15 juin 1994.

Elle a également pour objet de vous inviter à lancer dès à présent les appels à projets afin d'endiguer la faible consommation des crédits budgétaires constatée les années précédentes et de réunir la commission départementale d'élus prévue à l'article L.2334-40 du CGCT avant le 30 juin 2006.

Elle vous communique la liste des EPCI à fiscalité propre éligibles à la DDR dans votre département pour l'exercice 2006. La liste des communes éligibles à la seconde fraction de la dotation de solidarité rurale (DSR) vous est communiquée via l'application Colbert Web.

Elle vise enfin à recenser l'utilisation des crédits répartis en 2005 et à renseigner les indicateurs de résultats mis en place dans le cadre de la LOLF.

La DDR, qui était imputée sur le chapitre 67-52 article 50 du budget du ministère de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, est désormais intégrée, conformément à la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances, dans l'action n° 1 « Sou-

tien aux projets des communes et groupements de communes » du programme « Concours financiers aux communes et groupements de communes » de la mission « Relations avec les collectivités territoriales ».

L'article 140 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006 a créé deux parts au sein de la DDR.

La première part correspond à la DDR qui était attribuée jusqu'à présent et vise à financer les projets de développement économique et social ou les actions en faveur des espaces naturels présentés par les EPCI à fiscalité propre exerçant une compétence en matière d'aménagement de l'espace et de développement économique et satisfaisant à certaines conditions de population.

La seconde part est destinée à financer les opérations de maintien et de développement des services publics en milieu rural. Sont éligibles à cette seconde part :

- les EPCI à fiscalité propre éligibles à la première part, y compris les syndicats mixtes composés uniquement d'EPCI éligibles à la DDR ;
- les communes éligibles à la seconde fraction de la dotation de solidarité rurale (DSR).

Il est en effet apparu que plusieurs des départements les plus concernés par la problématique du maintien des services publics en milieu rural disposaient d'un taux de couverture de leur territoire par les EPCI éligibles à la DDR inférieur à la moyenne. Dès lors, il n'est pas apparu souhaitable d'écarter les communes de l'éligibilité à cette part de la DDR.

Cette seconde part de la DDR concerne aussi bien les communes non membres d'un EPCI que les communes appartenant à un EPCI. Dans ce dernier cas, vous privilégiez dans toute la mesure du possible les projets portés par l'EPCI.

Je vous invite dès réception de la présente circulaire à lancer les appels à projets.

Vous prendrez soin de réunir la commission départementale d'élus avant le 30 juin 2006.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la fongibilité des crédits, pour l'exercice 2006, entre la DDR et la Dotation globale d'équipement des communes (DGE), les enveloppes départementales de ces deux dotations vous seront déléguées sous la forme d'une notification d'autorisations de programmes affectées (NAPA) regroupant les autorisations d'engagement de la DDR et les autorisations d'engagement de la DGE des communes.

Vous recevrez, au cours du mois de mars, une délégation d'autorisations d'engagement DGE des communes / DDR initiale. Son montant correspondra à l'enveloppe relative à la DGE des communes telle que calculée en application de l'article L.2334-34 du code général des collectivités territoriales (CGCT), mais il pourra être utilisé aussi bien pour la DGE des communes que pour la DDR selon votre choix.

Une délégation complémentaire sera effectuée dans le courant du mois d'avril. Son montant correspondra à l'enveloppe relative à la DDR telle que calculée en application de l'article L.2334-40 du CGCT, mais ces crédits pourront là aussi être affectés à l'une ou l'autre des deux dotations.

Il vous sera ainsi possible d'utiliser des AE initialement prévues au titre de la DDR pour abonder les AE au titre de la DGE des communes et inversement.

Le bilan d'utilisation des crédits pour l'exercice 2004 vous sera transmis avec la circulaire vous notifiant l'enveloppe départementale de la DDR.

Mes services restent à votre disposition concernant toutes difficultés que vous pourriez rencontrer dans l'application des nouvelles dispositions applicables à la DDR.

Pour le ministre et par délégation :
*Le directeur général
des collectivités locales,*
D. SCHMITT

ANNEXES

SOMMAIRE

ANNEXE 1. — DÉTERMINATION DES ENVELOPPES DÉPARTEMENTALES DE LA DDR

1. Éligibilité des communes et EPCI à la DDR

- 1.1. Éligibilité des EPCI à la première part de la DDR
- 1.2. Éligibilité des communes et EPCI à la seconde part de la DDR

2. Règles de calcul des enveloppes départementales de la DDR

- 2.1. Règles de calcul des enveloppes départementales au titre de la première part de la DDR
- 2.2. Règles de calcul des enveloppes départementales au titre de la seconde part de la DDR

ANNEXE 2. — LA COMMISSION CONSULTATIVE D'ÉLUS

ANNEXE 3. — MODALITÉS D'ATTRIBUTION DE LA DDR

1. Modalités communes à la première et à la seconde parts de la DDR

- 1.1. Rôle du préfet
- 1.2. Dossier à produire à l'appui de la demande
- 1.3. Commencement d'exécution de l'opération
- 1.4. Taux de subvention
- 1.5. Cumul de subventions
- 1.6. Division de l'opération en tranches fonctionnelles
- 1.7. Maîtrise d'ouvrage
- 1.8. Études de faisabilité
- 1.9. Arrêté attributif de subvention
- 1.10. Versement de la subvention
- 1.11. Financement des pôles d'excellence rurale

2. Modalités particulières à la première part de la DDR

- 2.1. La notion de création d'emplois
- 2.2. La notion d'augmentation des bases de fiscalité directe locale
- 2.3. La nature des dépenses éligibles à la première part de la DDR
- 2.4. Cas particuliers

3. Modalités particulières à la seconde part de la DDR

- 3.1. Les opérations éligibles à la seconde part de la DDR
- 3.2. La nature des dépenses éligibles à la seconde part de la DDR

ANNEXE 4. — RÉGIME COMPTABLE DE LA DDR

1. Les délégations de crédits aux responsables d'UO déconcentrées

2. Fongibilité des crédits

3. Remontée d'informations sur l'engagement des AE

4. Imputation budgétaire

5. Compte de tiers n° 465-135 (ancien 466-7212)

ANNEXE 5. — BILAN D'ACTIVITÉ 2005 ET INDICATEURS DE RÉSULTATS

ANNEXE 1

DÉTERMINATION DES ENVELOPPES DÉPARTEMENTALES DE LA DDR

1. Éligibilité des communes et EPCI à la DDR

1.1. Éligibilité des EPCI et des syndicats mixtes à la première part de la DDR

Deux types d'établissement publics peuvent, en métropole et dans les départements d'outre-mer, bénéficier de la première part de la DDR.

a) Les EPCI à fiscalité propre

En application de l'article L.2334-40 du CGCT, les groupements de communes à fiscalité propre, exerçant une compétence en matière d'aménagement de l'espace et de développement économique et répondant à certaines conditions démographiques peuvent bénéficier de la première part de la DDR.

Les communautés d'agglomération n'étant pas éligibles à la DDR, ne sont donc éligibles à cette dotation en 2006, que les communautés de communes à fiscalité propre remplissant les conditions suivantes :

- population regroupée inférieure à 60 000 habitants ;
- qui ne satisfont pas aux conditions nécessaires pour une transformation en communauté d'agglomération ;
- et dont les deux tiers au moins des communes du groupement comptent moins de 5 000 habitants.

Concernant les critères de population, j'attire votre attention sur trois points :

1. Pour déterminer les groupements satisfaisant aux seuils de population nécessaires pour une transformation en communauté d'agglomération, la population à prendre en compte est la population INSEE, c'est à dire celle définie à l'article D. 2151 du code général des collectivités territoriales. Il s'agit de la population issue du recensement général de population de 1999 éventuellement majorée des recensements complémentaires. Je vous rappelle qu'il s'agit ici du seuil de 50 000 habitants apprécié au niveau du groupement et du seuil de 15 000 habitants apprécié au niveau de la (ou des) commune(s) centre de ce groupement ;

2. Pour les autres seuils de population, la population DGF, définie à l'article L.2334-2 du code général des collectivités territoriales, doit être prise en compte.

3. Enfin, en ce qui concerne la condition tenant à la population des communes membres du groupement dont les deux tiers doivent compter moins de 5 000 habitants, cette condition doit être interprétée très strictement notamment lorsque le chiffre résultant de la fraction à effectuer ne donne pas un chiffre rond.

Exemple :

Pour un groupement de communes à fiscalité propre comportant 8 communes, les deux tiers des communes correspondent à un chiffre de 5,3. Si ce groupement ne compte que cinq communes dont la population est inférieure à 5 000 habitants, il ne sera pas éligible à la DDR. Pour être éligible, il devra compter 6 communes dont la population est inférieure à 5 000 habitants.

J'attire également votre attention sur le fait que les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre répondant aux seuils nécessaires à une transformation en communauté d'agglomération ne sont pas éligibles à la DDR, sauf lorsqu'ils comportent une enclave qui ne leur permet pas de se transformer en communauté d'agglomération en application de l'article L.5216-1 du code général des collectivités territoriales.

Je vous rappelle que l'éligibilité des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) concernés s'apprécie au 1^{er} janvier de l'année au cours de laquelle est faite la répartition, soit, pour cette année, au 1^{er} janvier 2006.

b) Les syndicats mixtes composés uniquement d'EPCI éligibles à la DDR

En application de l'article 140 de la loi de finances pour 2006, les syndicats mixtes composés uniquement d'EPCI éligibles à la DDR sont également éligibles à cette dotation.

Il vous appartient de déterminer la liste des syndicats mixtes uniquement composés d'EPCI éligibles à la DDR.

1.2. *Éligibilité des communes et EPCI à la seconde part de la DDR*

L'article 140 de la loi de finances pour 2006 a modifié l'article L.2334-40 du CGCT afin de créer une seconde part au sein de la DDR destinée à financer des projets visant à maintenir et développer les services publics en milieu rural.

Les EPCI et syndicats mixtes éligibles à la première part de la DDR sont bien évidemment éligibles à cette seconde part.

L'éligibilité à cette enveloppe est élargie aux communes, membres ou non d'un EPCI, sous réserve qu'elles soient également éligibles à la seconde fraction de la dotation de solidarité rurale (DSR) prévue à l'article L.2334-22 du CGCT.

J'appelle votre attention cependant sur le fait que si les EPCI et les communes sont éligibles à la seconde part de la DDR, il va de soi que les opérations à subventionner ne doivent être portées que par l'une ou l'autre de ces collectivités. Ainsi, une commune qui serait membre d'un EPCI éligible à la DDR et en même temps éligible à la seconde fraction de la DSR ne peut pas être porteuse d'un projet déjà présenté par l'EPCI en question.

La DDR est attribuée à un projet porté par une seule collectivité. Il ne saurait y avoir de cumul de cette subvention entre une commune et un EPCI.

La liste des communes éligibles à la seconde fraction de la DSR vous est communiquée via l'application Colbert Web.

2. Règles de calcul des enveloppes départementales de la DDR

En application de l'article L.2334-40 du code général des collectivités territoriales, tel que modifié par l'article 140 de la loi de finances pour 2006, le montant de la première part est fixée à 104 370 000 € et celui de la seconde part à 20 000 000 €.

À compter de 2007, ces deux montants évolueront selon le taux de croissance de la formation brute de capital fixe (FBCF) des administrations publiques.

2.1. *Règles de calcul des enveloppes départementales au titre de la première part de la DDR*

a) La quote-part outre-mer :

S'agissant des DOM, le premier alinéa de l'article 3 du décret n° 85-260 du 22 février 1985 modifié relatif aux modalités de répartition des ressources du Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle dispose que les EPCI dotés d'une fiscalité propre des départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion bénéficient, par préciput, d'une quote-part de la dotation de développement rural, instituée à l'article L.2334-40 du CGCT.

En application de l'article 3 du décret du 22 février 1985 précité, le montant de cette quote-part est calculé en appliquant au montant de la masse réservée à la DDR le rapport majoré de 10 % existant, d'après le dernier recensement général, entre la population des communes de ces quatre départements et celle des communes de métropole et des départements d'outre-mer. Cette quote-part est répartie entre les quatre départements d'outre-mer au prorata de leur population.

S'agissant des TOM et de la collectivité territoriale de Mayotte, la suppression de la part communale de la DDR au bénéfice des groupements de communes à fiscalité propre, inscrite dans l'article 108 de la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 ne s'applique pas. Ces dernières continuent donc de bénéficier de la part communale de la DDR.

Pour les communes de la Polynésie française, de la Nouvelle-Calédonie, les circonscriptions territoriales de Wallis-et-Futuna et les communes de la collectivité territoriale de Mayotte, la quote-part est calculée par application au montant de la dotation mise en répartition du rapport, majoré de 20 %, entre la population de chacune des collectivités et la population nationale, telle qu'elle résulte du dernier recensement de population.

Pour ces collectivités, la répartition de la quote-part est effectuée entre les communes au prorata des critères de population, d'éloignement par rapport au chef-lieu, de capacité financière et de superficie.

b) Le montant des enveloppes affectées aux départements de métropole

Les modalités de détermination des enveloppes départementales de la première part de la dotation de développement rural sont fixées par les articles 3-1 et 3-2 du décret n° 85-260 du 22 février 1985 modifié par le décret n° 00-220 du 9 mars 2000.

Après déduction de la quote-part destinée aux départements d'outre-mer, et de la quote-part destinée aux territoires d'outre-mer, les crédits de la dotation de développement rural sont répartis entre les départements de métropole, à raison de :

- 25 % en fonction du nombre de communes membres des établissements publics de coopération intercommunale éligibles et du

nombre d'établissements ; le nombre de communes situées en zone de montagne est doublé ; lorsque plus de la moitié des communes concernées est située en zone de montagne, l'établissement public de coopération intercommunale est compté pour deux ;

- 25 % en fonction de la population des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre éligibles ;
- 50 % en fonction du produit de la population par l'écart relatif entre le potentiel fiscal moyen par habitant de la catégorie et le potentiel fiscal par habitant de chacun de ces établissements publics de coopération intercommunale, pondéré par le coefficient d'intégration fiscale.

2.2. *Règles de calcul des enveloppes départementales au titre de la seconde part de la DDR*

Les modalités de détermination des enveloppes départementales de la seconde part de la dotation de développement rural sont fixées par l'article L.2334-40 du CGCT. Les crédits de la seconde part sont répartis entre les départements en proportion du rapport entre la densité moyenne de population de l'ensemble des départements et la densité de population du département.

La quote-part destinée aux départements d'outre-mer ainsi que celle destinée aux territoires d'outre-mer sont déduites par préciput dans les mêmes conditions que celles relatives à la première part de la DDR.

Je vous informe par ailleurs que vous recevrez la circulaire notifiant les enveloppes à répartir dans votre département pour 2006 dans le courant du mois d'avril.

ANNEXE 2

LA COMMISSION CONSULTATIVE D'ÉLUS

L'article 3-9 du décret n° 85-260 du 22 février 1985 modifié par le décret n° 00-220 du 9 mars 2000, prévoit que la commission doit se réunir au moins deux fois par an sur convocation du préfet.

Il vous appartient donc, dès réception de la présente circulaire, de lancer les appels à projets auprès des groupements et communes éligibles de votre département afin qu'ils vous communiquent rapidement les projets qu'ils souhaitent voir subventionnés. Vous pourrez ainsi programmer la première réunion de la commission consultative au cours du premier semestre de l'année 2006.

La réforme de la DDR issue de la loi de finances pour 2006 a pour conséquence d'étendre la composition de la commission aux représentants des maires de communes éligibles à la seconde part de la DDR. Ces derniers ne se prononcent que sur les projets présentés au titre de la seconde part. Les représentants des EPCI membres de cette commission se prononcent, quant à eux, sur les projets présentés au titre de la première et de la seconde part de la DDR.

L'article 140 de la loi de finances pour 2006 ne prévoit cependant l'entrée en vigueur de cette disposition qu'à compter du renouvellement général des conseils des établissements publics de coopération intercommunale mentionné au II de l'article 54 de la loi n° 2003-1311 du 30 décembre 2003 de finances pour 2004.

Dans l'intervalle, la commission d'élus actuellement en place est compétente à l'égard des projets présentés au titre de la première et de la seconde parts de la DDR. Il n'y a donc pas à procéder à de nouvelles élections dans l'immédiat.

Une prochaine circulaire vous précisera les modalités de composition et d'organisation de la commission d'élus issue de la réforme apportée par la loi de finances pour 2006.

La composition et les modalités d'organisation de la commission relative à la DDR demeurent donc inchangées en 2006.

L'article 3-6 du décret du 22 février 1985 précité prévoit que le nombre de sièges à pourvoir au sein de la commission consultative d'élus doit être égal au tiers du nombre d'EPCI éligibles à la DDR et en tout état de cause, supérieur ou égal à deux.

Du fait de l'évolution des structures intercommunales constatée chaque année et notamment de nombreuses créations de communautés de communes, mais aussi de l'extension de certaines communautés de communes qui peuvent alors se transformer en communautés d'agglomération, le nombre d'EPCI éligibles à la DDR peut évoluer chaque année. Dès lors, le nombre d'élus au sein de la commission consultative peut devenir inférieur (ou supérieur) à un tiers du nombre d'EPCI éligibles à la DDR. Néanmoins, conformément à l'article 3-7 du décret précité, la durée du mandat des membres de la commission consultative d'élus s'établit à 6 ans. Il n'y a donc pas lieu, dans ce cas, d'organiser le renouvellement de la commission.

La règle du tiers ne trouve matière à s'appliquer qu'au moment du renouvellement de la commission, de tels renouvellements ayant lieu suite aux élections municipales et communautaires générales ou lorsque le nombre de membres devient inférieur à deux (cf. ci-après).

De même, il n'y a pas lieu de procéder au renouvellement de la commission lorsqu'un de ses membres, qui est président d'un EPCI devenant inéligible du fait de sa transformation en communauté d'agglomération, par exemple, perd son mandat. En effet, conformément à l'article 3-8 du décret précité, le poste vacant est attribué, pour la durée du mandat restant à courir, au premier candidat non élu sur la même liste.

Cependant, en application de l'article 3-6 du décret du 22 février 1985 précité, le nombre de sièges au sein de la commission consultative d'élus ne peut être inférieur à deux. Dès lors, et uniquement dans ce cas de figure, il convient de procéder au renouvellement de la commission.

Je vous rappelle, à cet égard, que les membres de la commission sont désignés par l'association des maires du département. Si, dans le département, il n'existe pas d'association de maires ou s'il en existe plusieurs, les membres de la commission sont élus à la représentation proportionnelle au plus fort reste par un collège regroupant les présidents d'établissements publics de coopération intercommunale.

Les cas particuliers

Dans le cas de départements ne possédant qu'un seul groupement éligible, aucune commission n'est constituée. Les attributions de la DDR sont alors arrêtées par le préfet au vu des projets présentés par ce groupement.

Dans le cas de départements comportant deux groupements éligibles, la commission sera constituée par vos soins et comportera les deux représentants des deux seuls groupements éligibles de votre département.

Le bureau de la commission

L'article L.2334-40 du CGCT prévoit qu'à chacune de ses réunions, la commission désigne un bureau de séance. Le secrétariat de la commission est assuré par les services du représentant de l'État.

La constitution du bureau prévu à l'article précité consiste donc en l'élection d'un président de la commission assisté si nécessaire d'un ou plusieurs vice-présidents. Il vous appartient de juger de la nécessité de pourvoir à l'élection des vice-présidents.

ANNEXE 3

MODALITÉS D'ATTRIBUTION DE LA DDR

1. Modalités communes à la première et à la seconde parts de la DDR

1.1. Rôle du préfet

Conformément à l'article L.2334-40 du CGCT, c'est le représentant de l'État qui arrête les attributions revenant aux EPCI et aux communes éligibles. La commission départementale d'élus n'émet qu'un avis consultatif sur le projet présenté.

Le bénéfice de la DDR pour une année donnée ne constitue pas un droit acquis au maintien de l'attribution de cette dotation pour les exercices suivants.

1.2. Dossier à produire à l'appui de la demande de subvention

La demande de subvention est présentée par le maire ou le président de l'EPCI éligible.

Aucun texte relatif à la DDR ne précise quelles sont les pièces à produire à l'appui d'une demande de subvention. À cet égard, je vous demande de vous rapprocher des règles relatives à la Dotation globale d'équipement (DGE) des communes et notamment de l'arrêté interministériel du 23 décembre 2002 relatif aux pièces à produire à l'appui d'une demande de subvention présentée au titre de la DGE des communes.

Les pièces à produire à l'appui d'une demande sont les suivantes :

a) Pièces communes à toute demande

- une note explicative précisant l'objet de l'opération, les objectifs poursuivis, sa durée, son coût prévisionnel global ainsi que le montant de la subvention sollicitée ;
- la délibération du conseil municipal ou de l'organe délibérant de l'EPCI adoptant l'opération et arrêtant les modalités de financement ;
- le plan de financement prévisionnel précisant l'origine ainsi que le montant des moyens financiers et incluant les décisions accordant les aides déjà obtenues ;
- le devis descriptif détaillé qui peut comprendre une marge pour imprévus ;
- l'échéancier de réalisation de l'opération et des dépenses.

b) Pièces supplémentaires

Dans le cas d'acquisitions immobilières :

- le plan de situation, le plan cadastral ;
- dans le cas où l'acquisition du terrain est déjà réalisée, le titre de propriété et la justification de son caractère onéreux.

Dans le cas de travaux :

- un document précisant la situation juridique des terrains et immeubles et établissant que le demandeur a ou aura la libre disposition de ceux-ci ;
- le plan de situation, le plan de masse des travaux ;
- le programme détaillé des travaux ;
- le dossier d'avant-projet, s'il y a lieu (la transmission de ce document n'intervient que pour les dossiers portant sur des travaux d'infrastructure ainsi que sur l'aménagement ou la réalisation de bâtiments qui font généralement l'objet d'un marché).

Les pièces mentionnées ci-dessus n'ont pas nécessairement à figurer de manière individualisée. En particulier, la note explicative peut comprendre les renseignements relatifs à certaines de ces pièces.

Plus généralement, toute pièce non mentionnée dans la présente circulaire, qui vous paraîtrait utile pour l'instruction du dossier peut être demandée par vos soins.

Je vous précise que vous pouvez naturellement dispenser le demandeur de la production de pièces dont vous disposeriez déjà et qui n'auraient pas lieu d'être réactualisées, sous réserve que le demandeur certifie qu'il n'y a pas eu de modification. Il s'agit notamment de dossiers non retenus et qui seraient représentés ultérieurement ou de projets réalisés par tranches.

1.3. Commencement d'exécution de l'opération

Aucun texte relatif à la DDR n'empêche le commencement d'exécution des travaux avant l'attribution de la subvention. Une commune ou un EPCI qui aurait commencé une opération avant même d'avoir obtenu une subvention au titre de la DDR peut bénéficier de cette dotation dès lors que l'opération est éligible et qu'elle n'est pas terminée à la date de la décision attributive de subvention.

Par ailleurs, à la différence de ce qui prévaut pour la DGE des communes (article R. 2334-24 du CGCT), peuvent bénéficier de la DDR les communes et les EPCI sans que le dossier ait été déclaré ou réputé complet.

Pour les opérations qui n'auraient pas connu un début d'exécution avant l'arrêté attributif de subvention il vous est demandé de fixer un délai de commencement d'exécution ainsi qu'un délai de réalisation du projet. Si à l'expiration du délai fixé par la décision attributive, le projet au titre duquel la subvention a été accordée n'a reçu aucun commencement d'exécution, vous pourrez constater la caducité de votre décision. De la même manière, si le projet n'est pas réalisé dans le délai prévu par la décision attributive, vous pourrez exiger son reversement partiel ou total.

Pour pouvoir mettre en œuvre ces dispositions, vous veillerez à ce que l'arrêté préfectoral indique un délai de commencement d'exécution ainsi qu'un délai de réalisation du projet bénéficiant de la DDR. À cet égard, je vous rappelle que l'indicateur de performance n° 3 du projet annuel de performance concernant le programme 119 « Concours financiers aux communes et groupements de communes » fixe, à l'horizon 2007, un délai séparant la décision de subvention de la fin de réalisation du projet de trois ans.

Pour les opérations qui auraient connu un début d'exécution avant l'arrêté attributif, vous fixerez un délai pour terminer la réalisation de l'opération.

1.4. Taux de subvention

La commission consultative d'élus relative à la DDR ne détient pas la compétence de fixer les taux minimum et maximum de subvention.

La décision en la matière relève de votre appréciation, compte tenu de l'importance respective des projets mais aussi de l'existence d'autres types de subventions pour un même projet. Il est souhaitable cependant de fixer un taux maximum de subvention, éventuellement en concertation avec la commission consultative d'élus.

La loi organique relative aux lois de finances (LOLF) ayant entre autres objectifs la gestion active des concours financiers de l'État, je vous invite à vous rapprocher de la valeur cible définie dans les indicateurs de résultats du programme « Concours financiers aux communes et groupements de communes », à savoir 40 % de projets dont le taux de subvention se situe entre 25 % et 35 %. Cette fourchette pourra toutefois être dépassée de manière exceptionnelle, en cas notamment de potentiel fiscal particulièrement faible ainsi que pour les communes ou EPCI qui seraient situés en zone de revitalisation rurale (ZRR).

1.5. Cumul de subventions

La loi ne contient aucune disposition interdisant le cumul de la DDR avec d'autres types de subventions. Il convient néanmoins d'examiner avec attention les subventions de différentes origines dont bénéficie éventuellement un même projet et de prendre en compte cette donnée dans la décision d'attribution de la DDR.

Il s'agit en effet d'éviter qu'un même projet puisse bénéficier d'un cumul exagéré de subventions, et notamment de subventions octroyées par l'État. En tout état de cause, il apparaît nécessaire de se rapprocher des règles fixées par le décret n° 99-1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'État pour des projets d'investissement bien que celui-ci ne s'applique pas aux dotations aux collectivités territoriales et à leurs établissements publics prévues par le CGCT.

Dès lors, le montant de la DDR attribuée à un projet ne doit pas avoir pour effet de porter le montant des aides publiques directes à plus de 80 % du montant prévisionnel de la dépense subventionnable. Il faut entendre par la notion d'aides publiques les subventions de l'État et de ses établissements publics, les aides de l'Union européenne et des organisations internationales, des collectivités territoriales et de leurs établissements publics.

1.6. Division de l'opération en tranches fonctionnelles

Dès lors qu'une opération serait trop importante pour être réalisée en une seule fois, elle peut être divisée en tranches fonctionnelles. Chaque tranche est subventionnable et le montant de la subvention pour chaque tranche ainsi que les exercices au cours desquels s'effectuent les versements doivent être précisés dans l'arrêté attributif de subvention.

1.7. Maîtrise d'ouvrage

La DDR est une dotation versée uniquement aux communes et EPCI maîtres d'ouvrage des projets qu'elles présentent.

Cependant, une opération dont la maîtrise d'ouvrage a été déléguée demeure éligible à la DDR. Les modalités de réalisation de l'opération ne font pas, en effet, obstacle à son éligibilité sous réserve que le maître d'ouvrage initial ait la compétence de l'opération et en assume la charge financière. De plus, lui seul pourra percevoir la DDR.

La délégation de maîtrise d'ouvrage ne fait pas perdre à la collectivité mandante sa qualité de maître de l'ouvrage.

La rémunération de la délégation de la maîtrise d'ouvrage doit être considérée comme liée à l'opération d'investissement et est donc également éligible à la DDR.

Vous vous rapprocherez en la matière des dispositions de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 modifiée relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses relations avec la maîtrise d'œuvre privée. Je vous précise cependant que cette loi ne s'applique pas aux ouvrages d'infrastructure réalisés dans le cadre d'une zone d'aménagement concerté (ZAC) ou d'un lotissement au sens du titre premier du livre III du code de l'urbanisme.

Dans la même perspective, la DDR ne saurait être attribuée à des communes ou EPCI en vue de subventionner directement des opérations conduites sous maîtrise d'ouvrage privée.

L'attribution de la DDR dans l'objectif de verser une subvention directe à une personne privée, au titre d'une opération conduite sous maîtrise d'ouvrage privée, représenterait ainsi un détournement manifeste de la loi.

1.8. Etudes de faisabilité

La DDR ne doit pas servir à financer en tant que telles les études de faisabilité d'un projet. Le coût de ces études doit être intégré dans le montant du projet subventionnable et en tout état de cause elles ne pourront être prises en compte que si le projet est effectivement subventionné.

1.9. Arrêté attributif de subvention

Une opération ou tranche d'opération ne peut donner lieu qu'à une seule subvention au titre de la DDR.

L'arrêté doit viser l'article L.2334-40 du CGCT et doit comprendre les éléments relatifs aux règles applicables à la DDR dont la notification doit informer le demandeur des conditions de subvention et permettre d'éviter tout risque de contestation ultérieure. Ainsi, l'arrêté attributif doit comprendre :

- la désignation et les caractéristiques de l'opération, la nature et le montant prévisionnel hors taxe de la dépense subventionnable ;
- le calendrier prévisionnel de l'opération, le montant prévisionnel de la subvention et son taux ;
- les délais concernant, d'une part, le commencement de l'exécution de l'opération si l'opération n'est pas déjà commencée, et, d'autre part, l'achèvement de celle-ci ;

- les modalités de versement de la subvention ainsi que les clauses de reversement et le délai pendant lequel l'affectation de l'investissement ne peut être modifiée sans autorisation préfectorale.

1.10. Versement de la subvention

Comme cela vous a été demandé dans le cadre du cumul de subventions cité plus haut, je vous invite, s'agissant du versement de la subvention, à vous rapprocher des règles fixées par le décret n° 99-1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'État pour des projets d'investissement.

Aux termes de l'article 14 de ce décret, le versement de la subvention est effectué sur justification du projet et de la conformité de ses caractéristiques avec celles visées par la décision attributive.

Une avance peut être versée lors du commencement d'exécution du projet si celui-ci ne commence qu'après la décision attributive de subvention. Toutefois, à l'instar de la DGE des communes et compte tenu du fait que la DDR est une dotation visant à soutenir le développement des collectivités rurales qui disposent de faibles moyens, le montant de l'avance peut aller jusqu'à 30 % du montant prévisionnel de la subvention.

Des acomptes peuvent être versés au fur et à mesure de l'avancement du projet. Ils ne peuvent excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

1.11. Financement des pôles d'excellence rurale

Ainsi que le précise la circulaire interministérielle MAT/R/05/00002/C du 15 décembre 2005 relative au lancement et à la mise en œuvre de l'appel à projets « pôles d'excellence rurale », la DDR peut financer les projets des pôles d'excellence rurale s'ils entrent dans le cadre juridique régissant cette dotation, qu'il s'agisse de la définition des collectivités éligibles, des projets qui peuvent être retenus ou des procédures applicables (en particulier l'intervention de la commission d'élus).

2. Modalités particulières relatives à la première part de la DDR

Les critères d'attribution de la première part de la DDR n'ont pas été modifiés par la loi de finances pour 2006. La première part de la DDR a pour objet le développement économique ou social des collectivités rurales, ainsi que les actions en faveur des espaces naturels.

Les projets développés dans les objectifs précités doivent également être évalués en fonction de critères objectifs, comprenant notamment l'augmentation attendue des bases de fiscalité directe locale ou les créations d'emplois sur le territoire de l'établissement public de coopération intercommunale considéré.

2.1. La notion de création d'emplois

L'incidence du projet de développement en matière de création d'emplois n'est pas strictement définie par le législateur. À cet égard, il y a lieu de relever que le nombre d'emplois devant être créés n'est pas fixé précisément.

Il convient de prendre en compte le fait que les créations d'emplois attendues peuvent intervenir de façon plus ou moins directe et à plus ou moins long terme. Des opérations d'aménagement de zones économiques, par exemple, ne sont pas à proprement parler directement créatrices d'emplois. L'important, en l'espèce, est de soutenir la politique des EPCI visant à améliorer l'environnement des entreprises et à faciliter leur implantation.

Certains projets de développement ont, en milieu rural, une faible incidence en termes d'emplois. C'est le cas, par exemple, des projets d'animation culturelle et sportive, inséparables des activités touristiques que peuvent développer les EPCI ruraux.

Les activités touristiques peuvent cependant favoriser de façon spécifique des créations d'emplois, en particulier au travers de la polyvalence que permet le travail saisonnier (agriculteurs et hébergeurs, saisonniers des stations de ski, activités de plein air,...). Ce type d'activités entraîne également l'assujettissement à la taxe d'habitation voire à la taxe professionnelle, des loueurs de meublés de tourisme ou des hébergeurs en gîtes ruraux. Un projet à vocation touristique, qui n'a pas la même incidence en termes de création d'emplois que, par exemple la création d'une zone industrielle ou artisanale, pourra ainsi être éligible à la première part de la DDR.

Les retombées diverses et spécifiques qu'entraînera un projet au plan du développement et de l'aménagement du territoire considéré doivent donc être prises en considération.

Il vous appartient d'évaluer localement et au plus près les incidences spécifiques des projets de développement pour le territoire dans lequel ils s'insèrent.

2.2. La notion d'augmentation des bases de fiscalité directe locale

La nature et la portée économique du projet de développement s'apprécient également au regard du critère relatif à l'augmentation attendue des bases de la fiscalité directe locale, c'est-à-dire du point de vue des règles d'assiette de la taxe professionnelle, des taxes foncières ou de la taxe d'habitation.

Le critère d'augmentation des bases de la fiscalité directe locale ne doit pas cependant être interprété trop strictement. Ainsi, le fait qu'un projet de développement économique s'accompagne de mesure d'exonération fiscale au profit d'entreprises s'implantant sur le territoire de l'EPCI ne remet pas en cause son éligibilité à la première part de la DDR.

2.3. La nature des dépenses éligibles à la première part de la DDR

La première part de la DDR n'est pas réservée aux seules dépenses d'investissement mais peut aussi concerner des dépenses de fonctionnement. Je vous demande cependant d'être particulièrement prudent en ce qui concerne la sollicitation d'une subvention au titre de la première part de la DDR pour des dépenses de fonctionnement.

Compte tenu de l'absence de pérennité de cette subvention, la DDR ne saurait en effet constituer qu'une aide initiale, l'EPCI bénéficiaire ou la collectivité indirectement bénéficiaire de cette subvention doivent rapidement acquérir leur autonomie sur ce point.

Vous veillerez à distinguer, dans l'arrêté attributif, la part de la subvention destinée aux dépenses d'investissement et celle destinée aux dépenses de fonctionnement.

2.4. Cas particuliers

Les projets qui correspondent uniquement à des dépenses administratives pures (travaux sur les bâtiments communaux et murs de cimetières, entretien et aménagement de locaux scolaires, aménagement et entretien de la voirie,...) ne sont pas éligibles à la première part de la DDR.

Des projets des EPCI peuvent être réalisés sous la maîtrise d'ouvrage d'une commune membre de cet EPCI. Dans ce cas d'espèce, l'éligibilité de ces projets doit être subordonnée à l'exercice d'une maîtrise d'ouvrage déléguée. Une convention, conclue sur le fondement de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'ouvrage privée devra définir les obligations respectives du mandataire et du mandant.

Certains EPCI peuvent également envisager d'utiliser la DDR pour accorder des aides à l'achat ou à la location de bâtiments industriels par l'intermédiaire d'organismes – relais. Il importe de ne pas exclure ce type d'interventions économiques. Vous tiendrez cependant compte, pour fixer le montant de la subvention accordée au titre de la première part de la DDR, du fait qu'il ne s'agit pas en soi d'un véritable projet de développement intercommunal.

3. Modalités particulières d'attribution de la seconde part de la DDR

La seconde part de la DDR a pour objet le maintien et le développement des services au public en milieu rural. Cette enveloppe doit permettre le financement de projets destinés à assurer la présence des services publics dans les territoires et auprès des populations les plus fragiles.

Ces projets peuvent concerner à la fois la création, l'amélioration et le développement de services publics ou de services rendus au public.

3.1. Les opérations éligibles à la seconde part de la DDR

Sont éligibles à la seconde part de la DDR les opérations réalisées par les communes et les EPCI, qu'ils soient maîtres d'ouvrage ou qu'ils aient délégué leur maîtrise d'ouvrage, que les opérations réalisées portent sur des dépenses d'investissement ou de fonctionnement, que les services concernés relèvent de la compétence de ces collectivités ou d'autres collectivités locales et de leurs établissements publics, de l'État et de ses établissements publics ou d'autres organismes assurant une mission de service public.

La seconde part de la DDR peut également être attribuée aux communes et EPCI éligibles en vue de réaliser des opérations destinées à faire l'objet d'une délégation de service public.

Plusieurs types de projets peuvent ainsi être retenus. La liste de projets qui vous est donnée ci-dessous n'a pas vocation à être exhaustive.

3.1.1. La mutualisation des services et des moyens

Sont éligibles à la DDR les opérations visant à mutualiser les moyens ou à regrouper les services, tels que :

- les maisons de services publics s'inscrivant dans le cadre de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations modifiée par la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux, ainsi que son décret d'application n° 2001-494 du 6 juin 2001 ;

Les maisons de services publics, destinées à faciliter les démarches des usagers et améliorer la proximité des services publics sur le territoire en milieu rural, réunissent des services publics relevant de l'État ou de ses établissements publics, des collectivités territoriales ou de leurs établissements publics, des organismes de sécurité sociale ou d'autres organismes chargés d'une mission de service public parmi lesquels figure au moins une personne morale de droit public. Des personnes dont l'activité ne relève pas d'une mission de service public peuvent également, dans le respect des règles applicables, notamment en matière de concurrence, participer à une maison des services publics.

De même, les projets visant au maintien de la présence dans une commune d'un service public de proximité, tels que définis à l'article 27-1 de la loi du 12 avril 2000 précitée, et permettant, dans le respect des règles applicables, notamment en matière de concurrence, de déontologie et de confidentialité, à une collectivité territoriale qui en a la charge de confier, par convention, l'exécution de ce service à une personne dont l'activité habituelle ne relève pas d'une mission de service public, peuvent être retenus :

- la création de points relais ou la polyvalence de l'accueil visant notamment à organiser autour d'un accueil préexistant la mise en place d'un réseau de contacts avec d'autres administrations ou services privés dans un objectif de facilitation des démarches pour les habitants des communes concernées.

3.1.2. Les services à la personne

Les services à la personne, à la suite notamment du vieillissement de la population et de l'isolement des personnes âgées, sont de plus en plus sollicités.

Les projets visant à la mise en place par une commune ou un groupement de communes, éligibles à la DDR, de ce type de services à la personne sont éligibles à la seconde part de la DDR.

À cet égard, vous pouvez vous rapprocher de la liste des services à la personne définie à l'article D.129-35 du code du travail. J'appelle cependant votre attention sur le caractère exceptionnel d'un financement au titre de la DDR dès lors que des financements publics spécifiques seraient déjà prévus.

3.1.3. Le maintien de la présence des services de l'État

Sont éligibles les investissements réalisés par les collectivités locales dont l'objet est de mettre des biens à disposition des services de l'État et de ses établissements publics, des collectivités locales et de leurs établissements publics ou d'autres organismes en charge d'un service public.

Ainsi, par exemple, seront éligibles les projets visant au maintien ou au développement des services :

- de l'Éducation nationale (regroupements pédagogiques...) ;
- de la gendarmerie ;
- du Trésor public ;
- de la justice ;
- du service public de l'emploi (créations de maisons de l'emploi...) ;
- du service public de la santé ;
- de La Poste (créations d'agences postales communales ou intercommunales mises en œuvre dans le cadre du contrat de performances et de convergences de La Poste...) ;
- etc.

3.1.4. Le recours aux nouvelles technologies

Les projets ayant recours aux nouvelles technologies de l'information et de la communication dans l'objectif de rendre accessibles des services aujourd'hui distants et le développement de l'administration électronique (opérations de dématérialisation, téléprocédures, bornes Internet, etc...) pourront également être retenus.

3.1.5. L'aide au maintien et à l'installation des professionnels de santé

L'article 108 de la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux a autorisé les collectivités territoriales et leurs groupements à attribuer des aides destinées à favoriser l'installation ou le maintien de professionnels de santé dans les zones définies à l'article L.162-47 du code de la sécurité sociale, dans lesquelles est constaté un déficit en matière d'offre de soins. Les projets s'inscrivant dans ce cadre sont éligibles à la seconde part de la DDR.

De même les collectivités territoriales et leurs groupements ayant la possibilité d'attribuer des aides visant à financer des structures participant à la permanence des soins, notamment des maisons médicales, il vous est possible d'accorder une subvention au titre de la seconde part de la DDR à ce type de projets.

3.2. La nature des dépenses éligibles à la seconde part de la DDR

Les dépenses d'investissement

Au même titre que la première part, les dépenses d'investissement des collectivités sont éligibles à la seconde part de la DDR.

Les dépenses de fonctionnement

La seconde part de la DDR n'est pas réservée aux seules dépenses d'investissement mais peut aussi concerner des dépenses de fonctionnement. Je vous demande cependant d'être particulièrement prudent en ce qui concerne la sollicitation d'une subvention au titre de la seconde part de la DDR pour des dépenses de fonctionnement.

Compte tenu de l'absence de pérennité de cette subvention, la DDR ne saurait en effet constituer qu'une aide initiale, l'EPCI ou la commune bénéficiaires ou la collectivité indirectement bénéficiaire de cette subvention doivent rapidement acquérir leur autonomie sur ce point.

Vous veillerez à distinguer, dans l'arrêté attributif, la part de la subvention destinée aux dépenses d'investissement et celle destinée aux dépenses de fonctionnement.

- les dépenses de personnel.

La seconde part de la DDR peut, le cas échéant, financer des dépenses de personnel.

Comme pour les dépenses de fonctionnement, je vous invite à être extrêmement prudent sur la prise en compte des dépenses de personnel, celles-ci ne devront être retenues que si elles conditionnent la mise en œuvre du projet.

La prise en charge de ces dépenses devra être limitée dans le temps. Compte tenu de l'absence de pérennité de cette subvention, la DDR ne saurait en effet constituer qu'une aide initiale, l'EPCI ou la commune bénéficiaires ou la collectivité indirectement bénéficiaire de cette subvention doivent rapidement acquérir leur autonomie sur ce point.

ANNEXE 4

RÉGIME COMPTABLE DE LA DDR

La DDR, qui était imputée sur le chapitre 67-52 article 50 du budget du ministère de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, est désormais intégrée, conformément à la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances, dans l'action n° 1 « Soutien aux projets des communes et groupements de communes » du programme 119 « Concours financiers aux communes et groupements de communes » de la mission « Relations avec les collectivités territoriales ».

1. Les délégations de crédits aux responsables d'UO déconcentrées

Les délégations de crédits seront effectuées sur l'unité opérationnelle (UO) rattachée au budget opérationnel de programme (BOP) « Concours financiers aux communes et groupements de communes ».

2. Fongibilité des crédits

Les crédits (AE et CP) relatifs à la première et seconde part de la DDR sont fongibles entre eux.

Les crédits (AE et CP) relatifs à la DGE des communes et de leurs groupements et à la DDR sont également fongibles entre eux.

Les crédits de ces deux dotations sont désormais regroupés dans une même délégation de crédits afin de vous permettre de mettre en place la fongibilité des crédits.

Les règles générales de fongibilité des crédits au sein du programme « Concours financiers aux communes et groupements de communes » sont précisées dans la charte de gestion de ce programme.

3. Remontées d'informations sur l'engagement des AE

Il vous sera envoyé un tableau à renseigner concernant vos mouvements d'AE dans le cadre de la fongibilité des crédits ainsi que les montants effectivement engagés.

Les AE qui n'auront pas été engagées au 31 décembre de l'année de leur exercice de rattachement seront annulées.

4. Imputation budgétaire

Les crédits de la DDR sont imputés en gestion sur :

PROGRAMME	ACTION	CATÉGORIE	COMPTE PCE	LIBELLÉ
0119	11	63	6531213 (8J)	Transferts directs aux communes et établissements de coopération intercommunale – fonctionnement ou non différenciés

5. Compte de tiers n° 465-135 (ancien 466-7212)

Le compte de tiers n° 466-7212 « Dotation de développement rural », qui était constitué de reliquats issus de la première fraction du Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle, continue d'exister en 2006.

Ce compte, transposé en régime LOLF, est imputé sur le compte de tiers n° 465-135 « Dotation de développement rural ».

Il est composé uniquement de reliquats des années précédentes.

Pour les opérations concernées par un financement grâce à ces crédits non consommés les années précédentes, vous devrez donc prendre des arrêtés de versement visant le compte 465-135 « Dotation de développement rural ».

Ces crédits peuvent être affectés aux EPCI comme aux communes éligibles à la DDR.

J'attire tout particulièrement votre attention sur la nécessité de consommer rapidement ces crédits, soit en soldant le financement des opérations pour lesquelles vous avez déjà effectué des versements, soit en les affectant au financement intégral d'opérations nouvelles.

ANNEXE 5

BILAN D'ACTIVITÉ 2005 ET INDICATEURS DE RÉSULTATS

Le bilan de l'utilisation des crédits de la DDR qui doit être établi à la fin de chaque exercice et est notamment transmis au Parlement au cours de l'été, dans le cadre du projet de loi de finances, vous est demandé dès la présente circulaire. Il revêt à partir de cette année une importance particulière, car il servira à l'élaboration du Projet annuel de performance (PAP) 2007 du programme « Concours financiers aux communes et groupements de communes ». Il devra ainsi être établi par vos soins, sous la forme des formulaires ci-joints. Ces renseignements – que vous pourrez accompagner de toutes observations qui vous sembleraient utiles – devront m'être retournés pour le 15 mai 2006 au plus tard.

La mise en œuvre de la LOLF s'accompagne de la création d'indicateurs de résultats déclinés dans le PAP de la mission Relations avec les collectivités territoriales. Il vous est par conséquent demandé d'apporter une attention toute particulière au renseignement des formulaires précités.

Je vous demande en particulier d'accorder le plus grand soin à la mesure des indicateurs de performance du PAP, ainsi qu'au respect des valeurs cibles :

- indicateur n° 1 (évolution du volume des investissements des collectivités locales réalisés grâce aux subventions DDR comparée à l'évolution de la formation brute de capital fixe des administrations publiques dont le taux s'élève à 4 % pour l'année 2006). Les investissements à prendre en compte sont ceux qui donnent lieu à un arrêté attributif de subvention au cours de l'année 2005 ;
- indicateur n° 2 (pourcentage de projets bénéficiant d'un taux de subvention compris entre 25 % et 35 %). Vous voudrez bien m'indiquer le nombre et la proportion des projets ayant bénéficié d'un arrêté attributif de subvention en 2005 qui sont compris dans cette fourchette. Vous veillerez également, au titre de l'exercice 2006, à vous rapprocher de la valeur cible fixée à 40 % de projets bénéficiant d'un taux de subvention compris entre 25 % et 35 %. Vous m'indiquerez enfin, s'agissant des projets dont le taux de subvention se situe hors de cette fourchette, les principales raisons ayant conduit à retenir ce taux de subvention ;
- indicateur n° 3 (délai séparant la décision de subvention de la fin de réalisation du projet). Vous voudrez bien renseigner la rubrique du tableau joint précisant, pour les opérations dont le paiement a été soldé en 2005, le délai séparant la décision attributive de subvention qui avait été prise de la date de versement de la dernière tranche de crédits de paiement. L'unité de compte est le nombre de mois arrondi au plus proche. S'agissant des projets dont le délai

d'achèvement a dépassé la valeur cible (4 ans), je vous remercie de m'informer, par note séparée, des raisons ayant entraîné ce retard (manque de disponibilité des crédits, retard des collectivités territoriales dans la réalisation du projet, autres...). Ces explications seront précieuses lors de la présentation du prochain PAP au Parlement. Je vous précise qu'il s'agit ici de recenser les opérations soldées en 2005, qu'elles aient fait l'objet d'un arrêté attributif antérieur à 2005 ou au cours de l'année 2005.

Il vous faudra également, comme les années précédentes, préciser la catégorie dans laquelle se classe chaque opération financée, qu'il s'agisse du développement économique, des projets liés à l'environnement, du domaine social, du développement touristique ou du développement culturel. Il en sera de même pour les projets que vous jugerez inéligibles.

Vous trouverez le tableau permettant de classer chaque type d'opération en fonction de son domaine d'intervention dans les tableaux annexés ci-joints.

Ministère de l'Intérieur et de l'aménagement du territoire
Direction Générale des Collectivités Locales
Sous-direction des finances locales et de l'action économique
Bureau des concours financiers de l'Etat
Tél : 01.40.07.22.59
Télécopie : 01.40.07.68.30.

Dotation de développement rural

Bilan d'utilisation des crédits DDR pour l'année 2005
(crédits budgétaires gérés sur le chapitre 67-52 article 50
et/ou crédits restés gérés sur le compte 466-7212)

A retourner pour le 15 mai 2006

Nom du département :

Code INSEE :

Nom du rédacteur qui a complété les tableaux :

Coordonnées téléphoniques :

Tableau A

Département :

DOTATION DE DEVELOPPEMENT RURAL

Chapitre 67-52-50 et Compte spécial du Trésor n° 466-7212

EXERCICE 2005

Ce tableau sera utilisé pour renseigner les indicateurs de gestion retenus dans le cadre de la mise œuvre de la LOLF

BILAN GENERAL

A1	Nombre de bénéficiaires éligibles dans le département	
A2	Nombre d'opérations ayant fait l'objet d'une demande de subvention	
A3	Montant (HT) des investissements correspondant à ces demandes	
A4	Nombre de groupements subventionnés	
A5	Nombre d'opérations subventionnées <i>rapport A5 / A2 (en %)</i>	
A6	Indicateur n°1 : Montant (HT) des investissements ayant fait l'objet d'une subvention <i>rapport A6 / A3 (en %)</i>	
A7	Montant total des subventions allouées (Autorisations d'Engagement) <i>rapport A7 / A6 (en %)</i>	
A8	Indicateur n°2 : Nombre d'opérations subventionnées dont le taux de subvention se situe entre 25% et 35% <i>rapport A8 / A5 (en %)</i>	
A9	Nombre d'opérations soldées en 2005 (correspond au dénominateur du ratio figurant en note de bas de page)	
A10	Indicateur n°3 : Délai moyen (en nombre de mois arrondi à l'unité la plus proche) séparant l'arrêté attributif de subvention et le versement du solde de paiement ⁽¹⁾	

⁽¹⁾ Délai moyen =
$$\frac{\sum \text{Nb de mois (arrondi au plus proche) pour chaque projet séparant l'arrêté attributif de subvention et le versement du solde de paiement}}{\text{Nb de projets soldés en 2005}}$$

TABLEAU B

Projets des groupements retenus en 2005 au titre des crédits budgétaires disponibles sur le chapitre 67- 52 art.50(*)

1. Montant des AP engagées en 2005 :

2. Montant des CP mandatés en 2005 sur des AP engagées en 2005 :

NOM du groupement de communes	N° SIREN du groupement	NATURE du projet présenté	CODE d'éligibilité	MONTANT HT du projet (1)	MONTANT de la subvention accordée (AP engagées en 2005) (2)	MONTANT des CP 2005 mandatés sur AP engagées en 2005 (3)	SOLDE à mandater (4) = (2) – (3)	DATE de clôture de l'opération	TAUX de subvention (5) = (2)/(1)
Total.....				€	€	€			
(*) S'il y a lieu, fournir un état néant.									

3. Montant des CP mandatés en 2005 sur des AP engagées en 2004 :

NOM du groupement de communes	N° SIREN du groupement	NATURE du projet présenté	CODE d'éligibilité	MONTANT HT du projet (1)	MONTANT de la subvention accordée (AP engagées en 2004) (2)	MONTANT des CP 2005 mandatés sur AP engagées en 2004 (3)	SOLDE à mandater (4) = (2) – (3)	DATE de clôture de l'opération	TAUX de subvention (5) = (2)/(1)
Total.....				€	€	€			
(*) S'il y a lieu, fournir un état néant.									
N.B. : par construction, le total des CP mandatés figurant dans la colonne (3) (sur les AP 2004 et 2005) doit correspondre au total des CP mandatés en 2005 puisque la gestion en AP/CP n'a été introduite qu'à compter de 2004.									

TABLEAU C

Reliquats du compte 466-7212 «FNPTP DDR»*(Prélèvement sur recettes existant antérieurement à la réforme de 2004)*

	MONTANT
Reliquats encore disponibles sur le compte 466-7212 au 1 ^{er} janvier 2005 (A)	
Reliquats consommés en 2005 sur des opérations antérieures à 2005 (B)	
Reliquats consommés en 2005 sur des opérations au titre de l'exercice 2005 (C)	
Reprises de crédits (D)	
Reliquats disponibles sur le compte 466-7212 au 1 ^{er} janvier 2006 [E = A – (B + C) + D]	
Dont :	
Reliquats déjà affectés mais non consommés	
Reliquats libres d'emploi	
N.B. : Un tableau national reprenant ces informations est disponible sur le site intranet de la DGCL. Merci de le compléter .Il sera prérenseigné par nos soins s'agissant des lignes A et E grâce aux données fournies par les services de la direction générale de la comptabilité publique (DGCP).	

TABLEAU D

Projets des groupements retenus en 2005 au titre des reliquats du compte 466-7212 « FNPTP-DDR » (*)
(Prélèvement sur recettes existant antérieurement à la réforme de 2004)

NOM du groupement de communes	N° SIREN du groupement	NATURE du projet présenté	CODE d'éligibilité	MONTANT HT du projet (1)	MONTANT de la subvention accordée (reliquats 2005 affectés) (2)	RELIQUATS consommés en 2005 (**)	TAUX de subvention (3) = (2)/(1)
Total				€	€	€	
(*) S'il y a lieu, fournir un état néant.							
(**) Le total de ces montants doit correspondre au montant indiqué dans la 3 ^e ligne du tableau C précédent.							

Classification des opérations éligibles

CODE D'ÉLIGIBILITÉ	TYPE DE PROJETS
DE1	Économique – Créations, extensions ou aménagement de zone d'activités
DE2	Économique – Bâtiments relais, pépinières d'entreprises, friches industrielles
DE3	Économique – Aides indirectes aux entreprises
DE4	Économique – Redynamisation commerciale
DE5	Économique – Autres opérations à finalité commerciale
E1	Environnement – Aménagement urbain et paysager
E2	Environnement – Mise en valeur de l'environnement
E3	Environnement – Traitement des déchets
S1	Social – Logements sociaux
S2	Social – Logements locatifs
S3	Social – Actions de solidarité, services publics locaux
T	Développement touristique
C	Développement culturel
A	Autres projets

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR
ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Direction générale
des collectivités locales

Sous-direction des finances locales
et de l'action économique

Circulaire du 22 mars 2006 relative à la répartition de la dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale (DSU) au titre de 2006

NOR : MCTB0600029C

Pièces jointes : V annexes.

Résumé : la présente circulaire a pour objet de présenter les modalités de répartition et de versement de la dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale (DSU) au titre de l'exercice 2006.

Le ministre délégué aux collectivités territoriales à Mesdames et Messieurs les préfets de département (métropole).

Conformément à la loi n° 93-1436 du 31 décembre 1993 portant réforme de la dotation globale de fonctionnement et modifiant le code des communes et le code général des impôts, la dotation d'aménagement est composée notamment d'une dotation de solidarité urbaine (DSU) et d'une dotation de solidarité rurale (DSR) et, depuis 2004, d'une dotation nationale de péréquation (DNP). L'article 47 de la loi de finances pour 2005 et l'article 135 de la loi n° 2005-32 du 18 janvier 2005 de programmation pour la cohésion sociale ont réformé les modalités de répartition de la dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale, afin de mieux cibler les communes disposant de faibles ressources ou subissant des charges élevées.

I. – LES CONDITIONS D'ÉLIGIBILITÉ DE LA DSU

La loi n° 96-241 du 26 mars 1996 a étendu aux communes de 5 000 à 9 999 habitants l'application de l'indice synthétique créé par la loi du 31 décembre 1993 pour les communes de 10 000 habitants et plus qui permet de classer l'ensemble des communes urbaines en fonction de leur richesse et de leurs charges.

La population prise en compte est la population DGF 2006, à l'exception de la population utilisée dans le calcul du revenu par habitant. Dans ce cas, est prise en compte la population INSEE 2006.

1. L'éligibilité des communes de 10 000 habitants et plus

Les communes de 10 000 habitants et plus sont classées par ordre décroissant selon un indice synthétique de charges et de ressources constitué :

- pour 45%, du rapport entre le potentiel financier moyen par habitant des communes de 10 000 habitants et plus et le potentiel financier par habitant de la commune ;
- pour 15%, du rapport entre la part des logements sociaux de la commune dans son parc total de logements et la part des logements sociaux dans le parc total de logements des communes de 10 000 habitants et plus ;
- pour 30%, du rapport entre la proportion par logement de personnes couvertes par des prestations logements dans la commune et la proportion de personnes couvertes par ces mêmes prestations dans les communes de 10 000 habitants et plus ;
- pour 10%, du rapport entre le revenu moyen des habitants des communes de 10 000 habitants et plus et le revenu moyen des habitants de la commune.

La formule de calcul de cet indice synthétique est précisée dans annexe III de la présente circulaire. Sont éligibles les communes classées dans les trois premiers quarts des communes de plus de 10 000 habitants.

S'agissant de la définition des logements sociaux pris en compte pour la répartition de la DSU (art. L. 2334-17 du CGCT), vous voudrez bien vous reporter au I de l'annexe V qui retrace les différences de définition entre cet article du code général des collectivités territoriales et les dispositions de l'article 55 de la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbain.

Compte tenu de ces différences dans le dénombrement des logements sociaux, je vous invite, en prévision des recours relatifs à ce critère, à porter une attention particulière à cette annexe.

Le critère des bénéficiaires des aides au logement vise l'ensemble des personnes couvertes, c'est-à-dire l'allocataire, son conjoint et les personnes vivant habituellement dans son foyer.

2. L'éligibilité des communes de 5 000 à 9 999 habitants

Il est procédé pour ces communes comme pour les communes de 10 000 habitants et plus à la détermination, pour chaque collectivité, d'un indice synthétique de ressources et de charges. Les critères qui composent cet indice et les pondérations retenues sont les mêmes que ceux précédemment évoqués pour les communes de 10 000 habitants et plus. Toutefois les valeurs moyennes utilisées dans le calcul de l'indice sont celles constatées pour l'ensemble des communes de 5 000 à 9 999 habitants (voir annexe IV).

Est éligible le premier dixième des communes de 5 000 à 9 999 habitants, classées par ordre décroissant de la valeur de leur indice synthétique.

II. – LA RÉPARTITION DE LA DSU

1. La détermination des crédits consacrés à la DSU

Conformément à l'article L. 2334-13 modifié du code général des collectivités territoriales, il appartient au comité des finances locales de répartir entre la DSU, la DSR et la DNP la variation annuelle du solde de la dotation d'aménagement, après imputation de la DGF des groupements. La loi de programmation pour la cohésion sociale a toutefois prévu que la DSU bénéficie de 2004 à 2009 d'une augmentation prioritaire de 120 M€ par an.

Par ailleurs, la DSU bénéficie en 2006 d'un montant de 68,575 M€ prélevé sur la DGF de la région Ile-de-France en application de l'article 73 de la loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire du 4 février 1995.

Le comité des finances locales a choisi d'affecter à la DSR et à la DNP l'intégralité de l'augmentation du solde de la part de la dotation d'aménagement, après prélèvement de 120 M€ au profit de la DSU.

La DSU pour 2006 s'établit ainsi à 879 582 896 € (+ 120 M€, soit + 15,80%).

La somme effectivement mise en répartition entre les communes de métropole s'élève à 834 980 248 € après prélèvement de la quote-part réservée aux communes des départements et collectivités d'outre-mer.

2. Les règles de répartition

Les crédits consacrés à la DSU des communes de métropole sont donc répartis en deux enveloppes, l'une pour les communes dont la population est comprise entre 5 000 et 9 999 habitants, l'autre pour celles dont la population est supérieure ou égale à 10 000 habitants. La loi de finances pour 2006 prévoit que l'enveloppe à répartir entre les communes de 5 000 à 9 999 habitants éligibles à la dotation est égale au produit de leur population par le montant moyen par habitant perçu l'année précédente par les communes éligibles de cette catégorie, indexé selon le taux d'évolution pour l'année de répartition du montant moyen par habitant de l'ensemble des communes éligibles à la dotation.

a) Le calcul des dotations individuelles des communes de 10 000 habitants et plus

La dotation de chaque commune est égale au produit de la population par la valeur de l'indice synthétique, pondéré par l'effort fiscal dans la limite de 1,3 et par un coefficient multiplicateur propre à chaque commune. Ce coefficient évolue linéairement de 0,5 à 2 en fonction du rang de la commune dans le classement effectué en fonction de la valeur de son indice synthétique.

Par ailleurs, la loi de programmation pour la cohésion sociale a introduit deux coefficients multiplicateurs, l'un proportionnel à la part de la population en zone urbaine sensible (ZUS) variant de 1 à 3, l'autre proportionnel à la part de la population en zone franche urbaine (ZFU) variant de 1 à 2. Les populations en ZUS et en ZFU de chaque commune sont déterminées respectivement par un arrêté interministériel du 12 juillet 2004 et du 31 mars 2005. La loi de finances pour 2006 a étendu ces deux coefficients aux communes de plus de 200 000 habitants.

La formule de calcul est détaillée en annexe III.

b) Le calcul des dotations individuelles des communes de 5 000 à 9 999 habitants

Les règles de calcul des dotations sont désormais identiques à celles appliquées pour les communes de 10 000 habitants et plus.

La loi de programmation pour la cohésion sociale a en effet étendu à ces communes l'application d'un coefficient multiplicateur variant de 0,5 à 2 en fonction du rang de la commune dans le classement effectué en fonction de son indice synthétique.

Toutefois, les valeurs de référence sont celles des communes de 5 000 à 9 999 habitants.

La formule de calcul est détaillée en annexe IV.

3. Les règles de garantie et d'écêtement prévues par la loi de programmation pour la cohésion sociale

Les communes de 10 000 habitants et plus, comme celles de 5 000 à 9 999 habitants qui perdent leur éligibilité à la DSU en 2006, bénéficient à titre de garantie de 50 % des montants perçus en 2005.

De plus, la loi de finances pour 2006 prévoit que les communes devenues inéligibles en 2005 perçoivent au titre de 2006 une seconde tranche de garantie égale à la moitié du montant perçu en 2004.

Par ailleurs, de 2005 à 2009, les communes éligibles sont assurées de percevoir une dotation au moins augmentée de 5 % par rapport à celle perçue l'année précédente.

Enfin, il faut souligner que l'accroissement de l'attribution de chaque commune ne peut excéder 4 M€ par an.

III. – NOTIFICATION ET VERSEMENT

Afin de faciliter l'élaboration et l'adoption des budgets des communes et de donner accès le plus rapidement possible aux collectivités locales au montant des dotations leur revenant, le résultat de la répartition de la dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale est en ligne sur le site internet de la DGCL (<http://www.dgcl.interieur.gouv.fr>) depuis le 10 mars 2006.

Toutefois, seule la notification officielle par vos soins de la dotation revenant à chaque commune éligible fait foi.

Comme l'année dernière, les fiches individuelles de notification des attributions de la dotation de solidarité urbaine des communes vous seront expédiées par l'intermédiaire de l'intranet Colbert Web.

Je vous invite donc, dès réception de cette circulaire, à télécharger les fiches de notification de la dotation de solidarité urbaine des communes, qui prennent la forme de fichier PDF, à faire imprimer par vos services. La procédure de téléchargement est décrite sur la page d'accueil de Colbert Web. Il vous appartient de transmettre ces fiches le plus rapidement possible aux collectivités concernées, l'arrêté attributif pouvant intervenir ultérieurement.

Je vous signale, en outre, qu'en vertu des dispositions de l'article R. 421-5 du code de la justice administrative, les voies et délais de recours doivent être expressément indiqués lors de la notification de chaque dotation aux collectivités bénéficiaires. Cette mention est donc inscrite sur chaque fiche individuelle de notification annexée à la présente circulaire.

Je vous invite néanmoins, afin de prévenir tout contentieux, à indiquer à chaque collectivité bénéficiaire que, durant le délai de deux mois mentionné sur la fiche de notification, un recours gracieux peut être exercé auprès de vos services.

Ce recours gracieux interrompt le délai du recours contentieux qui ne courra à nouveau qu'à compter de la réception de votre réponse. Je vous rappelle, à cet égard, qu'en application de l'article R. 421-2 du code précité « le silence gardé pendant plus de deux mois sur une réclamation par l'autorité compétente vaut décision de rejet ».

Vos arrêtés de versement à l'issue de la répartition initiale de la DSU viseront le compte, ouvert en 2006 dans les écritures du trésorier-payeur général, sous le n° 465-12116 « Dotation globale de fonctionnement – répartition initiale de l'année - année 2006 ».

Comme l'année précédente, tous vos arrêtés de versement ou de reversement à l'occasion d'une rectification éventuelle de la DSU viseront dorénavant le compte unique n° 465-1212 « Dotation globale de fonctionnement opérations de régularisation », que les rectifications portent sur les dotations allouées au titre de l'exercice ou des années antérieures.

Toute difficulté dans l'application de la présente circulaire devra être signalée à : direction générale des collectivités locales, sous-direction des finances locales et de l'action économique, bureau des concours financiers de l'Etat, Mlle Aurélie-Anne Lemaître, tél. : 01.49.27.34.92, aurelie-anne.lemaitre@interieur.gouv.fr.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur général
des collectivités locales,
D. SCHMITT

ANNEXE I

CALCUL DU POTENTIEL FISCAL ET DU POTENTIEL FINANCIER 2006

Le potentiel fiscal est égal au montant des bases des quatre taxes directes locales pondérées par le taux moyen national d'imposition à chacune de ces taxes. Il est majoré de la part de la dotation forfaitaire de la commune correspondant à la compensation prévue au I du D de l'article 44 de la loi de finances pour 1999 (n° 98-1266 du 30 décembre 1998). Les bases retenues sont les bases brutes de la dernière année dont les résultats sont connus servant à l'assiette des impositions communales, minorées le cas échéant, du montant de celles correspondant à l'écêtement opéré au titre du fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle prévue par l'article 1648 A du code général des impôts. Dans le cas où une commune appartient à un EPCI à taxe professionnelle unique ou à taxe professionnelle de zone, ses bases de taxe professionnelle font l'objet de modalités de calculs spécifiques telles que prévues par l'article L. 2334-4 du CGCT modifié par la loi n° 99-1126 du 28 décembre 1999.

Le potentiel fiscal est minoré le cas échéant des éventuels prélèvements fiscaux subis par la commune à la suite de la suppression des CCAS et de la banalisation de l'imposition de France Télécom.

Le potentiel financier de la commune correspond à son potentiel fiscal majoré de la dotation forfaitaire (hors compensation « part salaires » et compensation des baisses de DCTP) perçue l'année précédente.

1. – Calcul du potentiel fiscal quatre taxes des communes :

Bases brutes d'imposition à la taxe d'habitation pour 2005			
x	Taux moyen national d'imposition 2005	x	0,1434
=		=	(a)
Bases brutes d'imposition à la taxe foncière sur les propriétés bâties pour 2005			
x	Taux moyen national d'imposition 2005	x	0,1836
=	(b)	=	(b).....
Bases brutes d'imposition à la taxe foncière sur les propriétés non bâties pour 2005			
x	Taux moyen national d'imposition 2005	x	0,4363
=	(c)	=	(c).....
Bases brutes d'imposition à la taxe professionnelle pour 2005			
x	Taux moyen national d'imposition 2005	x	0,1552
=		=	(d).....
+	Part de la dotation forfaitaire correspondant à la compensation prévue au I du D de l'article 44 de la loi de finances pour 1999 (n°98-1266 du 30 décembre 1998)	+	(e).....
–	Prélèvement sur la fiscalité	–	(f)
Potentiel fiscal = Total des lignes (a) + (b) + (c) + (d) + (e) – (f)			
			(g)
+	Dotation forfaitaire 2005 hors part représentant l'ancienne « part salaires »	+	(h).....
Potentiel financier = (g) + (h)			
		

2. – Calcul du potentiel financier par habitant des communes

Potentiel financier de la commune			
÷	Population DGF 2006 de la commune	÷	.....
=	Potentiel financier par habitant de la commune	=	.....

ANNEXE II

CALCUL DE L'EFFORT FISCAL

L'effort fiscal d'une commune est égal au rapport entre le produit de la taxe d'habitation, des deux taxes foncières, de la taxe ou redevance pour l'enlèvement des ordures ménagères, et le potentiel fiscal correspondant à ces trois taxes. Le produit et les bases de la taxe professionnelle ne sont pas pris en compte pour le calcul de l'effort fiscal.

L'article L. 2334-5 du code général des collectivités territoriales prévoit un mécanisme d'écurement du produit fiscal pris en compte pour le calcul de l'effort fiscal lorsque l'augmentation du taux moyen pondéré des trois taxes directes locales de la commune est supérieure à celle constatée pour les communes de même importance démographique. Le produit fiscal est alors calculé sur la base de cette augmentation moyenne. De manière symétrique est prévu un mécanisme destiné à ne pas pénaliser les communes qui baisseraient leur taux d'une année sur l'autre. Le taux pris en compte pour le calcul de la DGF est alors, non pas le dernier taux connu, mais celui de l'exercice précédent.

Pour les communes membres d'un groupement de communes à fiscalité propre, l'effort fiscal est calculé en ajoutant au produit et au taux de chacune de leurs propres taxes communales ceux correspondant au groupement de communes.

1. – Calcul de l'effort fiscal des communes

Produit de la taxe d'habitation, de la taxe foncière sur les propriétés bâties, de la taxe foncière sur les propriétés non bâties, de la taxe ou redevance pour l'enlèvement des ordures ménagères majoré du produit des exonérations	.....
÷ Potentiel fiscal (trois taxes)	÷
= Effort fiscal de la commune	=

2. – Modalités de l'écurement

La loi a institué un mécanisme d'écurement du produit fiscal pris en compte pour le calcul de l'effort fiscal lorsque l'augmentation du taux moyen pondéré de la commune est supérieure à celle constatée pour les communes de même importance démographique.

COMMUNES	T1 N-1	T2 N
0 à 499 habitants.....	0,149163	0,150486
500 à 999 habitants.....	0,149471	0,151059
1 000 à 1 999 habitants	0,151668	0,153273
2 000 à 3 499 habitants	0,157007	0,158667
3 500 à 4 999 habitants	0,16206	0,164264
5 000 à 7 499 habitants	0,172581	0,174708
7 500 à 9 999 habitants	0,175585	0,177744
10 000 à 14 999 habitants.....	0,188151	0,190362
15 000 à 19 999 habitants.....	0,189203	0,190441
20 000 à 34 999 habitants.....	0,198151	0,200057
35 000 à 49 999 habitants.....	0,201143	0,203029
50 000 à 74 999 habitants.....	0,181232	0,183184
75 000 à 99 999 habitants.....	0,184496	0,187055
100 000 à 199 999 habitants.....	0,220364	0,220962
200 000 habitants et plus.....	0,132027	0,134807

soit t1 le taux moyen pondéré de la commune en 2004

soit t2 le taux moyen pondéré de la commune en 2005

soit T1 le taux moyen pondéré de l'ensemble des communes de la strate en 2004

soit T2 le taux moyen pondéré de l'ensemble des communes de la strate en 2005

Si $t2 - t1$ est inférieur à $T2 - T1$, on conserve le produit fiscal de la commune

Si $t2 - t1$ est supérieur à $T2 - T1$, le produit fiscal est écrêté dans les conditions suivantes :

1^{er} cas

Si $t2 > t1$, $T2 - T1 > 0$ et $(t2 - t1) > (T2 - T1)$, le produit fiscal est écrêté dans les conditions suivantes :

Base nette d'imposition à la taxe d'habitation de 2005	.....
+ Base nette d'imposition à la taxe foncière sur les propriétés bâties en 2005	+
+ Base nette d'imposition à la taxe foncière sur les propriétés non bâties de 2005	+
= Sous-total	=
x $t1 + (T2 - T1)$	x
= Produit fiscal écrêté	=

2^e cas

Si $t2 > t1$, $t2 > T2$ et $T2 - T1 < 0$, le produit fiscal est écrêté dans les conditions suivantes :

Base nette d'imposition à la taxe d'habitation de 2004	.....
+ Base nette d'imposition à la taxe foncière sur les propriétés bâties en 2005	+
+ Base nette d'imposition à la taxe foncière sur les propriétés non bâties de 2005	+
= Sous-total	=
x $t2 + (T2 - T1)$ si $t2 + T2 - T1 > T2$	x
ou	
x $T2$ si $t2 + T2 - T1 < T2$	x
= Produit fiscal écrêté	=

Dans les deux cas, il convient d'ajouter au produit fiscal écrêté le produit de la taxe ou redevance pour l'enlèvement des ordures ménagères ainsi que le produit des exonérations permanentes et temporaires retenues par l'article L.2334-6 du code général des collectivités territoriales.

L'effort fiscal de la commune a été recalculé avec le produit fiscal écrêté.

3. – Diminution du taux moyen pondéré des trois taxes locales

Pour les communes dont le taux pondéré des trois taxes directes locales est en 2005 inférieur à celui de 2004, c'est ce dernier taux qui a été pris en compte pour le calcul du produit fiscal.

ANNEXE III

FICHE DE CALCUL DE LA DOTATION DE SOLIDARITÉ URBAINE ET DE COHÉSION SOCIALE ALLOUÉE EN 2006 AUX COMMUNES DE 10 000 HABITANTS ET PLUS

1. Eligibilité des communes de 10 000 habitants et plus

Rappel de la population DGF	.....
Potentiel financier des communes de 10 000 habitants et plus (en euro / hab.)	1017,153956
Potentiel financier de la commune (en euro / hab.)	.....
= Sous total	.....
x Pondération retenue pour le potentiel financier	x 0,45
= Part, dans l'indice, du potentiel financier	= (a).....
Nombre de logements sociaux de la commune	.....
Nombre de logements de la commune	.....

=	Part relative des logements sociaux de la commune	.....
	Part relative des logements sociaux dans les communes de plus de 10 000	0,2304520
x	Pondération retenue pour les logements sociaux	x 0,15
=	Part, dans l'indice, des logements sociaux	= (b).....
	Nombre de personnes couvertes par les allocations logements de la commune	.....
	Nombre de logements de la commune	.....
=	Part relative des personnes couvertes par les allocations logements de la commune	=
	Part relative des pers. couv. par les all. logt. dans les com. de 10 000 et +	0,563811
x	Pondération retenue pour les allocations logements	x 0,30
=	Part, dans l'indice, des personnes couvertes par les allocations logements	= (c).....
	Revenu moyen par habitant dans les communes de 10 000 habitants et plus (en euro / hab.)	9672,573203
	Revenu moyen par habitant de la commune (en euro / hab.)	.....
x	Pondération retenue pour le revenu	x 0,1
=	Part, dans l'indice, du revenu	=
	Indice total des lignes (a) + (b) + (c) + (d)	= (e).....

Si (e) ≥ 0,906921 alors la commune est éligible (avec (e) permettant à la commune d'appartenir aux trois premiers quarts du total des communes ≥ 10 000 habitants, classées dans l'ordre décroissant de l'indice synthétique).

2. Calcul de la DSU des communes de 10000 habitants et plus

a) Calcul du coefficient

	Rang de la commune	.....
	Nombre de communes de 10 000 habitants et plus	943
=	sous total 1	=
x	2	x 2
=	sous-total 2 (f)	= (f).....
	2	2
–	sous-total 2	– (f).....
=	coefficient multiplicateur	= (g).....

b) Calcul de la dotation

	Population DGF 2005	.....
x	Indice de la commune (e)	x (e).....
x	effort fiscal dans la limite de 1,3	x
x	valeur de point (en euro)	x 10,098081
x	coefficient de majoration C (g)	x (g)
x	coefficient ZUS (1)	x
x	coefficient ZFU (2)	x
x	DSU 2006 (en euros)	x

A l'issue de ce calcul, les communes éligibles, dont l'attribution 2006 est inférieure à celle de 2005 majorée de 5%, perçoivent un montant égal à la dotation perçue en 2005, augmentée de 5 %.

$$(1) \text{ Coefficient ZUS} = 1 + \left[\frac{2 \times \text{pop ZUS}}{\text{pop DGF}} \right]$$

$$2) \text{ Coefficient ZFU} = 1 + \left[\frac{\text{pop ZFU}}{\text{pop DGF}} \right]$$

ANNEXE IV

FICHE DE CALCUL DE LA DOTATION DE SOLIDARITÉ URBAINE ET DE COHÉSION SOCIALE ALLOUÉE EN 2006 AUX COMMUNES DE 5 000 À 9 999 HABITANTS

1. Éligibilité des communes de 5 000 à 9 999 habitants

	Rappel de la population DGF	.....
	Potentiel financier des communes de 5 000 à 9 999 habitants (en euro / hab.)	834,567014
=	Sous total	=
x	Pondération retenue pour le potentiel financier	x 0,45
=	Part, dans l'indice, du potentiel financier	= (a).....
	Nombre de logements sociaux de la commune	.....
	Nombre de logements de la commune	.....
=	Part relative des logements sociaux de la commune	=
	Part relative des logements sociaux dans les communes de 5000 à 9999 hab.	0,143908
x	Pondération retenue pour les logements sociaux	x 0,15
=	Part, dans l'indice, des logements sociaux	= (b).....
	Nombre de personnes couv. par les allocations logements de la commune	.....
	Nombre de logements de la commune	.....
=	Part relative des pers. couv. par les all. log. de la commune	=
	Part relative des pers. couv. par les all. logt. dans les com. de 5 000 à 9 999 hab	0,441177
x	Pondération retenue pour les allocations logements	x 0,3
=	Part, dans l'indice, des personnes couv. par les allocations logements	= (c).....
	Revenu moyen par habitant dans les communes de 5 000 à 9 999 habitants (en euro / hab.)	8914,891261
	Revenu moyen par habitant de la commune (en euro / hab.)	.....
x	Pondération retenue pour le revenu	x 0,1

=	Part, dans l'indice, du revenu	=	(d).....
	Indice total des lignes (a) + (b) + (c) + (d)		(e).....

Si (e) ≥ 1,505116 alors la commune est éligible (avec (e) permettant à la commune d'appartenir au premier dixième du total des communes de 5 000 à 9 999 habitants, classées dans l'ordre décroissant de l'indice synthétique).

2. Calcul de la DSU des communes de 5 000 à 9 999 habitants

a) Calcul du coefficient

	Rang de la commune		.....
	Nombre de communes de 5 000 à 9 999 habitants		1066
=	Sous total 1	=	.....
x	15	x	15
=	sous-total 2 (f)		(f).....
	2		2
-	sous-total 2	-	(f).....
=	coefficient multiplicateur	x	(g).....

b) Calcul de la dotation

	Population DGF 2005		.....
x	Indice de la commune (e)	x	(e).....
x	Effort fiscal dans la limite de 1,3	=	.....
x	Valeur de point (en euros)		15,334759
x	Coefficient de majoration C (g)		(g).....
x	Coefficient ZUS (1)		.....
x	Coefficient ZFU (2)		.....
=	DSU 2006 (en euros)		.....

A l'issue de ce calcul, les communes éligibles, dont l'attribution 2006 est inférieure à celle de 2005 majorée de 5%, perçoivent un montant égal à la dotation perçue en 2005, augmentée de 5 %.

$$(1) \text{ Coefficient ZUS} = 1 + \left[\frac{2 \times \text{pop ZUS}}{\text{pop DGF}} \right]$$

$$2) \text{ Coefficient ZFU} = 1 + \left[\frac{\text{pop ZFU}}{\text{pop DGF}} \right]$$

ANNEXE V

ANNEXE TECHNIQUE RETRAÇANT LES DIFFÉRENCES DE CHAMP DES LOGEMENTS SOCIAUX DE L'ENQUÊTE PLS ET DE L'INVENTAIRE SRU

I. – RAPPEL DES LOGEMENTS SOCIAUX PRIS EN COMPTE POUR LA RÉPARTITION DES CONCOURS FINANCIERS DE L'ÉTAT (ART. L. 2334-17 DU CGCT)

S'agissant de l'exercice de référence, les logements sociaux pris en compte dans la répartition des concours financiers de l'Etat au titre d'un exercice sont ceux qui ont été recensés au 1er janvier de l'année précédente (R. 2334-4 du CGCT). Dès lors, il existe un décalage de deux ans entre l'année de mise en service d'un programme sur le territoire d'une commune et sa prise en compte effective pour le calcul de la DGF.

Conformément aux dispositions de l'article L 2334-17 du CGCT, sont retenus comme logements sociaux locatifs, les logements appartenant aux organismes suivants :

- Offices publics HLM (recensement par les DRE via l'enquête PLS) ;
- offices publics d'aménagement et de construction (OPAC) ;
- offices publics d'HLM (OPHLM).

Sociétés anonymes (recensement par les DRE via l'enquête PLS) :

- sociétés anonymes d'HLM (SA HLM) ;
- sociétés coopératives de production ou de location-attribution d'HLM (SCP ou SCLA d'HLM) ;
- sociétés anonymes de crédit immobilier (SACI) ;
- sociétés anonymes d'économie mixte immobilière (SEM ou SAEM) au sein de cette catégorie, n'est retenu au sens de la DGF que le patrimoine des SEM locales. Dès lors, est exclu le patrimoine des SEM nationales et en particulier ceux de la SNI et de la SONACOTRA.

Les logements appartenant à divers organismes (logements recensés à compter de 2001 conjointement par la DGCL directement et les DRE via l'enquête PLS) :

- entreprise minière et chimique (EMC) et sociétés à participation majoritaire de l'EMC ;
- Houillères de bassin (Houillère du bassin du Centre et du Midi, Houillère du bassin de Lorraine) et sociétés à participation majoritaire des Houillères de bassin ;
- sociétés à participation majoritaire des Charbonnages de France ;
- établissement public de gestion immobilière du Nord-Pas-de-Calais ;
- filiales de la société civile immobilière de la Caisse des dépôts et consignation (SCIC) (SA d'HLM, SEM et SCI de la SCIC) ;
- sociétés mutualistes d'HLM ;
- fondations d'HLM ;
- logements de la Société nationale immobilière qui appartenaient au 1^{er} janvier 2001 aux Houillères du bassin de Lorraine et aux sociétés à participation majoritaire des Houillères du bassin de Lorraine.

Les logements locatifs appartenant à d'autres personnes morales et qui constituent, sur le territoire de la commune, des ensembles de 2 000 logements au moins et financés par des prêts spéciaux du Crédit Foncier de France : cette disposition concerne des financements qui n'existent plus actuellement et ne s'applique en pratique qu'à une seule commune de l'Essonne (Saint-Michel-sur-Orge où est recensé un ensemble de 2 389 logements).

Les logements étudiants construits par des organismes d'HLM ou des SEM locales dans le cadre du plan Université 2000 ou des nouveaux programmes conventionnés sur des terrains propriétés de l'Etat mais loués aux organismes concernés par bail emphytéotique.

Par ailleurs, sont à l'exclusion de la définition des logements sociaux au sens de la DGF : les logements-foyers de personnes âgées, de personnes handicapées, de jeunes travailleurs et de travailleurs migrants (ces logements ne sont pas pris en compte dans l'enquête PLS) :

- Il s'agit des logements répondant aux dispositions de l'article L.351-2 5° du code de la construction et de l'habitation, pour la perception de l'aide personnalisée au logement, et qui ne donnent lieu ni au versement d'un loyer ni à la conclusion d'un bail.
- les résidences universitaires dont la gestion est assurée par les Centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires (CROUS) ; (ces logements ne sont pas pris en compte dans l'enquête PLS).

II. – LE RECENSEMENT DES LOGEMENTS SOCIAUX À TRAVERS L'ENQUÊTE PARC LOCATIF SOCIAL (PLS)

2.1. Les caractéristiques de l'enquête PLS

Contrairement à l'inventaire SRU, l'enquête PLS, déclarée d'intérêt général, est effectuée à titre statistique. Les organismes concernés ne sont pas ainsi obligés de répondre à l'enquête, alors qu'ils le sont pour SRU. Les données sont recensées chaque année au 31 décembre N-1 par les directions régionales de l'équipement (DRE).

Cette enquête couvre le parc des logements sociaux dont la gestion est assurée par les organismes HLM et assimilés. Cette enquête est donc a priori centrée sur les organismes gestionnaires (et non pas propriétaires) de logements sociaux, même si un retraitement des données permet d'extraire, pour les besoins de la DGCL, des fichiers par organismes propriétaires et non pas par organismes gestionnaires.

Enfin, étant donné que l'enquête PLS vise l'ensemble des organismes gestionnaires de logements sociaux, cette dernière concerne toutes les communes sans restrictions démographiques.

2.2. Le patrimoine recensé dans l'enquête PLS

Le patrimoine recensé au sein de cette enquête, et utilisé dans le cadre de la répartition des concours financiers de l'État conformément aux dispositions des articles L. 2334-17 du code général des collectivités locales et L. 411-2 du code de la construction et de l'habitation, figure en gras.

Sont recensés, aussi exhaustivement que possible, au sein de l'enquête PLS :

Le patrimoine des offices publics HLM :

- offices publics d'aménagement et de construction (OPAC) ;
- offices publics d'HLM (OPHLM).

Le patrimoine des sociétés anonymes :

- sociétés anonymes d'HLM (SA HLM) ;
- sociétés coopératives de production ou de location-attribution d'HLM (SCP ou SCLA d'HLM) ;
- sociétés anonymes de crédit immobilier (SACI) ;
- sociétés anonymes d'économie mixte immobilière (SEM ou SAEM).

Le patrimoine de la SCIC :

- les logements appartenant à la société civile immobilière de la Caisse des dépôts et consignation (SCIC) et à ses filiales (SA d'HLM, SEM et SCI de la SCIC).

Sont recensés, dans la mesure du possible, au sein de l'enquête PLS : le patrimoine de diverses associations, fondations et sociétés mutualistes :

- associations de type PACT (protection, amélioration, conservation et transformation de l'habitat) ;
- sociétés mutualistes d'HLM ;
- union d'économie sociale (UES) ;
- fondations d'HLM.

Le patrimoine des sociétés civiles immobilières (SCI) ayant bénéficié de financements aidés (principalement PLA) :

- SCI sous égide SACI ;
- société immobilière commerciale ;
- société de gestion immobilière.

Le patrimoine des administrations publiques, lorsqu'il est géré par la SNI ou des organismes d'HLM ou des SEM :

- collectivités locales ;
- établissements publics à caractère administratif ;
- Etat.
- les logements appartenant à divers organismes (depuis l'enquête PLS du 31/12/2000)

Les logements appartenant à l'Entreprise minière et chimique (EMC) et aux sociétés à participation majoritaire de l'EMC :

- les logements appartenant aux Houillères de bassin (Houillère du bassin du Centre et du Midi, Houillère du bassin de Lorraine) et aux sociétés à participation majoritaire des Houillères de bassin ;
- sociétés à participation majoritaire des Charbonnages de France ;
- établissement public de gestion immobilière du Nord - Pas-de-Calais.

III. – LE PATRIMOINE RECENSÉ DANS L'INVENTAIRE SRU

N.B. : le conventionnement (aides spécifiques de l'Etat et/ou prêts aidés) de ces logements est soumis à des conditions de ressources pour les occupants, qui sont identiques à celles fixées pour l'octroi des aides personnalisées au logement.

Sont recensés au sein de l'enquête SRU :

Les logements locatifs appartenant aux organismes d'HLM :

- logements locatifs sociaux appartenant aux organismes HLM définis à l'article L. 411-2 du code de la construction et de l'habitation et construits avant le 5 janvier 1977
- logements locatifs sociaux appartenant aux organismes HLM définis à l'article L. 411-2 du code de la construction et de l'habitation et construits ou acquis après le 5 janvier 1977 et conventionnés dans les conditions définies à l'article L. 351-2 du code de la construction et de l'habitation.

Les autres logements conventionnés dans les conditions définies à l'article L. 351-2 du code de la construction et de l'habitation :

- au sens de l'article précité, il s'agit des logements dont la construction, l'acquisition ou l'amélioration a été financée au moyen d'aides spécifiques de l'Etat ou de prêts aidés (prêts locatifs aidés - PLA) à l'exclusion des prêts locatifs intermédiaires (PLI) et de certains prêts conventionnés locatifs (PCL) sans plafond de ressources).

- logements appartenant à des personnes physiques améliorés avec le concours financier de l'ANAH, logements gérés par des bailleurs sociaux et ayant bénéficié d'une prime à l'amélioration (PALULOS), logements en accession à la propriété.

Les logements-foyers de personnes âgées, de personnes handicapées, de jeunes travailleurs et de travailleurs migrants, ainsi que les places des centres d'hébergement et de réinsertion sociale :

- il s'agit des logements répondant aux dispositions de l'article L.351-2 5° du code de la construction et de l'habitation, et de l'article 185 du code de la famille et de l'aide sociale. Les logements d'urgence sont exclus. Dans les cas où sont répertoriés des lits, le taux de conversion applicable pour un logement social est trois lits.

Les logements appartenant à divers organismes :

- les logements appartenant à l'Entreprise minière et chimique (EMC) et aux sociétés à participation majoritaire de l'EMC
- les logements appartenant aux Houillères de bassin (Houillère du bassin du Centre et du Midi, Houillère du bassin de Lorraine) et aux sociétés à participation majoritaire des Houillères de bassin
- sociétés à participation majoritaire des Charbonnages de France

Etablissement public de gestion immobilière du Nord - Pas-de-Calais

IV. – LES DIFFÉRENCES DU NOMBRE DE LOGEMENTS SOCIAUX POUVANT RÉSULTER DES DEUX SOURCES

4.1. Les catégories de logements locatifs sociaux pris en compte dans l'enquête PLS qui ne le sont pas dans l'inventaire SRU

Il s'agit des logements locatifs appartenant aux organismes d'HLM, construits, acquis avec ou sans amélioration après le 5 janvier 1977 et qui ne sont pas conventionnés au 1er janvier de l'inventaire.

En outre, PLS couvre l'ensemble des communes alors que SRU n'est ciblée que sur les communes de plus de 3 500 habitants (1 500 habitants en Ile-de-France) comprises dans une agglomération de plus de 50 000 habitants comprenant au moins une commune de plus de 15 000 habitants.

4.2. Les catégories de logements locatifs sociaux pris en compte dans l'inventaire SRU qui ne le sont pas dans l'enquête PLS

Les logements sociaux appartenant à des personnes privées et conventionnés, c'est-à-dire ayant bénéficié de prêts aidés et/ou d'aides spécifiques de l'Etat ;

ex. : logements améliorés avec le concours financier de l'ANAH.

Les logements de type logements-foyers (à l'exclusion des logements d'urgence) donnant lieu à la perception d'une redevance, les places répertoriées dans les centres d'hébergement et de réinsertion sociale, et les résidences sociales (un logement social pour trois lits répertoriés).

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR,
DE LA SÉCURITÉ INTÉRIEURE
ET DES LIBERTÉS LOCALES

Direction générale
des collectivités locales

Sous-direction des finances locales
et de l'action économique

Bureau des concours
financiers de l'Etat
DGCL/FLAE/FL2/2006/n° 12987

Circulaire du 22 mars 2006 relative à la dotation globale d'équipement (DGE) des communes pour 2006 ma circulaire NOR MCTB0510031C du 15 décembre 2005

NOR : MCTB0600030C

Le ministre délégué aux collectivités territoriales à Mesdames et Messieurs les préfets (métropole, départements d'outre-mer), Monsieur le préfet de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon secrétaire général.

La présente circulaire a pour objet de vous notifier le montant de l'enveloppe de DGE des communes pour l'exercice 2006.

Par circulaire en date du 15 décembre 2005, je vous communiquais la liste des communes de votre département éligibles en 2006 à la dotation globale d'équipement dont le montant, ouvert en loi de finances initiale,

s'élève en autorisations d'engagement (AE) à 459,026 M€. Ce montant correspond à la revalorisation de la dotation 2005 de 4 %, conformément à l'évolution estimée du taux de croissance de la formation brute de capital fixe des administrations publiques.

Vous trouverez, ci-joint, le montant des autorisations d'engagement attribuées à votre département pour 2006 dont la délégation vous parviendra prochainement.

En ce qui concerne les variations éventuelles de l'enveloppe de crédits que vous pourriez constater, il est rappelé que ce montant est déterminé en fonction de critères fixés par la loi et peut, de ce fait, évoluer de façon non linéaire.

1. Mise en œuvre de la loi organique relative aux lois de finances (LOLF)

La DGE des communes, qui était imputée sur le chapitre 67-52 article 20 du budget du ministère de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, est désormais intégrée, conformément à la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances, dans l'action n° 1 « Soutien aux projets des communes et groupements de communes » du programme « Concours financiers aux communes et groupements de communes » de la mission « Relations avec les collectivités territoriales ».

Dans le cadre de la mise en œuvre de la fongibilité des crédits, pour l'exercice 2006, entre la dotation de développement rural (DDR) et la dotation globale d'équipement des communes (DGE), les enveloppes départementales de ces deux dotations vous sont déléguées sous la forme d'une notification d'autorisations de programmes affectées (NAPA) regroupant les autorisations d'engagement de la DDR et les autorisations d'engagement de la DGE des communes.

Une délégation d'autorisations d'engagement DGE des communes / DDR initiale vous est déléguée dans le courant du mois de mars. Son montant correspond à l'enveloppe relative à la DGE des communes telle que calculée en application de l'article L.2334-34 du code général des collectivités territoriales (CGCT), mais il peut être utilisé aussi bien pour la DGE des communes que pour la DDR selon votre choix.

Une délégation complémentaire sera effectuée dans le courant du mois d'avril. Son montant correspondra à l'enveloppe relative à la DDR telle que calculée en application de l'article L. 2334-40 du CGCT, mais ces crédits pourront, là aussi, être affectés à l'une ou l'autre des deux dotations.

Il vous est ainsi possible d'utiliser des AE initialement prévues au titre de la DDR pour abonder les AE au titre de la DGE des communes et inversement.

Il vous sera envoyé un tableau à renseigner concernant vos mouvements d'AE dans le cadre de la fongibilité des crédits ainsi que les montants effectivement engagés.

Les AE qui n'auront pas été engagées au 31 décembre de l'année de leur exercice de rattachement seront annulées.

S'agissant des crédits de paiement (CP), une provision vous a été déléguée en février. Elle a été calculée sur la base de 50 % de vos mandatements 2005, au titre de la DGE des communes et de la DDR. Une seconde provision vous sera déléguée prochainement.

Il vous est ainsi possible d'utiliser des CP initialement prévues au titre de la DGE des communes pour abonder les CP au titre de la DDR et inversement.

J'attire votre attention sur la rigueur avec laquelle il convient de suivre la consommation des CP. Aucun crédit sans emploi ne doit être rendu en fin d'année.

Des demandes de crédits de paiement complémentaires pourront être effectuées auprès de mes services lorsque les montants des provisions qui vous sont déléguées s'avèrent insuffisants pour répondre aux demandes de versement des collectivités de votre département. Ces demandes devront être justifiées. Elles devront, en tout état de cause, mentionner le montant des crédits déjà consommés, le disponible éventuel ainsi que, s'il y a lieu, le montant des dossiers en instance que l'insuffisance des CP ne vous permettrait pas d'honorer.

Si des crédits de paiement vous semblent susceptibles de rester disponibles en fin d'année, il conviendra, après mise en œuvre de la fongibilité, de les restituer à l'administration centrale avant le 31 octobre 2006 au plus tard afin qu'ils puissent être redéployés au bénéfice d'autres départements. Je vous rappelle que, conformément à la procédure qui vous a été précisée par la circulaire DEPAFI/SDAF/BCCOF du 28 décembre 2004, les crédits sans emploi devront être préalablement saisis dans le système comptable local NDL et qu'il conviendra de me transmettre le bordereau informatique NDL portant le numéro de la reprise.

Je vous précise qu'une nouvelle délégation de CP pourra toujours être effectuée, dans la limite des crédits disponibles, au cas où les crédits complémentaires que vous auriez demandés s'avéreraient à nouveau insuffisants.

La date limite pour me transmettre vos demandes de CP complémentaires est fixée au 31 octobre 2006.

Les règles générales de fongibilité des crédits au sein du programme « concours financiers aux communes et groupements de communes » sont précisées dans la charte de gestion de ce programme.

En dernier lieu, afin d'éviter la clôture automatique des opérations non mouvementées depuis quatre exercices budgétaires et de limiter le montant des annulations d'autorisations d'engagement, je tiens à vous rappeler, comme les années précédentes, qu'il est indispensable de solder et de déclarer terminées toutes les opérations d'investissement en état de l'être.

2. Projets éligibles à la DGE des communes

Les concours que les collectivités locales peuvent apporter, dans le cadre de l'aménagement du territoire ou de la sécurité intérieure, au fonctionnement des services publics relevant de l'Etat ou d'autres organismes assurant une mission de service public, ont fait l'objet de dispositions législatives qui ont précisé le cadre juridique de la participation de ces collectivités. Le souci de répondre efficacement aux besoins de la population tant dans la proximité que dans la qualité des services publics implique, en effet, la recherche d'une concertation et d'un partenariat avec les collectivités locales.

Ainsi, l'article 29-1 de la loi n°95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire, introduit par la loi n°99-533 du 25 juin 1999, permet aux collectivités locales d'apporter, par convention, leur concours au fonctionnement des services publics, notamment par la mise en place de locaux. L'article 30 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations prévoit également qu'une convention peut être conclue par une personne morale chargée d'une mission de service public avec une collectivité territoriale afin de maintenir la présence d'un service public de proximité.

Plus généralement, l'approfondissement de la décentralisation doit s'accompagner, pour être pleinement efficace, d'un renforcement de la déconcentration et donc, des leviers d'action du préfet au plan local.

S'agissant de la DGE des communes, ces évolutions obligent à abandonner la doctrine précédemment fixée par la circulaire interministérielle intérieur/budget INT/B/93/00279/C du 22 décembre 1993 qui excluait du bénéfice de la DGE les investissements réalisés par les collectivités afin de mettre des bâtiments à la disposition des services de l'Etat ou d'autres organismes assurant une mission de service public. Cette exclusion qui reposait sur la non-compétence des collectivités locales dans l'exercice du service public relevant d'autres collectivités ou organismes n'est désormais plus fondée.

Vous pourrez donc désormais prendre en compte, parmi les opérations éligibles à la DGE des communes, les investissements réalisés par les collectivités locales mettant des biens à disposition des services de l'Etat ou d'autres organismes en charge d'un service public, parmi lesquels figure La Poste.

Cette extension de l'éligibilité à la DGE des communes ne doit pas conduire à faire bénéficier de cette dotation des opérations qui, selon des montages juridiques classiques, ne devraient normalement pas en bénéficier. La notion de compétence doit par conséquent demeurer un critère important dans la détermination de l'éligibilité d'une opération. En particulier, il est opportun que les locaux concernés soient ceux entrant dans le patrimoine de la collectivité.

Vous veillerez également à conserver à la DGE des communes son caractère essentiellement axé sur l'aide à l'investissement des collectivités locales pour les biens relevant de leur compétence. Les subventions portant sur des biens mis à disposition de l'Etat ou d'autres organismes en charge d'un service public devront rester limitées en nombre et en volume de crédits mobilisés.

Ces dispositions ne modifient pas le cadre habituel de la DGE des communes, à savoir notamment la fixation des catégories d'opérations prioritaires et des fourchettes de taux par la commission départementale d'élus, ainsi que l'impossibilité d'attribuer une subvention pour des opérations pouvant bénéficier de subventions non globalisables dans la DGE des communes dont la liste figure à l'annexe VII de la partie réglementaire du code général des collectivités territoriales.

A cet égard, un décret, actuellement en cours de préparation, substituera la nomenclature mise en place par la LOLF à la nomenclature de l'annexe VII précitée issue de l'ordonnance de 1959.

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur général
des collectivités locales,*

D. SCHMITT

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR
ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Direction générale des collectivités locales

Sous-direction des finances locales
et de l'action économique

Circulaire du 22 mars 2006 relative à la dotation globale de fonctionnement (DGF) des départements d'outre-mer, de la collectivité départementale de Mayotte et de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon pour l'année 2006

NOR : MCTB0600031C

Pièce jointe : la fiche de notification de la DGF des départements 2006 de votre collectivité.

Résumé : La présente circulaire a pour objet de vous préciser les modalités de répartition de la dotation globale de fonctionnement (DGF) des départements d'outre-mer, de la collectivité départementale de Mayotte et de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon pour 2006. La fiche de notification de l'attribution individuelle des départements d'outre-mer vous est adressée par l'intranet Colbert Web.

Le ministre délégué aux collectivités territoriales à Messieurs les préfets des régions, préfets des départements d'outre-mer, Monsieur le préfet de la collectivité départementale de Mayotte, Monsieur le préfet de la collectivité territoriale de Saint-Pierre et Miquelon.

Suite à la réforme mise en place par la loi de finances pour 2005, la DGF des départements comprend quatre composantes :

- une dotation de compensation ;
- une dotation forfaitaire ;
- une dotation de péréquation urbaine (DPU) ;
- une dotation de fonctionnement minimale (DFM).

La dotation de compensation, créée par la loi de finances pour 2004, correspond aux montants dus en 2003 au titre de l'ancien concours particulier compensant la suppression des contingents communaux d'aide sociale (CCAS) et de 95 % de la dotation générale de décentralisation (DGD) hors compensations fiscales. Cette dotation évolue, à compter de 2005, comme le taux de progression de la DGF mise en répartition (+ 2,73196 % en 2006).

L'article 53 de la loi de finances pour 2005 avait conduit à un calcul spécifique de la dotation pour cette année. En effet, il avait introduit un prélèvement sur la dotation de compensation parallèlement à l'affectation aux départements d'une fraction de 873 millions d'euros au titre de la taxe spéciale sur les conventions d'assurances (TSCA). Par ailleurs, il avait introduit une majoration de 20 millions d'euros au titre de la participation de l'État au financement de l'avantage-retraite des sapeurs-pompiers volontaires.

Pour l'année 2006, l'article 38 de la loi de finances, qui réforme la DGE des départements en supprimant sa première part, prévoit trois mesures d'accompagnement qui viennent majorer la dotation de compensation de la DGF des départements. Tout d'abord, les fractions attribuées en fonction de la longueur de voirie et de la majoration pour insuffisance de potentiel fiscal donnent lieu à une majoration de la dotation de compensation, sur la base des fractions perçues en 2004 et indexées deux fois selon l'indice de formation brute de capital fixe des administrations publiques pour 2005 et 2006, soit respectivement +3 % et +4 %.

La dotation de compensation de la DGF des départements est également majorée de manière pérenne d'un montant égal au produit de la moyenne des investissements soutenus entre 2002 et 2004 par la fraction du taux de concours réel 2004 (après versement du complément de garantie ou d'écurement) excédant 2 %. Le montant ainsi obtenu est également indexé selon le taux de formation brute de capital fixe des administrations publiques pour 2005 et 2006. J'ajoute enfin, qu'à compter de 2007, cette majoration sera calculée en minorant le taux réel de subvention pour 2004 de 1,22 point et non plus de deux points.

Les départements percevront de plus une majoration de leur dotation de compensation pour un montant total représentant 15 millions d'euros, équivalent au montant versé en 2004 aux services départementaux d'incendie et de secours (SDIS) au titre de la première part de la DGE. Cette majoration est répartie au prorata de la moyenne des attributions perçues entre 2002 et 2004 par le SDIS du département concerné.

Enfin, la dotation de compensation des départements sera majorée d'un montant total de 12 millions d'euros, réparti entre chaque département au prorata de sa part dans le total national de sapeurs-pompiers volontaires au 31 décembre 2003. Cette part constitue la seconde tranche de la participation de l'État au financement de l'avantage-retraite des sapeurs-pompiers volontaires.

Au titre de la recentralisation de certaines compétences sanitaires, et en fonction des conventions mises en œuvre par chaque département, une réfaction pourra intervenir sur le montant de la dotation de compensation.

La dotation forfaitaire des départements comprend, quant à elle, deux composantes :

- une dotation de base correspondant à 70 € par habitant ;
- un complément de garantie.

En 2006, la dotation par habitant et le complément de garantie sont indexés selon un taux fixé par le comité des finances locales, dans une fourchette comprise entre 35 % et 70 % du taux de progression global de la DGF. Le taux de progression retenu par le comité des finances locales est, pour 2006, de 50 % du taux d'évolution globale de la DGF (2,727465 %) soit un taux d'indexation de + 1,363732 %.

S'agissant des dotations de péréquation, le dispositif est constitué depuis 2005 d'une dotation de péréquation urbaine (DPU) et d'une dotation de fonctionnement minimale (DFM).

Les départements d'outre-mer, ainsi que la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon et la collectivité départementale de Mayotte, bénéficient d'une quote-part de la dotation de péréquation urbaine et de la dotation de fonctionnement minimale, conformément aux dispositions de l'article R. 3443-1 du code général des collectivités territoriales.

L'augmentation annuelle du solde de la dotation globale de fonctionnement des départements, après prélèvement de la dotation de compensation et de la dotation forfaitaire, est répartie librement par le comité des finances locales entre la dotation de péréquation urbaine et la dotation de fonctionnement minimale. Pour 2006, le CFL a choisi une évolution plus importante pour la DFM qui progresse de + 12,61 %, contre + 8,79 % pour la DPU.

La quote-part de la dotation de péréquation urbaine est répartie au prorata de la population telle qu'elle résulte du dernier recensement général.

La quote-part de la dotation de fonctionnement minimale est, quant à elle, répartie en fonction de la population départementale, de la longueur de voirie départementale et du potentiel financier.

Le potentiel financier correspond au potentiel fiscal majoré de la dotation forfaitaire (hors part correspondant à l'ancienne part salaires) et de la dotation de compensation notifiées l'année précédente. S'agissant du potentiel fiscal, il faut préciser qu'il correspond aux ressources qui y étaient prises en compte avant 2005 (bases brutes des quatre taxes d'imposition locales par taux moyen national de chacune de ces taxes, et montants correspondant à l'ancienne compensation « part salaires », intégrée depuis 2004 dans la dotation forfaitaire), auxquelles il faut ajouter, en application de l'article 48 de la LFI 2005, la moyenne des produits de droits de mutation à titre onéreux sur 5 ans.

Dès réception de cette circulaire, vous voudrez bien procéder à la notification de la DGF en informant le conseil général des dispositions concernant les modalités et les délais de recours, rappelés dans la fiche de notification.

S'agissant du versement de la DGF des départements, le « tronc commun » de la DGF constitué de la dotation forfaitaire ainsi que de la dotation de péréquation urbaine fera l'objet d'un versement par douzième mensuel.

La dotation de fonctionnement minimale fera désormais l'objet d'un versement par douzième.

La dotation de compensation fera, quant à elle, l'objet d'un versement en une fois avant le 30 juin de l'année au titre de laquelle elle est due. Toutefois, si le département vous avait demandé par le passé un versement du concours CCAS par douzième, vous pourrez maintenir ce rythme de versement pour la dotation de compensation.

Vos arrêtés de versement viseront le compte n° 465-12116 « Fonds des collectivités locales – Dotation globale de fonctionnement – Répartition initiale de l'année – Année 2006 » ouvert en 2006 dans les écritures du trésorier-payeur général.

L'inscription des différentes dotations composant la DGF des départements est à effectuer dans le budget du département aux comptes suivants :

- 7411 Dotation forfaitaire ;
- 74121 Dotation de fonctionnement minimale ;
- 74122 Dotation de péréquation urbaine ;
- 74123 Dotation de compensation.

Toute difficulté dans l'application de la présente circulaire devra être signalée à : M. Arnaud Morvan, direction générale des collectivités locales, sous-direction des finances locales et de l'action économique, bureau des concours financiers de l'État, téléphone 01-40-07-26-79, télécopie : 01-40-07-68-30, Arnaud.morvan2@interieur.gouv.fr

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur général
des collectivités locales,*

D. SCHMITT

ANNEXE I

MASSES DE LA DGF DES DÉPARTEMENTS POUR 2006

Les choix opérés par le comité des finances locales du 7 février 2006.

Masses de la DGF des départements pour 2006.

ANNEXE II

FICHES DE CALCUL

1. La population DGF départementale 2006 (article L. 3334-2 du CGCT).

2. Potentiels financiers de référence du département.

Potentiel financier quatre taxes 2006.

Potentiel financier par habitant 2006.

Potentiel financier superficiaire 2006.

3. La dotation de compensation (article L. 3334-7-1 du CGCT).

4. La dotation forfaitaire.

5. Dotation de péréquation urbaine.

6. Dotation de fonctionnement minimale.

ANNEXE I

MASSES DE LA DGF DES DÉPARTEMENTS POUR 2006

Masses de la DGF des départements 2006

Les choix opérés par le comité des finances locales lors de sa séance du 7 février 2006 conduisent aux montants suivants :

	MASSE à répartir (en euros)	TAUX de progression 2006
DGF des départements	698 481 245	+ 2,73 %
Dotation de compensation	421 490 348	
Dotation forfaitaire	203 021 228	+ 1,75 %
Dotation de péréquation urbaine	31 610 921	
Dotation de fonctionnement minimale (DFM)	42 358 748	

Les crédits réservés aux quotes-parts des quatre départements d'outre-mer, de la collectivité départementale de Mayotte et de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon, pour les dotations de péréquation et de fonctionnement minimal évoluent de la manière suivante :

Quotes-parts des dotations de péréquation urbaine et de fonctionnement minimal réservé aux départements d'outre-mer, de Saint-Pierre-et-Miquelon et de Mayotte.

Dotation de péréquation urbaine	31 610 922 €
Départements d'outre-mer	28 739 750 €
Saint-Pierre et Miquelon	108 862 €
Mayotte	2 762 310 €
Dotation de fonctionnement minimale	42 358 747 €
Départements d'outre-mer	38 511 366 €
Saint-Pierre et Miquelon	145 875 €
Mayotte	3 701 506 €

ANNEXE II

FICHES DE CALCUL

1. La population DGF départementale 2006 (article L. 3334-2 du CGCT)

La population départementale prise en compte pour la répartition des dotations de l'État est la population sans double compte résultant du recensement général de 1999 s'agissant des quatre départements d'outre-mer et de Saint-Pierre-et-Miquelon, ou du recensement général de 2002 s'agissant de la collectivité départementale de Mayotte, majorée chaque année des accroissements de population communaux constatés dans les conditions prévues à l'article L. 2334-2 du code général des collectivités territoriales.

Cette population totale sans double compte est majorée d'un habitant par résidence secondaire.

La population DGF 2006 des départements est calculée de la manière suivante :

$$\text{Pop}_{\text{DGF 2006}}^{\text{départementale}} = \text{Pop}_{\text{INSEE 2006}}^{\text{départementale}} + \sum_{\text{dépt}} \text{des RS communales RG}$$

Avec :

$$\text{Pop}_{\text{INSEE 2006}}^{\text{départementale}} = \text{Somme des populations INSEE communales, sans doubles comptes 2006 ;}$$

$$\sum_{\text{dépt}} \text{RS communales RG} = \text{total des résidences secondaires de l'ensemble des communes du département, telles que recensées lors du recensement général de 1999 s'agissant des quatre départements d'outre-mer et de Saint-Pierre-et-Miquelon ou lors du recensement général de 2002 s'agissant de Mayotte.}$$

2. Potentiels fiscaux de référence des quatre départements d'outre-mer

Le calcul du potentiel financier (article L. 3334-6 du CGCT) correspond au potentiel fiscal (tel que calculé les années précédentes, majoré de la moyenne sur 5 ans des produits perçus par le département au titre des droits de mutation à titre onéreux) majoré de la dotation de compensation et de la dotation forfaitaire (hors part correspondant à l'ancienne « part salaires ») notifiées en 2005.

Potentiel fiscal quatre taxes 2006 :

<input type="text"/>	×	9,27 %	=	<input type="text"/>
Bases brutes d'imposition à la taxe foncière sur les propriétés bâties de 2005		Taux moyen national		+
<input type="text"/>	×	22,18 %	=	<input type="text"/>
Base brute d'imposition à la taxe foncière sur les propriétés non bâties de 2005		Taux moyen national		+
<input type="text"/>	×	6,61 %	=	<input type="text"/>
Base brute d'imposition à la taxe d'habitation de 2005		Taux moyen national		+
<input type="text"/>	×	7,81 %	=	<input type="text"/>
Base brute d'imposition à la taxe professionnelle de 2005		Taux moyen national		+
<input type="text"/>			=	<input type="text"/>
Moyenne sur 5 ans du produit perçu au titre des droits de mutation à titre onéreux (2001 à 2005)				+
<input type="text"/>			=	<input type="text"/>
Part de la dotation forfaitaire correspondant à l'ancienne « part salaires »				
Potentiel fiscal 4 taxes 2006 du département			=	<input type="text"/>

Potentiel financier quatre taxes 2006 :

<input type="text"/>	×		=	<input type="text"/>
Potentiel fiscal 4 taxes 2006 du départements				+
<input type="text"/>	×		=	<input type="text"/>
Dotation de compensation notifiée 2005s				+
<input type="text"/>	×		=	<input type="text"/>
Dotation forfaitaire notifiée 2005 (hors part correspondant à l'ancienne « part salaires »)				
Potentiel fiscal 4 taxes 2006 du département			=	<input type="text"/>

Potentiel financier par habitant 2006 :

<input type="text"/>	×	<input type="text"/>	=	<input type="text"/>
Potentiel financier 4 taxes 2006		Population DGF 2006		Potentiel financier par habitant 2006

Potentiel financier superficiaire 2006 :

<input type="text"/>	/	<input type="text"/>	=	<input type="text"/>
Potentiel financier 4 taxes 2006		Superficie du département en mètres carrés		Potentiel financier superficiaire 2006

3. La dotation de compensation (article L. 3334-7-1 du CGCT)

La dotation de compensation, introduite par la loi de finances pour 2004, évolue comme la DGF mise en répartition, soit + 2,731960 % en 2006.

La dotation de compensation est majorée en 2006 de compensations suivantes, consécutives à la suppression de la première part de la DGE des départements :

- une compensation de la suppression de la fraction principale de la DGE ;
- une compensation au titre de la fraction « voirie » de la première part de la DGE des départements ;
- une compensation au titre de la suppression de la majoration pour insuffisance de potentiel fiscal ;

- une majoration SDIS, pour un montant total représentant 15 M€, réparti au prorata de la moyenne des attributions de DGE perçues par les départements de 2002 à 2004 ;
- une participation de l'État au financement de la prestation de fidélisation et de reconnaissance des sapeurs-pompiers volontaires pour un montant global de 12 M€.

Enfin, au titre de la recentralisation de certaines compétences sanitaires, et en fonction des conventions mises en œuvre par chaque département, une réfaction pourra intervenir sur le montant de la dotation de compensation.

N.B. : La compensation de la suppression de la fraction principale de la première part de la DGE est égale à 0 lorsque le taux réel de subvention 2004 est inférieur ou égal à 2 %.

La majoration SDIS et l'abondement au titre du financement de la prestation de fidélisation et de reconnaissance des sapeurs pompiers volontaire sont nuls pour Mayotte et Saint-Pierre-et-Miquelon.

<input type="text"/>	×	1,027396	=	<input type="text"/>
Dotation de compensation 2005 avant prélèvement		Taux d'évolution de la DGF mise en répartition en 2005		+
Dotation de compensation 2006 avant abondement et prélèvement				= <input type="text"/>

Dotation de compensation avant prélèvement et abondement			<input type="text"/>
<input type="text"/>	×	(Taux réel de subvention 2004 – 2%) x (1 + 3 %) x (1 + 4 %)	= <input type="text"/>
Moyenne des investissements éligibles à la DGE 1 ^{re} part de 2002 à 2004			+
Compensation de la fraction principale de la DGE			
<input type="text"/>	×	(1 + 3 %) x (1 + 4 %)	= <input type="text"/>
Part DGE voirie 2004			+
Abondement voirie 2006			
<input type="text"/>	×	(1 + 3 %) x (1 + 4 %)	= <input type="text"/>
Part DGE insuffisance de PF 2004			+
Abondement pour insuffisance de potentiel fiscal 2006			
<input type="text"/>	×	Nombre de sapeurs pompiers volontaires dans le département au 31/12/2003 Nombre total de sapeurs pompiers volontaires au 31/12/2003	= <input type="text"/>
12 M€			+
Abondement sapeurs pompiers volontaires			
<input type="text"/>	×	Moyenne des attributions DGE perçues par le SDIS du département de 2002 à 2004 Moyenne du total des attributions DGE perçues par les SDIS de 2002 à 2004	= <input type="text"/>
15 M€			
Majoration SDIS			
Minoration pour recentralisation sanitaires			- <input type="text"/>
Dotation de compensation 2006 notifiée			= <input type="text"/>

Calcul du taux réel de subvention 2004

Le taux réel de subvention correspond au rapport entre le montant total DGE perçu en 2004 diminué du montant de DGE perçu au titre de la voirie 2004 et au titre de l'insuffisance de PF 2004, d'une part, et les investissements subventionnés au titre de la fraction principale de la 1^{re} part de DGE (exercice 2004), d'autre part.

4. Dotation forfaitaire (article L. 3334-3 du CGCT)

La masse de la dotation forfaitaire évolue en 2006 de + 1,36%, soit un taux fixé par en loi de finances pour 2006 à 50 % du taux de progression de la DGF.

<div style="border: 1px solid black; width: 100%; height: 20px; margin-bottom: 10px;"></div> Population DGF 2006	$70 \text{ €} \times (1 + 1,36 \%)$ Montant par habitant \times $(1 + \text{taux d'évolution de la dotation forfaitaire})$	<div style="border: 1px solid black; width: 100%; height: 20px; margin-bottom: 10px;"></div> Dotation de base 2006
<div style="border: 1px solid black; width: 100%; height: 20px; margin-bottom: 10px;"></div> Complément de garantie 2005	$(1 + 1,36 \%)$ Taux d'évolution de la dotation forfaitaire	<div style="border: 1px solid black; width: 100%; height: 20px; margin-bottom: 10px;"></div> Complément de garantie 2006

<div style="border: 1px solid black; width: 100%; height: 20px; margin-bottom: 10px;"></div> Dotation de base 2006	+	<div style="border: 1px solid black; width: 100%; height: 20px; margin-bottom: 10px;"></div>
<div style="border: 1px solid black; width: 100%; height: 20px; margin-bottom: 10px;"></div> Complément de garantie 2006	+	<div style="border: 1px solid black; width: 100%; height: 20px; margin-bottom: 10px;"></div>
Dotation forfaitaire notifiée 2006	=	<div style="border: 1px solid black; width: 100%; height: 20px; margin-bottom: 10px;"></div>

5. Dotation de péréquation urbaine

La quote-part de la dotation de péréquation urbaine réservée aux départements d'outre-mer, à Saint-Pierre et Miquelon et à Mayotte est déterminée par application au montant de chacune de ces dotations du double du rapport majoré de 10%, entre la population des départements, de Mayotte ou de Saint-Pierre-et-Miquelon et la population nationale totale.

31 610 921 euros ont été répartis au titre de la quote-part de la dotation de péréquation urbaine réservée aux départements d'outre-mer, à Saint-Pierre-et-Miquelon et à Mayotte, se répartissant comme suit :

- 28 739 750 euros pour les 4 départements d'outre-mer ;
- 108 862 euros pour Saint-Pierre et Miquelon ;
- 2 762 310 euros pour Mayotte.

6. Dotation de fonctionnement minimale (article L. 3334-7 du CGCT)

Sont bénéficiaires de la DFM, les départements d'outre-mer dont le potentiel financier par habitant est inférieur d'au moins 40 % au potentiel financier moyen par habitant de l'ensemble des départements ou dont le potentiel financier par km² est inférieur d'au moins 60 % au potentiel financier par km² de l'ensemble des départements.

La quote-part de la DFM réservée aux départements d'outre-mer, à Saint-Pierre-et-Miquelon et à Mayotte est déterminée également par application au montant de chacune de ces dotations du double du rapport majoré de 10 %, entre la population des départements, de Mayotte ou de Saint-Pierre-et-Miquelon et la population nationale totale.

Ainsi, 42 358 746 euros ont été répartis, à ce titre, aux départements d'outre-mer, à Saint-Pierre-et-Miquelon et à Mayotte :

- 38 511 365 euros pour les 4 départements d'outre-mer ;
- 145 875 euros pour Saint-Pierre-et-Miquelon et 3 701 506 € pour Mayotte.

La DFM est répartie entre les quatre départements d'outre-mer de la façon suivante :

- pour 80 % en fonction de leur population ;
- pour 10 % en fonction de la longueur de voirie classée dans le domaine public départemental, celle située en zone de montagne étant affectée d'un coefficient multiplicateur de 1,3 ;
- pour 10 % en fonction inverse de leur potentiel financier.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Direction générale des collectivités locales

Sous-direction des finances locales
et de l'action économique

Circulaire du 22 mars 2006 relative à la dotation d'intercommunalité des EPCI à fiscalité propre l'année 2006

NOR : MCTB0600032C

Résumé : la présente circulaire a pour objet de vous présenter les modalités de répartition de la dotation d'intercommunalité des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) en 2006.

Le ministre délégué aux collectivités territoriales à Mesdames et Messieurs les préfets de métropole et départements d'outre-mer.

La dotation d'intercommunalité est répartie en 2006 selon les mêmes critères et formules qu'en 2005.

Le seul changement concerne les dépenses de transfert retenues pour mesurer l'intégration effective des groupements à taxe professionnelle unique, qui sont, à compter de 2006, prises en compte à hauteur de 100 % dans le calcul du coefficient d'intégration fiscale, contre 75 % en 2005.

Par ailleurs, à compter de 2006, le niveau de CIF de référence pour bénéficier de la garantie en fonction du CIF est de 0,4 pour les EPCI à TPU.

Afin de faciliter l'élaboration et l'adoption des budgets des EPCI et de leur donner accès le plus rapidement possible au montant des dotations leur revenant, le résultat de la répartition de la dotation d'intercommunalité est en ligne sur le site internet de la DGCL (<http://www.dgcl.interieur.gouv.fr>) depuis le 2 mars 2006.

Toutefois, seule la notification officielle par vos soins de la dotation d'intercommunalité revenant à chaque EPCI fait foi.

Comme l'an passé, les fiches individuelles de notification des attributions de la dotation d'intercommunalité vous seront expédiées par l'intermédiaire de l'intranet Colbert Web.

Je vous invite donc, dès réception de cette circulaire, à télécharger les fiches de notification de la dotation d'intercommunalité, qui prennent la forme de fichier « PDF », à faire imprimer par vos services. La procédure de téléchargement est décrite sur la page d'accueil de Colbert Web. Il vous appartient de transmettre ces fiches le plus rapidement possible aux groupements, l'arrêté attributif pouvant intervenir ultérieurement.

Je vous rappelle que pour permettre l'application des dispositions de l'article R. 421-5 du code de justice administrative, les voies et délais de recours contre la décision d'attribution doivent être expressément mentionnés lors de la notification de chaque dotation aux collectivités bénéficiaires. Cette mention est donc inscrite sur chaque fiche individuelle de notification.

Je vous invite néanmoins, afin de prévenir tout contentieux, à indiquer aux collectivités bénéficiaires que, durant le délai de deux mois mentionné sur la fiche de notification, un recours gracieux peut être exercé auprès de vos services.

Ce recours gracieux interrompt le délai du recours contentieux, qui ne courra à nouveau qu'à compter de l'intervention de votre réponse. Je vous rappelle à cet égard que en application de l'article R. 421-2 du code précité, « le silence gardé pendant plus de deux mois sur une réclamation par l'autorité compétente vaut décision de rejet ».

Vos arrêtés de versement viseront le compte, ouvert en 2006 dans les écritures du trésorier-payeur général, sous le n° 465-12116 « Dotation globale de fonctionnement – répartition initiale de l'année – année 2006 ».

En outre, comme l'an passé et conformément aux instructions de la lettre circulaire interministérielle du 11 février 2002, tous vos arrêtés de versement ou de reversement à l'occasion d'une rectification éventuelle de la dotation d'intercommunalité viseront dorénavant le compte unique n° 465-1212 « Dotation globale de fonctionnement », que les rectifications portent sur les dotations allouées au titre de l'exercice 2006 ou des années antérieures.

L'inscription de la DGF dans les budgets des établissements publics de coopération intercommunale est à effectuer, selon la nouvelle nomenclature budgétaire M14, aux comptes suivants :

- 74124 - Dotation de base ;
- 74125 - Dotation de péréquation.

La bonification prévue à l'article 5211-29-II, alinéa 2, du CGCT pour les communautés de communes à TPU s'ajoute à la dotation de base et par conséquent est inscrite au même compte.

Toute difficulté dans l'application de la présente circulaire devra être signalée à la direction générale des collectivités locales, sous-direction des finances locales et de l'action économique, bureau des concours financiers de l'État, M. Da Silva (Victor), tél. : 01-49-27-39-65, victor.da-silva@interieur.gouv.fr.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur des collectivités locales,
D. SCHMIDT

Section 1 : Présentation générale des modalités de répartition

1. – Dispositions prévues par le CGCT :
Les différentes catégories d'EPCI.
Le calcul des dotations par habitant.
2. – Les données utilisées :
La population.
Le coefficient d'intégration fiscale.
Le potentiel fiscal.
3. – Les modalités de répartition de la dotation d'intercommunalité :
La dotation spontanée.
Les majorations et bonifications.
Les dissolutions.
4. – Tableau de synthèse.

Section 2 : Fiches de calcul

- Fiche n° 1 : Les communautés urbaines.
Fiche n° 2 : Les communautés d'agglomération.
Fiche n° 3 : Les communautés de communes à fiscalité additionnelle.
Fiche n° 4 : Les communautés de communes à taxe professionnelle unique.
Fiche n° 5 : Les syndicats d'agglomération nouvelle.

Section 1

Modalités de répartition de la dotation d'intercommunalité des EPCI à fiscalité propre

1. Rappel des dispositions prévues aux articles L. 5211-28 à L. 5211-33 du CGCT

1.1. Les catégories d'EPCI

Les dispositions de la loi du 12 juillet 1999, codifiées à l'article L. 5211-29 du CGCT, précisent que cinq catégories d'EPCI peuvent percevoir la dotation d'intercommunalité (les communautés urbaines à fiscalité additionnelle et à taxe professionnelle unique ne constituent plus, à compter de 2003, qu'une seule catégorie). Il s'agit :

- des communautés de communes à fiscalité additionnelle ;
- des communautés de communes à taxe professionnelle unique (TPU) ;
- des communautés urbaines ;
- des communautés d'agglomération ;
- des syndicats ou communautés d'agglomération nouvelle.

1.2. Le calcul des dotations par habitant

La dotation par habitant de chacune des catégories d'établissements publics de coopération intercommunale est fixée par le comité des finances locales, dans les conditions prévues par l'article L. 5211-29 du CGCT, à l'exception des communautés urbaines pour lesquelles la dotation est forfaitisée.

Les dotations par habitant des différentes catégories d'EPCI pour 2006 ont été fixées comme suit par le comité des finances locales :

a) Le taux de progression de la dotation moyenne par habitant de la catégorie des communautés d'agglomération, fixée par la loi à 38,11 € par habitant en 2000, progresse au moins comme l'indice prévisionnel des prix à la consommation hors tabac associé au projet de loi de finances (+ 1,8 % en 2006). Le comité des finances locales a retenu une hausse de 2,5 % par rapport à 2005. La dotation moyenne s'établit donc à 42,38 € par habitant en 2006.

Pour la détermination de la masse totale à répartir entre les communautés d'agglomération, la dotation moyenne par habitant des communautés d'agglomération issues de la transformation de syndicats ou de communautés d'agglomération nouvelle ne peut être inférieure à celle fixée pour les syndicats ou communautés d'agglomération nouvelle, soit 45,75 € en 2005.

b) La loi de finances pour 2005 a prévu que la dotation moyenne par habitant de la catégorie des communautés de communes à TPU évolue désormais chaque année selon un taux fixé par le comité des finances locales, compris entre 130 % et 160 % du taux fixé pour la dotation par habitant des communautés d'agglomération. Par ailleurs, il faut rappeler qu'elle est au moins égale à la dotation moyenne par habitant de la catégorie des communautés de communes à fiscalité additionnelle. Le comité des finances locales a décidé d'augmenter du même taux d'évolution les dotations par habitant des communautés de communes à fiscalité additionnelle et des communautés de communes à taxe professionnelle unique non éligibles à la bonification prévue à l'article L. 5211-29-II du CGCT, en retenant la croissance maximale autorisée par la législature. Ces montants progressent donc de + 4 % et s'élèvent respectivement à 17,97 € et 21,95 €.

Par ailleurs, la dotation moyenne par habitant des communautés de communes à TPU éligibles à la bonification prévue à l'article L. 5211-29 II du CGCT s'établit en 2006 à 30,53 € contre 29,36 € en 2005. Le taux d'évolution de cette dotation par habitant a été là encore fixé par le comité des finances locales à 160 % du taux voté pour les communautés d'agglomération, soit le maximum légal.

c) Dans la mesure où la dotation moyenne fixée par le CFL pour les communautés de communes à fiscalité additionnelle (17,97 €) est inférieure à la dotation moyenne perçue en 2005 par les communautés de communes ayant au moins deux ans d'ancienneté, et indexée comme la dotation forfaitaire (règle applicable jusqu'en 2004), une majoration doit être versée à ces EPCI en application de l'article 43 de la loi de finances rectificative pour 2001. La LFI pour 2005 a prévu que la dotation moyenne minimale de référence est égale à celle de l'année précédente indexée selon un taux fixé par le Comité des finances locales entre 130 % et 160 % de la dotation moyenne des communautés d'agglomération. Le taux fixé par le comité des finances locales est de 160 % en 2006, conduisant à une dotation minimale moyenne de 20,08 €. Elle

est égale au produit de la population des communautés de communes d'au moins deux ans dans la catégorie par la différence entre la dotation moyenne minimale qui leur est due et celle fixée par le CFL pour la catégorie, soit :

$$\text{Majoration} = \text{Pop EPCI (+ 2ans)} \times (20,08 - 17,97)$$

Cette majoration s'élève à 27,01 millions d'euros en 2006 et est répartie comme la dotation de base et de péréquation entre tous les EPCI percevant pour la 2^e année au moins la DGF dans la catégorie.

d) S'agissant des communautés urbaines, la dotation des communautés urbaines (CU) n'est plus calculée, depuis 2003, par répartition d'une enveloppe entre les différents EPCI dans la catégorie, mais, en application de la loi du 28 décembre 1999, par indexation des montants individuels de DGF par habitant perçus par chacune des communautés urbaines.

Le tableau suivant récapitule pour les différentes catégories d'EPCI les montants des dotations moyennes par habitant fixées par le comité des finances locales pour 2006.

Communautés de communes à fiscalité additionnelle : 17,97 €

Communautés de communes à TPU non bonifiées : 21,95 €

Communautés de communes à TPU bonifiées : 30,53 €

Syndicats d'agglomération nouvelle: 45,75 €

Communautés d'agglomération: 42,38 €

2. Les données utilisées

2.1. La population

Détermination des seuils de population

La population à prendre en compte pour définir les seuils de population requis pour la constitution d'une communauté d'agglomération ou pour les communautés de communes à TPU bénéficiant de la bonification de leur DGF (30,53 € par habitant en moyenne en 2006) n'est pas la somme des populations DGF des communes membres mais la somme des populations totales communales, c'est-à-dire la somme des populations municipales augmentées des populations comptée à part (soit la population INSEE).

On ne prend donc pas en compte le nombre de résidences secondaires sur le territoire de l'EPCI pour définir ces seuils de population.

La population utilisée pour le calcul de la dotation d'intercommunalité

La population d'un établissement public s'apprécie au 1^{er} janvier de l'année au titre de laquelle la répartition est effectuée.

Contrairement à la population retenue pour déterminer les seuils de population, le calcul de la dotation d'intercommunalité d'un groupement de communes s'effectue à partir de la population DGF. Il s'agit donc de la somme des populations DGF 2006 des communes membres.

2.2. Le coefficient d'intégration fiscale – CIF (article L.5211-30 du CGCT)

La loi du 12 juillet 1999 a généralisé l'utilisation du CIF à toutes les catégories d'EPCI à l'exception des SAN. Toutefois, afin de ne pas bouleverser la répartition des communautés de communes à TPU, le CIF est pris en compte progressivement par dixième sur dix ans. Il intervient donc à hauteur de 70 % en 2006.

Pour mieux mesurer l'intégration fiscale effective des groupements, le CIF est minoré des dépenses de transferts versées par les EPCI aux communes membres.

Les dépenses de transfert retenues pour déterminer le CIF sont, à compter de 2005, l'attribution de compensation et la moitié de la dotation de solidarité communautaire telles que constatées dans le dernier compte administratif disponible (c'est-à-dire celui de l'année 2004 pour la répartition de 2006). En revanche, les attributions de compensation dites « négatives » majorent le produit fiscal pris en compte. A compter de 2006, ces dépenses sont déduites du numérateur du CIF à hauteur de l'intégralité de leur montant.

La définition des produits des taxes, redevances et allocations compensatrices pris en compte pour le calcul du CIF reste inchangée par rapport à 2005. Il faut toutefois souligner que la compensation relative à la suppression des bases salariales de la TP est depuis 2004 intégrée dans la dotation de compensation des EPCI. C'est désormais cette dotation de compensation qui est prise en compte (hors compensation des baisses de DCTP, également intégrée dans la dotation de compensation, mais qui ne compense pas la suppression des bases salariales).

Néanmoins, il convient de préciser que le produit de taxe professionnelle exonéré au titre du statut fiscal de la Corse est pris en compte depuis 2005 dans le calcul du CIF pour les EPCI à TPU situés en Corse.

Le tableau suivant rappelle la composition du CIF de chaque catégorie d'EPCI:

	CC 4T	CC TPU	CA
Taxe sur le foncier bâti	X	X	X
Taxe sur le foncier non bâti	X	X	X
Taxe d'habitation	X	X	X
Taxe professionnelle	X	X	X
TEOM	X	X	X
REOM	X	X	X
Redevance assainissement			X
Dotation de compensation (hors baisses de DCTP)		X	X
Compensation ZRU ZFU ZFC et statut fiscal Corse		X	X

Le coefficient d'intégration fiscale des communautés de communes et des communautés d'agglomération est donc égal au rapport entre :

- les recettes de l'EPCI définies dans le tableau précédent minorées des dépenses de transfert ;
- les mêmes recettes perçues par les communes regroupées et l'ensemble des établissements publics de coopération intercommunale sur le territoire de celles-ci (c'est-à-dire syndicats intercommunaux inclus).

Le CIF des EPCI à TPU intègre également les produits perçus par ces groupements au titre du foncier bâti, du foncier non bâti et de la taxe d'habitation puisque ces derniers ont depuis l'année 2000 la possibilité de lever une fiscalité additionnelle sur ces trois taxes en plus de leurs recettes de taxe professionnelle.

2.3. Le potentiel fiscal (article L.5211-30 du CGCT)

2.3.1. Le potentiel fiscal des communautés de communes et communautés d'agglomération

Leur potentiel fiscal est déterminé par application à leurs bases brutes d'imposition aux quatre taxes directes locales du taux moyen national à ces taxes constaté pour la catégorie d'établissement à laquelle elles appartiennent. Il prend en compte, le cas échéant et pour les EPCI à fiscalité additionnelle, les bases situées dans une zone d'activités économiques avec taxe professionnelle de zone.

Dans le cas des communautés d'agglomération, de certaines communautés de communes à fiscalité additionnelle issues de la transformation d'un district créé avant 1992, ou de communautés de communes à TPU issues d'une transformation d'ancien district à fiscalité additionnelle créé avant 1992 et passé à la TPU après le 1^{er} janvier 2003, les bases de taxe professionnelle correspondant au versement effectué au profit du fonds de péréquation de la taxe professionnelle (FDPTP) en contrepartie de la suppression de l'écêtement des bases excédentaires sont déduites des bases brutes de taxe professionnelle prises en compte pour le calcul du potentiel fiscal.

Le potentiel fiscal des EPCI à TPU est calculé sur les quatre taxes directes locales, pour tenir compte de la possibilité pour ceux-ci de lever une fiscalité mixte. Le taux appliqué à chacune de ces bases est le taux moyen national des communautés de communes à taxe professionnelle unique ou des communautés d'agglomération selon le cas de figure. Le nombre de groupements ayant effectivement levé une fiscalité mixte étant assez faible, les taux moyens sur les trois taxes ménages sont assez faibles, de telle sorte que le potentiel fiscal des EPCI à taxe professionnelle unique reste encore largement conditionné par la seule taxe professionnelle.

Par ailleurs, le potentiel fiscal des communautés d'agglomération issues de la transformation de syndicats ou de communautés d'agglomération nouvelle est pondéré par le rapport entre les bases brutes par habitant de taxe professionnelle des communautés d'agglomération et la somme des bases brutes par habitant des syndicats ou communautés d'agglomération nouvelle et de ceux d'entre eux qui se sont transformés en communautés d'agglomération, sous réserve que ce rapport soit inférieur à un.

Cette pondération a été instituée pour ne pas pénaliser les SAN qui se transformeront en communautés d'agglomération et qui, historiquement, ont un potentiel fiscal par habitant très élevé.

2.3.2. Le potentiel fiscal des syndicats ou communautés d'agglomération nouvelle

Le potentiel fiscal des syndicats ou communautés d'agglomération nouvelle est déterminé par application à leurs bases brutes de taxe professionnelle du taux moyen national d'imposition à cette taxe constaté pour la catégorie d'établissements à laquelle ils appartiennent.

Enfin, le potentiel fiscal de chaque catégorie est augmenté chaque année des montants correspondant à la compensation de la suppression progressive de la part salaires des bases de la taxe professionnelle (I du D de l'article 44 de la loi de finances pour 1999). Ces montants n'existent plus en tant que tels depuis 2004 : ils ont été intégrés dans la dotation de compensation des EPCI. Les montants pris en compte pour la DGF d'une année sont ceux correspondant à la dotation de compensation de l'année précédente (DGF 2005) à périmètre 2006, hors montants correspondant à la compensation des baisses de DCTP.

Toutefois, concernant les communautés de communes à fiscalité additionnelle, cette compensation est pondérée par le rapport entre le taux moyen national de TP utilisé pour le calcul du potentiel fiscal et le taux de TP de l'année 1998 du groupement ayant servi au calcul de sa compensation. Pour les EPCI ayant institué une taxe professionnelle de zone cette pondération ne s'applique qu'à la fraction de la compensation qu'ils ont perçue au titre des bases situées hors de la zone d'activité économique. Cette pondération revient à appliquer le taux moyen national de taxe professionnelle constaté pour la DGF de 2006 aux bases exonérées au titre de la suppression progressive de la part salaire.

3. Les modalités de répartition de la dotation d'intercommunalité

3.1. La dotation spontanée

La loi de finances pour 2005 a modifié l'article L. 5211-30 du CGCT : elle prévoit désormais que les sommes affectées à chacune des catégories d'établissements publics de coopération intercommunale autres que les communautés urbaines sont réparties à raison de 30 % pour la dotation de base et de 70 % pour la dotation de péréquation.

3.1.1. La dotation de base (art. L. 5211-30 du CGCT)

L'attribution de chaque établissement public est calculée en fonction de la population DGF totale des communes regroupées, éventuellement pondérée pour les communautés de communes, et en fonction du coefficient d'intégration fiscale. Le CIF n'est toutefois pas utilisé pour le calcul de la dotation de base des SAN. La pondération correspond à l'abattement de 50 % la première année d'attribution de la DGF à la suite d'une création ex-nihilo. Cet abattement ne s'applique pas aux EPCI issus de fusions.

3.1.2. La dotation de péréquation (art. L. 5211-30 du CGCT)

La dotation de péréquation est répartie en fonction de l'écart relatif de potentiel fiscal, de la population éventuellement pondérée et du coefficient d'intégration fiscale du groupement pour les communautés de communes et les communautés d'agglomération.

3.1.3. La première année dans la catégorie (art. L. 5211-32 du CGCT)

Un abattement de 50 % est opéré sur les dotations de base et de péréquation des communautés de communes bénéficiaires pour la première fois de la dotation d'intercommunalité.

Au titre de la première année d'attribution de la dotation dans une catégorie, le CIF à prendre en compte est égal, pour les communautés de communes et les communautés d'agglomération, au CIF moyen de la catégorie d'établissement à laquelle elles appartiennent.

3.1.4. La deuxième année dans la catégorie (art. L. 5211-32 du CGCT)

Les établissements publics de coopération intercommunale qui perçoivent pour la deuxième fois une dotation d'intercommunalité dans la même catégorie et qui font suite à une création ex-nihilo ne perçoivent aucune garantie. Toutefois, la loi de finances rectificative du 30 décembre 2000 a prévu qu'en cas de création ex-nihilo en communauté d'agglomération, la DGF par habitant de deuxième année ne peut être inférieure à celle perçue la première année indexée comme la dotation forfaitaire des communes.

La deuxième année d'attribution de la dotation dans la même catégorie, les dépenses de transfert de l'EPCI de la pénultième année n'étant pas connues, le CIF de l'EPCI non corrigé des dépenses de transfert est pondéré par le rapport entre le CIF moyen de la catégorie et le CIF moyen non corrigé des dépenses de transfert de la même catégorie.

Depuis 2005, il n'y a plus lieu de pondérer le CIF des communautés de communes à fiscalité additionnelle dans la mesure où leur CIF n'est plus minoré des dépenses de transfert.

La pondération ne s'applique donc plus qu'aux communautés de commune à TPU et aux CA.

3.2. Les majorations et bonifications

3.2.1. La bonification des communautés de communes ayant opté pour les dispositions de l'article 1609 nonies C du code général des impôts (art. L. 5214-23-1 et L. 5211-29 du CGCT)

La majoration qui est prévue pour les communautés de communes à l'article L. 5211-29-II du CGCT s'ajoute à leur dotation de base et est répartie comme cette dernière entre les communautés de communes concernées. La dotation moyenne étant de 21,95 €, la majoration moyenne est de 8,58 € (30,53 € - 21,95 €). Toutefois, l'attribution individuelle peut s'écarter de cette moyenne en fonction du CIF qui est utilisé à hauteur de 70 % pour la répartition de cette bonification en 2006.

3.2.2. La majoration des communautés de communes à fiscalité additionnelle (art. L. 5211-29 II du CGCT)

La nouvelle majoration prévue depuis 2002 pour les communautés de communes à fiscalité additionnelle percevant la DGF pour la 2^e année au moins dans la catégorie s'ajoute aux dotations de base et de péréquation et est répartie comme ces dernières entre les EPCI concernés. Le montant moyen de cette majoration est égal à la différence entre la dotation moyenne par habitant effectivement perçue en 2004 par les communautés de communes concernées, indexée selon un taux fixé par le comité des finances locales entre 130 % et 160 % de la dotation moyenne des CA, et la dotation moyenne par habitant fixée par le CFL pour la catégorie des communautés de communes à fiscalité additionnelle en 2005 (17,97 €). Le montant moyen de cette majoration est de 2,10 € par habitant.

3.2.3. La majoration des communautés d'agglomération issues de la transformation de SAN (art. L. 5211-29 du CGCT)

La dotation moyenne par habitant des communautés d'agglomération issues de la transformation d'un SAN ne peut être inférieure à la dotation moyenne par habitant des SAN. Cette majoration est calculée comme la dotation de base et la dotation de péréquation. En 2006, trois communautés d'agglomération font suite à la transformation de SAN. Elles perçoivent cette majoration qui est répartie comme la dotation spontanée des communautés d'agglomération.

3.3. Les garanties

3.3.1. Garantie en cas de changement de catégorie (art. L. 5211-33 du CGCT)

En cas de changement de catégorie, l'EPCI est assuré de percevoir les deux premières années d'attribution de la dotation d'intercommunalité dans sa nouvelle catégorie, une attribution par habitant au moins égale à celle de l'année antérieure, augmentée comme la dotation forfaitaire des communes (+ 1,688212 % en 2006). Cette garantie de transformation s'applique également aux EPCI issus de fusions.

Conformément à l'article L. 2334-7 du CGCT, le taux de croissance de la dotation forfaitaire correspond à la variation entre 2005 et 2006 de la masse globale formée par la dotation de base, la dotation de surpécificité et le complément de garantie. N'est pas prise en compte la part « compensations » (compensation « part salaires » et compensation des baisses de DCTP) qui varie en effet non seulement en raison de son indexation, mais aussi des adhésions à des EPCI à TPU, les communes rétrocedant dans ce cas au groupement les montants correspondant à leur compensation « part salaires ».

Par dérogation, les communautés d'agglomération créées ex-nihilo sont garanties de voir leur dotation de première année progresser la deuxième année au moins comme la dotation forfaitaire.

Par ailleurs, si l'EPCI qui se transforme fait application des dispositions de l'article 1609 nonies C du code général des impôts (TPU), il ne peut, au titre des troisième, quatrième et cinquième années d'attribution dans la même catégorie, percevoir une attribution par habitant inférieure, respectivement, à 95 %, 90 % et 85 % de la dotation par habitant perçue l'année précédente. Ces garanties s'appliquent également aux CA créées ex-nihilo et aux EPCI issus de fusions, lors de leurs troisième, quatrième et cinquième années.

3.3.2. Garantie au taux de progression de la dotation forfaitaire des communes (art. L. 5211-33 du CGCT)

Les syndicats ou communautés d'agglomérations nouvelles sont assurés de percevoir, à compter de la troisième année de perception de la dotation d'intercommunalité dans la même catégorie, ou à compter

de la troisième année de fusion, une dotation qui progresse, d'une année sur l'autre, au moins comme la dotation forfaitaire des communes (+ 1,688212 % en 2006, se reporter au point 1 pour la définition du taux de croissance retenu).

3.3.3. Garantie à 80 % de la dotation par habitant perçue l'année précédente (art. L. 5211-33 du CGCT)

Les communautés de communes et les communautés d'agglomération ne peuvent percevoir, à compter de la troisième année d'attribution de la dotation dans la même catégorie, ou à compter de la troisième année de fusion dans la catégorie, une attribution par habitant inférieure à 80 % de la dotation par habitant perçue l'année précédente.

3.3.4. Garantie sous conditions de CIF (art. L. 5211-33 du CGCT)

A compter de la troisième année de perception de la dotation d'intercommunalité dans leur catégorie pour les communautés d'agglomération ou pour les communautés de communes faisant application du régime fiscal de l'article 1609 nonies C du code général des impôts, les EPCI dont le CIF est supérieur à 0,4 perçoivent une dotation par habitant progressant au moins comme la dotation forfaitaire des communes.

Pour les communautés de communes ne faisant pas application de cet article, le niveau de CIF de référence pour bénéficier de cette garantie est maintenu à 0,5 comme en 2005.

3.3.5. Garantie d'évolution de la dotation spontanée (art. L. 5211-33 du CGCT)

D'une part, les établissements publics de coopération intercommunale dont la dotation par habitant spontanée perçue au titre des dotations de base et de péréquation est supérieure à la dotation spontanée perçue l'année précédente ne peuvent percevoir une dotation d'intercommunalité par habitant totale, c'est-à-dire garantie incluse, inférieure à celle de l'année précédente.

D'autre part, pour les établissements publics de coopération intercommunale dont la dotation par habitant spontanée perçue au titre des dotations de base et de péréquation est en diminution par rapport à l'année précédente, le pourcentage de diminution de leur attribution totale par habitant par rapport à l'année précédente, c'est-à-dire garantie incluse, ne peut excéder celui constaté pour la somme des dotations de base et de péréquation.

La garantie calculée dans ces deux cas ne peut représenter plus de 40 % de la dotation totale attribuée.

3.3.6. Garantie sous condition de potentiel fiscal (art. L. 5211-33 du CGCT)

A compter de la deuxième année d'attribution de la dotation dans la même catégorie, les EPCI dont le potentiel fiscal par habitant est inférieur d'au moins 50 % au potentiel fiscal moyen de la catégorie ne peuvent percevoir un montant de DGF par habitant inférieur à celui perçu l'année précédente.

Dans l'hypothèse où plusieurs garanties sont applicables, seule est retenue la garantie la plus favorable puisqu'elle englobe de fait la ou les autres garanties en présence.

3.4. Les fusions d'EPCI (art. L. 5211-32-1 du CGCT)

La loi relative aux libertés et responsabilités locales du 13 août 2004 a instauré le mécanisme de fusions d'EPCI. Pour le calcul des différents mécanismes de garanties des EPCI issus de fusions, il convient de retenir le montant de DGF par habitant le plus élevé des EPCI préexistants. Par ailleurs, la première année suivant la fusion, leur population n'est pas abattue de moitié comme pour les EPCI de première année.

3.5. Les dissolutions (art. L. 5211-34 du CGCT)

L'année suivant la dissolution d'un groupement, le montant de la dotation de péréquation qui aurait dû lui revenir augmenté, le cas

échéant, de la garantie au titre de cette dotation dont il aurait été bénéficiaire, est partagé entre ses communes membres au prorata de la somme des produits des taxes foncières sur les propriétés bâties et non bâties, de la taxe d'habitation, de la taxe et la redevance des ordures ménagères constatés la dernière année de fonctionnement sur le territoire de chacune d'elles pour le compte de l'établissement public.

Toutefois, aucune attribution n'est versée aux communes qui adhèrent, l'année de la dissolution, à un autre établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre.

4. Tableau de synthèse

4.1. Données utilisées

DONNÉES UTILISÉES	CA	CC 4T	CC TPU	SAN
Population DGF	X	X	X	X
Coefficient d'intégration fiscale	X	X	X	
Potentiel fiscal 4 taxes	X	X	X	
Potentiel fiscal taxe professionnelle				X

4.2. Modalités de répartition

MODALITÉS de répartition	CA	CC 4T	CC TPU	SAN
Dotation de base	X	X	X	X
Dotation de péréquation	X	X	X	X
Bonification			X	
Majoration (sauf 1 ^{re} année)		X		
Abattements de première année		X	X	X
CIF pondéré de deuxième année	X		X	
Garantie en cas de changement de catégorie	X		X	X
Garantie en cas de fusion	X	X	X	X
Garantie sur le taux de progression de la dotation forfaitaire des communes	2 ^e année créées <i>ex-nihilo</i>			3 ^e année
Garantie à 95%, 90 % et 85% en 3 ^e , 4 ^e et 5 ^e année de création <i>ex-nihilo</i>	X			
Garantie à 80 %	3 ^e année	3 ^e année	3 ^e année	
Garantie sous conditions de CIF	3 ^e année	2 ^e année	3 ^e année	
Garantie d'évolution de la dotation spontanée	3 ^e année	3 ^e année	3 ^e année	3 ^e année

FICHE N° 1

CALCUL DE LA DOTATION D'INTERCOMMUNALITÉ DES COMMUNAUTÉS URBAINES

Dotation globale de fonctionnement 2006 des communautés urbaines :

La DGF 2006 des CU est déterminée à partir du montant perçu en 2005 et de la population 2006.

DGF 2006	=	DGF/Hab. 05	×	POP DGF 2006	×	1,01688212
----------	---	-------------	---	--------------	---	------------

FICHE N° 2

CALCUL DE LA DOTATION D'INTERCOMMUNALITÉ DES COMMUNAUTÉS D'AGGLOMÉRATION

Potentiel fiscal :

<input type="text"/>	×	0,0002	=	<input type="text"/>
Base brute d'imposition à la taxe foncière sur les propriétés bâties		Taux moyen national des CA		+
<input type="text"/>	×	0,0007	=	<input type="text"/>
Base brute d'imposition à la taxe foncière sur les propriétés non bâties		Taux moyen national des CA		+
<input type="text"/>	×	0,0002	=	<input type="text"/>
Base brute d'imposition à la taxe d'habitation		Taux moyen national des CA		+
<input type="text"/>	×	0,1697	=	<input type="text"/>
Base brute d'imposition à la taxe professionnelle		Taux moyen national des CA		+
<input type="text"/>	=		=	<input type="text"/>
Dotation de compensation (hors baisses de DCTP)				
Potentiel fiscal 4 taxes			=	<input type="text"/>

Potentiel fiscal par habitant :

<input type="text"/>	/	<input type="text"/>	=	<input type="text"/>
Potentiel fiscal 4 taxes		Population DGF 2005		Potentiel fiscal par habitant

Coefficient d'intégration fiscale de troisième année et plus :

<input type="text"/>	/	(<input type="text"/> + <input type="text"/>)	=	<input type="text"/>
Produit des 4 taxes perçu par le CA + TEOM/REOM + RA + dotation compensation (hors baisses DCTP) + ZRU/ZFU + compensation TP Corse + attributions compensations négatives – FDPTP – 100 % des dépenses de transfert		Produit des 4 taxes perçu par la CA + TEOM/REOM + RA + dotation compensation (hors baisses DCTP) + ZRU/ZFU + compensation taxe professionnelle Corse + attributions compensations négatives – FDPTP		Coefficient d'intégration fiscale

Dotation de base :

<input type="text"/>	×	<input type="text"/>	×	<input type="text"/>	=	<input type="text"/>
Population DGF		CIF ou CIF pondéré		Valeur de point		Dotation de base

CIF moyen de la catégorie des communautés d'agglomération : 0,276077.
Coefficient de pondération (CIF des EPCI de deuxième année) : 0,526312.

Dotation de péréquation :

Calcul de l'écart relatif de potentiel fiscal :

2. - (<input type="text"/>)	/	<input type="text"/>	=	<input type="text"/>
Potentiel fiscal par habitant		Potentiel fiscal moyen des CA		Ecart relatif de potentiel fiscal

Calcul de la dotation :

<input type="text"/>	×	<input type="text"/>	×	<input type="text"/>	×	<input type="text"/>	=	<input type="text"/>
Ecart relatif de potentiel fiscal		Population DGF		CIF ou CIF pondéré		Valeur de point		Dotation de péréquation

Dotation de garantie :

Dotation de garantie des CA de deuxième année et des CA de première année issues d'une transformation :

Les CA issues d'une transformation en 2005 ou en 2006 ne peuvent pas percevoir en 2006 une dotation d'intercommunalité par habitant inférieure à celle perçue l'année précédente indexée comme la dotation forfaitaire des communes. Par ailleurs, la dotation d'intercommunalité 2006 des CA de deuxième année créées *ex-nihilo* ne peut pas être inférieure à celle perçue l'année précédente indexée comme la dotation forfaitaire des communes.

Calcul de l'attribution minimale :

$$\left(\left(\boxed{\text{Dotation de base 2005}} + \boxed{\text{Dotation de péréquation 2005}} + \boxed{\text{Dotation de garantie 2005}} \right) / \boxed{\text{Population DGF 2005}} \right) \times \boxed{\text{Population DGF 2006}} \times 1,01688212 = \boxed{\text{DGF minimale 2006}}$$

Calcul de la garantie :

$$\boxed{\text{DGF minimale 2006}} - \boxed{\text{Dotation de base 2006}} - \boxed{\text{Dotation de péréquation 2006}} = \boxed{\text{Dotation de garantie (si > 0)}}$$

Dotation de garantie des CA de troisième année :

Les CA issues *ex-nihilo* en 2003 ou issues d'une transformation en 2003 ne peuvent pas percevoir en 2006 une dotation d'intercommunalité par habitant inférieure à 95 % de celle perçue l'année précédente.

Calcul de l'attribution minimale :

$$\left(\left(\boxed{\text{Dotation de base 2005}} + \boxed{\text{Dotation de péréquation 2005}} + \boxed{\text{Dotation de garantie 2005}} \right) / \boxed{\text{Population DGF 2005}} \right) \times \boxed{\text{Population DGF 2006}} \times 0,95 = \boxed{\text{DGF minimale 2006}}$$

Calcul de la garantie :

$$\boxed{\text{DGF minimale 2006}} - \boxed{\text{Dotation de base 2006}} - \boxed{\text{Dotation de péréquation 2006}} = \boxed{\text{Dotation de garantie (si > 0)}}$$

Dotation de garantie des CA de quatrième année :

Les CA issues *ex-nihilo* en 2002 ou issues d'une transformation en 2002 ne peuvent pas percevoir en 2006 une dotation d'intercommunalité par habitant inférieure à 90 % de celle perçue l'année précédente.

Calcul de l'attribution minimale :

$$\left(\left(\boxed{\text{Dotation de base 2005}} + \boxed{\text{Dotation de péréquation 2005}} + \boxed{\text{Dotation de garantie 2005}} \right) / \boxed{\text{Population DGF 2005}} \right) \times \boxed{\text{Population DGF 2006}} \times 0,90 = \boxed{\text{DGF minimale 2006}}$$

Calcul de la garantie :

$$\boxed{\text{DGF minimale 2006}} - \boxed{\text{Dotation de base 2006}} - \boxed{\text{Dotation de péréquation 2006}} = \boxed{\text{Dotation de garantie (si > 0)}}$$

**Dotation de garantie des CA de cinquième année :*

Les CA issues *ex-nihilo* en 2001 ou issues d'une transformation en 2001 ne peuvent pas percevoir en 2006 une dotation d'intercommunalité par habitant inférieure à 85 % de celle perçue l'année précédente.

Calcul de l'attribution minimale :

$$\left(\left(\boxed{\text{Dotation de base 2005}} + \boxed{\text{Dotation de péréquation 2005}} + \boxed{\text{Dotation de garantie 2005}} \right) / \boxed{\text{Population DGF 2005}} \right) \times \boxed{\text{Population DGF 2006}} \times 0,85 = \boxed{\text{DGF minimale 2006}}$$

Calcul de la garantie :

$$\boxed{\text{DGF minimale 2006}} - \boxed{\text{Dotation de base 2006}} - \boxed{\text{Dotation de péréquation 2006}} = \boxed{\text{Dotation de garantie (si > 0)}}$$

Dotation de garantie à 80 % :

Cette dotation de garantie est attribuée aux communautés d'agglomération de troisième année et plus dont la dotation par habitant garantie incluse est inférieure à 80 % de la dotation par habitant garantie incluse de l'année antérieure.

Calcul de l'attribution minimale :

$$\left(\left(\frac{\text{Dotation de base 2005} + \text{Dotation de péréquation 2005} + \text{Dotation de garantie 2005}}{\text{Population DGF 2005}} \right) \times \text{Population DGF 2006} \right) \times 0,8 = \text{DGF minimale 2006}$$

Calcul de la garantie :

$$\text{DGF minimale 2006} - \text{Dotation de base 2006} - \text{Dotation de péréquation 2006} = \text{Dotation de garantie (si > 0)}$$

Dotation de garantie sous condition de CIF :

En 2006, cette garantie est attribuée aux communautés d'agglomération de troisième année et plus dont le CIF est supérieur à 0,4.

Calcul de l'attribution minimale :

$$\left(\left(\frac{\text{Dotation de base 2005} + \text{Dotation de péréquation 2005} + \text{Dotation de garantie 2005}}{\text{Population DGF 2005}} \right) \times \text{Population DGF 2006} \right) \times 1,01688212 = \text{DGF minimale 2006}$$

Calcul de la garantie :

$$\text{DGF minimale 2006} - \text{Dotation de base 2006} - \text{Dotation de péréquation 2006} = \text{Dotation de garantie (si > 0)}$$

Dotation de garantie d'évolution de la dotation spontanée :

1. Si la dotation spontanée par habitant 2006 est supérieure à la dotation spontanée par habitant 2005.

Si :

$$\left(\frac{\text{Dotation de base 2006} + \text{Dotation de péréquation 2006}}{\text{Population DGF 2006}} \right) > \left(\frac{\text{Dotation de base 2005} + \text{Dotation de péréquation 2005}}{\text{Population DGF 2005}} \right)$$

Calcul de l'attribution minimale :

$$\left(\left(\frac{\text{Dotation de base 2005} + \text{Dotation de péréquation 2005} + \text{Dotation de garantie 2006}}{\text{Population DGF 2005}} \right) \times \text{Population DGF 2006} \right) = \text{DGF minimale 2006}$$

Calcul de la garantie :

$$\text{DGF minimale 2006} - \text{Dotation de base 2006} - \text{Dotation de péréquation 2006} = \text{Dotation de garantie (si > 0)}$$

2. Si la dotation spontanée par habitant 2006 est inférieure à la dotation spontanée par habitant 2005.

Si :

$$\left(\frac{\text{Dotation de base 2006} + \text{Dotation de péréquation 2006}}{\text{Population DGF 2006}} \right) < \left(\frac{\text{Dotation de base 2005} + \text{Dotation de péréquation 2005}}{\text{Population DGF 2005}} \right)$$

Calcul de l'attribution minimale :

$$\left(\left(\frac{\text{Dotation de base 2005} + \text{Dotation de péréquation 2005} + \text{Population DGF 2005}}{\text{Dotation de base 2005}} \right) \times \text{Dotation de péréquation 2006} \right) \times \text{Taux de baisse} = \text{DGF minimale 2006}$$

Avec :

$$\left(\frac{\text{Dotation de base 2006} + \text{Dotation de péréquation 2006}}{\text{Population DGF 2006}} \right) / \left(\frac{\text{Dotation de base 2005} + \text{Dotation de péréquation 2005}}{\text{Population DGF 2005}} \right) = \text{Taux de baisse}$$

Calcul de la garantie :

$$\boxed{\text{DGF minimale 2006}} - \boxed{\text{Dotation de base 2006}} - \boxed{\text{Dotation de péréquation 2006}} = \boxed{\text{Dotation de garantie (si > 0)}}$$

La dotation de garantie calculée dans ces deux cas (1 et 2) ne peut représenter plus de 40 % de la dotation totale attribuée.

Dotation de garantie sous condition de PF :

Les communautés d'agglomération de deuxième année et plus dont le PF par habitant est inférieur d'au moins 50 % au potentiel fiscal moyen de la catégorie, soit $347,582495/2 = 173,791247$ €, bénéficient d'une DGF par habitant au moins égale à celle de l'année précédente.

Si :

PF/habitant < 0,5 PFM

Calcul de l'attribution minimale :

$$\left(\boxed{\text{Dotation de base 2005}} + \boxed{\text{Dotation de péréquation 2005}} + \boxed{\text{Dotation de garantie 2005}} \right) / \boxed{\text{Population DGF 2005}} \times \boxed{\text{Population DGF 2006}} = \boxed{\text{DGF minimale 2006}}$$

Calcul de la garantie :

$$\boxed{\text{DGF minimale 2006}} - \boxed{\text{Dotation de base 2006}} - \boxed{\text{Dotation de péréquation 2006}} = \boxed{\text{Dotation de garantie (si > 0)}}$$

FICHE N° 3**CALCUL DE LA DOTATION D'INTERCOMMUNALITÉ DES COMMUNAUTÉS À FISCALITÉ ADDITIONNELLE****Potentiel fiscal :**

<input type="text"/>	×	0,0347	=	<input type="text"/>
Base brute d'imposition à la taxe foncière sur les propriétés bâties		Taux moyen national des CC		+
<input type="text"/>	×	0,0945	=	<input type="text"/>
Base brute d'imposition à la taxe foncière sur les propriétés non bâties		Taux moyen national des CC		+
<input type="text"/>	×	0,0227	=	<input type="text"/>
Base brute d'imposition à la taxe d'habitation		Taux moyen national des CC		+
<input type="text"/>	×	0,0277	=	<input type="text"/>
Base brute d'imposition à la taxe professionnelle		Taux moyen national des CC		
<input type="text"/>	×	$\frac{0,0277}{\text{taux de TP 1998}}$	=	<input type="text"/>
Montants correspondant à la compensation de la part salaire hors ZAE* 2005 (1)				+
<input type="text"/>			=	<input type="text"/>
Montants correspondant à la compensation de la part salaire sur ZAE* 2005 (2)				
Potentiel fiscal 4 taxes			=	<input type="text"/>
				<input type="text"/>

(*) ZAE = zone d'activités économiques.

(1) et (2) Uniquement pour les CC 4T créées avant 1998.

Potentiel fiscal par habitant :

$$\boxed{} / \boxed{} = \boxed{}$$

Potentiel fiscal 4 taxes Population DGF 2006 **Potentiel fiscal par habitant**

Coefficient d'intégration fiscale de deuxième année et plus :

$$\boxed{} / \left(\boxed{} + \boxed{} \right) = \boxed{}$$

Produit des 4 taxes perçu
par la CC
+ TEOM/REOM – FDPTP Produit des 4 taxes perçu
par la CC
+ TEOM/REOM – FDPTP Produit des 4 taxes perçu
par les communes membres
et les syndicats
+ TEOM/REOM **Coefficient d'intégration
fiscale**

Dotation de base :

Dotation de base des groupements créés avant 2005 :

$$\boxed{} \times \boxed{} \times \boxed{15,839589 \text{ €}} = \boxed{}$$

Population DGF Coefficient d'intégration
fiscale moyen de la catégorie Valeur de point **Dotation de base**

Dotation de base des groupements créés en 2005 :

$$\boxed{} \times \boxed{} \times \boxed{15,839589 \text{ €}} \times 0,5 = \boxed{}$$

Population DGF Coefficient
d'intégration
fiscale moyen
de la catégorie Valeur de point **Dotation de base**

Dotation de péréquation :

Calcul de l'écart relatif de potentiel fiscal :

$$2. - \left(\boxed{} / 87,737982 \text{ €} \right) = \boxed{}$$

Potentiel fiscal par habitant Potentiel fiscal
moyen des CC **Ecart relatif de potentiel fiscal**

Calcul de la dotation de péréquation des groupements créés avant 2005 :

$$\boxed{} \times \boxed{} \times \boxed{} \times \boxed{35,094562 \text{ €}} = \boxed{}$$

Ecart relatif
de potentiel fiscal Population DGF Coefficient
d'intégration fiscale Valeur de point **Dotation
de péréquation**

Calcul de la dotation de péréquation des groupements créés en 2005 :

$$\boxed{} \times \boxed{} \times \boxed{} \times \boxed{35,094562 \text{ €}} \times 0,5 = \boxed{}$$

Ecart relatif
de potentiel fiscal Population DGF Coefficient
d'intégration fiscale Valeur de point **Dotation
de péréquation**

Majoration des EPCI d'au moins 2 ans dans la catégorie :

Cette majoration est répartie comme les dotations de base et de péréquation aux seuls EPCI qui perçoivent la dotation d'intercommunalité pour la deuxième année au moins dans la catégorie des communautés de communes à fiscalité additionnelle.

Part « base » de la majoration :

$$\boxed{} \times \boxed{} \times \boxed{2,116917 \text{ €}} = \boxed{}$$

Population DGF Coefficient d'intégration
fiscale Valeur de point **Dotation de base**

Part « péréquation » de la majoration :

$$\boxed{\text{Ecart relatif de potentiel fiscal}} \times \boxed{\text{Population DGF}} \times \boxed{\text{Coefficient d'intégration fiscale}} \times \boxed{4,688714 \text{ €}} = \boxed{\text{Dotation de péréquation}}$$

Majoration totale :

$$\boxed{\text{Majoration} = \text{part « base »} + \text{part « péréquation »}}$$

Dotations de garantie :

1. A compter de la troisième année de perception de la dotation d'intercommunalité dans la même catégorie.

Dotation de garantie à 80 % :

Cette dotation de garantie est attribuée aux communautés de communes de troisième année et plus dont la dotation par habitant garantie incluse est inférieure à 80 % de la dotation par habitant garantie incluse de l'année antérieure.

Calcul de l'attribution minimale :

$$((\boxed{\text{Dotation de base 2005}} + \boxed{\text{Dotation de péréquation 2005}} + \boxed{\text{Majoration 2005}} + \boxed{\text{Dotation de garantie 2005}}) / \boxed{\text{Population DGF 2005}}] \times \boxed{\text{Population DGF 2006}}) \times 0,8 = \boxed{\text{DGF minimale 2006}}$$

Calcul de la garantie :

$$\boxed{\text{DGF minimale 2006}} - \boxed{\text{Dotation de base 2006}} - \boxed{\text{Dotation de péréquation 2006}} - \boxed{\text{Majoration 2006}} = \boxed{\text{Dotation de garantie (si > 0)}}$$

Dotation de garantie sous condition de CIF :

Cette garantie est attribuée aux communautés de communes de deuxième année et plus dont le CIF est supérieur à 0,5.

Calcul de l'attribution minimale :

$$((\boxed{\text{Dotation de base 2005}} + \boxed{\text{Dotation de péréquation 2005}} + \boxed{\text{Majoration 2005}} + \boxed{\text{Dotation de garantie 2005}}) / \boxed{\text{Population DGF 2005}}] \times \boxed{\text{Population DGF 2006}}) \times 1,01688212 = \boxed{\text{DGF minimale 2006}}$$

Calcul de la garantie :

$$\boxed{\text{DGF minimale 2006}} \times \boxed{\text{Dotation de base 2006}} \times \boxed{\text{Dotation de péréquation 2006}} \times \boxed{4,688714 \text{ €}} = \boxed{\text{Dotation de garantie (si > 0)}}$$

Dotations de garantie d'évolution de la dotation spontanée :

1. Si la dotation spontanée par habitant 2006 est supérieure à la dotation spontanée par habitant 2005.

Si :

$$(\boxed{\text{Dotation de base 2006}} + \boxed{\text{Dotation de péréquation 2006}} + \boxed{\text{Majoration 2006}}) / \boxed{\text{Population DGF 2006}} < (\boxed{\text{Dotation de base 2005}} + \boxed{\text{Dotation de péréquation 2005}} + \boxed{\text{Majoration 2005}}) / \boxed{\text{Population DGF 2005}}$$

Calcul de l'attribution minimale :

$$((\boxed{\text{Dotation de base 2005}} + \boxed{\text{Dotation de péréquation 2005}} + \boxed{\text{Majoration 2005}} + \boxed{\text{Dotation de garantie 2005}}) / \boxed{\text{Population DGF 2005}}] \times \boxed{\text{Population DGF 2006}}) = \boxed{\text{DGF minimale 2006}}$$

Calcul de la garantie :

$$\boxed{\text{DGF minimale 2006}} - \boxed{\text{Dotation de base 2006}} - \boxed{\text{Dotation de péréquation 2006}} - \boxed{\text{Majoration 2006}} = \boxed{\text{Dotation de garantie (si > 0)}}$$

2. Si la dotation spontanée par habitant 2006 est inférieure à la dotation spontanée par habitant 2005.

Si :

$$\left(\frac{\text{Dotation de base 2006} + \text{Dotation de péréquation 2006} + \text{Majoration 2006}}{\text{Population DGF 2006}} \right) < \left(\frac{\text{Dotation de base 2005} + \text{Dotation de péréquation 2005} + \text{Majoration 2005}}{\text{Population DGF 2005}} \right)$$

Calcul de l'attribution minimale :

$$\left(\left(\frac{\text{Dotation de base 2005} + \text{Dotation de péréquation 2005} + \text{Majoration 2005} + \text{Dotation de garantie 2005}}{\text{Population DGF 2005}} \right) \times \frac{\text{Population DGF 2006}}{\text{Population DGF 2005}} \right) \times \text{T} = \text{DGF minimale 2006}$$

Taux de baisse

Avec :

$$\left(\frac{\text{Dotation de base 2006} + \text{Dotation de péréquation 2006} + \text{Majoration 2006}}{\text{Population DGF 2006}} \right) / \left(\frac{\text{Dotation de base 2005} + \text{Majoration 2005} + \text{Dotation de péréquation 2005}}{\text{Population DGF 2005}} \right) = \text{T}$$

Taux de baisse

Calcul de la garantie :

$$\text{DGF minimale 2006} - \text{Dotation de base 2006} - \text{Dotation de péréquation 2006} - \text{Majoration 2006} = \text{Dotation de garantie (si > 0)}$$

La garantie calculée dans ces deux cas (1 et 2) ne peut représenter plus de 40 % de la dotation totale attribuée.

1. A compter de la deuxième année de perception de la dotation d'intercommunalité dans la même catégorie.

Dotation de garantie sous condition de PF :

Les communautés de communes à fiscalité additionnelle de deuxième année et plus dont le PF par habitant est inférieur d'au moins 50 % au potentiel fiscal de la catégorie des communautés de communes à fiscalité additionnelle, soit $87,737982 / 2 = 43,868991$ €, bénéficient d'une DGF par habitant au moins égale à celle de l'année précédente.

Calcul de l'attribution minimale :

$$\left(\left(\frac{\text{Dotation de base 2005} + \text{Dotation de péréquation 2005} + \text{Majoration 2005} + \text{Dotation de garantie 2005}}{\text{Population DGF 2005}} \right) \times \frac{\text{Population DGF 2006}}{\text{Population DGF 2005}} \right) = \text{DGF minimale 2006}$$

Calcul de la garantie :

$$\text{DGF minimale 2006} - \text{Dotation de base 2006} - \text{Dotation de péréquation 2006} = \text{Dotation de garantie (si > 0)}$$

2. Garantie en cas de fusion.

Les deux premières années suivant la fusion de deux EPCI ou plus à fiscalité additionnelle, l'EPCI issu de la fusion est assuré de percevoir un montant de DGF par habitant au moins égal à celui perçu l'année précédente augmenté comme la forfaitaire.

Calcul de l'attribution minimale :

$$\left(\left(\frac{\text{Dotation de base 2005} + \text{Dotation de péréquation 2005} + \text{Majoration 2005} + \text{Dotation de garantie 2005}}{\text{Population DGF 2005}} \right) \times \frac{\text{Population DGF 2006}}{\text{Population DGF 2005}} \right) \times 1,01688212 = \text{DGF minimale 2006}$$

Calcul de la garantie :

$$\text{DGF minimale 2006} - \text{Dotation de base 2006} - \text{Dotation de péréquation 2006} = \text{Dotation de garantie (si > 0)}$$

FICHE N° 4

CALCUL DE LA DOTATION D'INTERCOMMUNALITÉ
DES COMMUNAUTÉS DE COMMUNES À TPU

Potentiel fiscal :

<input type="text"/>	×	0,0020	=	<input type="text"/>
Base brute d'imposition à la taxe foncière sur les propriétés bâties		Taux moyen national des CC		+
<input type="text"/>	×	0,0066	=	<input type="text"/>
Base brute d'imposition à la taxe foncière sur les propriétés non bâties		Taux moyen national des CC		+
<input type="text"/>	×	0,0015	=	<input type="text"/>
Base brute d'imposition à la taxe d'habitation		Taux moyen national des CC		+
<input type="text"/>	×	0,1268	=	<input type="text"/>
Base brute d'imposition à la taxe professionnelle		Taux moyen national des CC		+
<input type="text"/>			=	<input type="text"/>
Dotation de compensation 2005 à périmètre 2006 (hors baisses de DCTP)				
Potentiel fiscal 4 taxes			=	<input type="text"/>

Potentiel fiscal par habitant :

<input type="text"/>	/	<input type="text"/>	=	<input type="text"/>
Potentiel fiscal 4 taxes		Population DGF 2005		Potentiel fiscal par habitant

Coefficient d'intégration fiscale de troisième année et plus :

<input type="text"/>	/	(<input type="text"/> + <input type="text"/>)	=	<input type="text"/>
Produit des 4 taxes perçu par la CC + TEOM/REOM + dotation compensation (hors baisses DCTP) + ZRU, ZFU, ZFC + compensation TP Corse + attributions compensation négatives – FDPTP – 100 % dépenses de transfert		Produit des 4 taxes perçu par la CC + TEOM/REOM + dotation compensation (hors baisses DCTP) + ZRU, ZFU, ZFC + compensation TP Corse + attributions compensation négatives – FDPTP		Coefficient d'intégration fiscale

CIF moyen de la catégorie : 0,271623.

Coefficient de pondération (CIF des EPCI de deuxième année) : 0,529661.

30 % de la masse des crédits à répartir sans le CIF en 2006 :

Dotation de base des groupements créés avant 2005 :

<input type="text"/>	×	<input type="text"/>	=	<input type="text"/>
Population DGF		Valeur de point		Dotation de base

Dotation de la base des groupements créés en 2005 :

<input type="text"/>	×	<input type="text"/>	×	0,5 =	<input type="text"/>
Population DGF		Valeur de point			Dotation de base

Dotation de péréquation des groupements créés avant 2005 :

– Calcul de l'écart relatif de potentiel fiscal :

$$2. - \left(\frac{\text{Potentiel fiscal par habitant}}{203,373645 \text{ €}} \right) = \text{Ecart relatif de potentiel fiscal}$$

– Calcul de la dotation de péréquation des groupements créés avant 2005 :

$$\text{Ecart relatif de potentiel fiscal} \times \text{Population DGF} \times 4,183462 \text{ €} = \text{Dotation de péréquation}$$

– Calcul de la dotation de péréquation des groupements créés en 2005 :

$$\text{Ecart relatif de potentiel fiscal} \times \text{Population DGF} \times 4,183462 \text{ €} \times 0,5 = \text{Dotation de péréquation}$$

70 % de la masse des crédits à répartir avec le CIF en 2006 :

Dotation de base des groupements créés avant 2005 :

$$\text{Population DGF} \times \text{Coefficient d'intégration fiscale ou CIF pondéré} \times 16,516506 \text{ €} = \text{Dotation de base}$$

Dotation de base des groupements créés en 2005 :

$$\text{Population DGF} \times \text{Coefficient d'intégration fiscale ou CIF pondéré} \times 16,516506 \text{ €} \times 0,5 = \text{Dotation de base}$$

– Calcul de la dotation de péréquation des groupements créés avant 2005 :

$$\text{Ecart relatif de potentiel fiscal} \times \text{Population DGF} \times \text{Coefficient d'intégration fiscale ou CIF pondéré la deuxième année} \times 36,594059 \text{ €} = \text{Dotation de péréquation}$$

– Calcul de la dotation de péréquation des groupements créés en 2005 :

$$\text{Ecart relatif de potentiel fiscal} \times \text{Population DGF} \times \text{Coefficient d'intégration fiscale moyen} \times 36,594059 \text{ €} \times 0,5 = \text{Dotation de péréquation}$$

La DGF bonifiée (s'ajoute à la dotation de base déjà calculée).

30 % de la masse des crédits à répartir sans le CIF en 2005 :

Dotation de base des groupements créés avant 2005 :

$$\text{Population DGF} \times 2,574000 \text{ €} = \text{Dotation de base}$$

Dotation de la base des groupements créés en 2005 :

$$\text{Population DGF} \times 2,574000 \text{ €} \times 0,5 = \text{Dotation de base}$$

70 % de la masse des crédits à répartir avec le CIF en 2006 :

Dotation de base des groupements créés avant 2004 :

$$\text{Population DGF} \times \text{CIF ou CIF pondéré la deuxième année} \times 22,167554 \text{ €} = \text{Dotation de base}$$

Dotation de base des groupements créés en 2005 :

$$\text{Population DGF} \times \text{CIF moyen de la catégorie} \times 22,167554 \text{ €} \times 0,5 = \text{Dotation de base}$$

Dotations de garantie :**1. A compter de la troisième année de perception de la dotation d'intercommunalité dans la même catégorie.***Dotation de garantie à 80 % :*

Cette dotation de garantie est attribuée aux communautés de communes à TPU de troisième année et plus dont la dotation par habitant est inférieure à 80 % de la dotation par habitant de l'année antérieure.

Calcul de l'attribution minimale :

$$\left(\left(\frac{\text{Dotation de base (avec bonification) 2005} + \text{Dotation de péréquation 2005} + \text{Dotation de garantie 2005}}{\text{Population DGF 2005}} \right) \times \text{Population DGF 2006} \right) \times 0,8 = \text{DGF minimale 2006}$$

Calcul de la garantie :

$$\text{DGF minimale 2006} - \text{Dotation de base 2006} - \text{Dotation de base bonifiée 2006} - \text{Dotation de péréquation 2006} = \text{Dotation de garantie (si > 0)}$$

Dotation de garantie sous condition de CIF :

Cette garantie est attribuée aux communautés de communes de troisième année et plus dont le CIF est supérieur à 0,5.

Calcul de l'attribution minimale :

$$\left(\left(\frac{\text{Dotation de base (avec bonification) 2005} + \text{Dotation de péréquation 2005} + \text{Dotation de garantie 2005}}{\text{Population DGF 2005}} \right) \times \text{Population DGF 2006} \right) \times 1,01688212 = \text{DGF minimale 2006}$$

Taux de progression de la dotation forfaitaire 2006

Calcul de la garantie :

$$\text{DGF minimale 2006} - \text{Dotation de base 2006} - \text{Dotation de base bonifiée 2006} - \text{Dotation de péréquation 2006} = \text{Dotation de garantie (si > 0)}$$

Dotations de garantie d'évolution de la dotation spontanée :**1. Si la dotation par habitant spontanée 2006 est supérieure à la dotation par habitant spontanée 2005.**

$$\left(\left(\frac{\text{Dotation de base (avec bonification) 2005} + \text{Dotation de péréquation 2005} + \text{Dotation de garantie 2005}}{\text{Population DGF 2005}} \right) \times \text{Population DGF 2006} \right) = \text{DGF minimale 2006}$$

Calcul de la garantie :

$$\text{DGF minimale 2006} - \text{Dotation de base (avec bonification) 2006} - \text{Dotation de péréquation 2006} = \text{Dotation de garantie (si > 0)}$$

2. Si la dotation par habitant spontanée 2006 est inférieure à la dotation par habitant spontanée 2005.

Calcul de l'attribution minimale :

$$\left(\left(\frac{\text{Dotation de base (avec bonification) 2005} + \text{Dotation de péréquation 2005} + \text{Dotation de garantie 2005}}{\text{Population DGF 2005}} \right) \times \text{Population DGF 2006} \right) \times T = \text{DGF minimale 2006}$$

Taux de baisse

Avec :

$$\left(\frac{\text{Dotation de base (avec bonification) 2006} + \text{Dotation de péréquation 2006}}{\text{Population DGF 2006}} \right) / \left(\frac{\text{Dotation de base (avec bonification) 2005} + \text{Dotation de péréquation 2006}}{\text{Population DGF 2005}} \right) = T$$

Taux de baisse

Calcul de la garantie :

$$\text{DGF minimale 2006} - \text{Dotation de base 2006} - \text{Dotation de base bonifiée 2006} - \text{Dotation de péréquation 2006} = \text{Dotation de garantie (si > 0)}$$

La dotation de garantie calculée dans ces deux cas ne peut représenter plus de 40 % de la dotation totale attribuée.

2. Dotation de garantie en cas de transformation ou de fusion.

Dotation de garantie des CC à TPU issues d'une transformation ou d'une fusion en 2004 et 2005 :

Les CC à TPU issues d'une transformation ou d'une fusion en 2004 ou en 2005 ne peuvent pas percevoir en 2006 une dotation d'intercommunalité par habitant inférieure à celle perçue l'année précédente indexée comme la dotation forfaitaire des communes.

Calcul de l'attribution minimale :

$$\left(\left(\boxed{\text{Dotation de base (avec bonification) 2006}} + \boxed{\text{Dotation de péréquation 2005}} + \boxed{\text{Majoration 2005}} + \boxed{\text{Dotation de garantie 2005}} \right) / \boxed{\text{Population DGF 2005}} \right) \times \boxed{\text{Population DGF 2006}} \times 1,01688212 = \boxed{\text{DGF minimale 2006}}$$

Calcul de la garantie :

$$\boxed{\text{DGF minimale 2006}} - \boxed{\text{Dotation de base 2006}} - \boxed{\text{Dotation de péréquation 2006}} = \boxed{\text{Dotation de garantie (si > 0)}}$$

Dotation de garantie des CC à TPU issues d'une transformation en 2003 :

Les CC à TPU issues d'une transformation en 2003 ne peuvent pas percevoir en 2006 une dotation d'intercommunalité par habitant inférieure à 95 % de celle perçue l'année précédente.

Calcul de l'attribution minimale :

$$\left(\left(\boxed{\text{Dotation de base (avec bonification) 2005}} + \boxed{\text{Dotation de péréquation 2005}} + \boxed{\text{Dotation de garantie 2005}} \right) / \boxed{\text{Population DGF 2005}} \right) \times \boxed{\text{Population DGF 2006}} \times 0,95 = \boxed{\text{DGF minimale 2006}}$$

Calcul de la garantie :

$$\boxed{\text{DGF minimale 2006}} - \boxed{\text{Dotation de base (avec bonification) 2006}} - \boxed{\text{Dotation de péréquation 2006}} = \boxed{\text{Dotation de garantie (si > 0)}}$$

Dotation de garantie des CC à TPU issues d'une transformation en 2002 :

Les CC à TPU issues d'une transformation en 2002 ne peuvent pas percevoir en 2006 une dotation d'intercommunalité par habitant inférieure à 90 % de celle perçue l'année précédente.

Calcul de l'attribution minimale :

$$\left(\left(\boxed{\text{Dotation de base (avec bonification) 2005}} + \boxed{\text{Dotation de péréquation 2005}} + \boxed{\text{Dotation de garantie 2005}} \right) / \boxed{\text{Population DGF 2005}} \right) \times \boxed{\text{Population DGF 2006}} \times 0,90 = \boxed{\text{DGF minimale 2006}}$$

Calcul de la garantie :

$$\boxed{\text{DGF minimale 2006}} - \boxed{\text{Dotation de base (avec bonification) 2006}} - \boxed{\text{Dotation de péréquation 2006}} = \boxed{\text{Dotation de garantie (si > 0)}}$$

Dotation de garantie des CC à TPU issues d'une transformation en 2001 :

Les CC à TPU issues d'une transformation en 2001 ne peuvent pas percevoir en 2006 une dotation d'intercommunalité par habitant inférieure à 85 % de celle perçue l'année précédente.

Calcul de l'attribution minimale :

$$\left(\left(\boxed{\text{Dotation de base (avec bonification) 2005}} + \boxed{\text{Dotation de péréquation 2005}} + \boxed{\text{Dotation de garantie 2005}} \right) / \boxed{\text{Population DGF 2005}} \right) \times \boxed{\text{Population DGF 2006}} \times 0,85 = \boxed{\text{DGF minimale 2006}}$$

Calcul de la garantie :

$$\boxed{\text{DGF minimale 2006}} - \boxed{\text{Dotation de base (avec bonification) 2006}} - \boxed{\text{Dotation de péréquation 2006}} = \boxed{\text{Dotation de garantie (si > 0)}}$$

3. A compter de la deuxième année de perception de la dotation d'intercommunalité dans la même catégorie.

Dotation de garantie sous condition de PF :

Les communautés de communes à TPU de deuxième année et plus dont le PF par habitant est inférieur d'au moins 50 % au potentiel fiscal moyen de la catégorie des CC à TPU, soit $203,373645 / 2 = 101,686823$ €, bénéficient d'une DGF par habitant au moins égale à celle de l'année précédente.

Calcul de l'attribution minimale :

$$\left(\begin{array}{c} \boxed{} \\ \text{Dotation} \\ \text{de base (avec} \\ \text{bonification) 2005} \end{array} + \begin{array}{c} \boxed{} \\ \text{Dotation} \\ \text{de péréquation} \\ \text{2005} \end{array} + \begin{array}{c} \boxed{} \\ \text{Dotation} \\ \text{de garantie} \\ \text{2005} \end{array} \right) / \begin{array}{c} \boxed{} \\ \text{Population} \\ \text{DGF 2005} \end{array} \times \begin{array}{c} \boxed{} \\ \text{Population} \\ \text{DGF 2006} \end{array} = \begin{array}{c} \boxed{} \\ \text{DGF minimale} \\ \text{2006} \end{array}$$

Calcul de la garantie :

$$\begin{array}{c} \boxed{} \\ \text{DGF minimale 2006} \end{array} - \begin{array}{c} \boxed{} \\ \text{Dotation de base} \\ \text{(avec bonification)} \\ \text{2006} \end{array} - \begin{array}{c} \boxed{} \\ \text{Dotation de péréquation 2006} \end{array} = \begin{array}{c} \boxed{} \\ \text{Dotation de garantie} \\ \text{(si > 0)} \end{array}$$

FICHE N° 5

CALCUL DE LA DGF DES SAN

Potentiel fiscal :

$$\begin{array}{c} \boxed{} \\ \text{Base brute d'imposition à la taxe professionnelle} \\ \text{de 2005} \end{array} \times \begin{array}{c} 0,2059 \\ \text{Taux moyen national} \\ \text{des SAN} \end{array} = \begin{array}{c} \boxed{} \\ \text{+} \end{array}$$

$$\begin{array}{c} \boxed{} \\ \text{Dotation de compensation 2005 à périmètre 2006} \\ \text{(hors baisses de DCTP)} \end{array} = \begin{array}{c} \boxed{} \\ \text{Potentiel fiscal} \end{array}$$

Potentiel fiscal par habitant :

$$\begin{array}{c} \boxed{} \\ \text{Potentiel fiscal TP} \end{array} / \begin{array}{c} \boxed{} \\ \text{Population DGF 2006} \end{array} = \begin{array}{c} \boxed{} \\ \text{Potentiel fiscal par habitant} \end{array}$$

Dotation de base :

$$\begin{array}{c} \boxed{} \\ \text{Potentiel DGF 2006} \end{array} \times \begin{array}{c} 13,523838 \text{ €} \\ \text{Valeur du point} \end{array} = \begin{array}{c} \boxed{} \\ \text{Dotation de base} \end{array}$$

Dotation de péréquation :

Calcul de l'écart relatif de potentiel fiscal :

$$2. - \left(\begin{array}{c} \boxed{} \\ \text{Potentiel fiscal par habitant} \end{array} / 756,008750 \text{ €} \right) = \begin{array}{c} \boxed{} \\ \text{Ecart relatif de potentiel fiscal} \end{array}$$

Calcul de la dotation de péréquation :

$$\begin{array}{c} \boxed{} \\ \text{Ecart relatif de potentiel fiscal} \end{array} \times \begin{array}{c} \boxed{} \\ \text{Population DGF 2006} \end{array} \times \begin{array}{c} 31,555617 \text{ €} \\ \text{Valeur de point} \end{array} = \begin{array}{c} \boxed{} \\ \text{Dotation de péréquation} \end{array}$$

Dotation de garantie (SAN de troisième année et plus) :

Calcul de l'attribution minimale :

$$\left(\begin{array}{c} \boxed{} \\ \text{Dotation de base 2005} \end{array} + \begin{array}{c} \boxed{} \\ \text{Dotation de péréquation} \\ \text{2005} \end{array} + \begin{array}{c} \boxed{} \\ \text{Dotation de garantie} \\ \text{2005} \end{array} \right) \times \begin{array}{c} 1,01688212 \\ \text{Taux donation} \\ \text{forfaitaire 2006} \end{array} = \begin{array}{c} \boxed{} \\ \text{DGF minimale 2006} \end{array}$$

Calcul de la garantie :

$$\begin{array}{c} \boxed{} \\ \text{DGF minimale 2006} \end{array} - \begin{array}{c} \boxed{} \\ \text{Dotation de base 2006} \end{array} - \begin{array}{c} \boxed{} \\ \text{Dotation de péréquation 2006} \end{array} = \begin{array}{c} \boxed{} \\ \text{Dotation de garantie} \\ \text{(si > 0)} \end{array}$$

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR,
ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Direction générale des collectivités locales

Sous-direction des finances locales
et de l'action économique

Bureau des concours
financiers de l'Etat

Circulaire du 22 mars 2006 relative à la répartition de la quote-part de la dotation nationale de péréquation des communes et circonscriptions territoriales d'outre-mer au titre de l'année 2006

NOR : MCTB0600033C

Résumé : instruction relative à la répartition de la dotation nationale de péréquation (DNP) des communes et circonscriptions territoriales d'outre-mer. Présentation de la détermination de la masse à répartir. Transmission des montants de la DNP à notifier aux collectivités.

Le ministre délégué aux collectivités territoriales à Messieurs les préfets de région, préfets des départements d'outre-mer, Madame le haut-commissaire de la République en Polynésie française, Monsieur le haut-commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie, Monsieur le préfet, administrateur supérieur des îles Wallis et Futuna, Monsieur le préfet de la collectivité départementale de Mayotte, Monsieur le préfet de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon

La dotation d'aménagement de la DGF est composée, d'une part, de la DGF des établissements publics de coopération intercommunale, et, d'autre part, de l'ensemble des dotations de péréquation communales, à savoir la dotation de solidarité urbaine (DSU), la dotation de solidarité rurale (DSR) et la dotation nationale de péréquation (DNP).

La loi n° 2001-616 du 11 juillet 2001 relative à Mayotte a étendu aux communes de Mayotte le bénéfice de la DNP (ancien FNP) à compter de l'exercice 2002.

La loi de finances pour 2005 a étendu le bénéfice de la quote-part DNP de la dotation d'aménagement aux communes de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon, de la Nouvelle-Calédonie, de la Polynésie française et aux circonscriptions territoriales des îles Wallis et Futuna.

La présente circulaire a pour objet de vous présenter les règles afférentes à la DNP dont les montants ont été arrêtés par le comité des finances locales du 7 février 2006 ainsi que ses modalités de répartition dans les collectivités d'outre-mer.

I. – DÉTERMINATION DE LA MASSE A RÉPARTIR

Les crédits alloués à la DNP s'élèvent en 2006 à 652 414 285 euros pour 2006.

II. – RÉPARTITION DE LA DNP EN OUTRE-MER

a) La quote-part réservée aux collectivités d'outre-mer

Conformément à la loi de finances pour 2005, le montant de la quote-part DNP affectée à l'outre-mer est calculé en appliquant au montant total de la DNP, le rapport, majoré de 33 %, existant entre la population des communes et circonscriptions territoriales d'outre-mer et le total de la population des départements de métropole et collectivités d'outre-mer. Cette quote-part est égale en 2006 à 33 083 186 euros pour l'ensemble des collectivités d'outre-mer contre 32 069 926 euros en 2005, soit une variation de + 3,16 %.

b) Les modalités de répartition dans les DOM

La répartition de la totalité de la DNP entre les communes des DOM est effectuée à raison de :

50 % proportionnellement à leur population,

50 % proportionnellement au montant total des sommes comprises dans les rôles généraux émis au profit de la commune au titre de l'année pour :

- la taxe foncière sur les propriétés bâties, majorée des exonérations ;
- la taxe foncière sur les propriétés non bâties (à hauteur de 30 %) ;
- la taxe d'habitation ;
- la TEOM ou la REOM.

Les communes qui ne perçoivent pas de fiscalité au titre des impôts et taxes précitées participent à la répartition en fonction du double de leur population.

c) Les modalités de répartition à Mayotte

La répartition de la totalité de la DNP entre les communes de Mayotte est effectuée à raison de 100 % proportionnellement à leur population DGF, comme le précise l'article 16 du décret n° 2002-1504 du 24 décembre 2002 pris pour l'application de la loi n° 2001-616 du 11 juillet 2001 relative à Mayotte et modifiant la partie réglementaire du code général des collectivités territoriales.

d) Les modalités de répartition dans les collectivités territoriales de Saint-Pierre-et-Miquelon, de Nouvelle-Calédonie, de Polynésie française et dans les circonscriptions territoriales des îles Wallis et Futuna

Conformément à la réforme des dotations inscrites dans la loi de finances pour 2005 et dans le décret n° 2005-298 du 31 mars 2005 relatif aux dotations de l'Etat aux communes et aux départements, l'attribution de la quote-part DNP de la dotation d'aménagement est étendue aux communes de Saint-Pierre-et-Miquelon, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française et aux circonscriptions territoriales de Wallis-et-Futuna et répartie selon les mêmes modalités que la quote-part DSU/DSR.

La répartition de la quote-part de ces collectivités entre leurs communes est donc effectuée au prorata des critères de population DGF, d'éloignement par rapport au chef-lieu, de capacité financière et de superficie, selon la pondération retenue pour la répartition de la quote-part DSU/DSR de la dotation d'aménagement.

La répartition de la quote-part s'effectue :

Pour les communes de la Polynésie française, à raison de :

- 45 % proportionnellement à la population DGF de chaque commune ;
- 40 % proportionnellement au nombre de points attribués à chaque commune en fonction de son éloignement du chef-lieu du territoire ;
- 15 % proportionnellement à leur capacité financière.

Pour les circonscriptions territoriales de Wallis-et-Futuna, à raison de :

- 50 % proportionnellement à la population DGF de chaque circonscription ;
- 45 % proportionnellement au nombre de points attribués à chaque circonscription en fonction de son éloignement du chef-lieu du territoire ;
- 5 % proportionnellement à la superficie de chaque circonscription.

Pour les communes de Nouvelle-Calédonie, à raison de :

- 35 % proportionnellement à la population DGF de chaque commune ;
- 10 % proportionnellement à la superficie de chaque commune ;
- 25 % proportionnellement à l'éloignement du chef-lieu ;
- 30 % proportionnellement à la capacité financière de chaque commune.

Pour les communes de Saint-Pierre-et-Miquelon, à raison de :

- 50 % proportionnellement à la population DGF des communes ;
- 50 % proportionnellement à la superficie des communes.

e) Les modalités de notification et de versement de la DNP

Afin de faciliter l'élaboration des budgets des communes et de donner accès le plus rapidement possible aux collectivités locales au montant des dotations leur revenant, le résultat de la répartition de la quote-part DNP de la dotation d'aménagement des communes et circonscriptions territoriales d'outre-mer est en ligne sur le site internet de la DGCL (<http://www.dgcl.interieur.gouv.fr>) depuis le 24 février 2006.

Toutefois, seule la notification officielle par vos soins de la dotation revenant à chaque commune fait foi.

Vous trouverez ci-joint un tableau des montants de la DNP à répartir entre les communes et circonscriptions territoriales d'outre-mer. Il vous appartiendra de notifier, dès réception de la présente circulaire, l'intégralité des dotations aux communes concernées pour l'établissement de leur budget.

Dans la mesure où la DNP fait partie intégrante de la DGF depuis 2004, vos arrêtés ne viseront plus un compte spécifique mais devront au contraire viser le compte générique de la DGF, soit le compte n° 465-12116 « dotation globale de fonctionnement – répartition initiale de l'année - année 2006 », ouvert en 2006 dans les écritures du trésorier payeur général.

L'inscription des dotations dans les budgets est à effectuer, pour chacune des communes concernées, au compte 74127 (comptabilité M14).

En cas de rectification, vos arrêtés de versement ou de reversement rectifiant le montant de la dotation d'aménagement versée au titre des années antérieures ou au titre de l'année en cours viseront le compte 465-1212 « Dotation globale de fonctionnement. Opérations de régularisation ».

Je vous rappelle que pour permettre l'application des dispositions des articles R. 421-1 à R. 421-5 du code justice administrative, doivent être expressément mentionnés, lors de la notification de chaque dotation aux collectivités bénéficiaires, les voies et délais de recours contre une telle décision.

Vous veillerez donc à l'indiquer dans la lettre circulaire par laquelle vous notifiez aux communes le montant de leurs attributions.

Je vous invite par ailleurs, afin de prévenir tout contentieux, à indiquer également que, durant le délai de recours contentieux, un recours gracieux peut être exercé auprès de vos services.

Ce recours gracieux interrompt le délai de recours contentieux, qui ne courra à nouveau qu'à compter de l'intervention de votre réponse. Je vous rappelle, à cet égard, qu'en application de l'article R. 421-2 du code précité « le silence gardé pendant plus de deux mois sur une réclamation par l'autorité compétente vaut décision de rejet ».

Toute difficulté dans l'application de la présente circulaire devra être signalée à la direction générale des collectivités locales, sous-direction des finances locales et de l'action économique, bureau des concours financiers de l'Etat, M. Jean-Philippe Guedez, tél. : 01.49.27.37.52, email : jean-philippe.guedez@interieur.gouv.fr.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur général
des collectivités locales,
D. SCHMITT

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR
ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Direction générale des collectivités locales

Sous-direction des finances locales
et de l'action économique

Bureau des concours
financiers de l'Etat

Circulaire du 22 mars 2006 relative à l'attribution de la dotation de développement rural des communes et circonscriptions territoriales d'outre-mer au titre de l'année 2006

NOR : MCTB0600034C

Résumé : instruction relative à la dotation de développement rural de Polynésie française, de Nouvelle-Calédonie, de Mayotte et des îles de Wallis et de Futuna. Règles de répartition.

Le ministre délégué aux collectivités territoriales à Madame le haut-commissaire de la République en Polynésie française, Monsieur le haut-commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie, Monsieur le préfet de la collectivité départementale de Mayotte, Monsieur le préfet, administrateur supérieur des îles de Wallis et de Futuna.

La présente circulaire a pour objet de vous présenter les modalités de répartition de la dotation de développement rural destinée aux communes de Polynésie française, de Nouvelle-Calédonie, de Mayotte et aux circonscriptions territoriales de Wallis-et-Futuna.

La DDR instituée par la loi du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République, qui était jusqu'en 2003 gérée, à l'instar de la dotation globale de fonctionnement (DGF), sur un compte de tiers de l'Etat, alimenté par un prélèvement sur recettes, a été basculée par la loi de finances pour 2004 en crédits budgétaires. Elle est imputée sur le programme « Concours financiers aux communes et groupements de communes (action « Soutien aux projets des communes et groupements de communes ») de la mission « Relations avec les collectivités territoriales ». Cette budgétisation de la DDR permet de simplifier et rationaliser le mode de financement des dotations de l'Etat aux collectivités locales.

Les crédits vous seront délégués en autorisations d'engagement (AE) et en crédits de paiement (CP) par le système ACCORD. Il vous appartiendra de procéder au versement de cette dotation selon les modalités habituelles pour les crédits budgétaires.

La suppression de la part communale de la dotation au bénéfice des groupements de communes à fiscalité propre, disposition inscrite dans l'article 108 de la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale, ainsi que la création d'une part relative au maintien et au développement des services publics en milieu rural, ne s'appliquent pas aux collectivités d'outre-mer, à la Nouvelle-Calédonie et à Mayotte. Ces dernières continuent par conséquent de bénéficier de la part communale de la dotation selon les mêmes conditions que précédemment, calculée sur l'enveloppe totale ouverte en loi de finances initiale.

La présente circulaire procède à la répartition de la DDR pour 2006, conformément aux décrets n°94-366 du 10 mai 1994 et n° 94-703 du 17 août 1994 pris en application de la loi n°93-1436 du 31 décembre 1993.

I. – LES RESSOURCES DE LA DDR MISES EN RÉPARTITION AU TITRE DE L'ANNÉE 2006

Les crédits ouverts en loi de finances au titre de la DDR s'élèvent à 124 370 000 €, contre 119 587 000 € pour l'année 2005.

Les quotes-parts réservées aux circonscriptions territoriales de Wallis-et-Futuna, aux communes de Mayotte, de Nouvelle-Calédonie et de Polynésie française sont calculées par application au montant de la dotation mise en répartition, du rapport majoré de 20% entre la population de chacune des collectivités et la population nationale, telle qu'elle résulte du dernier recensement de population.

Pour 2006, 1 649 359 € sont réservés à Wallis-et-Futuna, à Mayotte, à la Nouvelle-Calédonie et à la Polynésie française, soit une augmentation globale de + 3,50 % par rapport à 2005.

Les montants des autorisations de programme se répartissent de la façon suivante :

- Polynésie française : 597 156 € ;
- Nouvelle-Calédonie : 631 235 € ;
- Wallis-et-Futuna : 36 638 € ;
- Mayotte : 384 330 €.

Les crédits de paiement vous seront délégués prochainement à hauteur de 100 % du montant de l'autorisation d'engagement déléguée.

II. – LE RÉGIME D'ÉLIGIBILITÉ ET D'ATTRIBUTION DE LA DDR

La loi n°93-1436 du 31 décembre 1993 portant réforme de la DGF n'a pas modifié les critères d'éligibilité à la DDR des communes des territoires d'outre-mer. Conformément à l'article 130 de la loi n° 92-125 du 6 février 1992, les circonscriptions territoriales de Wallis-et-Futuna et les communes de Mayotte, de Nouvelle-Calédonie et de Polynésie française dont la population n'excède pas 20 000 habitants continuent de bénéficier d'une quote-part de la DDR.

Les modalités de répartition de la dotation entre les communes reposent sur des critères identiques à ceux mis en place pour la répartition de la dotation d'aménagement de la DGF conformément aux dispositions du décret n° 94-703 du 17 août 1994 précité.

Pour les circonscriptions territoriales de Wallis-et-Futuna et les communes de Polynésie française, Nouvelle-Calédonie et Mayotte, la répartition est donc effectuée au prorata des critères de population, d'éloignement par rapport au chef-lieu, de capacité financière et de superficie, selon la pondération retenue pour la répartition de la quote-part DSU/DSR de la dotation d'aménagement.

La répartition de la quote-part s'effectue :

Pour les communes de la Polynésie française, à raison de :

- 45 % proportionnellement à la population DGF de chaque commune ;
- 40 % proportionnellement au nombre de points attribués à chaque commune en fonction de son éloignement du chef-lieu du territoire ;
- 15 % proportionnellement à leur capacité financière.

Pour les circonscriptions territoriales de Wallis-et-Futuna, à raison de :

- 50 % proportionnellement à la population DGF de chaque circonscription ;
- 45 % proportionnellement au nombre de points attribués à chaque circonscription en fonction de son éloignement du chef-lieu du territoire ;

- 5 % proportionnellement à la superficie de chaque circonscription.

Pour les communes de Nouvelle-Calédonie, à raison de :

- 35 % proportionnellement à la population DGF de chaque commune ;
- 10 % proportionnellement à la superficie de chaque commune ;
- 25 % proportionnellement à l'éloignement du chef-lieu ;
- 30 % proportionnellement à la capacité financière de chaque commune.

Pour les communes de Mayotte, à raison de :

- 75 % proportionnellement à la population DGF des communes ;
- 25 % proportionnellement à la superficie des communes.

Toute difficulté dans l'application de la présente circulaire devra être signalée à la : direction générale des collectivités locales, sous-direction des finances locales et de l'action économique, bureau des concours financiers de l'État, M. Jean-Philippe Guedez, tél. : 01-49-27-37-52, e-mail : jean-philippe.guedez@interieur.gouv.fr.

Pour le ministre et par délégation :
*Le directeur général
 des collectivités locales,*
 D. SCHMITT

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR
 ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Direction générale des collectivités locales

*Sous-direction des finances locales
 et de l'action économique*

*Bureau des concours
 financiers de l'État*

Circulaire du 22 mars 2006 relative à l'attribution de la dotation de solidarité rurale en 2006

NOR : MCTB0600035C

Pièce jointe : 1 annexe.

*Le ministre délégué aux collectivités territoriales
 à Mesdames et Messieurs les préfets (métropole).*

La présente circulaire a pour objet de vous présenter les conditions d'éligibilité ainsi que les modalités de répartition et de versement, pour 2006, de la dotation de solidarité rurale première et deuxième fractions. Les fiches de notification vous sont adressées par l'intranet Colbert web.

La loi n° 93-1436 du 31 décembre 1993 portant réforme de la dotation globale de fonctionnement (DGF) et modifiant le code des communes et le code général des impôts a créé une dotation de solidarité rurale (DSR) composée d'une fraction «bourgs-centres» et d'une fraction «péréquation» (articles L. 2334-20 à 23 du code général des collectivités territoriales).

La première fraction est destinée aux communes de moins de 10 000 habitants, chefs-lieux de canton ou regroupant au moins 15 % de la population du canton, ainsi qu'à certains chefs-lieux d'arrondissements de 10 000 à 20 000 habitants. La deuxième fraction est destinée aux communes de moins de 10 000 habitants disposant d'un potentiel financier par habitant inférieur au double du potentiel financier par habitant moyen de leur strate démographique.

Cette dotation de solidarité rurale est attribuée pour tenir compte d'une part des charges que supportent les communes rurales pour maintenir un niveau de services suffisant et d'autre part, de l'insuffisance de leurs ressources fiscales.

Au titre de l'année 2006, la population prise en compte pour le calcul de la DGF des communes, et plus particulièrement pour la détermination de l'éligibilité et la répartition de la dotation de solidarité rurale, est la population DGF 2006.

Conformément à l'article L. 2334-13 du code général des collectivités territoriales, modifié par la loi de finances pour 2005, il appartient au comité des finances locales de fixer la répartition de l'accroissement du solde de la dotation d'aménagement entre la dotation de solidarité urbaine (DSU), la dotation de solidarité rurale (DSR) et la dotation

nationale de péréquation (DNP). Pour 2006, le comité des finances locales a fixé, dans sa séance du 7 février 2006, à 582 486 958 euros la DSR répartie en métropole en 2006, soit une progression de + 15,80 % par rapport à 2005.

10 500 000 euros ont été prélevés au profit de la dotation particulière « élu local ». Sont répartis en 2006 203 123 875 euros au titre de la fraction «bourgs-centres» (+ 20,18 %) et 339 325 832 euros au titre de la fraction péréquation (+ 10,01 %).

Afin de faciliter l'élaboration des budgets des communes et d'informer le plus rapidement possible les collectivités locales du montant des dotations leur revenant, le résultat de la répartition de la dotation de solidarité rurale est en ligne sur le site internet de la DGCL (<http://www.dgcl.interieur.gouv.fr>) depuis le 13 mars 2006.

Toutefois, seule la notification officielle par vos soins de la dotation revenant à chaque commune fait foi.

Comme en 2005, les fiches individuelles de notification des attributions de la dotation de solidarité rurale vous seront expédiées par l'intermédiaire de l'intranet Colbert Web (fiches au format PDF).

Les fichiers nécessaires à la notification seront également mis en ligne sur le serveur intranet Colbert Web afin de faciliter la préparation des arrêtés de notification par vos services.

Vous trouverez également ci-joint la liste des communes qui ne sont plus éligibles cette année à la fraction « bourgs-centres » de la dotation de solidarité rurale, avec l'explication de leur sortie de ce dispositif.

Je vous rappelle que les données à prendre en compte pour le calcul de la dotation de solidarité rurale s'apprécient au 1^{er} janvier de l'année précédant l'exercice au titre duquel est faite la répartition, à l'exception de la population, calculée dans les conditions prévues à l'article L. 2334-2 du code général des collectivités territoriales, et du nombre d'enfants âgés de 3 à 16 ans, issu du recensement général de 1999.

Enfin, je vous rappelle que les dispositions de l'article R. 421-5 du code de justice administrative, concernant les modalités et les délais de recours, s'appliquent également à la notification de la présente dotation. Vous voudrez bien veiller à ce que les collectivités bénéficiaires de la DSR en soient à nouveau informées.

Dans ces conditions, je vous demande de procéder à ces notifications dès réception de la présente circulaire.

Toute difficulté dans l'application des présentes instructions devra être signalée à : direction générale des collectivités locales, sous-direction des finances locales et de l'action économique, bureau des concours financiers de l'État, Jean-Philippe Guedez -tél. : 01.49.27.37.52, jean-philippe.guedez@interieur.gouv.fr

Pour le ministre et par délégation :
*Le directeur général
 des collectivités locales,*
 D. SCHMITT

CIRCULAIRE DE RÉPARTITION DE LA DSR 2006

ANNEXES

- I. – CALCUL DU POTENTIEL FISCAL ET DU POTENTIEL FINANCIER
- II. – CALCUL DE L'EFFORT FISCAL
- III. – LE RÉGIME D'ATTRIBUTION DE LA DOTATION DE SOLIDARITÉ RURALE

1. Fraction bourgs-centres

2. Fraction péréquation

IV. – RÉPARTITION DE LA DOTATION DE SOLIDARITÉ RURALE

1. Fraction bourgs-centres

2. Fraction péréquation

V. – INSTRUCTIONS NÉCESSAIRES À LA NOTIFICATION ET AU VERSEMENT DE LA DOTATION DE SOLIDARITÉ RURALE POUR 2006

1. Inscription dans les budgets

2. Versement de la dotation de solidarité rurale

VI. – LISTE DES COMMUNES « SORTANTES » À LA FRACTION « BOURGS-CENTRES » DE LA DOTATION DE SOLIDARITÉ RURALE 2006

ANNEXE I

CALCUL DU POTENTIEL FISCAL
ET DU POTENTIEL FINANCIER 2006

Le potentiel fiscal est égal au montant des bases des quatre taxes directes locales pondérées par le taux moyen national d'imposition à chacune de ces taxes. Il est majoré de la part de la dotation forfaitaire de la commune correspondant à la compensation prévue au I du D de l'article 44 de la loi de finances pour 1999 (n° 98-1266 du 30 décembre 1998). Les bases retenues sont les bases brutes de la dernière année dont les résultats sont connus servant à l'assiette des impositions communales, minorées le cas échéant, du montant de celles correspondant à l'écêtement opéré au titre du fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle prévue par l'article 1648 A du code général des impôts. Dans le cas où une commune appartient à un EPCI à taxe professionnelle unique ou à taxe professionnelle de zone, ses bases de taxe professionnelle font l'objet de modalités de calculs spécifiques telles que prévues par l'article L. 2334-4 du CGCT modifié par la loi n° 99-1126 du 28 décembre 1999.

Le potentiel fiscal est minoré le cas échéant des éventuels prélèvements fiscaux subis par la commune à la suite de la suppression des CCAS et de la banalisation de l'imposition de France Télécom.

Le potentiel financier de la commune correspond à son potentiel fiscal majoré de la dotation forfaitaire (hors compensation « part salaires » et compensation des baisses de DCTP) perçue l'année précédente.

1. – Calcul du potentiel fiscal quatre taxes des communes :

Bases brutes d'imposition à la taxe d'habitation pour 2005			
x	Taux moyen national d'imposition 2005	x	0,1434
=		=	(a)
Bases brutes d'imposition à la taxe foncière sur les propriétés bâties pour 2005			
x	Taux moyen national d'imposition 2005	x	0,1836
=	(b)	=	(b).....
Bases brutes d'imposition à la taxe foncière sur les propriétés non bâties pour 2005			
x	Taux moyen national d'imposition 2005	x	0,4363
=	(c)	=	(c).....
Bases brutes d'imposition à la taxe professionnelle pour 2005			
x	Taux moyen national d'imposition 2005	x	0,1552
=		=	(d).....
+	Part de la dotation forfaitaire correspondant à la compensation prévue au I du D de l'article 44 de la loi de finances pour 1999 (n°98-1266 du 30 décembre 1998)	+	(e).....
-	Prélèvement sur la fiscalité	-	(f)
Potentiel fiscal = Total des lignes (a) + (b) + (c) + (d) + (e) - (f)			
+	Dotation forfaitaire 2005 hors part représentant l'ancienne « part salaires »	+	(h).....
Potentiel financier = (g) + (h)			

2. – Calcul du potentiel financier par habitant des communes

Potentiel financier de la commune	
÷	Population DGF 2006 de la commune
=	Potentiel financier par habitant de la commune

ANNEXE II

CALCUL DE L'EFFORT FISCAL

L'effort fiscal d'une commune est égal au rapport entre le produit de la taxe d'habitation, des deux taxes foncières, de la taxe ou redevance pour l'enlèvement des ordures ménagères, et le potentiel fiscal correspondant à ces trois taxes. Le produit et les bases de la taxe professionnelle ne sont pas pris en compte pour le calcul de l'effort fiscal.

L'article L. 2334-5 du code général des collectivités territoriales prévoit un mécanisme d'écêtement du produit fiscal pris en compte pour le calcul de l'effort fiscal lorsque l'augmentation du taux moyen pondéré des trois taxes directes locales de la commune est supérieure à celle constatée pour les communes de même importance démographique. Le produit fiscal est alors calculé sur la base de cette augmentation moyenne. De manière symétrique est prévu un mécanisme destiné à ne pas pénaliser les communes qui baisseraient leur taux d'une année sur l'autre. Le taux pris en compte pour le calcul de la DGF est alors, non pas le dernier taux connu, mais celui de l'exercice précédent.

Pour les communes membres d'un groupement de communes à fiscalité propre, l'effort fiscal est calculé en ajoutant au produit et au taux de chacune de leurs propres taxes communales ceux correspondant au groupement de communes.

1. Modalités de l'écêtement

2. – Calcul du potentiel financier par habitant des communes

Produit de la taxe d'habitation, de la taxe foncière sur les propriétés bâties, de la taxe foncière sur les propriétés non bâties, de la taxe ou redevance pour l'enlèvement des ordures ménagères majoré du produit des exonérations	
÷	Potentiel fiscal (trois taxes)
=	Effort fiscal de la commune =

2. Modalités de l'écêtement

La loi a institué un mécanisme d'écêtement du produit fiscal pris en compte pour le calcul de l'effort fiscal lorsque l'augmentation du taux moyen pondéré de la commune est supérieure à celle constatée pour les communes de même importance démographique.

COMMUNES	T1 N-1	T2 N
0 à 499 habitants	0,149163	0,150486
500 à 999 habitants	0,149471	0,151059
1 000 à 1 999 habitants	0,151668	0,153273
2 000 à 3 499 habitants	0,157007	0,158667
3 500 à 4 999 habitants	0,16206	0,164264
5 000 à 7 499 habitants	0,172581	0,174708
7 500 à 9 999 habitants	0,175585	0,177744
10 000 à 14 999 habitants	0,188151	0,190362
15 000 à 19 999 habitants	0,189203	0,190441
20 000 à 34 999 habitants	0,198151	0,200057
35 000 à 49 999 habitants	0,201143	0,203029
50 000 à 74 999 habitants	0,181232	0,183184
75 000 à 99 999 habitants	0,184496	0,187055
100 000 à 199 999 habitants	0,220364	0,220962
200 000 habitants et plus	0,132027	0,134807

- soit t1 le taux moyen pondéré de la commune en 2004 ;
- soit t2 le taux moyen pondéré de la commune en 2005 ;
- soit T1 le taux moyen pondéré de l'ensemble des communes de la strate en 2004 ;
- soit T2 le taux moyen pondéré de l'ensemble des communes de la strate en 2005.

Si $t_2 - t_1$ est inférieur à $T_2 - T_1$, on conserve le produit fiscal de la commune

Si $t_2 - t_1$ est supérieur à $T_2 - T_1$, le produit fiscal est écrêté dans les conditions suivantes :

1^{er} cas

Si $t_2 > t_1$, $T_2 - T_1 > 0$ et $(t_2 - t_1) > (T_2 - T_1)$, le produit fiscal est écrêté dans les conditions suivantes :

Base nette d'imposition à la taxe d'habitation de 2005	.....
+ Base nette d'imposition à la taxe foncière sur les propriétés bâties en 2005	+	.....
+ Base nette d'imposition à la taxe foncière sur les propriétés non bâties de 2005	+	.....
= Sous-total	=	.....
x $\{t_1 + (T_2 - T_1)\}$	x	.....
= Produit fiscal écrêté	=	.....

2^e cas

Si $t_2 > t_1$, $t_2 > T_2$ et $T_2 - T_1 < 0$, le produit fiscal est écrêté dans les conditions suivantes :

Base nette d'imposition à la taxe d'habitation de 2005	.....
+ Base nette d'imposition à la taxe foncière sur les propriétés bâties en 2005	+	.....
+ Base nette d'imposition à la taxe foncière sur les propriétés non bâties de 2005	+	.....
= Sous-total	=	.....
x $t_2 + (T_2 - T_1)$ si $t_2 + T_2 - T_1 > T_2$	x	.....
ou		.....
x T_2 si $t_2 + T_2 - T_1 < T_2$	x	.....
= Produit fiscal écrêté	=	.....

Dans les deux cas, il convient d'ajouter au produit fiscal écrêté le produit de la taxe ou redevance pour l'enlèvement des ordures ménagères ainsi que le produit des exonérations permanentes et temporaires retenues par l'article L. 2334-6 du code général des collectivités territoriales.

L'effort fiscal de la commune a été recalculé avec le produit fiscal écrêté.

3. Diminution du taux moyen pondéré des trois taxes locales

Pour les communes dont le taux pondéré des trois taxes directes locales est en 2005 inférieur à celui de 2004, c'est ce dernier taux qui a été pris en compte pour le calcul du produit fiscal.

ANNEXE III

LE RÉGIME D'ÉLIGIBILITÉ À LA DOTATION DE SOLIDARITÉ RURALE

1. Fraction bourgs-centres

L'effort en faveur du monde rural doit s'appuyer sur un certain nombre de pôles qui jouent un rôle structurant par la qualité et le nombre d'équipements et de services qu'ils regroupent, et par la capacité d'attraction qui en résulte.

1.1. La première fraction de la dotation de solidarité rurale est attribuée aux communes de moins de 10 000 habitants chefs-lieux de canton ou dont la population représente au moins 15 % de la population du canton.

La population à prendre en compte est la population DGF.

Sont exclues du bénéfice de cette dotation les communes remplissant l'une des conditions suivantes :

1. Situées dans une agglomération ou unité urbaine :
 - a) représentant au moins 10 p 100 de la population du département ou comptant plus de 250 000 habitants ;
 - b) comptant une commune soit de plus de 100 000 habitants, soit chef-lieu de département,

2. Situées dans un canton dont la commune chef-lieu compte plus de 10 000 habitants ;

3. Bénéficiaires des attributions du fonds de solidarité des communes de la région d'Ile-de-France institué par l'article L. 2531-12 du code général des collectivités territoriales ;

4. Ayant un potentiel financier par habitant supérieur au double du potentiel financier par habitant moyen des communes de moins de 10 000 habitants.

1.2. Sont également éligibles à la première fraction de la dotation de solidarité rurale les chefs-lieux d'arrondissement de 10 000 à 20 000 habitants, à l'exception de ceux qui percevaient la dotation ville-centre en 1993 et de ceux qui remplissent les conditions décrites aux 1 et 4 ci-dessus.

La dotation de solidarité rurale des chefs-lieux d'arrondissement de 10 000 à 20 000 habitants est répartie selon les mêmes critères que celle des communes de moins de 10 000 habitants, en prenant en compte leur population dans la limite de 10 000 habitants.

1.3. La DSR fraction bourgs-centres est cumulable avec la DSR fraction péréquation. Lorsque la commune est éligible à la dotation de solidarité urbaine, la DSR fraction bourgs-centre est diminuée de moitié.

Lorsqu'une commune cesse de remplir les conditions d'éligibilité à la fraction bourgs-centre en 2006, elle perçoit, à titre de garantie non renouvelable, une attribution égale à la moitié de la dotation perçue en 2005.

Conformément à la loi de finances pour 2005, lorsqu'une commune a cessé de remplir les conditions d'éligibilité à la fraction bourgs-centres en 2005, elle a perçu au titre de l'année 2005, à titre de garantie, une attribution égale aux deux tiers de la dotation perçue en 2004. Pour 2006, au cas où cette commune demeure inéligible, elle perçoit un complément de garantie lui permettant de percevoir le tiers de la dotation perçue en 2004.

2. Fraction péréquation

La seconde fraction de la dotation de solidarité rurale est attribuée aux communes de moins de 10 000 habitants dont le potentiel financier par habitant est inférieur au double du potentiel financier moyen par habitant des communes appartenant à la même strate démographique.

La population à prendre en compte est également la population DGF.

Lorsqu'une commune cesse d'être éligible en 2006, elle perçoit une attribution égale à la moitié du montant perçu en 2005.

Conformément à la loi de finances pour 2005, lorsqu'une commune a cessé de remplir les conditions d'éligibilité à la fraction péréquation de la DSR en 2005, elle a perçu au titre de l'année 2005, à titre de garantie, une attribution égale aux deux tiers de la dotation perçue en 2004. Pour 2006, au cas où cette commune demeure inéligible, elle perçoit un complément de garantie lui permettant de percevoir le tiers de la dotation perçue en 2004.

ANNEXE IV

RÉPARTITION DE LA DOTATION DE SOLIDARITÉ RURALE

1. Répartition de la fraction bourgs-centres

La masse des crédits mis en répartition en métropole au titre de l'année 2006 est de 203 123 875 euros. Formule de répartition

La dotation est attribuée à chaque commune selon les modalités de calcul suivantes :

$$\text{DSR fraction bourgs-centres} = \text{POP DGF} \times \left\{ 1 + \left[\frac{(\text{PFI} - \text{pfi})}{\text{PFI}} \right] \right\} \times \text{EF} \times \text{Coef ZRR} \times \text{VP}$$

avec :

POP DGF = population DGF 2006 dans la limite de 10 000 habitants ;

PFi = potentiel financier moyen par habitant des communes de moins de 10 000 habitants, soit 661,206826 € en 2006 ;

pfi = potentiel financier par habitant de la commune ;

EF = effort fiscal de la commune dans la limite de 1,2 ;

VP = valeur de point, soit 16,618992 € en 2006.

Coef ZRR = coefficient multiplicateur égal à 1,3 appliqué lorsque la commune est située en zone de revitalisation rurale (ZRR).

La dotation est divisée par deux, lorsque la commune, quelle que soit sa population, est également éligible à la dotation de solidarité urbaine (DSU).

Par ailleurs, conformément à la loi n° 2005-32 de programmation pour la cohésion sociale, un mécanisme d'écurement est mis en place afin que les communes bénéficiant d'une augmentation de leur attribution au titre de la DSU supérieure à 20 % voient l'augmentation éventuelle de leur attribution au titre de la fraction « bourgs-centres » de la DSR plafonnée à 30 %.

Lorsqu'en 2005 l'attribution d'une commune a diminué de plus d'un tiers par rapport à 2004, cette commune a perçu un complément de garantie lui permettant de bénéficier des deux tiers du montant perçu en 2004. Pour 2006, cette commune perçoit éventuellement un complément de garantie lui permettant de bénéficier du tiers du montant perçu en 2004.

L'état de notification indique l'attribution complète de la première fraction de la DSR de la commune en 2006 (incluant le complément de garantie ou la garantie de sortie d'éligibilité pour les communes concernées).

2. Répartition de la fraction péréquation

La masse des crédits mis en répartition pour la DSR fraction péréquation en métropole s'élève en 2006 à 339 325 832 euros.

Les données physiques et financières prises en compte pour le calcul de la DSR première fraction sont celles qui ont été recensées au 1^{er} janvier 2005, à l'exception de la population prise en compte au 1^{er} janvier 2006 dans les conditions prévues à l'article L. 2334-2 du code général des collectivités territoriales.

Formule de répartition

1. Pour 30 % de ce montant, soit à hauteur de 101 797 750 euros, la dotation est calculée d'après la formule suivante :

$$\text{Dotation PFi} = \text{POP DGF} \times \left\{ 1 + \left(\frac{\text{PFi} - \text{pfi}}{\text{PFi}} \right) \right\} \times \text{EF} \times \text{VP}$$

avec :

POP DGF = population DGF 2006 ;

PFi = potentiel financier moyen des communes appartenant à la même strate démographique ;

pfi = potentiel financier de la commune ;

EF = effort fiscal de la commune dans la limite de 1,2 ;

VP = valeur de point, soit 2,828577 € en 2006.

POTENTIEL FINANCIER MOYEN PAR HABITANT POUR CHAQUE GROUPE DÉMOGRAPHIQUE

STRATES	POTENTIEL FINANCIER MOYEN 4 taxes moyen par habitant (en euros)	DOUBLE DU POTENTIEL FINANCIER MOYEN par habitant (seuil d'éligibilité)
0 à 499 habitants	493,257238	986,514476
500 à 999 habitants.....	545,934116	1091,86823
1 000 à 1 999 habitants	594,395724	1188,79145
2 000 à 3 499 habitants	689,073622	1378,14724
3 500 à 4 999 habitants	753,710165	1507,42033
5 000 à 7 499 habitants	820,708562	1641,41712
7 500 à 9 999 habitants	854,634086	1709,26817

2. Pour 30 % de son montant, soit à hauteur de 101 797 750 euros, la dotation est calculée selon la formule suivante :

– dotation LV = LV x VP,

avec :

– LV = longueur de la voirie en mètres classée dans le domaine public communal (cette longueur est doublée pour les communes de montagne) ;

– VP = valeur de point, soit 0,164967 € en 2006.

3. Pour 30 % de son montant, soit à hauteur de 101 797 750 euros, la dotation est calculée selon la formule suivante :

– dotation pop 3 à 16 ans INSEE = population âgée de 3 à 16 ans INSEE [VP,

avec :

– VP = valeur de point, soit 19,788525 € en 2006.

4. Pour 10% de ce montant, soit à hauteur de 33 932 583 euros, la dotation est calculée selon la formule suivante :

$$\text{dotation PFIS} = \text{POP DGF} \times \left\{ 1 + \left(\frac{\text{PFIS} - \text{pfis}}{\text{PFIS}} \right) \right\} \times \text{VP}$$

avec :

POP DGF = population DGF 2006 ;

PFIS = potentiel financier moyen par hectare des communes de moins de 10 000 habitants soit 415,152095 € en 2006 ;

pfis = potentiel financier par hectare de la commune ;

VP = valeur de point, soit 1,616820 € en 2006 ;

La dotation totale attribuée aux communes est égale à :

DSR fraction péréquation

=

**dotation PFi + dotation LV + dotation POP 3 à 16 ans
INSEE + dotation PFIS**

Lorsqu'en 2005 l'attribution d'une commune a diminué de plus d'un tiers par rapport à 2004, cette commune a perçu en 2005 un complément de garantie lui permettant de bénéficier des deux tiers du montant perçu en 2004. Pour 2006, cette commune perçoit éventuellement un complément de garantie lui permettant de bénéficier du tiers du montant perçu en 2004.

Lorsqu'une commune a cessé d'être éligible en 2005, à cette fraction, elle a perçu, à titre de garantie, une attribution égale aux deux tiers du montant perçu en 2004. Pour 2006, si cette commune demeure inéligible, elle perçoit une garantie lui permettant de bénéficier du tiers du montant perçu en 2004.

L'état de notification indique, d'une part, les éléments physiques et financiers nécessaires au calcul de la fraction péréquation, et d'autre part le montant total de la fraction, le montant pour chacune des quatre parts précitées, ainsi que les éventuels montants des garanties.

Lorsque la commune demeure éligible mais bénéficie d'un complément de garantie, les montants afférents à chaque part sont indiqués, ainsi que le complément de garantie (sous le libellé « Montant garantie ») lui permettant de bénéficier du tiers du montant perçu en 2004.

Lorsque la commune est sortie de l'éligibilité en 2005 et demeure inéligible, elle bénéficie d'une garantie dont le montant s'élève au tiers du montant perçu en 2004. Ce montant figure sous le libellé « Montant garantie ». Dans ce dernier cas, il n'y a pas de montants correspondant aux différentes parts.

ANNEXE V

INSTRUCTIONS NÉCESSAIRES À LA NOTIFICATION ET AU VERSEMENT DE LA DOTATION DE SOLIDARITÉ RURALE POUR 2006

1. Inscription dans les budgets

L'inscription de la dotation de solidarité rurale dans les budgets est à effectuer, pour chacune des collectivités concernées, aux comptes suivants :

- 74121 - Dotation de solidarité rurale 1^{re} fraction (nomenclature M14) ;
- 74122 - Dotation de solidarité rurale 2^e fraction (nomenclature M14).

2. Versement de la dotation de solidarité rurale pour 2006

Après avoir procédé à la notification du montant de la dotation de solidarité rurale, vous prendrez les dispositions nécessaires pour en assurer le versement.

A cette fin, vous indiquerez par un arrêté le montant total de la dotation de solidarité rurale pour 2006.

Conformément aux dispositions de l'article L. 2334-14 du code général des collectivités territoriales, la dotation de solidarité rurale fait l'objet d'un versement annuel, avant la fin du troisième trimestre de l'exercice au titre duquel elle est versée.

Vos arrêtés de versement viseront le compte suivant, ouvert en 2006 dans les écritures du trésorier payeur général, auquel ils seront aussitôt transmis :

Compte n° 466-12116 « Fonds nationaux des collectivités locales - DGF - Répartition initiale de l'année- année 2006 ».

En cas de rectification, vos arrêtés de versement ou de reversement rectifiant le montant de la dotation d'aménagement versée au titre des années antérieures ou au titre de l'année en cours viseront le compte n° 465-1212 « Dotation globale de fonctionnement. Opérations de régularisation ».

Je vous rappelle qu'en vertu des dispositions de l'article R. 421-5 du code de la justice administrative, les voies et délais de recours doivent être expressément mentionnés lors de la notification de chaque dotation aux collectivités bénéficiaires.

Vous veillerez donc à l'indiquer dans la lettre circulaire par laquelle vous notifiez aux communes le montant de leurs attributions.

Je vous invite néanmoins, afin de prévenir tout contentieux, à indiquer à chaque collectivité bénéficiaire que, durant le délai de deux mois mentionné sur la fiche de notification, un recours gracieux peut être exercé auprès de vos services.

Ce recours gracieux interrompt le délai du recours contentieux qui ne courra à nouveau qu'à compter de la réception de votre réponse. Je vous rappelle, à cet égard, qu'en application de l'article R. 421-2 du code précité « le silence gardé pendant plus de deux mois sur une réclamation par l'autorité compétente vaut décision de rejet ».

ANNEXE VI

LISTE DES COMMUNES « SORTANTES » À LA FRACTION « BOURGS-CENTRES » DE LA DOTATION DE SOLIDARITÉ RURALE POUR 2006

CODE INSEE	NOM COMMUNE	MOTIF DE L'EXCLUSION DE LA COMMUNE À L'ÉLIGIBILITE DE LA DSR BOURGS-CENTRES
01457	Vonnas	Commune dont la population DGF représente moins de 15% de la population DGF du canton
07107	Jaujac	Commune dont la population DGF représente moins de 15% de la population DGF du canton
17297	Rivedoux-Plage	Commune dont la population DGF représente moins de 15% de la population DGF du canton
2B318	Taglio-Isolaccio	Commune dont la population DGF représente moins de 15% de la population DGF du canton
33463	Saint-Pierre-D'Aurillac	Commune dont la population DGF représente moins de 15% de la population DGF du canton
33533	Toulence	Commune dont la population DGF représente moins de 15% de la population DGF du canton
34217	Prades-le-Lez	Commune dont la population DGF représente moins de 15% de la population DGF du canton
35024	Betton	Commune dont la population DGF est supérieure à 10 000 habitants
35031	Bouexiere	Commune dont la population DGF représente moins de 15% de la population DGF du canton
35096	Domagne	Commune dont la population DGF représente moins de 15% de la population DGF du canton
37267	Veretz	Commune appartenant à un canton dont la population DGF de son chef-lieu (Montlouis-Sur-Loire) est supérieure à 10 000 habitants
38039	Bernin	Commune dont le potentiel financier par habitant est supérieur au double du potentiel financier moyen des communes de moins de 10 000 habitants.
39397	Orgelet	Commune dont le potentiel financier par habitant est supérieur au double du potentiel financier moyen des communes de moins de 10 000 habitants.
43211	Saint-Maurice-de-Lignon	Commune dont la population DGF représente moins de 15% de la population DGF du canton
44122	Petit-Mars	Commune dont la population DGF représente moins de 15% de la population DGF du canton
49144	Freigne	Commune dont la population DGF représente moins de 15% de la population DGF du canton
56149	Noyal-Muzillac	Commune dont la population DGF représente moins de 15% de la population DGF du canton
56153	Peaule	Commune dont la population DGF représente moins de 15% de la population DGF du canton
60350	Lassigny	Commune dont le potentiel financier par habitant est supérieur au double du potentiel financier moyen des communes de moins de 10 000 habitants.

CODE INSEE	NOM COMMUNE	MOTIF DE L'EXCLUSION DE LA COMMUNE À L'ÉLIGIBILITÉ DE LA DSR BOURGS-CENTRES
62040	Arques	Commune dont le potentiel financier par habitant est supérieur au double du potentiel financier moyen des communes de moins de 10 000 habitants.
63276	Peschadoires	Commune dont la population DGF représente moins de 15% de la population DGF du canton
63291	Puy-Guillaume	Commune dont le potentiel financier par habitant est supérieur au double du potentiel financier moyen des communes de moins de 10 000 habitants.
65195	Genos	Commune dont la population DGF représente moins de 15% de la population DGF du canton
72220	Nogent-le-Bernard	Commune dont la population DGF représente moins de 15% de la population DGF du canton
74002	Alby-sur-Cheran	Commune dont le potentiel financier par habitant est supérieur au double du potentiel financier moyen des communes de moins de 10 000 habitants.
83139	Tourtour	Commune dont la population DGF représente moins de 15% de la population DGF du canton
86261	Sèvres-Anxaumont	Commune dont la population DGF représente moins de 15% de la population DGF du canton

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR,
DE LA SÉCURITÉ INTÉRIEURE
ET DES LIBERTÉS LOCALES

Direction générale
des collectivités locales

Sous-direction des finances locales
et de l'action économique

Bureau des concours
financiers de l'Etat

Circulaire du 22 mars 2006 relative à la répartition de la quote-part DSU/DSR de la dotation d'aménagement des communes et circonscriptions territoriales d'outre-mer au titre de l'année 2006

NOR : MCTB0600036C

Résumé : instruction relative à quote-part DSU/DSR de la dotation d'aménagement des communes des départements d'outre-mer, de la Polynésie française, de la Nouvelle-Calédonie, de la collectivité départementale de Mayotte, de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon et des circonscriptions territoriales de Wallis-et-Futuna. Règles de répartition. Montants à notifier aux communes et circonscriptions territoriales.

Le ministre délégué aux collectivités territoriales à Messieurs les préfets de région, préfets des départements d'outre-mer, Madame le haut-commissaire de la République en Polynésie française, Monsieur le haut-commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie, Monsieur le préfet, administrateur supérieur des îles Wallis et Futuna, Monsieur le préfet de la collectivité départementale de Mayotte, Monsieur le préfet de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon.

La dotation d'aménagement affectée à l'outre-mer est composée de la quote-part DSU/DSR et de la quote-part dotation nationale de péréquation (DNP).

Les modalités de calcul spécifiques de la quote-part DNP attribuées aux collectivités d'outre-mer ainsi que les montants à notifier à ce titre vous seront précisés par une circulaire distincte.

La présente circulaire a pour objet de vous préciser les modalités de répartition et de versement de la quote-part DSU/DSR correspondant à l'addition des deux quotes-parts « dotation de solidarité urbaine et dotation de solidarité rurale » de la dotation d'aménagement revenant aux communes et circonscriptions territoriales d'outre-mer pour 2006.

Conformément aux dispositions de la loi n° 93-1436 du 31 décembre 1993, toutes les communes des départements, de la Nouvelle-Calédonie, de la Polynésie française, de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon, de la collectivité départementale de Mayotte et les circonscriptions territoriales de Wallis-et-Futuna bénéficient de la quote-part DSU/DSR de la dotation d'aménagement, selon des règles spécifiques.

Le mode de calcul de la dotation d'aménagement outre-mer traduit la solidarité nationale en faveur des communes d'outre-mer en leur affectant une quote-part plus favorable que celle résultant de leur strict poids

démographique. Le montant de cette dotation est en effet calculé par application, au montant mis en répartition au plan national, du rapport, majoré de 33 %, entre la population d'outre-mer et la population nationale totale, conformément à la réforme des dotations inscrite dans la loi de finances pour 2005.

1. Le montant mis en répartition

Pour 2006, le montant de la dotation d'aménagement mis en répartition au plan national, après prélèvement de la DGF des groupements de communes et contribution de la région Ile-de-France, s'élève à 2 115 085 168 €.

En application de l'article L. 2334-13 du code général des collectivités territoriales (CGCT), la somme des deux quotes-parts destinées aux communes d'outre-mer, après application du rapport majoré de population précité s'établit à 107 253 563 €.

Compte tenu, en 2006, d'une progression spontanée de la DGF des communes d'outre-mer (dotation forfaitaire + dotation d'aménagement) de + 3,49 %, soit une progression très supérieure à la progression de la DGF globale (+ 2,73 %), aucun abondement n'est nécessaire en 2006 pour la dotation d'aménagement de la DGF des communes d'outre-mer.

La dotation d'aménagement des communes et circonscriptions territoriales d'outre-mer s'établit donc en 2006 à 107 253 563 € dont 74 139 899 € au titre de la quote-part DSU/DSR. Cette quote-part se répartit en 52 446 438 € pour les quatre départements d'outre-mer et 21 693 461 € pour les collectivités de Polynésie française, de Nouvelle-Calédonie, de Wallis-et-Futuna, de Saint-Pierre-et-Miquelon et de Mayotte.

2. Les règles de répartition

Le décret n° 94-704 du 17 août 1994 pris en application de la loi n° 93-1436 du 31 décembre 1993 fixe les critères de répartition de la quote-part DSU/DSR de la dotation d'aménagement affectée à l'outre-mer.

2.1. Répartition de la dotation revenant aux communes des départements d'outre-mer

Pour les départements d'outre-mer, la répartition entre les quatre départements et les communes de chacun d'eux s'effectue à 100 % au prorata de la population DGF.

2.2. Répartition des dotations revenant aux communes de Polynésie française, Nouvelle-Calédonie, Saint-Pierre-et-Miquelon, Mayotte et aux circonscriptions territoriales de Wallis-et-Futuna

La répartition de la quote-part entre les communes de ces collectivités s'effectue en fonction de critères spécifiques propres à chacun d'eux.

La répartition de la quote-part s'effectue :

Pour les communes de la Polynésie française, à raison de :

- 45 % proportionnellement à la population DGF de chaque commune ;
- 40 % proportionnellement au nombre de points attribués à chaque commune en fonction de son éloignement du chef ;
- lieu du territoire ;
- 15 % proportionnellement à leur capacité financière.

Pour les circonscriptions territoriales de Wallis-et-Futuna, à raison de :

- 50 % proportionnellement à la population DGF de chaque circonscription ;
- 45 % proportionnellement au nombre de points attribués à chaque circonscription en fonction de son éloignement du chef-lieu du territoire ;
- 5 % proportionnellement à la superficie de chaque circonscription.

Pour les communes de Nouvelle-Calédonie, à raison de :

- 35 % proportionnellement à la population DGF de chaque commune ;
- 10 % proportionnellement à la superficie de chaque commune ;
- 25 % proportionnellement à l'éloignement du chef-lieu ;
- 30 % proportionnellement à la capacité financière de chaque commune.

Pour les communes de Saint-Pierre-et-Miquelon, à raison de :

- 50 % proportionnellement à la population DGF des communes ;
- 50 % proportionnellement à la superficie des communes.

Pour les communes de Mayotte, à raison de :

- 75 % proportionnellement à la population DGF des communes ;
- 25 % proportionnellement à la superficie des communes.

3. Modalités de notification et de versement de la quote-part DSU/DSR de la dotation d'aménagement

Afin de faciliter l'élaboration des budgets des communes et de donner accès le plus rapidement possible aux collectivités locales au montant des dotations leur revenant, le résultat de la répartition de la quote-part DSU/DSR de la dotation d'aménagement des communes et circonscriptions territoriales d'outre-mer est en ligne sur le site internet de la DGCL (<http://www.dgcl.interieur.gouv.fr>) depuis le 24 février 2006.

Toutefois, seule la notification officielle par vos soins de la dotation revenant à chaque commune fait foi.

Vous trouverez sous ce pli les états nécessaires à la notification des attributions à chaque collectivité concernée.

Il conviendra donc de procéder aux notifications dès réception de la présente circulaire.

Vos arrêtés de versement viseront le compte n°465-12116 « Dotation globale de fonctionnement. Répartition initiale de l'année. Année 2006 » ouvert dans les écritures du trésorier-payeur général.

En cas de rectification, vos arrêtés de versement ou de reversement rectifiant le montant de la dotation d'aménagement versée au titre des années antérieures ou au titre de l'année en cours viseront le compte 465-1212 « Dotation globale de fonctionnement. Opérations de régularisation ».

Je vous rappelle que pour permettre l'application des dispositions des articles R. 21-1 à R. 421-5 du code de justice administrative, doivent être expressément mentionnés, lors de la notification de chaque dotation aux collectivités bénéficiaires, les voies et délais de recours contre une telle décision.

Vous veillerez donc à l'indiquer dans la lettre circulaire par laquelle vous notifiez aux communes le montant de leurs attributions.

Je vous invite par ailleurs, afin de prévenir tout contentieux, à indiquer également que, durant le délai de recours contentieux, un recours gracieux peut être exercé auprès de vos services.

Ce recours gracieux interrompt le délai de recours contentieux, qui ne courra à nouveau qu'à compter de l'intervention de votre réponse. Je vous rappelle, à cet égard, qu'en application de l'article R.421-2 du code précité, « le silence gardé pendant plus de deux mois sur une réclamation par l'autorité compétente vaut décision de rejet ».

Toute difficulté dans l'application de la présente circulaire devra être signalée à la direction générale des collectivités locales, sous-direction des finances locales et de l'action économique, bureau des concours financiers de l'État, M. Jean-Philippe Guedeux, tél. : 01-49-27-37-52, e-mail : jean-philippe.guedeux@interieur.gouv.fr

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur général
des collectivités locales,*

D. SCHMITT

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

*Direction générale
des collectivités locales*

Sous-direction des finances locales
et de l'action économique

Circulaire du 23 mars 2006 relative à la répartition de la dotation particulière « élu local » pour 2006

NOR : MCTB0600037C

Pièces jointes :

Une annexe relative au calcul du potentiel financier ;

Une disquette et un jeu de fiches de notification (pour la Polynésie française, la Nouvelle-Calédonie, Mayotte, Saint-Pierre-et-Miquelon et Wallis-et-Futuna).

Le ministre délégué aux collectivités territoriales à Mesdames et Messieurs les préfets de département de métropole et d'outre-mer, Madame le haut-commissaire de la République en Polynésie française Monsieur le haut-commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie, Messieurs les préfets de Mayotte, Saint-Pierre-et-Miquelon et Wallis-et-Futuna

La présente circulaire a pour objet de vous présenter les conditions d'éligibilité ainsi que les modalités de répartition et de versement, pour 2006, de la dotation particulière « élu local ». Les fiches de notification vous sont adressées par l'intranet Colbert-Web.

Afin d'assurer aux petites communes rurales les moyens nécessaires à la mise en œuvre de la loi n° 92-108 du 3 février 1992 relative aux conditions d'exercice des mandats locaux, une dotation particulière réservée aux petites communes rurales a été créée.

Cette dotation, prévue à l'article L. 2335-1 du code général des collectivités territoriales, est plus particulièrement destinée à compenser les dépenses obligatoires entraînées par les dispositions législatives relatives aux autorisations d'absence, aux frais de formation des élus locaux et à la revalorisation des indemnités des maires et des adjoints.

Il est rappelé que la loi n° 96-142 du 21 février 1996 relative à la partie législative du CGCT n'a abrogé l'article 42 de la loi du 3 février 1992 précitée qu'en ce qui concerne les communes de métropole et des DOM, comme le précisent ses articles 12 et 13. L'article 42 susmentionné demeure donc en vigueur pour les communes de Nouvelle-Calédonie, de Polynésie française, de Wallis-et-Futuna, de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon.

Prélevée sur les recettes de l'État, la dotation particulière « élu local » s'élève en 2006 à 60 544 000 euros, soit une progression de + 24,28 % par rapport à 2005.

Les articles R. 2335-1 et 2335-2 du code général des collectivités territoriales précisent les modalités d'attribution de la dotation particulière « élu local ». Comme pour les dotations de péréquation communales, le critère du potentiel financier a été substitué à celui du potentiel fiscal par la loi de finances pour 2005. Il permet d'appréhender la capacité d'une commune à mobiliser des ressources, au-delà des seules recettes fiscales. Ainsi, il tient compte des ressources perçues au titre de la dotation forfaitaire.

L'article 39 de la loi de finances pour 2006 assouplit le seuil d'éligibilité : celui-ci est désormais fixé à 1,25 fois le potentiel financier moyen des communes de moins de 1 000 habitants, contre une référence à la moyenne de ces communes l'an passé. Par ailleurs, il dispose qu'une somme de 4 164 160 € est répartie entre les communes ayant cessé en 2005 d'être éligibles à cette dotation. Ces communes perçoivent au titre de 2005 une attribution de garantie égale au montant perçu en 2004, soit 2 288 €.

Parallèlement, il a mis en place un prélèvement de 10,5 M € sur la dotation de solidarité rurale (DSR), qui abonde la masse à répartir au titre de la dotation particulière « élu local ».

1. Critères d'éligibilité

1. En métropole, la dotation particulière « élu local » est attribuée aux communes :

- a) dont la population DGF est inférieure à 1 000 habitants.

La population DGF utilisée est celle mentionnée à l'article L. 2334-2 du code général des collectivités territoriales, c'est-à-dire qu'il s'agit, pour 2006, de la population DGF 2006.

b) dont le potentiel financier par habitant est inférieur à 1,25 fois le potentiel financier moyen par habitant des communes de moins de 1 000 habitants, soit 650,590041 € en 2006.

2. Dans les départements d'outre-mer, en Polynésie française, à Wallis-et-Futuna, en Nouvelle-Calédonie, à Mayotte et dans la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon, la dotation particulière « élu local » est attribuée aux communes dont la population DGF est inférieure à 5 000 habitants.

En 2006, 23 719 communes bénéficieront au total de cette dotation, dont 99 pour l'outre-mer. Par ailleurs, 4 133 communes sont nouvellement éligibles et 47 perdent leur éligibilité.

2. Répartition de la dotation 2006

La dotation particulière « élu local » est attribuée sous la forme d'une dotation unitaire annuelle identique pour l'ensemble des communes, et égale au rapport entre le montant de la dotation ouverte en loi de finances et le nombre de communes bénéficiaires en 2006.

La dotation unitaire s'élève donc en 2006 à 2 552 euros, soit une progression de + 2,94 % par rapport à 2005.

3. Attribution de la garantie 2005

1 820 communes ont perdu le bénéfice de la dotation particulière « élu local » en 2005 et perçoivent une garantie dont le montant s'élève à 2 288 euros, soit 100 % de la dotation versée en 2004.

4. Modalités de notification et de versement de la dotation

Afin de faciliter l'élaboration et l'adoption des budgets des communes et de donner accès le plus rapidement possible aux collectivités locales au montant des dotations leur revenant, le résultat de la répartition de la dotation particulière « élu local » est en ligne sur le site Internet de la DGCL (<http://www.dgcl.interieur.gouv.fr>) depuis le 10/03/2006.

Toutefois, seule la notification officielle par vos soins de la dotation revenant à chaque commune fait foi.

Comme l'année dernière, les fiches de notification des attributions de la dotation particulière « élu local » pour les communes de métropole et des départements d'outre-mer vous seront expédiées par l'intermédiaire de l'intranet Colbert Web. Pour la première fois, ces fiches sont individuelles.

Je vous invite donc, dès réception de ce courrier, à télécharger les fiches de notification de la dotation particulière « élu local » qui prennent la forme de fichier « PDF », à faire imprimer par vos services. La procédure de téléchargement est décrite sur la page d'accueil de Colbert Web. Il vous appartient de transmettre ces fiches le plus rapidement possibles aux collectivités concernées, l'arrêté attributif pouvant intervenir ultérieurement.

Concernant les communes de Polynésie française, de Nouvelle-Calédonie, de la collectivité départementale de Mayotte, de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon et les circonscriptions territoriales de Wallis-et-Futuna, vous trouverez, sous ce pli, une disquette comprenant les états nécessaires à la notification des attributions de la dotation particulière « élu local ». Dès leur réception au service courrier de votre préfecture, les fiches ci-jointes devront être transmises aux communes concernées, l'arrêté attributif proprement dit pouvant intervenir ultérieurement.

Vos arrêtés de versement, au titre de la dotation unitaire 2006, viseront le compte n° 465-1266 « Dotation élu local – Année 2006 » ouvert en 2006 dans les écritures du trésorier-payeur général.

Vos arrêtés de versement, au titre de la garantie 2005, viseront également le compte n° 465-1266 « Dotation élu local – Année 2006 » ouvert en 2006 dans les écritures du trésorier-payeur général.

Le montant de l'attribution pour 2006 et, le cas échéant, la garantie au titre de 2005, feront l'objet d'un versement unique. Les fiches de notification qui vous sont adressées intègrent ces deux montants.

L'inscription de cette dotation dans les budgets est à effectuer au compte n° 742 (en nomenclature M 14).

En cas de rectification, vos arrêtés de versement ou de reversement rectifiant le montant de la dotation particulière « élu local » versée au titre des années antérieures ou au titre de l'année en cours viseront le compte n° 465-1266 « Dotation élu local » en précisant qu'il s'agit d'une opération de régularisation.

Je vous rappelle qu'en vertu des dispositions de l'article R.421-5 du code de la justice administrative, les voies et délais de recours doivent être expressément mentionnés lors de la notification de chaque dotation aux collectivités bénéficiaires.

Vous veillerez donc à l'indiquer dans la lettre circulaire par laquelle vous notifiez aux communes le montant de leurs attributions.

Je vous invite néanmoins, afin de prévenir tout contentieux, à indiquer à chaque collectivité bénéficiaire que, durant le délai de deux mois mentionné sur la fiche de notification, un recours gracieux peut être exercé auprès de vos services.

Ce recours gracieux interrompt le délai du recours contentieux qui ne courra à nouveau qu'à compter de la réception de votre réponse. Je vous rappelle, à cet égard, qu'en application de l'article R. 421-2 du code précité « le silence gardé pendant plus de deux mois sur une réclamation par l'autorité compétente vaut décision de rejet ».

Toute difficulté dans l'application de la présente circulaire devra être signalée à la : direction générale des collectivités locales, sous, direction des finances locales et de l'action économique, bureau des concours financiers de l'État, Jean-Philippe Guedez, tél. : 01-49-27-37-52, email : jeanphilippe.guedez@interieur.gouv.fr.

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur général
des collectivités locales,*
D. SCHMITT

ANNEXES

1. Calcul du potentiel fiscal et du potentiel financier 2006

Le potentiel fiscal est égal au montant des bases des quatre taxes directes locales pondérées par le taux moyen national d'imposition à chacune de ces taxes. Il est majoré de la part de la dotation forfaitaire de la commune correspondant à la compensation prévue au I du D de l'article 44 de la loi de finances pour 1999 (n° 98-1266 du 30 décembre 1998). Les bases retenues sont les bases brutes de la dernière année dont les résultats sont connus servant à l'assiette des impositions communales, minorées le cas échéant, du montant de celles correspondant à l'écêtement opéré au titre du fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle prévue par l'article 1648 A du code général des impôts. Dans le cas où une commune appartient à un EPCI à taxe professionnelle unique ou à taxe professionnelle de zone, ses bases de taxe professionnelle font l'objet de modalités de calculs spécifiques telles que prévues par l'article L.2334-4 du CGCT modifié par la loi n° 99-1126 du 28 décembre 1999.

Le potentiel fiscal est minoré le cas échéant des éventuels prélèvements fiscaux subis par la commune à la suite de la suppression des CCAS et de la banalisation de l'imposition de France Télécom.

Le potentiel financier de la commune correspond à son potentiel fiscal majoré de la dotation forfaitaire (hors compensation « part salaires » et compensation des baisses de DCTP) perçue l'année précédente.

1. – Calcul du potentiel fiscal quatre taxes des communes :

Bases brutes d'imposition à la taxe d'habitation pour 2005				.....
x	Taux moyen national d'imposition 2005	x	0,1434	
=		=	(a)	.....
Bases brutes d'imposition à la taxe foncière sur les propriétés bâties pour 2005				.....
x	Taux moyen national d'imposition 2005	x	0,1836	
=	(b)	=	(b)	.....
Bases brutes d'imposition à la taxe foncière sur les propriétés non bâties pour 2005				.....
x	Taux moyen national d'imposition 2005	x	0,4363	
=	(c)	=	(c)	.....
Bases brutes d'imposition à la taxe professionnelle pour 2005				.....
x	Taux moyen national d'imposition 2005	x	0,1552	
=		=	(d)	.....
+	Part de la dotation forfaitaire correspondant à la compensation prévue au I du D de l'article 44 de la loi de finances pour 1999 (n°98-1266 du 30 décembre 1998)			.....
		+	(e)	.....

– Prélèvement sur la fiscalité	– (f)
Potentiel fiscal = Total des lignes (a) + (b) + (c) + (d) + (e) – (f)	(g)
+ Dotation forfaitaire 2005 hors part représentant l'ancienne « part salaires »	+ (h).....
Potentiel financier = (g) + (h)	.....
2. – Calcul du potentiel financier par habitant des communes :	
Potentiel financier de la commune	.....
Population DGF 2006 de la commune	.....

= Potentiel financier par habitant de la commune =

2. Description de la disquette pour les communes de Polynésie française, de Nouvelle-Calédonie, de Mayotte, de Saint-Pierre-et-Miquelon et de Wallis-et-Futuna

Vous trouverez sur la disquette jointe à la présente circulaire les fiches de notification au format PDF ainsi qu'un document réalisé sous EXCEL 97 et contenant les informations suivantes :

- N° INSEE de la commune
- Nom de la commune
- Population DGF 2006
- Montant de la dotation particulière « élu local » 2006

Répartition de la dotation particulière « élu local » pour les communes de Polynésie française, de Nouvelle-Calédonie, de Mayotte, de Saint-Pierre-et-Miquelon et de Wallis-et-Futuna pour l'année 2006

97501	Miquelon-Langlade	937	2552
97611	Anaa	752	2552
97613	Arutua	1459	2552
97616	Fakarava	1549	2552
97617	Fangatau	282	2552
97618	Fatu-Hiva	614	2552
97619	Gambier	1181	2552
97620	Hao	1849	2552
97621	Hikueru	205	2552
97623	Hiva-Oa	2300	2552
97626	Makemo	1629	2552
97627	Manihi	1286	2552
97628	Maupiti	1243	2552
97630	Napuka	311	2552
97631	Nuku-Hiva	2774	2552
97632	Nukutavake	286	2552
97637	Pukapuka	197	2552
97639	Raivavae	1015	2552
97640	Rangiroa	3324	2552
97641	Rapa	507	2552
97642	Reao	562	2552
97643	Rimatara	815	2552
97644	Rurutu	2254	2552
97645	Tahaa	4944	2552
97646	Tahuata	687	2552
97649	Takaroa	1594	2552
97650	Taputapuatea	4179	2552
97651	Tatakoto	255	2552
97653	Tubuai	2193	2552
97654	Tumaraa	3490	2552
97655	Tureia	318	2552
97656	Ua-Huka	616	2552
97657	Ua-Pou	2225	2552
97658	Uturoa	4007	2552

97701	Belep	1231	2552
97702	Boulouparis	2408	2552
97704	Canala	4679	2552
97706	Farino	497	2552
97707	Hienghene	3523	2552
97709	Ile-Des-Pins	2520	2552
97710	Kaala-Gomen	2193	2552
97712	Koumac	3597	2552
97713	Lafoa	3443	2552
97716	Moindou	748	2552
97719	Ouegoa	2856	2552
97723	Ponerihoun	3868	2552
97724	Pouebo	3300	2552
97725	Pouembout	1687	2552
97726	Poum	1881	2552
97727	Poya	2916	2552
97728	Sarramea	835	2552
97729	Thio	3204	2552
97730	Touho	3021	2552
97731	Voh	2709	2552
97732	Yate	2420	2552
97733	Kouaoua	1847	2552
97801	Acoua	4614	2552
97809	Kani-Keli	4371	2552
97902	Alo	3085	2552
97903	Sigave	1896	2552

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR
ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

*Direction générale
des collectivités locales*

Sous-direction des finances locales
et de l'action économique

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE,
DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ET DE LA RECHERCHE

Direction des affaires financières

Sous-direction des affaires statutaires,
des emplois et des rémunérations

Circulaire du 27 mars 2006 relative au recensement des instituteurs ayants droit pour la répartition de la dotation spéciale instituteurs (DSI) 2006

NOR : MCTB0600038C

Références :

Circulaire NOR INTB8700056C du 3 mars 1987 complétée par la circulaire NOR INTB8800299C du 12 août 1988 ;
Circulaire NOR INTB89000326C du 31 octobre 1989,
Circulaire NOR INTB89367C du 19 décembre 1989 complétée par la circulaire NOR INTB90137C du 13 juin 1990.

Résumé :

I. – Recensement du nombre d'instituteurs logés ou indemnisés au 2 novembre 2005, à saisir sur Colbert-Web, ou à retourner sur états papier avant le 31 mai 2006

II. – Calendrier des différentes étapes du recensement : édition, transmission et exploitation des fiches individuelles, contrôle.

Le ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, le ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, à Mesdames et Messieurs les préfets des départements (métropole et outre-mer), Madame le haut-commissaire de la République en Polynésie Française, Monsieur le haut-commissaire de la République en Nouvelle Calédonie, Monsieur le préfet, représentant du Gouvernement à Mayotte, Monsieur le préfet, administrateur supérieur des îles Wallis-et-Futuna, Monsieur le préfet de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon.

La présente circulaire a pour objet de vous demander de bien vouloir procéder, comme chaque année, au recensement des instituteurs ayant droit au logement ou à l'indemnité en tenant lieu.

À cet effet nous vous invitons à vous reporter à la circulaire du 19 décembre 1989 citée en référence ainsi qu'à la circulaire du 13 juin 1990, également visée, pour toutes précisions concernant la réforme de la DSI et les mises à jour individuelles.

I. – PROCÉDURE DES OPÉRATIONS DE RECENSEMENT

1. Le recensement auquel il vous appartient de procéder a pour objet de constater, dans chaque commune, au 2 novembre 2005, le nombre des instituteurs ayant légalement droit au logement ou à l'indemnité représentative.

À cet effet, vous disposez d'une fiche individuelle de recensement comportant trois parties, dont le modèle est joint en annexe. Nous vous recommandons de veiller à ce que les maires répondent à chacun des points les concernant.

Pour les instituteurs ayant droit à l'indemnité, vous préciserez, le cas échéant, les majorations, sur la base des renseignements fournis par les services de l'inspection académique.

2. S'agissant de la définition juridique des ayants droit, nous vous prions de vous référer à la circulaire du 3 mars 1987 modifiée par la circulaire du 12 août 1988.

Nous attirons à nouveau votre attention sur le fait qu'il convient de ne pas recenser les instituteurs intégrés dans le corps des professeurs des écoles à la date du 2 novembre 2005.

En ce qui concerne les instituteurs en brigade, ils doivent être recensés dans la commune où ils ont leur résidence administrative, conformément à l'article 26 de la loi n° 90-587 du 4 juillet 1990 qui institue comme charge obligatoire de la commune « le logement des instituteurs qui y ont leur résidence administrative et qui sont appelés à exercer leurs fonctions dans plusieurs communes en fonction des nécessités du

service de l'enseignement. Lorsque exceptionnellement, un instituteur est logé par une commune différente de sa commune d'affectation, il doit être recensé sur la commune qui le loge effectivement.

3. Dès le retour des fiches complétées, il vous appartiendra de procéder à la saisie des résultats du recensement sur Colbert-Web avant le 31 mai 2006. Pour ceux d'entre vous qui n'ont pas accès à Colbert-Web, nous vous remercions de communiquer à la direction générale des collectivités locales, pour le 31 mai 2006, les résultats du recensement sur états papiers.

4. Nous attirons votre attention sur l'importance de la fiabilité des données recensées et le caractère qui doit demeurer exceptionnel des rectifications. À cet effet, vous serez appelés à participer au contrôle des données effectué par la direction générale des collectivités locales entre juin et octobre 2006, et le cas échéant à justifier les variations observées. Nous vous demandons de désigner à cet effet dans vos services un correspondant, interlocuteur nommément identifié dont vous transmettez les coordonnées à la DGCL à réception de la présente circulaire.

5. Après établissement des fiches de recensement, il vous appartiendra de transmettre une ampliation de chacune de ces fiches à l'inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale, qui, sur la base de l'indemnité représentative de logement qu'il vous appartient de fixer chaque année dans votre département et des éventuelles majorations, calculera le montant de l'indemnité à verser à chaque instituteur ayant droit. Nous vous rappelons que, conformément à la circulaire du 13 juin 1990 citée en référence, les mouvements et changements de situation intervenant en cours d'année devront faire l'objet d'une mise à jour individuelle.

II. – CALENDRIER DE LA PROCÉDURE DE RECENSEMENT

ENVOI de la fiche à l'Inspection académique	RECEPTION des fiches complétées par l'Inspection académique	TRANSMISSION aux maires	RETOUR des fiches en préfecture et exploitation	SAISIE des résultats sur COLBERT WEB	CONTRÔLE des données	ENVOI des fiches à l'Inspection académique	REUNION du comité des finances locales
Dès réception de la présente circulaire	Mars 2006	Avant fin mars 2006	Avant le 30 avril 2006	Avant le 31 mai 2006	Du 1 ^{er} juin au 15 septembre 2006	Avant le 30 août 2006	Octobre 2006

Nous appelons à nouveau votre attention sur l'importance qui s'attache au respect de ce calendrier qui doit permettre au comité des finances locales de fixer le montant unitaire national de la DSI dès le mois d'octobre 2006.

Les demandes de précisions complémentaires que vous pourriez être amenés à formuler doivent être adressées au ministère de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, direction générale des collectivités locales, 2, place des Saussaies, 75800 Paris.

En ce qui concerne la définition et l'appréciation du droit au logement ou à l'IRL : bureau de l'emploi territorial et de la protection sociale, Mme Evelyne Chesneau (evelyne.chesneau@interieur.gouv.fr), tél. : 01-40-07-24-10, Fax : 01-49-27-38-93.

En ce qui concerne les aspects financiers et les modalités pratiques du recensement : bureau des concours financiers de l'État, Mlle Sophie Marianne (sophie.marianne@interieur.gouv.fr), tél. : 01-49-27-35-52, Fax : 01-40-07-68-30.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur des affaires financières,
M. DELLACASAGRANDE

Pour le ministre et par délégation :
Le chef de service,
adjoint au directeur général
des collectivités locales,
M. R. BAYLE

Dotation spéciale instituteurs 2006*Fiche individuelle (situation de l'instituteur au 2 novembre 2005)***PARTIE À REMPLIR PAR L'INSPECTION ACADÉMIQUE**

N.N.I.

NOM NOM DE JEUNE FILLE

PRÉNOMS

L'intéressé(e) a-t-il/elle été intégré(e) dans le corps des professeurs des écoles ?

- ☐ OUI À quelle date :
- ☐ Elle/il bénéficiait à titre personnel d'un logement dans le cadre du droit au logement des instituteurs.
- ☐ Elle/il bénéficiait à titre personnel de l'IRL dans le cadre du droit au logement des instituteurs.
- ☐ Elle/il avait refusé le logement décent proposé par la commune lors de sa nomination dans cette commune.
- ☐ NON – Remplissez la suite de la fiche

SITUATION DE FAMILLE : Célibataire ☐ Déclaré concubin ☐ Divorcé ☐ Séparé ☐

Avec enfant(s) à charge ☐ Marié ☐ Pacsé ☐ Veuf ☐

En cas de séparation ou de divorce, le ou les enfant(s) sont à la charge des 2 parents (résidence alternée) ☐

STATUT : Elève instituteur sur poste d'instituteur ☐ Rééducateur psycho-formateur ☐ Directeur ☐

Instituteur adjoint (titulaire ou stagiaire) ☐ Rééducateur psycho-motricité ☐ Maître formateur ☐

Instituteur spécialisé (hors S.E.S., E.R.E.A., E.R.P.D) ☐ Rééducateur psycho-pédagogie ☐ Psychologue scolaire ☐

Secrétaire commission C.D.E.S. - C.C.P.E. - C.C.S.D ☐ Autre spécialité : laquelle

POSITION : En position d'activité ☐ Congé de formation ☐

Congés de maladie, longue maladie, bonifié ☐ Stage d'une durée égale ou supérieure à 1 an ☐

NATURE DU POSTE OCCUPE (*) : Enseignement ☐ Décharge complète ☐ Direction ☐

Psychologie scolaire ☐ Remplacement ☐ Assistance pédagogique ☐ Rééducation ☐

Autre : laquelle

AFFECTATION ADMINISTRATIVE (nom et adresse de l'école) :

Pour un directeur nommé avant le 2 mai 1983 :

L'intéressé exerce-t-il toujours, depuis cette date, dans la même commune ? OUI ☐ NON ☐**OBSERVATIONS ÉVENTUELLES**

PARTIE À REMPLIR PAR LE MAIRE COMMUNE DE :

a) La commune a-t-elle proposé de loger l'intéressé conformément à la loi du 19 juillet 1889 :

– lors de sa nomination dans la commune ou lors de l'ouverture du droit ? OUI ☐ NON ☐

– postérieurement à l'ouverture du droit au logement ? OUI ☐ NON ☐

b) L'intéressé a-t-il :

– accepté ce logement ? OUI ☐ NON ☐

– quitté ce logement pour convenances personnelles ? OUI ☐ NON ☐

– quitté ce logement pour non conformité à la notion de « logement convenable » ? OUI ☐ NON ☐

c) L'intéressé doit-il percevoir l'indemnité représentative ?

OUI ☐ NON ☐

d) Le conjoint, concubin ou pacsé est-il fonctionnaire ?

OUI ☐ NON ☐

Si oui, est-il instituteur ?

OUI ☐ NON ☐

Si oui, exerce-t-il ses fonctions dans votre commune ?

OUI ☐ NON ☐

ou dans une commune distante de moins de 5 km ?

OUI ☐ NON ☐

Nom de la commune :

Bénéficie-t-il d'un logement ou d'une indemnité en tenant lieu ? OUI ☐ NON ☐

Date et signature du maire :

OBSERVATIONS ÉVENTUELLES**PARTIE À REMPLIR PAR LES SERVICES DE LA PREFECTURE****OBSERVATIONS :**La commune percevra-t-elle la compensation forfaitaire ? OUI ☐ NON ☐

OU

L'instituteur percevra-t-il l'indemnité ? OUI ☐ NON ☐

Si oui,

– avec majoration de 25 % OUI ☐ NON ☐– avec majoration de 20 % OUI ☐ NON ☐– avec cumul de majorations OUI ☐ NON ☐

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR,
ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Direction générale
des collectivités locales

Sous-direction des finances locales
et de l'action économique

Bureau des concours de l'Etat

**Circulaire du 31 mars 2006 relative à la répartition
de la dotation nationale de péréquation (DNP) pour
l'année 2006**

NOR : MCTB0600041C

Pièces jointes : 4 annexes.

*Le ministre délégué aux collectivités territoriales à Mes-
dames et Messieurs les préfets de département (métro-
pole).*

La présente circulaire a pour objet de vous préciser les conditions d'éligibilité et les modalités de répartition de la dotation nationale de péréquation (DNP) pour 2006. Les fiches de notification vous sont adressées par l'intranet COLBERT WEB.

La dotation nationale de péréquation (DNP) remplace depuis 2004 le fonds national de péréquation (FNP) qui était prévu par l'article 1648 B bis du code général des impôts. Cette dotation est répartie selon les modalités prévues à l'article L. 2334-14-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT), inséré par l'article 52 de la loi de finances pour 2004, et qui reprend en fait les règles précédemment fixées à l'article 1648 B bis précité, supprimé à cette occasion. L'article 47 de la loi de finances pour 2005 a modifié les conditions d'éligibilité à la part principale ainsi qu'à la majoration compte tenu de la substitution de la notion de potentiel financier à celle de potentiel fiscal.

La présente circulaire a donc pour objet de vous présenter les règles afférentes à la DNP dont les montants ont été arrêtés par le comité des finances locales le 7 février 2006.

I. – DÉTERMINATION DE LA MASSE À RÉPARTIR

Les crédits alloués à la DNP s'élèvent en 2006 à 652 414 285 €. La somme effectivement mise en répartition entre les communes de métropole s'élève à 619 331 099 € après prélèvement de la quote-part réservée aux communes des départements et collectivités d'outre-mer.

La DNP est composée de deux parts :

- une première part visant à corriger les insuffisances de potentiel financier. Cette part s'élève en 2006 à 481 336 384 € ;
- une majoration, plus spécifiquement destinée à la réduction des écarts de potentiel fiscal calculés par référence à la seule taxe professionnelle, dont le montant est de 137 994 715 € en 2006.

II. – RÉPARTITION DE LA PART PRINCIPALE DE LA DNP

A. – LES CONDITIONS D'ÉLIGIBILITÉ

Les conditions de droit commun

Sont éligibles :

1. les communes qui satisfont cumulativement aux deux conditions suivantes :

- avoir un potentiel financier par habitant supérieur de 5 % au plus à la moyenne du groupe démographique correspondant ;
- avoir un effort fiscal supérieur à la moyenne du groupe démographique correspondant.

2. Les communes de plus de 10 000 habitants qui répondent également aux deux conditions suivantes :

- avoir un potentiel financier par habitant inférieur ou égal à 85 % du potentiel financier du groupe démographique correspondant ;
- avoir un effort fiscal supérieur à 90 % de la moyenne du groupe démographique correspondant.

Les conditions dérogatoires

Sont également éligibles les communes répondant à l'une des conditions suivantes :

- avoir un potentiel financier par habitant supérieur de 5 % au plus à la moyenne du groupe démographique correspondant et un taux de taxe professionnelle égal en 2005 au taux plafond à savoir 31,04 % ;
- avoir un potentiel financier par habitant supérieur au plus de 5 % à la moyenne du groupe démographique correspondant et un effort fiscal compris entre l'effort fiscal moyen des communes du même groupe démographique et 90 % de cet effort fiscal moyen. Ainsi, l'assouplissement des conditions de droit commun ne concerne que la condition liée à l'effort fiscal. La condition relative au potentiel financier est donc impérative.

Les communes éligibles à titre dérogatoire perçoivent une attribution réduite de moitié, sans que cet abattement fasse toutefois obstacle à l'application pour la part principale de la garantie de baisse limitée à 50 % du montant perçu en 2005.

**Les fonds départementaux de péréquation
de la taxe professionnelle (FDPTP)**

Les fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle (FDPTP) peuvent bénéficier de la DNP si, à la suite d'un changement d'exploitant intervenu après le 1^{er} janvier 1997 et concernant des entreprises exerçant une partie de leur activité en dehors du territoire national, à savoir principalement les compagnies aériennes, ils enregistrent une perte de ressources supérieure au quart des ressources dont ils bénéficiaient l'année de survenance de ce changement.

Cette attribution leur est versée de manière dégressive sur trois ans à hauteur de :

- la première année, 90 % de la perte subie ;
- la seconde année, 75 % de l'attribution reçue l'année précédente ;
- la troisième année, 50 % de l'attribution reçue la première année.

La présente circulaire n'a pas pour objet de répartir cette compensation. Par ailleurs, en 2001, comme en 1999 et en 2000, seul le département de l'Essonne était concerné par cette mesure. Aucun fonds n'en a bénéficié depuis 2002.

**B. – LA RÉPARTITION DES RESSOURCES
ENTRE LES STRATES**

Les ressources de la part principale de la DNP font l'objet d'une répartition entre, d'une part, les communes de 200 000 habitants et plus et, d'autre part, celles de moins de 200 000 habitants.

Le législateur a en effet gelé l'évolution des crédits alloués aux communes de 200 000 habitants et plus en constatant que les attributions revenant à ces communes au titre de la part principale du FNPTP étaient en 1994 supérieures d'un tiers à l'attribution moyenne nationale. C'est pourquoi depuis 1995, le montant total des attributions revenant en métropole aux communes éligibles comptant 200 000 habitants et plus (et non pas le montant revenant à chaque commune éligible) est égal au produit de leur population par le montant moyen de l'attribution par habitant perçue l'année précédente par ces communes, c'est-à-dire pour 2006, au titre de la part principale de la DNP de 2005.

C. – LA RÉPARTITION ENTRE LES COMMUNES

C1. – L'ATTRIBUTION DE GARANTIE D'INÉLIGIBILITÉ

Elle est versée aux communes suivantes :

les communes éligibles en 2005 qui ne remplissent plus les conditions d'éligibilité en 2006. Elles reçoivent, à titre de garantie pour 2006, une attribution égale à 50 % de leur part principale 2005 ;

les communes qui étaient éligibles en 2004 mais devenues inéligibles en 2005 et restant inéligibles en 2006. La 1^{re} tranche de garantie versée à ces communes en 2005 correspondait à 100 % du montant de la part principale 2004. Elles reçoivent à titre de garantie pour 2006 une attribution égale à 50 % de leur part principale perçue en 2004.

**C2. – L'ATTRIBUTION DES COMMUNES
ÉLIGIBLES EN 2006**

Dans tous les cas, aucune attribution d'un montant inférieur à 300 € n'est versée.

L'attribution des communes éligibles à la DNP selon les conditions de droit commun.

$$\text{Part principale DNP} = \left(\frac{1,05 \times \frac{\overline{\text{PF}}}{\text{PF}}}{\frac{\overline{\text{PF}}}{\text{PF}}} \right) \times \text{Pop} \times \text{VP1}$$

Ou

$$\text{Part principale DNP} = \left(\frac{1,05 \times \frac{\overline{\text{PF}}}{\text{PF}}}{\frac{\overline{\text{PF}}}{\text{PF}}} \right) \times \text{Pop} \times \text{VP2}$$

Avec :

$\overline{\text{PF}}$ = Potentiel financier moyen par habitant du groupe démographique auquel appartient la commune

PF = Potentiel financier par habitant de la commune

Pop = Population DGF 2006 de la commune

VP1 = 59,100289 € pour les communes de moins de 200 000 habitants

VP2 = 38,991469 € pour les communes de plus de 200 000 habitants

L'attribution des communes éligibles à la DNP en 2005 et 2006 selon les conditions dérogatoires.

$$\text{Part principale DNP} = \left(\frac{1,05 \times \frac{\overline{\text{PF}}}{\text{PF}}}{\frac{\overline{\text{PF}}}{\text{PF}}} \right) \times \text{Pop} \times \text{VP1} \times \frac{1}{2}$$

Ou

$$\text{Part principale DNP} = \left(\frac{1,05 \times \frac{\overline{\text{PF}}}{\text{PF}}}{\frac{\overline{\text{PF}}}{\text{PF}}} \right) \times \text{Pop} \times \text{VP2} \times \frac{1}{2}$$

Avec :

$\overline{\text{PF}}$ = Potentiel financier moyen par habitant du groupe démographique auquel appartient la commune

PF = Potentiel financier par habitant de la commune

Pop = Population DGF 2006 de la commune

VP1 = 59,100289 € pour les communes de moins de 200 000 habitants

VP2 = 38,991469 € pour les communes de plus de 200 000 habitants

À l'issue de ce calcul, les communes éligibles, dont l'attribution 2006 est inférieure de 50 % à celle de 2005, bénéficient d'une garantie égale à 50 % du montant perçu en 2005 au titre de la part principale. Cette garantie est prélevée sur la masse à répartir.

D. – MISE EN PLACE D'UN ÉCRÈTEMENT POUR LES COMMUNES ÉLIGIBLES.

Les augmentations d'attribution au titre de la part principale des communes dont les attributions de DSU augmentent en 2006 de plus de 20 % sont plafonnées : elles ne peuvent augmenter de plus de 30 % par rapport à 2005.

$\text{SI DSU } 2006 > 1,2 \times \text{DSU } 2005$

et

$\text{Part principale DNP } 2006 > 1,3 \times \text{part principale } 2005$

Alors : $\text{Part principale DNP } 2006 = 1,3 \times \text{part principale } 2005$

Cet écrêtement ne concerne pas les communes dont l'augmentation de la part principale est supérieure à 30 % du fait d'un passage d'une éligibilité minorée en 2005 à une éligibilité de plein droit en 2006.

III. – RÉPARTITION DE LA MAJORATION DE LA DNP

A. – LES CONDITIONS D'ÉLIGIBILITÉ

Sont éligibles à cette majoration les communes qui satisfont cumulativement aux trois conditions suivantes :

- être éligibles à la part principale de la dotation nationale de péréquation (même si aucune attribution n'a été versée en raison d'un montant inférieur à 300 €) ;
- compter moins de 200 000 habitants ;
- avoir un potentiel fiscal taxe professionnelle par habitant inférieur de 15 % à la moyenne du groupe démographique auquel elles appartiennent.

B. – L'ATTRIBUTION DE GARANTIE D'INÉLIGIBILITÉ

Seules les communes qui étaient éligibles en 2004 mais devenues inéligibles en 2005 et restant inéligibles en 2006 reçoivent à titre de garantie, au titre de l'exercice 2006, une attribution égale à 50 % de leur part principale perçue en 2004.

C. – LA RÉPARTITION DE CETTE MAJORATION ENTRE LES COMMUNES ÉLIGIBLES

Aucune attribution inférieure à 300 € n'est versée.

Le calcul de la dotation des communes éligibles s'effectue en appliquant la formule suivante :

$$\text{Majoration DNP} = \left(\frac{\frac{\overline{\text{PFTP}}}{\text{PFTP}} - \text{PFTP}}{\frac{\overline{\text{PFTP}}}{\text{PFTP}}} \right) \times \text{Pop} \times \text{VP3}$$

Avec :

$\overline{\text{PFTP}}$ = Potentiel fiscal taxe professionnelle moyen par habitant du groupe démographique auquel appartient la commune

PFTP = Potentiel fiscal taxe professionnelle par habitant de la commune

Pop = Population DGF 2006 de la commune

VP3 = Valeur de point, soit 10,620351€.

IV. – MODALITÉS DE NOTIFICATION ET DE VERSEMENT DES DOTATIONS

A. – LES FICHES DE NOTIFICATION

Conformément à la circulaire NOR/INT/B/00/00043/C du 29 février 2000, vous avez accès aux données individuelles de répartition après téléchargement à partir du site « Colbert Web ».

En 2006, vous trouverez sur COLBERT WEB une fiche de notification par commune bénéficiaire, c'est-à-dire éligible à la DNP au titre des codes 1, 2, 3, 5 et 6 (cf. annexe I), ou sortante et bénéficiant de la garantie de sortie (code 4).

B. – LES MODALITÉS DE VERSEMENT DES ATTRIBUTIONS

Vous notifierez, dès réception de la présente circulaire, les dotations aux communes pour l'établissement de leur budget.

C. – LES MODALITÉS DE NOTIFICATION DES ATTRIBUTIONS

Vos arrêtés devront viser le compte de la DGF, soit le compte n° 465-12116 « dotation globale de fonctionnement – répartition initiale de l'année – année 2006 », ouvert en 2006 dans les écritures du trésorier-payeur général.

En cas de rectification, vos arrêtés de versement ou de reversement rectifiant le montant de la dotation d'aménagement versée au titre des années antérieures ou au titre de l'année en cours viseront le compte n° 465-1212 « Dotation globale de fonctionnement. Opérations de régularisation ».

L'inscription des dotations dans les budgets est à effectuer, pour chacune des communes concernées, au compte 74127 (comptabilité M14).

Je vous rappelle que pour permettre l'application des dispositions des articles R. 421-5 du code de justice administrative, doivent être expressément mentionnés, lors de la notification de chaque dotation aux collectivités bénéficiaires, les voies et délais de recours contre une telle décision.

Vous veillerez donc à l'indiquer dans la lettre circulaire par laquelle vous notifiez aux communes le montant de leurs attributions.

Je vous invite, par ailleurs, afin de prévenir tout contentieux, à indiquer également que, durant le délai de recours contentieux, un recours gracieux peut être exercé auprès de vos services.

Ce recours gracieux interrompt le délai de recours contentieux, qui ne courra à nouveau qu'à compter de l'intervention de votre réponse. Je vous rappelle à cet égard, qu'en application de l'article R. 421-2 du code précité « le silence gardé pendant plus de deux mois sur une réclamation par l'autorité compétente vaut décision de rejet ».

Toute difficulté dans l'application de la présente circulaire devra être signalée à la : direction générale des collectivités locales, sous-direction des finances locales et de l'action économique, bureau des concours financiers de l'État, M. Yann FAUCHEUX, tél. : 01-40-07-67-23, Yann.faucheux@interieur.gouv.fr

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur général
des collectivités locales,*

D. SCHMITT

ANNEXE I

FICHE TECHNIQUE RELATIVE AUX CODES DNP

Code 1 : Communes éligibles de plein droit.

- elles sont éligibles selon les conditions de droit commun ;
- elles bénéficient d'une attribution intégrale à 100 %.

Code 2 : Effort fiscal assoupli.

- elles sont éligibles en raison de leur effort fiscal, compris entre 90 % et 100 % de l'effort fiscal de référence ;
- elles bénéficient d'une attribution minorée, c'est-à-dire que l'attribution 2006 est réduite de moitié (tout en restant au moins égale à 50 % du montant 2005 pour la part principale).

Code 3 : Communes possédant un taux de taxe professionnelle plafonné.

- elles sont éligibles en raison de leur taux de taxe professionnelle ;
- elles bénéficient d'une attribution de droit commun.

Code 4 : Communes non éligibles en 2005 ou 2006 et bénéficiant de la garantie d'inéligibilité.

- il s'agit des communes qui, éligibles en 2005, ne le sont plus en 2006 ;
- il s'agit des communes qui, inéligibles en 2005, restent inéligibles en 2006,
- elles perçoivent 50 % de leur part principale et de leur majoration 2005.

Code 5 : Communes éligibles à la part principale en 2006 mais bénéficiant de la garantie d'attribution.

- il s'agit de toutes les communes éligibles en 2006 (selon les conditions de droit commun ou les conditions dérogatoires) et dont la référence pour le calcul de leur part principale est de 50 % de leur part principale 2005, ce seuil étant supérieur à ce qu'aurait été leur dotation 2006.

Code 6 : Communes de plus de 10 000 habitants éligibles selon les conditions de droit commun.

- il s'agit des communes dont le potentiel financier par habitant est inférieur ou égal à 85 % de la moyenne de la strate et dont l'effort fiscal est supérieur à 90 % de la moyenne de leur strate ;
- elles bénéficient d'une attribution à hauteur de 100 %.

ANNEXE II

CALCUL DU POTENTIEL FISCAL ET FINANCIER 2006

Le potentiel fiscal est égal au montant des bases des quatre taxes directes locales pondérées par le taux moyen national d'imposition à chacune de ces taxes. Il est majoré de la part de la dotation forfaitaire de la commune correspondant à la compensation prévue au I du D de l'article 44 de la loi de finances pour 1999 (n° 98-1266 du 30 décembre 1998). Les bases retenues sont les bases brutes de la dernière année dont les résultats sont connus servant à l'assiette des impositions communales, minorées le cas échéant, du montant de celles correspondant à l'écêtement opéré au titre du fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle prévue par l'article 1648 A du code général des impôts. Dans le cas où une commune appartient à un EPCI à taxe professionnelle unique ou à taxe professionnelle de zone, ses bases de taxe professionnelle font l'objet de modalités de calculs spécifiques telles que prévues par l'article L.2334-4 du CGCT modifié par la loi n° 99-1126 du 28 décembre 1999.

Le potentiel fiscal est minoré le cas échéant des éventuels prélèvements fiscaux subis par la commune à la suite de la suppression des CCAS et de la banalisation de l'imposition de France Télécom.

Le potentiel financier de la communes correspond à son potentiel fiscal majoré de la dotation forfaitaire (hors compensation « part salaires » et compensation des baisses de DCTP) perçue l'année précédente.

1. – Calcul du potentiel fiscal quatre taxes des communes :

Bases brutes d'imposition à la taxe d'habitation pour 2005			
x	Taux moyen national d'imposition 2005	x	0,1434
=		=	(a)
Bases brutes d'imposition à la taxe foncière sur les propriétés bâties pour 2005			
x	Taux moyen national d'imposition 2005	x	0,1836
=	(b)	=	(b).....
Bases brutes d'imposition à la taxe foncière sur les propriétés non bâties pour 2005			
x	Taux moyen national d'imposition 2005	x	0,4363
=	(c)	=	(c).....
Bases brutes d'imposition à la taxe professionnelle pour 2005			
x	Taux moyen national d'imposition 2005	x	0,1552
=		=	(d).....
+	Part de la dotation forfaitaire correspondant à la compensation prévue au I du D de l'article 44 de la loi de finances pour 1999 (n°98-1266 du 30 décembre 1998)	+	(e).....
–	Prélèvement sur la fiscalité	–	(f)
Potentiel fiscal = Total des lignes (a) + (b) + (c) + (d) + (e) – (f)			(g)
+	Dotation forfaitaire 2005 hors part représentant l'ancienne « part salaires »	+	(h).....
Potentiel financier = (g) + (h)			.....

2. – Calcul du potentiel financier par habitant des communes :

Potentiel financier de la commune		.....
÷	Population DGF 2006 de la commune	÷
=	Potentiel financier par habitant de la commune	=

ANNEXE III

CALCUL DE L'EFFORT FISCAL

L'effort fiscal d'une commune est égal au rapport entre le produit de la taxe d'habitation, des deux taxes foncières, de la taxe ou redevance pour l'enlèvement des ordures ménagères, et le potentiel fiscal correspondant à ces trois taxes. Le produit et les bases de la taxe professionnelle ne sont pas pris en compte pour le calcul de l'effort fiscal.

L'article L 2334-5 du code général des collectivités territoriales prévoit un mécanisme d'écêtement du produit fiscal pris en compte pour le calcul de l'effort fiscal lorsque l'augmentation du taux moyen pondéré des trois taxes directes locales de la commune est supérieure à celle constatée pour les communes de même importance démographique. Le produit fiscal est alors calculé sur la base de cette augmentation moyenne. De manière symétrique est prévu un mécanisme destiné à ne pas pénaliser les communes qui baisseraient leur taux d'une année sur l'autre. Le taux pris en compte pour le calcul de la DGF est alors, non pas le dernier taux connu, mais celui de l'exercice précédent.

Pour les communes membres d'un groupement de communes à fiscalité propre, l'effort fiscal est calculé en ajoutant au produit et au taux de chacune de leurs propres taxes communales ceux correspondant au groupement de communes.

1. – Calcul de l'effort fiscal des communes

Produit de la taxe d'habitation, de la taxe foncière sur les propriétés bâties, de la taxe foncière sur les propriétés non bâties, de la taxe ou redevance pour l'enlèvement des ordures ménagères majoré du produit des exonérations	.....
„ Potentiel fiscal (trois taxes)	„
= Effort fiscal de la commune	=

2. – Modalités de l'écêtement

La loi a institué un mécanisme d'écêtement du produit fiscal pris en compte pour le calcul de l'effort fiscal lorsque l'augmentation du taux moyen pondéré de la commune est supérieure à celle constatée pour les communes de même importance démographique.

COMMUNES	T1 N-1	T2 N
0 à 499 habitants.....	0,149163	0,150486
500 à 999 habitants.....	0,149471	0,151059
1 000 à 1 999 habitants	0,151668	0,153273
2 000 à 3 499 habitants	0,157007	0,158667
3 500 à 4 999 habitants	0,16206	0,164264
5 000 à 7 499 habitants	0,172581	0,174708
7 500 à 9 999 habitants	0,175585	0,177744
10 000 à 14 999 habitants	0,188151	0,190362
15 000 à 19 999 habitants	0,189203	0,190441
20 000 à 34 999 habitants	0,198151	0,200057
35 000 à 49 999 habitants	0,201143	0,203029
50 000 à 74 999 habitants	0,181232	0,183184
75 000 à 99 999 habitants	0,184496	0,187055
100 000 à 199 999 habitants.....	0,220364	0,220962
200 000 habitants et plus	0,132027	0,134807

- soit t1 le taux moyen pondéré de la commune en 2004
- soit t2 le taux moyen pondéré de la commune en 2005
- soit T1 le taux moyen pondéré de l'ensemble des communes de la strate en 2004
- soit T2 le taux moyen pondéré de l'ensemble des communes de la strate en 2005

Si $t2 - t1$ est inférieur à $T2 - T1$, on conserve le produit fiscal de la commune.

Si $t2 - t1$ est supérieur à $T2 - T1$, le produit fiscal est écêté dans les conditions suivantes :

1^{er} cas

Si $t2 > t1$, $T2 - T1 > 0$ et $(t2 - t1) > (T2 - T1)$, le produit fiscal est écêté dans les conditions suivantes :

Base nette d'imposition à la taxe d'habitation de 2005	.....
+ Base nette d'imposition à la taxe foncière sur les propriétés bâties en 2005	+
+ Base nette d'imposition à la taxe foncière sur les propriétés non bâties de 2005	+
= Sous-total	=
x { $t1 + (T2 - T1)$ }	x
= Produit fiscal écêté	=

2^e cas

Si $t2 > t1$, $t2 > T2$ et $T2 - T1 < 0$, le produit fiscal est écêté dans les conditions suivantes :

Base nette d'imposition à la taxe d'habitation de 2004	.....
+ Base nette d'imposition à la taxe foncière sur les propriétés bâties en 2005	+
+ Base nette d'imposition à la taxe foncière sur les propriétés non bâties de 2005	+
= Sous-total	=
x $t2 + (T2 - T1)$ si $t2 + T2 - T1 > T2$	x
ou	.....
T2 si $t2 + T2 - T1 \leq T2$	x
= Produit fiscal écêté	=

Dans les deux cas, il convient d'ajouter au produit fiscal écêté le produit de la taxe ou redevance pour l'enlèvement des ordures ménagères ainsi que le produit des exonérations permanentes et temporaires retenues par l'article L. 2334-6 du code général des collectivités territoriales.

L'effort fiscal de la commune a été recalculé avec le produit fiscal écêté.

3. – Diminution du taux moyen pondéré des trois taxes locales

Pour les communes dont le taux pondéré des trois taxes directes locales est en 2005 inférieur à celui de 2004, c'est ce dernier taux qui a été pris en compte pour le calcul du produit fiscal.

ANNEXE IV

POTENTIELS FINANCIERS
ET EFFORTS FISCAUX PAR STRATE 2006

Pour chaque strate démographique de communes, les valeurs moyennes de potentiel financier et d'effort fiscal retenues pour déterminer l'éligibilité des communes sont les suivantes :

STRATES	POTENTIEL FINANCIER MOYEN 4 taxes moyen par habitant	POTENTIEL FISCAL MOYEN taxe professionnelle par habitant	EFFORT FISCAL MOYEN
0 à 499 habitants.....	493,257233	94,767377	0,950111
500 à 999 habitants.....	545,934116	159,264042	1,006339
1 000 à 1 999 habitants.....	594,395724	198,758055	1,052776
2 000 à 3 499 habitants.....	689,073622	264,038155	1,096813
3 500 à 4 999 habitants.....	753,710165	306,492708	1,135593
5 000 à 7 499 habitants.....	820,708562	343,64811	1,184303
7 500 à 9 999 habitants.....	854,634086	354,614351	1,200847
10 000 à 14 999 habitants.....	878,485894	365,885659	1,273937
15 000 à 19 999 habitants.....	904,690246	357,611918	1,269342
20 000 à 34 999 habitants.....	915,370851	326,366476	1,301916
35 000 à 49 999 habitants.....	1001,644080	391,169906	1,301762
50 000 à 74 999 habitants.....	1069,619959	430,745171	1,203395
75 000 à 99 999 habitants.....	1082,329536	421,765891	1,211991
100 000 à 199 999 habitants.....	963,455514	363,25488	1,433019
200 000 habitants et plus.....	1272,282691	460,752637	0,909201

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR
ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Direction générale des collectivités locales

Sous-direction
des finances locales et de
l'action économique

Bureau des concours financiers de l'État

**Circulaire du 31 mars 2006 relative au recensement des
contraventions dressées par les services de police – Pré-
paration de la répartition du produit des amendes 2005
relatives à la circulation routière : exercice 2006**

NOR : MCTB0600042C

Résumé :

1. Recensement des contraventions dressées par les différents services de police en 2005.
2. La collecte des informations s'effectuera du 24 avril 2006 au 16 juin 2006 inclus sur Colbert Web.

Le ministre délégué aux collectivités territoriales à Mesdames et Messieurs les préfets des départements (métropole et outre-mer), Monsieur le préfet de la région Ile-de-France, Monsieur le préfet de la préfecture de police, Monsieur le préfet de la collectivité territoriale de Saint-Pierre et Miquelon.

Dans le cadre de la préparation de la répartition pour 2006 du produit des amendes de police en matière de circulation routière, il convient de recenser le nombre de contraventions à la police de la circulation routière dressées par les différents services de police durant l'année 2005.

La présente circulaire a pour objet de vous communiquer les modalités de répartition et de versement du produit des amendes de police

prévues aux articles L. 2334-24 et L. 2334-25 et R. 2334-10 à R. 2334-12 du code général des collectivités territoriales et de vous exposer le déroulement des opérations de recensement des informations initiales.

I. – MODALITÉS DE RÉPARTITION

Conformément aux dispositions de l'article R. 2334-10 du code général des collectivités territoriales (CGCT), le produit des amendes de police relatives à la circulation routière est partagé, chaque année, proportionnellement au nombre de contraventions dressées sur le territoire des communes bénéficiaires au cours de l'année précédant celle au titre de laquelle est faite la répartition entre :

- les communes, les communautés urbaines et autres groupements comptant 10 000 habitants et plus auxquels les communes ont transféré la totalité de leurs compétences en matière de voies communales, de transports en commun et de parcs de stationnement ;
- les communes et les groupements de communes de moins de 10 000 habitants exerçant la totalité des compétences précitées.

Je vous précise qu'il devra être considéré que la totalité de la compétence en matière de voies communales a été transférée au groupement lorsque celui-ci assure la compétence pour toute la voirie anciennement communale.

La population prise en compte pour déterminer le seuil mentionné ci-dessus est celle définie à l'article L. 2334-2 du code général des collectivités territoriales, soit la population DGF. Il s'agit de la population totale majorée d'un habitant par résidence secondaire et d'un habitant par place de caravane conventionnée au titre de l'aide forfaitaire à la gestion (2 habitants pour les communes éligibles en 2005 à la DSU ou à la DSR « bourg centre »).

II. – VERSEMENT DE LA DOTATION

Les attributions revenant aux communes et groupements de communes ayant reçu la totalité des compétences précitées et comptant au moins 10 000 habitants leur sont versées directement. Les sommes correspondant aux communes et groupements de communes de moins de 10 000 habitants sont réparties par les conseils généraux.

S'agissant de la région Ile-de-France, les recettes sont partagées entre le syndicat des transports Ile-de-France (50 %), la région d'Ile-de-France (25 %) et les communes et groupements (25 %).

Les dotations accordées sont obligatoirement destinées au financement des opérations d'amélioration des transports en commun et de la circulation routière énumérées à l'article R. 2334-12 du code général des collectivités territoriales.

III. – DÉROULEMENT DES OPÉRATIONS DE RECENSEMENT DES INFORMATIONS

Je vous signale que le nombre de contraventions dressées par les brigades de gendarmerie me sera communiqué directement par la direction générale de la gendarmerie nationale du ministère de la défense et que mes services en effectueront directement la vérification.

Afin de préparer la répartition 2006 du produit des amendes de police 2005, il vous appartient de recenser uniquement le nombre de contraventions de la police de la circulation routière dressées par les services de police pendant la période du 1^{er} janvier 2005 au 31 décembre 2005.

Je vous rappelle que les amendes de police dénombrées sont les amendes forfaitaires de catégorie 1 à 4, et que les amendes forfaitaires majorées n'entrent pas dans ce recensement. De même, les amendes relevées par les radars automatiques ne sont pas l'objet de ce comptage. Seules les amendes forfaitaires relevant de la circulation routière et du stationnement (stationnement gênant ou dangereux, défaut de paiement de tickets de stationnement, ...) sont à prendre en compte.

Une distinction doit être opérée dans la collecte des données, entre les amendes dressées par les policiers municipaux et celles provenant de la police nationale (PAF, CRS, police urbaine, SNCF).

La remontée des informations à la direction générale des collectivités locales s'effectue grâce à l'application informatique Colbert-Web, disponible à partir du 24 avril 2006. Les services qui doivent effectuer la saisie des données (par exemple, bureau de la circulation routière ou bureau du cabinet) et qui ne disposent pas de cette application doivent se mettre en relation avec le ou les bureaux chargés des finances locales de la préfecture qui utilisent cet outil.

Il y aura donc lieu de mentionner :

1. Au regard du nom du département, le nombre total de contraventions dressées par la police nationale d'une part, et la police municipale d'autre part, sur le territoire des communes et groupements de communes de moins de 10 000 habitants durant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2005.

2. Pour chaque commune de plus de 10 000 habitants, le nombre total de contraventions dressées par la police nationale d'une part, et la police municipale d'autre part, sur leur territoire durant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2005.

3. Pour les communautés urbaines et les groupements de plus de 10 000 habitants qui ont reçu les trois compétences précitées, le nombre de contraventions de la police nationale, d'une part, et de la police municipale, d'autre part, constatées sur leur territoire.

À cet effet, vous complétez les trois masques de saisies existant sur Colbert Web :

1. Le nombre total d'amendes dressées dans les communes de moins de 10 000 habitants du département, en distinguant entre les amendes émises par les polices municipales et celles émises par la police nationale (police urbaine, PAF et CRS).

2. Le nombre d'amendes émises dans chaque commune de plus de 10 000 habitants du département. Afin de faciliter votre travail, la liste

de communes de plus de 10 000 habitants figure à gauche de l'écran. Il vous suffit de sélectionner la commune dont vous souhaitez saisir le nombre d'amendes.

3. Le nombre d'amendes émises sur le territoire des groupements de communes éligibles (communauté urbaine, d'une part et les autres groupements de plus de 10 000 habitants exerçant les trois compétences précitées, d'autre part). Il convient de sélectionner dans la liste des groupements du département seulement les groupements éligibles car mes services n'ont pas connaissance des groupements exerçant les 3 compétences précitées. À cet effet, pour les nouveaux groupements éligibles au titre de l'exercice 2006 (pour qui le transfert des compétences s'est effectué avant le 1^{er} janvier 2005), une copie des statuts du groupement devra être transmise au bureau des concours financiers de l'État.

Les bureaux chargés du recensement des amendes devront tout d'abord indiquer, pour chaque type de bénéficiaire, le nombre de contraventions dressées sur le territoire de chaque commune ou groupement en distinguant celles qui relèvent de la police nationale de celles qui émanent des polices municipales.

Pour les communes qui sont placées en zone de gendarmerie ou en zone police, les contraventions constatées sur leur territoire ne doivent pas être additionnées ni aux amendes de gendarmerie, ni aux contraventions de la commune chef-lieu de circonscription. Elles doivent apparaître dans la ligne correspondant au nom de la commune concernée et classées selon la catégorie d'amendes dont elles dépendent. S'agissant des amendes de police nationale, vous vous assurez que leur recensement est ventilé par communes, et non globalisé par zone de police.

Je tiens à attirer votre attention sur l'importance de la colonne « commentaires » qui apparaît dans les différents masques de saisie de Colbert Web. Le décompte des deux cent cinquante caractères maximum figure sur l'écran au fur et à mesure de la frappe du texte. En effet, cette colonne permet de justifier les écarts constatés entre l'exercice en cours et l'exercice précédent. Les informations mentionnées doivent être très précises : variation chiffrée pour les effectifs de la police municipale, durée d'une grève éventuelle des agents municipaux, etc.

Ensuite, les données saisies devront faire l'objet d'une vérification approfondie et des corrections pourront être apportées le cas échéant. En cas de dépassement de la capacité de saisie dans la colonne ou pour communiquer toute information que vous estimerez utile, il est conseillé de contacter directement la personne chargée de ce dossier au bureau des concours financiers de l'État.

Enfin, la validation finale de la saisie permettra à la DGCL de consulter les résultats obtenus et de débiter le contrôle des données. Le cas échéant, mes services contacteront la personne désignée par vos soins et dont les coordonnées seront transmises à la DGCL dès réception de la présente circulaire afin de justifier les variations observées.

Compte tenu des enjeux financiers en présence, vous voudrez bien prêter la plus grande attention à la bonne coordination qui sera nécessaire entre ces services.

Je vous rappelle que l'ensemble des informations demandées devra être adressé directement à la direction générale des collectivités locales, bureau des concours financiers de l'État, 2, place des Saussaies, 75800 Paris.

Je vous invite également à respecter le calendrier des opérations de recensement des données relatives aux amendes de police. Il est impératif de procéder à la saisie des informations demandées dans les délais impartis : la saisie sur Colbert Web débutera le 24 avril 2006 et se terminera le 16 juin 2006.

Toute difficulté dans l'application de cette circulaire devra être signalée par téléphone à Mlle Marinne au 01-49-27-35-52 ou par mail à l'adresse sophie.marinne@interieur.gouv.fr.

Pour le ministre et par délégation :
Le chef de service,
adjoint au directeur général
des collectivités locales,
M.-R. BAYLE

FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR
ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

*Direction générale
des collectivités locales*

Sous-direction des élus locaux
et de la fonction publique territoriale

Circulaire du 13 mars 2006 relative à la protection sociale des fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps complet ou à temps non complet contre les risques maladie et accidents de service

NOR : MCTB0600027C

Pièce jointe : circulaire relative à la protection sociale des fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps complet ou à temps non complet contre les risques maladie et accidents de service.

Le ministre délégué aux collectivités territoriales à Mesdames et Messieurs les préfets de département (métropole et outre-mer)

La présente circulaire a pour objet de donner aux services des collectivités territoriales une description synthétique et complète de l'ensemble du régime de protection sociale des fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps complet ou à temps non complet contre les risques maladie et accidents de service.

Vous trouverez en pièce jointe la circulaire relative à la protection sociale des fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps complet ou à temps non complet contre les risques maladie et accidents de service.

Je vous prie d'en assurer la diffusion, dans les meilleurs délais, aux collectivités locales et aux établissements publics de votre ressort.

Objet : protection sociale des fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps complet et à temps non complet contre les risques maladie et accidents de service.

L'état de santé du fonctionnaire territorial en activité (titulaire nommé dans un ou des emplois permanents à temps complet ou à temps non complet) peut le conduire à demander le bénéfice des différents congés de maladie prévus à l'article 57 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale. Les droits à congés de maladie des fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps non complet non affiliés à la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales comportent certaines spécificités prévues par le décret n° 91-298 du 20 mars 1991 portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps non complet.

Les conditions d'attribution des congés prévus à l'article 57 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 précitée sont précisées par le décret n° 87-602 du 30 juillet 1987 pris pour son application et relatif à l'organisation des comités médicaux, aux conditions d'aptitude physique et au régime des congés de maladie des fonctionnaires territoriaux.

La présente circulaire vise à donner aux services gestionnaires une description synthétique et complète de l'ensemble du régime de protection sociale des fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps complet ou à temps non complet contre les risques maladie et accident de service.

Dans une première partie seront données des précisions relatives au régime juridique respectif des différents congés de maladie applicables aux fonctionnaires territoriaux à temps complet, aux règles communes qui leur sont applicables, aux combinaisons possibles entre ces divers congés, aux modalités de mise en disponibilité d'office, lorsque sont épuisés les droits à congés de maladie.

Dans une deuxième partie seront abordés les congés de maladie et la disponibilité des fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps non complet.

Dans une troisième partie seront précisées les dispositions relatives aux avis et contrôles médicaux auxquels est subordonnée l'attribution des congés.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur général des collectivités locales,
D. SCHMITT

PREMIÈRE PARTIE. – LES CONGÉS DE MALADIE ET LA DISPONIBILITÉ D'OFFICE DES FONCTIONNAIRES TERRITORIAUX À TEMPS COMPLET

I. – LES CARACTÉRISTIQUES DE CHAQUE CONGÉ DE MALADIE

1. Le congé de maladie ordinaire

- 1.1. *Demande initiale*
- 1.2. *Durée. – Droits à traitement*
- 1.3. *Décompte du congé de maladie fractionné*
- 1.4. *Contrôle pendant le congé*
- 1.5. *Demande de prolongation du congé de maladie ordinaire*
- 1.6. *La reprise des fonctions*

2. Le congé de longue maladie

- 2.1. *Demande initiale*
- 2.2. *Durée. – Droits à traitement*
- 2.3. *Décompte du congé de longue maladie*
 - 2.3.1. Congé de longue maladie sans fractionnement
 - 2.3.2. Congé de longue maladie fractionné
- 2.4. *La reprise des fonctions*

3. Le congé de longue durée

- 3.1. *Demande initiale*
- 3.2. *Durée. – Droits à traitement*

4. Les congés prévus par l'article 41 de la loi du 19 mars 1928 et l'article 57 9° de la loi du 26 janvier 1984

- 4.1. *Demande de congé*
- 4.2. *Durée. – Droits à traitement*
- 4.3. *Choix entre le congé pour infirmité de guerre et le congé de longue maladie et de longue durée*
- 4.4. *Cure thermique*

5. Le régime spécifique de réparation des accidents de service ou des maladies contractées dans l'exercice des fonctions : congés et pensions

- 5.1. *Cas d'ouverture des congés*
 - 5.1.1. Accidents de service
- 5.2. *Procédure d'octroi*
 - 5.2.1. Congé pour accident de service ou maladie contractée dans l'exercice des fonctions, ne relevant pas des critères d'attribution du congé de longue durée
 - 5.2.2. Congé pour maladie contractée dans l'exercice des fonctions, relevant des critères d'attribution du congé de longue durée
- 5.3. *Le régime spécifique de réparation*
 - 5.3.2. Remboursement des frais
- 5.4. *Cas particuliers*
 - 5.4.1. Accident survenu pendant les activités ordonnées et contrôlées médicalement au titre de la réadaptation

- 5.4.2. Accident survenu à l'occasion d'une activité accessoire accomplie pour le compte d'une collectivité publique
- 5.4.3. Accident survenu au cours d'activités sportives, socio-éducatives ou culturelles organisées par l'autorité territoriale ou des associations reconnues par l'autorité territoriale

II. – LES DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHÉS AUX CONGÉS DE MALADIE

6. Le certificat médical du médecin traitant

7. La date de début du congé

8. La mise en congé d'office

9. Les périodes de congé

- 9.1. *Congés de longue maladie et de longue durée*
- 9.2. *Soins médicaux périodiques*
- 9.3. *Cure thermique*

10. Les périodes de prolongation des congés de longue maladie et de longue durée

11. Contrôle des demandes de congés de longue maladie et de longue durée (demandes initiales ou prolongations)

12. Rémunération pendant les congés de maladie

- 12.1. *Éléments de rémunération et logement de fonction*
- 12.2. *Dans trois situations particulières, l'autorité territoriale peut interrompre le versement de la rémunération de l'agent*
 - 12.2.1. Le refus du fonctionnaire territorial de se soumettre au contrôle médical dans le cadre d'un congé de maladie ordinaire (art. 15, alinéa 2, du décret du 30 juillet 1987)
 - 12.2.2. Le refus du fonctionnaire territorial de se soumettre aux prescriptions médicales dans le cadre d'un congé de longue maladie ou de longue durée
 - 12.2.3. Lorsque le fonctionnaire territorial en congé de longue maladie et de longue durée contrevient à l'obligation de cesser tout travail rémunéré, sauf les activités ordonnées et contrôlées médicalement au titre de la réadaptation (*cf.* article 28 du décret du 30 juillet 1987)

13. Droits à formation, à avancement et à promotion

14. Droits à la retraite

15. Situation du fonctionnaire territorial détaché

- 15.1. *Reprise de fonctions*
 - 15.1.1. Vérification de l'aptitude physique
 - 15.1.2. Conditions d'emploi
 - 15.1.3. L'affectation
 - 15.1.4. Mi-temps thérapeutique
- 15.2. *Combinaison des congés*

III. – LA DISPONIBILITÉ D'OFFICE

16. Les conditions d'octroi

17. Fin de la disponibilité d'office

DEUXIÈME PARTIE : LES CONGÉS MALADIE ET LA DISPONIBILITÉ D'OFFICE DES FONCTIONNAIRES TERRITORIAUX NOMMÉS DANS UN OU DES EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET

I. – LES CONGÉS DE MALADIE DES FONCTIONNAIRES TERRITORIAUX NOMMÉS DANS UN OU DES EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET EFFECTUANT UNE DURÉE HEBDOMADAIRE DE SERVICE SUPÉRIEURE À 28 HEURES

II. – LES CONGÉS DE MALADIE DES FONCTIONNAIRES TERRITORIAUX NOMMÉS DANS UN OU DES EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET EFFECTUANT UNE DURÉE HEBDOMADAIRE DE SERVICE INFÉRIEURE À 28 HEURES

- 2.1. *Typologie des congés de maladie ouverts aux fonctionnaires territoriaux nommés dans un ou des emplois permanents à temps non complet effectuant une durée inférieure à 28 heures de travail hebdomadaire*

2.1.1. Droit à congé de maladie ordinaire

2.1.2. Droit à congé de grave maladie des fonctionnaires territoriaux nommés dans un ou des emplois permanents à temps non complet effectuant entre 17 heures 30 et 28 heures de travail hebdomadaire

2.1.3. Droit à congé pour accident de service ou maladie contractée dans l'exercice de ses fonctions des fonctionnaires territoriaux occupant un ou des emplois permanents à temps non complet effectuant moins de 28 heures hebdomadaires

2.2. *Modalités de contrôle médical applicable aux fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps non complet pour une durée de travail inférieure à 28 heures de travail hebdomadaire*

2.3. *Affiliation au régime général des fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps non complet effectuant une durée de travail inférieure à 28 heures de travail hebdomadaire*

III. – LA DISPONIBILITÉ D'OFFICE DES FONCTIONNAIRES TERRITORIAUX NOMMÉS DANS UN OU DES EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET

TROISIÈME PARTIE : LE CONTRÔLE MÉDICAL DES FONCTIONNAIRES TERRITORIAUX

I. – LES MÉDECINS AGRÉÉS

1.2. Désignation du médecin agréé

1.2. L'agrément des médecins

- 1.2.1. Médecins libéraux
- 1.2.2. Médecins hospitaliers

1.3. Organisation des missions de contrôle et d'expertise des médecins agréés

- 1.3.1. Appel au médecin agréé directement ou par l'intermédiaire d'une société spécialisée
- 1.3.2. Convocation à une consultation
- 1.3.3. Visite à domicile
- 1.3.5. Changement de résidence du fonctionnaire territorial
- 1.3.6. Changement de médecin agréé à la demande du fonctionnaire territorial
- 1.3.7. Les conclusions et le rapport du médecin agréé

II. – LES MÉDECINS DU SERVICE DE MÉDECINE PROFESSIONNELLE ET PRÉVENTIVE

2.2. L'information du médecin du service de médecine professionnelle et préventive

2.3. Le rôle du médecin du service de médecine professionnelle et préventive

III. – LES COMITÉS MÉDICAUX

3.1. Organisation des comités médicaux

- 3.1.1. Comités médicaux départementaux
- 3.1.2. Composition des comités médicaux
- 3.1.3. Le secrétariat du comité médical

3.2. Compétence des comités médicaux

3.3. Procédure devant les comités médicaux

- 3.3.1. Le dossier présenté par l'autorité territoriale au comité médical
- 3.3.2. L'information du fonctionnaire territorial
- 3.3.3. Délai d'instruction et d'examen des dossiers par le comité médical
- 3.3.4. Les participants aux audiences du comité médical

3.4. La teneur de l'avis du comité médical

3.5. Fonctionnement des comités médicaux et protection du secret médical

3.7. Avis contradictoires

IV. – LE COMITÉ MÉDICAL SUPÉRIEUR

4.1. Organisation du comité médical supérieur

4.2. Compétence du comité médical supérieur

- 4.2.1. Le comité médical supérieur constitue une instance consultative d'appel

- 4.2.2. Le comité médical supérieur a une compétence particulière en matière de congés de longue maladie et de longue durée

4.3. *Procédure devant le comité médical supérieur*

V. – LES COMMISSIONS DE RÉFORME

5.1. *Organisation des commissions de réforme*

5.1.1 Commissions de réforme départementales

5.1.2. Composition des commissions de réforme

5.1.3. Présidence

5.2. *Compétence des commissions de réforme*

5.3. *Procédure devant les commissions de réforme*

5.3.1. Les éléments objectifs que l'autorité territoriale transmet à la commission de réforme

5.3.2. L'information du fonctionnaire territorial

5.3.3. Les participants aux délibérations de la commission de réforme

VI. – CONTESTATION DES AVIS

6.1. *Les possibilités de contester*

6.2. *Délais*

PREMIÈRE PARTIE

Les congés de maladie et la disponibilité d'office des fonctionnaires territoriaux a temps complet

I. – LES CARACTÉRISTIQUES DE CHAQUE CONGÉ DE MALADIE

Il existe cinq types de congés de maladie en mesure d'être octroyés aux fonctionnaires territoriaux qui exercent leurs fonctions à temps complet :

- le congé de maladie ordinaire ;
- le congé de longue maladie ;
- le congé de longue durée ;
- le congé pour infirmité de guerre ;
- le congé pour accident de service ou maladie contractée dans l'exercice des fonctions.

1. **Le congé de maladie ordinaire**

1.1. *Demande initiale*

(Art. 57-2° de la loi du 26 janvier 1984 et 15 alinéa 1 du décret du 30 juillet 1987)

Le fonctionnaire territorial en activité atteint d'une maladie dûment constatée le mettant dans l'impossibilité d'exercer ses fonctions doit, afin de bénéficier d'un congé de maladie ordinaire, adresser à l'autorité territoriale dont il relève, au plus tard dans un délai de 48 heures, un certificat d'un médecin ou d'un chirurgien-dentiste.

Le 1^{er} feuillet de l'arrêt de travail qui mentionne les motifs médicaux le justifiant n'a pas à être transmis à l'autorité territoriale, dès lors qu'il comporte des données médicales, afin de préserver la confidentialité des mentions médicales à caractère personnel.

1.2. *Durée. – Droits à traitement*

(Art. 57-2° de la loi du 26 janvier 1984)

La durée totale des congés de maladie ordinaire peut atteindre un an pendant une période de douze mois consécutifs ; l'agent conserve alors l'intégralité de son traitement pendant une durée de trois mois ; ce dernier est réduit de moitié pendant les neuf mois suivants.

Le fonctionnaire territorial conserve, en outre, ses droits à la perception de la totalité du supplément familial de traitement et de l'indemnité de résidence.

1.3. *Décompte du congé de maladie fractionné*

Les fonctionnaires territoriaux ont droit à des congés de maladie ordinaire avec plein traitement pendant 3 mois, puis à demi traitement pendant 9 mois, par année médicale, selon le système dit de « l'année de référence mobile ».

L'année de référence mobile conduit, en cas de congé de maladie fractionné, à apprécier au jour le jour les droits à rémunération du bénéficiaire du congé.

Il convient de retenir la durée effective du mois considéré, l'année de référence s'appréciant sur 365 jours, ou 366 jours s'il s'agit d'une année bissextile.

Le fonctionnaire territorial en congé de maladie perçoit un plein traitement tant que, pendant la période de référence d'un an précédant la date à laquelle ses droits à rémunération sont appréciés, plus de trois mois de congé de maladie ne lui ont pas été attribués.

Dans le cas contraire, le fonctionnaire territorial perçoit un demi-traitement jusqu'à ce qu'il lui soit attribué douze mois de congé de maladie pendant la même période de référence d'un an précitée.

1.4. *Contrôle pendant le congé*

(Art. 1^{er} et 15 alinéas 2 et 3 du décret du 30 juillet 1987)

L'autorité territoriale peut faire procéder à tout moment, par l'intermédiaire de l'un des médecins généralistes et spécialistes agréés inscrits sur la liste établie dans chaque département par le préfet en application de l'article 1^{er} du décret n° 86-442 du 14 mars 1986 relatif à la désignation des médecins agréés, à l'organisation des comités médicaux et des commissions de réforme, aux conditions d'aptitude physique pour l'admission aux emplois publics et au régime de congés de maladie des fonctionnaires territoriaux, à la contre-visite du fonctionnaire territorial en congé de maladie.

L'intéressé ou l'autorité territoriale peuvent, en application de l'article 15 alinéa 3 du décret n° 87-602 du 30 juillet 1987 susvisé, saisir le comité médical des conclusions du médecin agréé.

Le Conseil d'Etat, dans un arrêt « Durand » du 6 octobre 1965, a estimé que le fonctionnaire territorial qui se soustrait systématiquement, durant plusieurs mois, aux contrôles médicaux peut se voir appliquer une sanction disciplinaire.

Cependant, la haute juridiction a estimé, dans un arrêt du 17 juin 1979 que le refus d'un fonctionnaire territorial de se prêter à un contrôle médical ne saurait, en principe, être assimilé à un abandon de poste qui pourrait, après mise en demeure, et en dehors de toute procédure disciplinaire, justifier une suspension de traitement ou une radiation des cadres.

A l'issue de la contre-visite, le médecin agréé fait connaître à l'autorité territoriale ses conclusions. S'il conclut que l'intéressé est physiquement apte à reprendre ses fonctions, l'autorité territoriale est en droit d'enjoindre l'agent de reprendre son service sous peine de suspension de sa rémunération. L'agent régulièrement mis en demeure suite à un avis médical d'aptitude à l'exercice de ses fonctions qui persiste à refuser, sans motif valable, de reprendre celles-ci peut, sous certaines conditions, être radié des cadres.

1.5. *Demande de prolongation du congé de maladie ordinaire*

(Art. 15 alinéa 1 et 17 alinéa 1 du décret du 30 juillet 1987)

Les demandes de prolongation du congé de maladie ordinaire sont faites de la même manière que les demandes initiales de congé.

Lorsque, à l'expiration de la première période de six mois consécutifs de congé de maladie, le fonctionnaire territorial est inapte à reprendre son service, le comité médical est saisi pour avis de toute demande de prolongation de ce congé dans la limite des six mois restant à courir.

1.6. *La reprise des fonctions*

(Art. 17 alinéas 2 et 3 du décret du 30 juillet 1987)

A l'expiration de son congé de maladie ordinaire, le fonctionnaire territorial doit reprendre ses fonctions.

Toutefois, lorsque le fonctionnaire territorial a obtenu pendant une période de douze mois consécutifs des congés de maladie d'une durée totale de douze mois, il ne peut, à l'expiration de sa dernière période de congé, reprendre son service sans l'avis favorable du comité médical. En cas d'avis défavorable, il est soit placé en congé de longue maladie ou de longue durée, soit mis en disponibilité, soit reclassé dans un autre emploi, soit, s'il est reconnu définitivement inapte à l'exercice de tout emploi, admis à la retraite après avis de la commission de réforme.

Le fonctionnaire territorial qui, à l'expiration de son congé de maladie ordinaire, refuse sans motif valable lié à son état de santé le poste qui lui est assigné peut être licencié après avis de la commission administrative paritaire.

2. Le congé de longue maladie

(Art. 57-3° de la loi du 26 janvier 1984 et articles 18, 19 et 25 du décret n° 87-602 du 30 juillet 1987)

2.1. Demande initiale

(Art. 57-3° de la loi du 26 janvier 1984, articles 18, 19 et 25 du décret du 30 juillet 1987)

Le fonctionnaire territorial atteint d'une maladie, qui rend impossible l'exercice de ses fonctions et rend nécessaire un traitement et des soins prolongés et présente un caractère invalidant et de gravité confirmée, est placé en congé de longue maladie.

Pour bénéficier d'un congé de cette nature le fonctionnaire territorial en position d'activité, ou son représentant légal, doit adresser à l'autorité territoriale une demande accompagnée d'un certificat de son médecin traitant spécifiant qu'il est susceptible de bénéficier des dispositions de l'article 57 3° de la loi du 26 janvier 1984.

Si la demande de congé de longue maladie est présentée au cours d'un congé de maladie ordinaire, la première période de congé de longue maladie part du jour de la première constatation médicale de la maladie dont est atteint le fonctionnaire territorial.

La liste indicative des affections susceptibles d'ouvrir droit au congé de longue maladie est dressée par l'arrêté du 14 mars 1986 applicable aux agents de l'État et a été étendue aux agents de la fonction publique territoriale par l'arrêté du 30 juillet 1987 relatif à la liste indicative des maladies pouvant ouvrir droit à un congé de longue maladie.

Toutefois, en raison du secret médical, le certificat médical transmis à l'employeur ne doit, en aucun cas, faire mention de la pathologie qui justifie l'octroi du congé de longue maladie. Ce certificat peut être transmis sur papier libre ou sur un des feuillets Cerfa prévus à cet effet.

2.2. Durée. – Droits à traitement

(Art. 57-3° alinéa 1 de la loi du 26 janvier 1984)

La durée maximale du congé de longue maladie peut atteindre trois ans pendant la période de référence de 4 ans. Le fonctionnaire territorial conserve l'intégralité de son traitement pendant un an, son traitement est réduit de moitié pendant les deux années qui suivent.

L'intéressé conserve, en outre, ses droits à la totalité du supplément familial de traitement et de l'indemnité de résidence.

2.3. Décompte du congé de longue maladie

2.3.1. Congé de longue maladie sans fractionnement

(Art. 57-3° alinéa 2 de la loi du 26 janvier 1984 et 18 alinéa 2 du décret du 30 juillet 1987)

Le fonctionnaire territorial qui a bénéficié de la totalité d'un congé de longue maladie ne peut bénéficier d'un autre congé de même nature, pour la même maladie ou pour une autre maladie s'il n'a pas auparavant repris l'exercice de ses fonctions pendant un an au moins.

2.3.2. Congé de longue maladie fractionné

Les droits du fonctionnaire territorial en congé de longue maladie fractionné s'apprécient selon le système dit de «l'année de référence mobile», dont les principes ont été évoqués dans le paragraphe 1.3. de la présente circulaire.

Ce système de décompte conduit, en cas de congé de longue maladie fractionné, à apprécier sur une période de quatre ans, au jour le jour, les droits à rémunération du bénéficiaire du congé.

Le fonctionnaire territorial en congé de longue maladie perçoit un plein traitement tant que, pendant la période de référence de quatre ans précédant la date à laquelle ses droits à rémunération sont appréciés, plus d'un an de congé de longue maladie ne lui a pas été attribué.

Dans le cas contraire, le fonctionnaire territorial perçoit un demi-traitement jusqu'à ce qu'il lui soit attribué trois ans de congé de longue maladie, pendant la même période de référence de quatre ans.

Le temps passé en disponibilité, en congé parental ou en congé de présence parentale doit être soustrait de la période de quatre ans.

2.4. La reprise de fonctions

Ainsi que le relève la Cour Administrative d'Appel de Paris dans son arrêt n° 00PA00846 du 4 novembre 2003, aucune disposition ne confère au fonctionnaire territorial le droit d'être réintégré à l'issue d'un congé de maladie dans le poste occupé lors de l'obtention de ce congé. De plus, l'opportunité du choix du service dans lequel est affecté le fonctionnaire territorial n'est pas susceptible d'être discutée devant le juge de l'excès de pouvoir

3. Le congé de longue durée

(Art. 57-4° de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et articles 20, 21, 22 et 23 et 25 du décret n° 87-602 du 30 juillet 1987).

3.1. Demande initiale

Le congé de longue durée est octroyé pour l'une des affections relevant des quatre groupes de maladie suivants : tuberculose, maladie mentale, affection cancéreuse, poliomyélite ou déficit immunitaire grave et acquis. Le fonctionnaire territorial doit être dans l'impossibilité d'exercer ses fonctions et avoir épuisé, à quelque titre que ce soit, la période rémunérée à plein traitement d'un congé de longue maladie. Il est alors placé en congé de longue durée selon une procédure identique à celle prévue pour le congé de longue maladie au paragraphe 2.1. de la présente circulaire.

Le fonctionnaire territorial atteint d'une affection relevant d'un des quatre groupes de maladie ouvrant droit au congé de longue durée et qui a épuisé, à quelque titre que ce soit, la période rémunérée à plein traitement d'un congé de longue maladie, peut demander à être maintenu en congé de longue maladie.

L'autorité territoriale accorde à l'intéressé un congé de longue durée ou de longue maladie après avis du comité médical.

Si l'intéressé n'a pas recouvré ses droits à congé de longue maladie à plein traitement, il lui est impossible de bénéficier d'un congé de longue durée suite à un congé de longue maladie pour une même affection. À la différence du congé de maladie ordinaire et du congé de longue maladie, le congé de longue durée n'est pas renouvelable au titre des affections relevant d'un même groupe de maladies.

3.2. Durée. – Droits à traitement

(Art. 57-4° alinéa 1 de la loi du 26 janvier 1984)

La durée maximale du congé de longue durée est de cinq ans ; pendant les trois premières années, le fonctionnaire territorial conserve l'intégralité de son traitement ; celui-ci est réduit de moitié pendant les deux années suivantes. Le fonctionnaire territorial conserve ses droits à la totalité du supplément familial de traitement et de l'indemnité de résidence.

3.3. Décompte du congé de longue durée

(Art. 57-4° de la loi du 26 janvier 1984 et articles 21, 22, 25 et 26 du décret du 30 juillet 1987)

Le fonctionnaire territorial peut obtenir, au cours de sa carrière, cinq ans de congé de longue durée au titre de chacun des quatre groupes de maladies ouvrant droit à ce congé.

Ce temps maximum de congé de longue durée peut être pris de manière continue ou fractionnée, c'est-à-dire qu'il est possible qu'il soit entrecoupé par des périodes de reprise de service

Lorsqu'un fonctionnaire territorial a bénéficié d'un congé de longue durée au titre d'une des affections énumérées au 4° de l'article 57 de la loi du 26 janvier 1984, tout congé accordé par la suite pour la même affection est un congé de longue durée, dont la durée s'ajoute à celle du congé déjà attribué.

À l'issue de cinq années de congé, l'agent a épuisé ses droits statutaires pour cette affection et ne peut plus bénéficier d'un nouveau congé à ce titre. Ainsi qu'en a décidé la Cour administrative d'appel de Lyon dans un arrêt n° 95LY00492, du 26 septembre 1995, concernant un fonctionnaire de l'État, dont la teneur est transposable aux fonctionnaires territoriaux, le fonctionnaire de l'État qui a contracté une maladie relevant de l'une des quatre affections prévues à l'article 34-4° de la loi du 11 janvier 1984, au titre de laquelle il a bénéficié d'un congé de longue durée ne peut avoir droit à l'intégralité d'un nouveau congé de longue durée que dans la mesure où la maladie dont il se prévaut pour bénéficier de ce nouveau congé de longue durée relève d'une catégorie d'affection autre que celle qui lui a ouvert droit au premier congé de longue durée.

Les droits à congé de longue durée ne se reconstituent donc pas, même en cas de reprise de fonctions.

Par conséquent, le recours au congé de longue durée est mal adapté dans le cas de maladies comprenant des périodes de rémission. C'est pourquoi, il n'est délivré qu'une fois épuisés les droits à plein traitement du congé de longue maladie accordé à la place du congé de longue durée ou au titre d'une maladie antérieure.

Ainsi, sauf dans le cas où le fonctionnaire territorial ne peut être placé en congé de longue maladie à plein traitement, le congé de longue durée ne peut être attribué qu'à l'issue de la période rémunérée à plein traitement d'un congé de longue maladie. Cette période est réputée être une période de congé de longue durée accordée pour la même affection. Tout congé attribué par la suite pour cette affection est un congé de longue durée.

Sur demande de l'intéressé, l'autorité territoriale a la faculté, après avis du comité médical, de maintenir en congé de longue maladie le fonctionnaire territorial qui peut prétendre à un congé de longue durée. Si l'intéressé obtient le bénéfice du congé de longue maladie, il ne peut plus bénéficier d'un congé de longue durée au titre de l'affection pour laquelle il a obtenu ce congé, s'il n'a pas recouvré auparavant ses droits à congé de longue maladie à plein traitement.

Ainsi, après avis du comité médical, l'autorité territoriale accorde soit un congé long (congé de longue durée de cinq ans), non renouvelable, soit un congé plus court (congé de longue maladie de trois ans) mais qui peut être renouvelé sous réserve des conditions de durée décrites au paragraphe 2.2. de la présente circulaire.

Dans certaines hypothèses, il est préférable de maintenir en congé de longue maladie à demi-traitement un fonctionnaire territorial plutôt que d'épuiser immédiatement ses droits à congé de longue durée à plein traitement ; le congé de longue maladie, en outre, n'ouvre pas de vacance d'emploi.

Au terme des cinq années de congé, un, deux ou trois autres congés de longue durée ne pourront être délivrés dans les mêmes conditions que si les maladies successives du fonctionnaire territorial appartiennent à des groupes de maladies différents.

4. Les congés prévus par l'article 41 de la loi du 19 mars 1928 et l'article 57-9° de la loi du 26 janvier 1984

(Art. 41 de la loi du 19 mars 1928
et 57-9° de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984)

4.1. Demande de congé

(Art. 41 de la loi du 19 mars 1928
et 57-9° de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984)

Le bénéfice de ces congés a été étendu à tous les fonctionnaires territoriaux atteints d'infirmités contractées ou aggravées au cours d'une guerre ou d'une expédition déclarée campagne de guerre ayant ouvert droit à pension au titre du livre 1^{er} du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre.

Bénéficient du même congé les fonctionnaires territoriaux atteints d'infirmités ayant ouvert droit à pension du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre au titre du titre III du livre II de ce code relatif aux victimes civiles des faits de guerre.

Ces congés sont accordés après avis de la commission de réforme prévue à l'article 31 du décret n° 2003-1306 du 26 décembre 2003 relatif au régime de retraite des fonctionnaires affiliés à la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (C.N.R.A.C.L.) et s'il est constaté par cette commission que la maladie ou les infirmités du fonctionnaire territorial ne le rendent pas définitivement inapte à l'exercice de ses fonctions, mais le mettent hors d'état de les remplir au moment où il formule sa demande

4.2. Durée. – Droits à traitement

(Art. 41 de la loi du 19 mars 1928)

Le fonctionnaire territorial peut bénéficier d'un congé avec traitement intégral jusqu'à son rétablissement et, éventuellement, jusqu'à sa mise à la retraite, sans qu'en aucun cas le total des congés ainsi accordés puisse pour un même agent excéder deux ans.

4.3. Choix entre le congé pour infirmité de guerre et le congé de longue maladie et de longue durée

(Art. 40 du décret du 30 juillet 1987)

Lorsqu'un fonctionnaire territorial est en mesure d'invoquer à la fois le congé de longue maladie ou le congé de longue durée de l'article 57 de la loi du 26 janvier 1984 et le congé octroyé par l'article 41 de la loi du 19 mars 1928, il peut demander l'application de celles des deux législations qui lui paraîtra la plus favorable.

4.4. Cure thermale

Des cures thermales peuvent être suivies pendant une période régulière du congé spécial prévu par l'article 47 de la loi du 19 mars 1928 relative aux réformés de guerre.

5. Le régime spécifique de réparation des accidents de service ou des maladies contractées dans l'exercice des fonctions : congés et pensions

(Le deuxième alinéa de l'article 57-2° de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 ; l'article 57-4° de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, les articles 16 et 23 du décret du 30 juillet 1987, l'article L. 27 du code des pensions civiles et militaires de retraite.)

5.1. Cas d'ouverture des congés

5.1.1. Accident de service

(Art. 57-2° alinéa 2 de la loi du 26 janvier 1984)

(Art. L. 27 du code des pensions civiles et militaires de retraite)

(Art. L. 411-2 et L.461-2 du code de la sécurité sociale)

Pour bénéficier d'un congé pour accident de service, le fonctionnaire territorial doit être victime d'un accident imputable au service ou d'une maladie professionnelle contractée ou aggravée en service.

L'accident, pour être imputable au service, doit être survenu dans l'exercice des fonctions ou à l'occasion de celles-ci et résulter de l'action violente et soudaine d'une cause extérieure provoquant une lésion du corps humain.

Il appartient au fonctionnaire territorial d'apporter la preuve de l'accident et de sa relation avec le service.

Le fait que l'accident soit survenu sur le lieu et pendant les heures de travail ne présume pas l'imputabilité au service. En effet, l'accident de service doit être corroboré par d'autres présomptions ou d'autres moyens de preuve qui découlent de l'enquête menée par l'autorité territoriale.

Il existe d'ailleurs des accidents qui se produisent dans les conditions de temps et de lieu précitées sans pouvoir être rattachés au service parce que leur cause est étrangère à l'exercice des fonctions (exemple de la lésion corporelle subie par l'agresseur lors d'une altercation entre deux collègues ; la cause de l'accident est ici la faute personnelle de l'agresseur, détachable du service).

Le Conseil d'État, a estimé dans un arrêt n° 19 614 du 11 février 1981, qu'il était nécessaire, pour retenir la qualification d'accident de service, qu'aucune prédisposition, ni aucune manifestation pathologique n'aient été décelées antérieurement chez le fonctionnaire territorial.

Cependant, la Cour administrative d'appel de Marseille dans un arrêt n° 00MA00617 du 6 avril 2004 a décidé qu'un accident intervenu sur le lieu de travail de l'agent pendant ses heures de services, qui ne trouve pas uniquement son origine dans l'état de santé préexistant de l'agent, doit être regardé comme imputable au service.

5.1.2. Accident de trajet

Le fonctionnaire territorial peut être victime d'un accident de trajet. Dans ce cas, les dispositions prévues par l'article L. 411-2 du code de la sécurité sociale s'appliquent aux fonctionnaires territoriaux.

Par conséquent, l'accident de trajet d'un fonctionnaire territorial peut être défini comme l'accident survenu pendant le trajet d'aller et retour, entre sa résidence principale, une résidence secondaire présentant un caractère de stabilité ou tout autre lieu où le fonctionnaire territorial se rend de façon habituelle pour des motifs d'ordre familial et le lieu du travail. Ce trajet peut ne pas être le plus direct lorsque le détour effectué est rendu nécessaire dans le cadre d'un covoiturage régulier ; son lieu de travail et le restaurant, la cantine ou, d'une manière plus générale, le lieu où le salarié prend habituellement ses repas, et dans la mesure où le parcours n'a pas été interrompu ou détourné pour un motif dicté par l'intérêt personnel et étranger aux nécessités essentielles de la vie courante ou indépendant de l'emploi.

Ont été jugés comme étant dictés par une nécessité de la vie courante l'achat de pain ou un arrêt pour déposer ses enfants chez la nourrice. (Conseil d'État n° 145516 du 2 février 1993, Conseil d'État n° 124026 du 9 janvier 1995).

En revanche, la qualification de l'accident de trajet n'a pas été retenue par le Conseil d'État à l'occasion d'un détour habituel pour aller chercher puis ramener au domicile conjugal son épouse (Conseil d'État n° 20020 du 11 février 1982).

L'accident de trajet doit être établi à partir des éléments produits par l'intéressé.

En ce qui concerne la détermination de la nature de l'accident survenu lorsqu'un fonctionnaire territorial se trouve en mission, le Conseil d'État, dans un arrêt n° 260 786 du 3 décembre 2004 transposable à la fonction publique territoriale, a estimé, dans un considérant de principe, que « tout accident survenu lorsqu'un agent public est en mission, doit être regardé comme un accident de service, alors même qu'il serait survenu à l'occasion d'un acte de la vie courante, sauf s'il a eu lieu lors d'une interruption de cette mission pour des motifs personnels ».

5.1.3. Maladie professionnelle

La maladie professionnelle doit, quant à elle, être liée par une relation de cause à effet avec le service pour être prise en charge au titre de l'article 57-2° alinéa 2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

Elle est reconnue par référence aux tableaux des affections professionnelles prévus à l'article L. 461-2 du code de la sécurité sociale. Ceux-ci ne sont pas limitatifs, il est possible de reconnaître un caractère professionnel à une affection non répertoriée.

5.1.4. Circonstances particulières

La blessure ou la maladie peut également être contractée ou aggravée dans deux circonstances particulières :

- en accomplissant un acte de dévouement dans un intérêt public (exemple des fonctionnaires territoriaux blessés ou atteints d'une maladie à l'occasion du don bénévole de leur sang).
- en exposant ses jours pour sauver la vie d'une ou plusieurs personnes ; c'est le cas notamment des fonctionnaires territoriaux qui ont subi un prélèvement d'organe au bénéfice d'une tierce personne (don de moelle osseuse par exemple).

Le fonctionnaire territorial qui se trouve dans l'impossibilité d'exercer ses fonctions en raison de ces différents événements bénéficie de congés dont le régime diffère de celui des congés de maladie visés aux I 1,2,3,4 de la présente circulaire.

5.2. Procédure d'octroi

Le fonctionnaire territorial doit demander le bénéfice de ce congé en alléguant l'imputabilité au service et en transmettant à son supérieur hiérarchique un certificat médical de son médecin traitant.

5.2.1. Congé pour accident de service ou maladie contractée dans l'exercice des fonctions, ne relevant pas des critères d'attribution du congé de longue durée

(Art. 16 du décret du 30 juillet 1987)

À l'exception du cas où l'imputabilité au service de l'accident est reconnue par l'autorité territoriale et que l'arrêt de travail qu'il entraîne ne dépasse pas 15 jours, l'autorité territoriale doit consulter la commission de réforme prévue par le décret n° 2003-1306 relatif au régime de retraite des fonctionnaires affiliés à la C.N.R.A.C.L. qui donne un avis sur l'imputabilité au service au vu d'un dossier constitué par l'autorité territoriale, lequel comporte un rapport écrit du médecin du service de médecine professionnelle et préventive compétent à l'égard du fonctionnaire territorial concerné.

5.2.2. Congé pour maladie contractée dans l'exercice des fonctions, relevant des critères d'attribution du congé de longue durée

Le fonctionnaire territorial doit en demander le bénéfice dans les quatre ans qui suivent la date de la première constatation de la maladie.

Le rapport de cause à effet entre les fonctions exercées et la maladie, indispensable à la reconnaissance de l'imputabilité au service, peut nécessiter une longue procédure. Dans ce cas, il est préférable de traiter dans un premier temps la demande du fonctionnaire territorial comme une demande de congé de longue durée (avis du comité médical) qui pourra être ensuite transformé en congé pour maladie contractée dans l'exercice des fonctions (procédure devant la commission de réforme puis le comité médical supérieur).

5.3. Le régime spécifique de réparation

5.3.1 Le régime des congés de maladie

(Art. 30 du décret n° 2003-1306)

Le fonctionnaire territorial conserve l'intégralité de son traitement jusqu'à ce qu'il soit en état de reprendre son service ou jusqu'à la mise à la retraite.

Le Conseil d'État a estimé, dans un arrêt n° 128851 du 29 décembre 1997 relatif à la situation d'un agent de la fonction publique hospitalière dont les principes sont transposables à la fonction publique territoriale, qu'un agent de la fonction publique hospitalière inapte à l'exercice de ses fonctions, à laquelle aucune offre de reclassement n'a été faite, a le droit d'être maintenu en congé de maladie avec bénéfice de son plein traitement sans autre limitation que celles tenant à sa mise à la retraite ou au rétablissement de son aptitude au service.

Selon l'article 30 du décret n° 2003-1306 relatif au régime de retraite des fonctionnaires territoriaux affiliés à la C.N.R.A.C.L., le fonctionnaire territorial qui se trouve dans l'impossibilité définitive et absolue

de continuer ses fonctions par suite de maladie, blessure ou infirmité grave dûment établie peut être admis à la retraite soit d'office, soit sur demande.

La mise à la retraite d'office pour inaptitude définitive à l'exercice de l'emploi ne peut être prononcée qu'à l'expiration des congés de maladie, des congés de longue maladie et des congés de longue durée dont le fonctionnaire territorial bénéficie en vertu des dispositions statutaires qui lui sont applicables.

Un fonctionnaire territorial reconnu par la commission départementale de réforme inapte d'une façon absolue et définitive à l'exercice de ses fonctions suite à un accident de service ne peut être mis à la retraite d'office sans que l'autorité territoriale dont il dépend l'ait invité à présenter une demande de détachement ou de reclassement.

Ainsi, la cour administrative d'appel de Lyon dans un arrêt n° 96LY01716 du 4 décembre 1998 a décidé, appliquant de façon combinée les décrets n° 65-773 du 9 septembre 1965 relatif au régime de retraite des fonctionnaires territoriaux affiliés à la C.N.R.A.C.L., alors en vigueur, et n° 85-1054 du 30 septembre 1985 relatif au reclassement des fonctionnaires territoriaux reconnus incapables à l'exercice de leurs fonctions, qu'un sapeur-pompier professionnel inapte d'une façon absolue et définitive à l'exercice de ses fonctions, mais non reconnu inapte à l'exercice de toutes fonctions, devait être invité à présenter une demande de détachement ou de reclassement avant que ne soit prononcée, le cas échéant, sa mise à la retraite pour invalidité.

5.3.2. Remboursement des frais

5.3.2.1. Les frais qui peuvent être remboursés

(Art. 57-2° alinéa 2 de la loi du 26 janvier 1984)

Le fonctionnaire territorial victime d'un accident de service ou atteint d'une maladie professionnelle a droit au remboursement par sa collectivité des honoraires médicaux et des frais directement entraînés par la maladie ou l'accident. Sous réserve de l'appréciation souveraine des tribunaux, il peut être fait application aux fonctionnaires territoriaux des dispositions applicables aux fonctionnaires de l'État pour lesquels le principe du remboursement des frais est identique.

Une liste indicative des frais susceptibles d'être pris en charge par l'autorité territoriale est donnée en annexe 2 de la présente circulaire reprenant celle établie par les services du ministère de la fonction publique en ce qui concerne les fonctionnaires de l'État.

Aucune limitation de principe à cette prise en charge n'est opposable au fonctionnaire territorial mais l'autorité territoriale effectue dans tous les cas, à la fois la vérification matérielle des dépenses et l'examen de leur utilité dont la preuve doit être strictement apportée par le fonctionnaire territorial.

Il appartient aux intéressés de justifier tant du montant desdits frais que du caractère d'utilité directe que ceux-ci ont présenté pour parer aux conséquences de l'accident.

Ce remboursement ne fait pas obstacle au versement éventuel des dommages-intérêts qui seraient dus à l'intéressé, suivant les principes du droit commun, du fait notamment de la responsabilité de tiers. La mise en œuvre de cette réparation civile est toutefois étrangère au domaine statutaire, de même que la faculté pour l'autorité territoriale d'exercer éventuellement une action en substitution contre le tiers responsable.

5.3.2.2. Le paiement direct par l'autorité territoriale des frais engagés

Dans l'hypothèse où les premières constatations de l'accident de service ne laissent aucun doute sur la relation certaine de cause à effet entre l'accident et le service, le chef de service compétent peut délivrer à la victime un certificat de prise en charge directe par l'autorité territoriale des frais occasionnés par un accident de service établi selon le modèle figurant en annexe 1 de la présente circulaire.

Ce document permet à l'intéressé de ne pas régler les soins effectués, la collectivité payant directement les frais engagés sur présentation du formulaire par le prestataire (médecin, pharmacien, etc.).

Une liste indicative des frais susceptibles d'être pris en charge directement par l'autorité territoriale est dressée en annexe 2 de la présente circulaire.

Le certificat de prise en charge est délivré sans préjudice de la décision définitive d'imputabilité au service qui sera prise par l'autorité territoriale après avis de la commission de réforme.

Si la décision définitive ne reconnaît pas l'imputabilité au service, l'autorité territoriale se retournera, pour le remboursement des frais qu'elle aurait déjà pris en charge, soit contre la sécurité sociale et l'agent, chacun pour leur dû, soit contre l'agent, celui-ci se retournant alors vers la sécurité sociale.

5.3.3. Le régime des pensions

5.3.3.1. Une spécificité : la règle du forfait à pension

Selon la jurisprudence du Conseil d'État (1), le fonctionnaire territorial ne pouvait faire valoir d'autres droits que ceux résultant de son statut ou de la législation sur les pensions. Selon la règle dite du forfait à pension, le fonctionnaire territorial avait droit uniquement, en cas d'accident de service, à une réparation sous forme de pension (pension d'invalidité, rente viagère ou A.T.I.) à l'exclusion de toute indemnité complémentaire de la collectivité publique employeur, même responsable de l'accident.

Ainsi, le préjudice causé par l'accident de service ou la maladie professionnelle d'un agent public était exclusivement réparé par un régime de pension ajoutée à la pension d'invalidité. Ce principe s'opposait à ce qu'une indemnité ou une action en responsabilité soit introduite par l'agent en cause.

Le forfait de réparation s'opposait à ce que l'agent obtienne réparation au titre de ses souffrances physiques ou morales ou des manquements de l'autorité territoriale, même fautifs.

5.3.3.2 La remise en cause du forfait à pension

Le Conseil d'État a décidé dans deux arrêts n°s 193 335 et 214 065 du 15 février 2000 que le forfait à pension devait être écarté au cas où des agents publics demandent la réparation de dommages corporels qui trouvent leur origine non dans l'accident de service mais dans la mauvaise qualité des soins qui leur ont été prodigués.

Dans l'arrêt n° 21106 du 4 juillet 2003 Moya Caville, le Conseil d'État en formation d'assemblée a décidé qu'alors même que l'agent bénéficie d'une pension et d'une rente viagère d'invalidité, il conserve le droit à une réparation de ses souffrances physiques et morales et des préjudices esthétiques et d'agrément qu'il a subi.

En cas de faute de l'autorité territoriale, il peut prétendre à une indemnité réparant ses autres chefs de préjudice.

La haute juridiction a donc reconnu deux motifs ouvrant droit à réparation complémentaire :

- les souffrances physiques et morales et les préjudices esthétiques et d'agrément subis ;
- la faute de l'autorité territoriale, le fonctionnaire territorial peut alors prétendre au versement d'une indemnité réparant l'ensemble de son préjudice.

Cette réparation complémentaire est extra-statutaire et s'ajoute à la pension et à la rente qui sont versées à l'agent.

Le Conseil d'État a, dans un arrêt n° 224276 du 15 juillet 2004, confirmé cette solution.

5.4. Cas particuliers

5.4.1. Accident survenu pendant les activités ordonnées et contrôlées médicalement au titre de la réadaptation.

Un accident survenu pendant les activités ordonnées et contrôlées médicalement au titre de la réadaptation ne peut être pris en compte au titre des accidents de service.

5.4.2. Accident survenu à l'occasion d'une activité accessoire accomplie pour le compte d'une collectivité publique.

(Art. D.171-11 code de la sécurité sociale)

L'accident de service survenu au cours d'une activité accessoire accomplie dans le respect de la réglementation sur les cumuls d'emplois pour le compte d'un second employeur public est réparé comme s'il était survenu dans l'activité principale.

Toutefois, l'intéressé perd, pendant son arrêt de travail, les émoluments attachés à son activité accessoire.

Aucune cotisation n'est perçue au titre de l'activité accessoire publique.

Les prestations sont à la charge de l'autorité territoriale employeur principal.

L'employeur territorial accessoire apporte son concours à l'instruction du dossier d'accident de service.

5.4.3. Accident survenu au cours d'activités sportives, socio-éducatives ou culturelles organisées par l'autorité territoriale ou des associations reconnues par l'autorité territoriale.

L'imputabilité au service peut être reconnue au titre d'accidents survenus au cours d'activités exercées au sein de l'autorité territoriale dans la mesure où elles constituent un prolongement de l'exercice de la fonction.

L'organisation de ces activités et la nature des fonctions exercées peuvent aider le fonctionnaire à produire la preuve de l'accident de service.

Ainsi, un agent blessé alors qu'il entraînait l'équipe de football de la commune pendant son temps de travail, suivant une instruction de son supérieur hiérarchique, relève de la réglementation des accidents de service (Conseil d'État n° 120 960 du 29 décembre 1995).

Il s'agit des activités sportives qui peuvent être considérées comme le prolongement normal des fonctions dès lors qu'elles sont pratiquées par les fonctionnaires territoriaux dont l'exercice des fonctions requiert le maintien de bonnes conditions physiques, tels les personnels des services actifs des pompiers, organisées soit par l'autorité territoriale, soit dans le cadre d'une association.

Ces activités sportives peuvent être organisées par l'autorité territoriale, sous forme de séances d'entraînement ou de compétitions.

Elles peuvent également être organisées dans le cadre d'une association reconnue par l'autorité territoriale pour les fonctionnaires territoriaux titulaires d'une licence sportive délivrée par l'association et figurant sur la liste nominative des participants et de leurs remplaçants éventuels à chaque activité sportive.

L'accident survenu à un fonctionnaire territorial au cours d'activités socio-éducatives et culturelles peut être reconnu imputable au service lorsque ces activités font partie de ses obligations de service.

Telles sont les activités prévues réglementairement et organisées par l'autorité hiérarchique compétente ou dans le sein d'une association.

En dehors des heures de service, le fonctionnaire territorial doit être muni d'un ordre de mission ou d'un accord préalable et écrit de l'autorité hiérarchique pour accomplir ces activités.

Le fonctionnaire territorial peut être responsable des activités socio-éducatives et culturelles à différents titres (préparation, direction, accompagnement, surveillance, animation, etc.).

5.5. Enquête et prévention en cas d'accident de service ou de maladie professionnelle

Le service de médecine professionnelle et préventive est informé par l'autorité territoriale dans les plus brefs délais de chaque accident de service et de chaque maladie professionnelle ou à caractère professionnel. Le comité d'hygiène et de sécurité (C.H.S.) compétent. Ou le comité technique paritaire (C.T.P.) procède alors à une enquête.

Chaque enquête est conduite par deux membres du comité, l'un représentant l'autorité compétente, l'autre représentant le personnel. Ils peuvent être assistés par d'autres membres du comité et par les médecins de médecine professionnelle et préventive.

Le comité est informé des conclusions de chaque enquête et des suites qui leur sont données.

Une formation pratique et appropriée en matière d'hygiène et de sécurité est organisée en cas d'accident de service ou de maladie professionnelle ou à caractère professionnel grave ayant entraîné mort d'homme, ou paraissant devoir entraîner une incapacité permanente, ou ayant révélé l'existence d'un danger grave, même si les conséquences ont pu en être évitées, ou présentant un caractère répété à un même poste de travail ou à des postes de travail similaires ou dans une même fonction, ou des fonctions similaires.

II. – LES DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHÉS AUX CONGÉS DE MALADIE

6. Le certificat médical du médecin traitant.

Le certificat médical que produit le fonctionnaire territorial en vue d'obtenir un congé de maladie doit être adressé, au plus tard dans un délai de 48 heures, à l'autorité territoriale dont il relève. En différant son envoi sans fournir aucune justification à ce retard, le fonctionnaire territorial se trouve, dans des conditions irrégulières, n'avoir accompli aucun service. Dès lors, l'autorité territoriale est fondée à réclamer à l'intéressé le remboursement de traitements qu'il a perçus pendant cette période.

Les fonctionnaires territoriaux sont invités à transmettre au service du personnel dont ils dépendent les seuls volets des certificats d'arrêt de travail qui ne comportent pas de mentions médicales à caractère personnel (volets 2 et 3).

(1) Conseil d'État, 12 janvier 1906, Paillotin.

Le volet n° 1 devra être conservé par le fonctionnaire territorial. Ce document devra être présenté à toute requête du médecin agréé, notamment en cas de contre-visite organisée en application de l'article 15, alinéa 2, du décret n° 87-602 du 30 juillet 1987 ou de tout autre examen médical réalisé par un médecin agréé en vue de l'obtention ou de la prolongation d'un congé de maladie ordinaire, d'un congé de longue maladie ou d'un congé de longue durée. Le médecin agréé est tenu au secret professionnel, y compris à l'égard de la collectivité employeur.

7. La date de début du congé

La première période de congé de maladie part du jour de la première constatation médicale de la maladie dont est atteint le fonctionnaire territorial.

Ainsi, l'agent qui bénéficie d'un congé de maladie ordinaire, et qui apprend, après des examens médicaux, qu'il est atteint d'une affection ouvrant droit à congé de longue maladie ou de longue durée, voit ce congé partir du jour de la première constatation médicale de cette affection par son médecin traitant.

8. La mise en congé d'office

(Art. 24 du décret n° 87-602 du 30 juillet 87)

Lorsque l'autorité territoriale estime, au vu d'une attestation médicale ou sur le rapport des supérieurs d'un fonctionnaire territorial, que celui-ci se trouve dans la situation prévue à l'article 57 (3° ou 4°) de la loi du 26 janvier 1984, elle peut provoquer l'examen médical de l'intéressé dans les conditions prévues aux alinéas 3 et suivants de l'article 25 du décret du 30 juillet 1987. Un rapport écrit du médecin du service de médecine professionnelle et préventive attaché à la collectivité ou l'établissement dont relève le fonctionnaire territorial doit figurer au dossier.

La mise en congé d'office est une mesure prise pour assurer le bon fonctionnement du service que le comportement d'un fonctionnaire territorial, en raison de son état de santé, peut compromettre.

L'autorité territoriale doit employer tout moyen disponible compte tenu de l'entourage familial (visite médicale à domicile, contact avec la famille, entretien entre le médecin traitant et le médecin agréé ou chargé de la prévention, prise en charge par une assistante sociale, etc.).

9. Les périodes de congé

9.1. Congés de longue maladie et de longue durée

(Art. 26, alinéa 1, du décret n° 87-602 du 30 juillet 1987)

Un congé de longue maladie ou de longue durée peut être accordé par période de trois à six mois. La durée de ce congé est fixée sur la proposition du comité médical dans les limites précitées.

9.2. Soins médicaux périodiques

Les absences du fonctionnaire territorial nécessitées par un traitement médical suivi périodiquement (exemple de l'hémodialyse) peuvent être imputées au besoin par demi-journée sur ses droits à congé ordinaire de maladie, à congé de longue maladie ou à congé de longue durée.

Au titre des congés de longue maladie ou de longue durée, il peut être ainsi dérogé à la règle selon laquelle ces congés ne peuvent être accordés pour une période inférieure à trois mois.

Ce type de congé est accordé sur présentation d'un certificat médical et éventuellement après consultation du comité médical ou de la commission de réforme.

9.3. Cure thermique

Le fonctionnaire territorial bénéficie, à sa demande, d'un congé annuel ou d'une période de disponibilité pour convenances personnelles pour suivre une cure thermique à une date compatible avec les nécessités de la continuité du service public.

Toutefois, selon l'arrêt du Conseil d'État n° 150537 du 31 mai 1996, dont la teneur demeure transposable à la fonction publique territoriale, un congé de maladie peut être accordé pour effectuer une cure thermique à la condition que « la cure soit rendue nécessaire par une maladie dûment constatée qui aurait pour effet de mettre l'agent dans l'impossibilité d'exercer ses fonctions si le traitement thermal prescrit n'était pas effectué en temps utile ».

Le fonctionnaire territorial doit obtenir d'une part l'accord de la caisse primaire d'assurance maladie pour le remboursement des prestations en nature et, d'autre part, l'octroi d'un congé de maladie accordé par l'autorité territoriale après avis du médecin agréé, du comité médical ou de la commission de réforme.

L'organisation de ce contrôle pouvant nécessiter un certain délai, le fonctionnaire territorial doit, en même temps qu'il effectue une

demande de prise en charge de cure thermique auprès de la caisse primaire d'assurance maladie, informer l'autorité territoriale dont il dépend de cette démarche pour que celle-ci puisse faire procéder au contrôle dont dépend l'octroi du congé de maladie pour cure thermique et fixer la date de départ en congé.

En effet, cette date doit tenir compte à la fois de l'état de santé du fonctionnaire territorial et des nécessités de la continuité du service public.

10. Les périodes de prolongation des congés de longue maladie et de longue durée

(Art. 26, alinéas 2 et 3, du décret n° 87-602 du 30 juillet 1987)

Les périodes de prolongation doivent être demandées par l'intéressé (ou son représentant légal) un mois avant l'expiration dudit congé. La procédure de renouvellement et la durée du congé sont identiques à la procédure initiale d'octroi de celui-ci.

Il importe que l'intéressé soit informé de cette règle dans la notification qui lui est faite de l'octroi de la première période de congé et de chacune des périodes suivantes.

11. Contrôle des demandes de congés de longue maladie et de longue durée (demandes initiales ou prolongations)

(Art. 25 et 34 du décret n° 87-602 du 30 juillet 1987)

Pour bénéficier d'un congé de longue maladie ou de longue durée le fonctionnaire territorial en position d'activité ou son représentant légal doit adresser à l'autorité territoriale une demande appuyée d'un certificat de son médecin traitant spécifiant qu'il est susceptible de bénéficier de l'un de ces deux congés.

L'autorité territoriale transmet, dès réception du certificat médical, le dossier du fonctionnaire territorial au comité médical.

Le médecin traitant adresse directement au secrétariat du comité médical compétent un résumé de ses observations et les pièces justificatives nécessaires.

Le comité médical réclame sans délai ces documents si le médecin traitant s'est abstenu de les lui adresser.

Au vu de ces pièces, le secrétaire du comité médical fait procéder à la contre-visite du demandeur par un médecin agréé compétent pour l'affection en cause.

Au cours de sa première réunion après la contre-visite, le comité médical examine le dossier du fonctionnaire territorial.

Le comité médical statue après avoir entendu, le cas échéant, le médecin chargé de la contre-visite et le médecin choisi par le fonctionnaire territorial.

L'avis du comité médical est donné à l'autorité territoriale qui le communique immédiatement à l'intéressé puis, le cas échéant le soumet, à son initiative ou à la demande du fonctionnaire territorial, au comité médical supérieur.

Au terme de cette procédure de contrôle, l'autorité territoriale prend une décision qui ne peut être contestée par le fonctionnaire territorial que par les voies de recours gracieux ou hiérarchique devant l'autorité territoriale et de recours contentieux devant la juridiction administrative qui, bien entendu, ne sont pas suspensives.

L'autorité territoriale met le fonctionnaire territorial en demeure de reprendre ses fonctions lorsque celui-ci reste absent sans justification.

Dans l'hypothèse où l'intéressé persiste dans son attitude, l'autorité territoriale apprécie s'il y a lieu d'engager une procédure d'abandon de poste à son encontre au terme de laquelle sa radiation des cadres est prononcée.

En outre, l'autorité territoriale peut demander le remboursement des traitements perçus par le fonctionnaire territorial entre la date de notification à l'intéressé des résultats du premier avis concluant à l'aptitude à l'exercice des fonctions et la date de notification de la même décision administrative intervenue après un même avis du comité médical supérieur.

12. Rémunération pendant les congés de maladie

12.1. Éléments de rémunération et logement de fonction

(Art. 57-2°, 3° et 4° de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 art. 27, alinéas 2, 3 et 4 du décret du 30 juillet 1987)

Le fonctionnaire territorial en congé de maladie perçoit d'abord l'intégralité de son traitement indiciaire puis la moitié de celui-ci suivant des durées qui sont particulières à chaque catégorie de congé.

En revanche, le supplément familial de traitement et l'indemnité de résidence sont versés dans leur intégralité jusqu'au terme du congé.

L'indemnité de résidence versée est celle qui correspond à la localité où le fonctionnaire territorial ou sa famille (conjoint et enfants à charge) réside habituellement pendant le congé. Toutefois, l'indemnité de résidence ne peut être supérieure à celle perçue avant le congé.

Lorsque le fonctionnaire territorial mis en congé de longue maladie ou de longue durée bénéficie d'un logement dans un immeuble de la collectivité qui l'emploie, il doit quitter les lieux si sa présence fait courir des dangers au public ou à d'autres agents, ou est incompatible avec la bonne marche du service.

12.2. Dans trois situations particulières, l'autorité territoriale peut interrompre le versement de la rémunération de l'agent

Le temps pendant lequel le versement de la rémunération est interrompu compte dans la période de congé en cours.

12.2.1. Le refus du fonctionnaire territorial de se soumettre au contrôle médical dans le cadre d'un congé de maladie ordinaire (art. 15, alinéa 2, du décret du 30 juillet 1987)

La cour d'appel de Lyon dans un arrêt n° 96LY01013 du 15 juillet 1999 a décidé que l'absence supposée d'un fonctionnaire territorial de son domicile lorsque le médecin agréé s'y est présenté, absence dont il n'est pas soutenu qu'elle aurait été volontaire s'agissant d'un contrôle inopiné, ne saurait être regardée comme un refus de se soumettre au contrôle. Le seul fait que le fonctionnaire territorial soit absent de son domicile au moment où le médecin agréé, dans le cadre d'un contrôle inopiné, vient le visiter ne suffit pas à établir qu'il se soit soustrait à cette contre-visite et en conséquence à justifier la suspension par l'autorité territoriale de sa rémunération.

Dès lors que la visite de contrôle au domicile du fonctionnaire territorial ou sur convocation n'a pu avoir lieu en l'absence ou en raison du refus de l'intéressé, celui-ci doit être mis en demeure par la collectivité qui l'emploie de justifier cette absence ou ce refus et d'accepter la contre-visite suivant des modalités compatibles avec son état de santé.

Si le fonctionnaire territorial ne satisfait pas à cette obligation, la collectivité territoriale dans laquelle le fonctionnaire est employé suspend, sur la base de l'alinéa 2 de l'article 15 du décret du 30 juillet 1987, le versement de sa rémunération jusqu'à ce qu'il obtienne.

Dès la première mise en demeure infructueuse tendant à faire accepter le contrôle par le fonctionnaire territorial, celui-ci peut perdre le bénéfice du congé de maladie et se trouve être en situation d'absence irrégulière.

Dès lors, une procédure d'abandon de poste peut être engagée à l'encontre du fonctionnaire territorial récalcitrant afin que puisse être prononcée sa radiation des cadres.

Pour être considéré comme ayant abandonné son poste, l'agent doit, selon la jurisprudence administrative, avoir été absent totalement et injustement pendant une certaine durée et n'avoir pas déféré à une mise en demeure de l'autorité territoriale de reprendre ses fonctions.

Cette dernière, pour être régulière, doit mentionner, ainsi que le précise le Conseil d'État dans son arrêt n° 262 815 du 18 février 2005, la sanction à laquelle le fonctionnaire territorial s'expose en ne déférant pas à l'ordre de reprendre son service ou de rejoindre le poste qui lui avait été assigné.

Dans ce cas, il peut légitimement être radié des cadres.

12.2.2. Le refus du fonctionnaire territorial de se soumettre aux prescriptions médicales dans le cadre d'un congé de longue maladie ou de longue durée

(Art. 29 du décret du 30 juillet 1987)

Sous peine d'interruption du versement de sa rémunération, le bénéficiaire d'un congé de longue maladie ou de longue durée doit se soumettre, sous le contrôle du médecin agréé et, s'il y a lieu, du comité médical compétent, aux prescriptions et aux visites que son état comporte.

12.2.3. Lorsque le fonctionnaire territorial en congé de longue maladie et de longue durée contrevient à l'obligation de cesser tout travail rémunéré, sauf les activités ordonnées et contrôlées médicalement au titre de la réadaptation (cf. article 28 du décret du 30 juillet 1987).

Il est tenu de notifier ses changements de résidence successifs à l'autorité territoriale qui, par des enquêtes directes de la collectivité ou établissement employeur ou par des enquêtes demandées à d'autres administrations plus aptes à les effectuer, s'assure que le titulaire du congé n'exerce effectivement aucune activité interdite. Si l'enquête établit le contraire, elle provoque immédiatement l'interruption du versement de la rémunération. Si l'exercice d'un travail rémunéré non

autorisé remonte à une date antérieure de plus d'un mois, elle prend les mesures nécessaires pour faire reverser les sommes perçues depuis cette date au titre du traitement et des accessoires.

La rémunération est rétablie à compter du jour où l'intéressé a cessé tout travail rétribué, le temps pendant lequel le versement de la rémunération a été interrompu compte dans la période de congé en cours.

En ce qui concerne le travail effectué sous contrôle médical dans un but de réadaptation professionnelle, la rémunération versée représente pratiquement des sommes minimales ayant plus le caractère d'un encouragement au travail que d'une rémunération. Le fonctionnaire territorial à qui est versé un plein traitement ne peut en bénéficier dès lors qu'il ne saurait percevoir davantage d'émoluments qu'en activité.

13. Droits à formation, à avancement et à promotion

Selon l'article 57 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, le fonctionnaire territorial en activité a droit notamment à des congés de maladie ordinaire, de longue maladie et de longue durée.

Ces périodes de congé de maladie sont des périodes d'activité et ne doivent pas être retranchées du temps de service requis pour l'avancement d'échelon, de grade et la promotion dans un corps supérieur et pour l'appréciation de droits à formation.

Le fonctionnaire territorial en congé de maladie peut bénéficier d'un avancement d'échelon et, si l'intérêt du service ne s'y oppose pas, d'un avancement de grade ou d'une promotion au choix même en l'absence de notation.

Toutefois, le fonctionnaire territorial en congé de longue durée ne peut se présenter à un concours sauf s'il bénéficie d'un reclassement par voie de concours prévu à l'article 82 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984.

14. Droits à la retraite

Étant assimilées à des périodes d'activité, les périodes de congé de maladie comptent pour la détermination du droit à la retraite et donnent lieu à la retenue correspondante.

15. Situation du fonctionnaire territorial détaché

(Art. 66, alinéa 2 et 67 de la loi du 26 janvier 1984)

Le fonctionnaire territorial détaché, conformément à l'alinéa 2 de l'article 66 de la loi n° 84-53 susvisée est soumis, sauf exceptions limitativement énumérées, aux règles régissant les fonctions qu'il exerce par l'effet de son détachement.

Un fonctionnaire territorial détaché dans une autre collectivité territoriale a donc droit aux congés de maladie énumérés à l'article 57 de la loi n° 84-53 précitée.

Lorsque la fin du détachement intervient en cours de congé de maladie, le fonctionnaire territorial est réintégré dans sa collectivité d'origine. Il est placé en congé de maladie, conformément aux règles de son emploi d'origine, pour le reliquat des droits auxquels il peut prétendre.

Au moment de sa réintégration, l'autorité territoriale peut contrôler le bien-fondé de l'arrêt maladie de l'agent selon les procédures évoquées dans la présente circulaire. Celles-ci font notamment intervenir le médecin agréé ou le comité médical compétent

15.1. Reprise de fonctions

15.1.1. Vérification de l'aptitude physique

(Art. 4 c et d du décret du 30 juillet 1987)

À l'exception d'un congé ordinaire de maladie de moins de douze mois consécutifs, le bénéficiaire d'un congé de maladie ne peut reprendre ses fonctions si son aptitude à l'exercice de celles-ci n'a pas été vérifiée.

Le fonctionnaire territorial est alors examiné par un médecin agréé. Le comité médical doit ensuite donner un avis favorable.

15.1.2. Conditions d'emploi

(Art. 4 e) et 33 du décret du 30 juillet 1987)

Le comité médical, consulté sur l'aptitude d'un fonctionnaire territorial mis en congé de longue maladie ou de longue durée à reprendre l'exercice de ses fonctions, peut formuler des recommandations sur les conditions d'emploi de l'intéressé sans qu'il puisse porter atteinte à sa situation administrative.

Le dossier soumis au comité médical comporte un rapport écrit du médecin du service de médecine professionnelle et préventive. Si l'intéressé bénéficie d'un aménagement des conditions de son travail,

le comité médical après avis du service de médecine professionnelle et préventive, est appelé de nouveau, à l'expiration de périodes successives d'une durée comprise entre trois et six mois, à formuler des recommandations auprès de l'autorité territoriale sur l'opportunité du maintien ou de la modification de ces aménagements.

Le comité d'hygiène et de sécurité ou, à défaut, le comité technique paritaire est informé chaque année des aménagements accordés par l'autorité territoriale.

S'il s'agit d'aménagements spéciaux des modalités de travail, ils sont proposés par le comité médical par périodes de trois à six mois.

Au terme de chaque période, le comité médical peut formuler de nouvelles propositions d'aménagements sur le rapport du chef de service.

15.1.3. L'affectation

Les congés de maladie ordinaire, de longue maladie ou de longue durée n'ouvrent pas de vacances budgétaires de l'emploi. Toutefois, il se peut que l'autorité territoriale soit amenée, afin d'assurer le bon fonctionnement du service, à remplacer l'agent malade lorsque la maladie se prolonge.

Ainsi, l'agent peut, à son retour de congé, être affecté dans un autre emploi que celui qu'il occupait auparavant. En aucun cas cette nouvelle affectation ne doit être analysée comme une sanction disciplinaire.

Dans l'hypothèse où le fonctionnaire territorial, du fait de son état de santé, ne peut plus exercer normalement ses fonctions et que les nécessités de service ne permettent pas d'aménager ses conditions de travail, le fonctionnaire territorial peut être affecté dans un autre emploi de son grade après avis de la commission administrative paritaire compétente.

L'autorité territoriale procède à cette nouvelle affectation après avis du service de médecine professionnelle et préventive, dans l'hypothèse où l'état de santé de ce fonctionnaire territorial n'a pas rendu nécessaire l'octroi d'un congé de maladie.

Si le fonctionnaire territorial, à l'expiration de son congé de longue maladie ou de longue durée, refuse le poste qui lui est proposé, sauf motifs valables liés à son état de santé, il peut être licencié après avis de la commission administrative paritaire.

15.1.4. Mi-temps thérapeutique

(Art. 57-4^{bis} de la loi du 26 janvier 1984)

À l'issue d'un congé de longue maladie ou de longue durée, les fonctionnaires territoriaux peuvent être autorisés, après avis du comité médical compétent, à accomplir un service à mi-temps pour raison thérapeutique, accordé pour une période de trois mois et renouvelable dans la limite d'un an par affectation ayant ouvert droit à congé de longue maladie ou congé de longue durée.

Après un congé pour accident de service ou maladie contractée dans l'exercice de ses fonctions, le travail à mi-temps thérapeutique peut être accordé pour une période d'une durée maximale de six mois renouvelable une fois, après avis favorable de la commission de réforme compétente.

Le mi-temps thérapeutique peut être accordé :

- soit parce que la reprise des fonctions à mi-temps thérapeutique est reconnue comme étant de nature à favoriser l'amélioration de l'état de santé de l'intéressé.
- soit parce que l'intéressé doit faire l'objet d'une rééducation ou d'une réadaptation professionnelle pour retrouver un emploi compatible avec son état de santé.

Les fonctionnaires territoriaux autorisés à travailler à mi-temps thérapeutique perçoivent l'intégralité du traitement qu'ils auraient perçu s'ils avaient accompli un temps plein.

Aussi, dans l'hypothèse où, après consolidation, il est constaté que l'état de santé du fonctionnaire territorial ne lui permettra plus de reprendre son travail à temps plein, l'intéressé a la possibilité de demander à travailler à temps partiel.

15.2. Combinaison des congés

Le congé annuel, les congés de maladie ordinaire, les congés de longue maladie, le congé de longue durée et les congés pour accident de service correspondent chacun à une situation différente qui justifie l'absence du fonctionnaire territorial. Ils sont donc indépendants les uns des autres et, à ce titre, peuvent se suivre ou s'interrompre.

Toutefois, le fonctionnaire territorial placé en congé de longue durée pouvant aussitôt être remplacé dans son emploi, il ne pourra bénéficier d'un autre congé que s'il a auparavant repris ses fonctions, sauf en ce qui concerne le congé de maternité qui peut suivre le congé de longue durée immédiatement en tout ou pour sa partie restant à prendre dans l'hypothèse où la naissance a eu lieu pendant le congé de longue durée.

Il convient également de noter que le temps passé en congé de maladie ordinaire, en congé de longue maladie ou en congé de longue durée entre en compte dans la détermination des droits à congé annuel.

Mais un fonctionnaire territorial en congé de maladie ordinaire pendant douze mois consécutifs, en congé de longue maladie ou en congé de longue durée ne pourra prendre un congé annuel que s'il a été au préalable reconnu apte à reprendre ses fonctions.

En outre, le droit à congé annuel acquis au titre d'une année civile en cours ne peut être reporté sur l'année suivante et le congé annuel n'est accordé à la date demandée par le fonctionnaire territorial, éventuellement immédiatement à la suite d'un congé de maladie, que si les besoins du service le permettent.

Par ailleurs, un congé de maladie d'un type donné peut être interrompu par un congé de maladie d'un autre type ou par un congé de maternité.

Toutefois, le congé de longue durée ne peut être interrompu par un autre congé. Mais une femme fonctionnaire territoriale qui se trouve en période de demi-traitement de congé de longue durée perçoit, en cas de maternité, des prestations différentielles de manière que le total des sommes versées atteigne le montant des prestations en espèces de l'assurance maternité.

Quant au congé de maternité, il ne peut être interrompu par aucun autre congé.

Enfin, dans la mesure où le fonctionnaire territorial ne saurait bénéficier de deux congés simultanés, il ne peut être maintenu en congé de formation si un congé de maladie, ou pour accident de service, lui est accordé. Aussi, en cas d'indisponibilité passagère liée à la maladie, l'intéressé pourra opter pour être maintenu en congé de formation.

III. – LA DISPONIBILITÉ D'OFFICE

(Art. 72, alinéa 2 et 3, de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984)

(Art. 38 du décret n° 87-602 du 30 juillet 1987)

(Art. 19 et 20 du décret n° 86-68 du 13 janvier 1986)

(Art. 4 du décret du 11 janvier 1960)

16. Les conditions d'octroi

L'autorité territoriale compétente peut placer des fonctionnaires territoriaux relevant de son autorité en disponibilité d'office si et seulement si les conditions suivantes sont remplies :

- le fonctionnaire territorial doit avoir épuisé ses droits aux congés de maladie ordinaire, de longue maladie ou de longue durée, prévus par les dispositions du 2°, du 3° ainsi que du 4° de l'article 57 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 ;
- le fonctionnaire territorial ne peut bénéficier d'un congé de maladie d'une autre nature que celui dont il a épuisé les droits ;
- après consultation du comité médical ou de la commission de réforme, l'autorité territoriale conclut à l'incapacité physique absolue et définitive du fonctionnaire territorial à reprendre ses fonctions et à l'impossibilité de le reclasser, dans l'immédiat, sur la base des articles 81 à 86 de la loi du 26 janvier 1984 et des dispositions du décret n° 85-1054 du 30 septembre 1985 ;
- l'intéressé n'est pas susceptible d'être admis à la retraite : il est définitivement inapte à ses fonctions mais non à toutes fonctions.

La cour administrative d'appel de Lyon a estimé, dans l'arrêt n° 96LY01716 du 4 décembre 1998, que l'autorité territoriale était tenue d'inviter le fonctionnaire territorial, inapte d'une façon absolue et définitive à l'exercice de ses fonctions, dont l'état physique ne lui interdit pas toute activité, à présenter une demande de détachement ou de reclassement dans les conditions prévues à l'article 2 du décret n° 85-1054 du 30 septembre 1985 relatif au reclassement des fonctionnaires territoriaux reconnus inaptes à l'exercice de leurs fonctions avant de prononcer, le cas échéant, sa mise à la retraite d'office pour invalidité.

Conformément à l'arrêt du Conseil d'État n° 189 839 du 16 février 2000 qui concerne un fonctionnaire de l'État mais dont la solution demeure transposable aux fonctionnaires territoriaux, l'autorité territoriale doit, après avis du comité médical, inviter le fonctionnaire territorial qui a été déclaré inapte à l'exercice de ses fonctions par suite de l'altération de son état physique et dont le poste de travail ne peut être adapté à présenter une demande de reclassement dans un emploi d'un autre corps. Dès lors que le fonctionnaire territorial formule une telle demande en précisant le corps dans lequel le reclassement est souhaité, l'autorité territoriale ne peut, à l'expiration de ses droits statutaires à congés de maladie, le mettre en disponibilité d'office que si ce reclassement est impossible dans l'immédiat.

La disponibilité d'office intervient dans les conditions prévues par le titre V du décret n° 2003-1306 du 26 décembre 2003 relatif au régime de retraite des fonctionnaires affiliés à la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales (C.N.R.A.C.L.).

Le Conseil d'État a précisé dans un arrêt n° 249 049 du 13 février 2004, dans une jurisprudence transposable aux agents des collectivités territoriales, qu'un fonctionnaire de l'État reconnu définitivement inapte à l'exercice de tout emploi à l'épuisement de ses congés de maladie ordinaire pouvait être placé en disponibilité d'office dans l'attente des différents avis nécessaires à sa mise à la retraite pour invalidité.

Cette jurisprudence s'applique également lorsque la mise à la retraite pour invalidité intervient après l'épuisement d'un congé de longue maladie ou de longue durée.

L'article 31 du décret n° 2003-1306 susvisé précise que la procédure de mise à la retraite pour invalidité nécessite successivement l'avis de la Commission de Réforme puis l'avis conforme de la C.N.R.A.C.L.

La collectivité auquel appartient l'agent prend ensuite l'arrêté de radiation des cadres.

Dans l'attente de sa mise à la retraite pour invalidité et conformément à une jurisprudence constante, tout fonctionnaire territorial doit être placé dans une position administrative régulière ainsi que le rappelle le Conseil d'État dans l'arrêt n° 22114 du 1^{er} décembre 1982.

Par conséquent, l'agent qui a épuisé ses droits à congé de maladie doit être maintenu, à titre conservatoire, dans l'une des positions prévues à l'article 55 de la loi du 26 janvier 1984 préalablement à sa mise à la retraite.

De plus, le fonctionnaire territorial, pendant sa période de disponibilité d'office consécutive à la fin de ses droits à congé de maladie, reste couvert par son régime spécial de sécurité sociale et, de ce fait, peut prétendre à des indemnités journalières dans les conditions déterminées par l'article 4 du décret du 11 janvier 1960 relatif au régime de sécurité sociale des agents permanents des départements, des communes et de leurs établissements publics n'ayant pas le caractère industriel ou commercial.

Lesdites indemnités sont versées par l'autorité territoriale employeur et non par une caisse de sécurité sociale. Cependant, l'intéressé doit remplir les conditions fixées aux articles L. 323-1 et R. 323-1 du code de la sécurité sociale et ne peut donc percevoir lesdites indemnités journalières que pendant une période de trois ans comptée de date à date dès l'arrêt de travail, y compris les congés statutaires.

17. Procédure d'octroi et de renouvellement

(Art. 19 alinéa 2 du décret n° 86-68 du 13 janvier 1986)

La durée de la disponibilité d'office ne peut excéder une année. Elle peut être renouvelée deux fois pour une durée équivalente. Si le fonctionnaire territorial n'a pu, durant cette période, bénéficier d'un reclassement, il est, à l'expiration de cette durée, soit réintégré dans la collectivité territoriale à laquelle il appartient, soit admis à la retraite, soit, s'il n'a pas droit à pension, licencié.

Toutefois, si, à l'expiration de la troisième année de disponibilité, le fonctionnaire territorial est inapte à reprendre son service, mais s'il résulte d'un avis du comité médical qu'il doit normalement pouvoir reprendre ses fonctions ou faire l'objet d'un reclassement avant l'expiration d'une nouvelle année, la disponibilité peut faire l'objet d'un troisième renouvellement.

18. Fin de la disponibilité d'office

(Art. 26 du décret du 13 janvier 1986)

La réintégration est subordonnée à la vérification par un médecin agréé et, éventuellement, par le comité médical compétent de l'aptitude physique du fonctionnaire territorial à l'exercice des fonctions afférentes à son grade.

Si le comité médical estime que le fonctionnaire territorial ne présente pas, de façon temporaire ou permanente, l'aptitude physique requise pour l'exercice de ses fonctions, sans cependant que son état de santé lui interdise toute activité, et si l'adaptation du poste de travail n'apparaît pas possible, il peut proposer à l'intéressé d'être reclassé dans un autre emploi dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur.

Le fonctionnaire qui a formulé avant l'expiration de la période de mise en disponibilité une demande de réintégration est maintenu en disponibilité jusqu'à ce qu'un poste lui soit proposé dans les conditions prévues à l'article 97 de la loi du 26 janvier 1984. Toutefois, au cas où il ne peut être réintégré pour cause d'incapacité physique, il est soit reclassé, soit mis en disponibilité d'office, soit radié des cadres s'il est reconnu définitivement inapte.

DEUXIÈME PARTIE

Les congés maladie et la disponibilité d'office des fonctionnaires territoriaux nommés dans un ou des emplois permanents à temps non complet

I. – LES CONGÉS DE MALADIE DES FONCTIONNAIRES TERRITORIAUX NOMMÉS DANS UN OU DES EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET EFFECTUANT UNE DURÉE HEBDOMADAIRE DE SERVICE SUPÉRIEURE À 28 HEURES

Ils bénéficient des mêmes droits à disponibilité et à congés pour raison de santé que les fonctionnaires territoriaux à temps complet.

II. – LES CONGÉS DE MALADIE DES FONCTIONNAIRES TERRITORIAUX NOMMÉS DANS UN OU DES EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET EFFECTUANT UNE DURÉE HEBDOMADAIRE DE SERVICE INFÉRIEURE À 28 HEURES

2.1. *Typologie des congés de maladie ouverts aux fonctionnaires territoriaux nommés dans un ou des emplois permanents à temps non complet effectuant une durée inférieure à 28 heures de travail hebdomadaire*

(Art. 35, 36 et 37 du décret du 20 mars 1991)

2.1.1. Droit à congé de maladie ordinaire

(Art. 35 du décret du 20 mars 1991)

Le fonctionnaire territorial nommé dans un ou des emplois permanents à temps non complet effectuant une durée hebdomadaire de service inférieure à 28 heures bénéficie des dispositions du 2^o premier alinéa de l'article 57 de la loi du 26 janvier 1984. Il peut donc se voir octroyer des congés de maladie ordinaire dans les conditions prévues à cet article.

En revanche, il ne saurait bénéficier des dispositions du 2^o (2^e, 3^e, 4^e alinéas), du 3^o, du 4^o et 9^o de l'article 57 de la loi du 26 janvier 1984.

2.1.2. Droit à congé de grave maladie des fonctionnaires territoriaux nommés dans un ou des emplois permanents à temps non complet effectuant entre 17 h 30 et 28 heures de travail hebdomadaire

(Art. 36 du décret du 20 mars 1991)

Le fonctionnaire territorial bénéficie, en cas d'affection dûment constatée le mettant dans l'impossibilité d'exercer son activité, nécessitant un traitement et des soins prolongés et présentant un caractère invalidant et de gravité confirmée, d'un congé de grave maladie pendant une période maximale de trois ans.

L'agent conserve alors l'intégralité de son traitement pendant une durée de douze mois. Celui-ci est réduit de moitié pendant les vingt-quatre mois suivants.

L'intéressé est soumis à l'examen d'un spécialiste agréé compétent pour l'affection en cause. Le congé est accordé par décision de l'autorité territoriale ou décision conjointe des autorités territoriales dont il relève sur avis du comité médical saisi du dossier.

Le congé pour grave maladie peut être accordé par période de trois à six mois. L'agent qui a épuisé un congé de grave maladie ne peut bénéficier d'un autre congé de cette nature s'il n'a repris auparavant l'exercice de ses fonctions pendant un an.

2.1.3. Droit à congé pour accident de service ou maladie contractée dans l'exercice de ses fonctions des fonctionnaires territoriaux occupant un ou des emplois permanents à temps non complet effectuant moins de 28 heures hebdomadaires

(Art. 35 du décret du 20 mars 1991)

(Art. L. 27 du code des pensions civiles et militaires de retraite)

Ces fonctionnaires territoriaux ne bénéficient pas, sur la base de l'article 35 du décret n° 91-298 du 20 mars 1991, du congé pour accident de service prévu par l'article 57 2^o alinéa 2 de la loi du 26 janvier 1984.

Si la maladie mettant l'intéressé dans l'impossibilité d'exercer ses fonctions provient de l'une des causes exceptionnelles prévues à l'article L. 27 du code des pensions civiles et militaires de retraite ou d'un accident survenu dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions, l'agent a droit à un congé pendant toute la période d'incapacité de travail jusqu'à la guérison complète, la consolidation de la blessure ou le décès.

Il a droit au versement par l'autorité territoriale de son plein traitement pendant trois mois.

L'imputation au service de l'accident ou de la maladie professionnelle est appréciée par la commission de réforme compétente à l'égard des fonctionnaires territoriaux titulaires à temps complet.

2.2. Modalités de contrôle médical applicable aux fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps non complet pour une durée de travail inférieure à 28 heures de travail hebdomadaire

(Art. 42 du décret du 20 mars 1991)

Chaque autorité territoriale peut faire procéder à tout moment par un médecin agréé à la contre-visite du fonctionnaire territorial placé en congé de maladie. Le fonctionnaire territorial doit se soumettre, sous peine d'interruption du versement de sa rémunération, à cette contre-visite.

Si les conclusions du médecin chargé du contrôle donnent lieu à contestation, le comité médical peut être saisi dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur pour les fonctionnaires territoriaux à temps complet.

2.3. Affiliation au régime général des fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps non complet effectuant une durée de travail inférieure à 28 heures de travail hebdomadaire

(Art. 34 et 38 du décret du 20 mars 1991)

Le fonctionnaire territorial nommé dans un ou des emplois permanents à temps non complet effectuant moins de 28 heures de travail hebdomadaire relève du régime général de la sécurité sociale pour l'ensemble des risques maladie, maternité, invalidité, vieillesse, décès et accidents du travail couverts par ce régime.

Les indemnités journalières ainsi que les pensions d'invalidité versées par la caisse primaire d'assurance maladie viennent en déduction du plein ou du demi traitement alloué par les collectivités territoriales à leurs fonctionnaires nommés dans des emplois permanents effectuant une durée de travail inférieure à 28 heures de travail hebdomadaire en congé de maladie ordinaire, de grave maladie ou pour accident de service ou maladie professionnelle, la pension d'invalidité versée par la caisse primaire d'assurance maladie vient, quant à elle, en complément du maintien de traitement versé par la collectivité.

La collectivité territoriale ou l'établissement public concerné, est subrogé, le cas échéant, dans les droits éventuels du fonctionnaire territorial au bénéfice de ces prestations dans les conditions prévues à l'article R. 323-11 du code de la sécurité sociale.

III. – LA DISPONIBILITÉ D'OFFICE DES FONCTIONNAIRES TERRITORIAUX NOMMÉS DANS UN OU DES EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET

(Art. 72 et 104 de la loi du 26 janvier 1984 et 19 du décret du 13 janvier 1986, 33-1, 40 et 41 du décret du 20 mars 1991)

À l'expiration de ses droits à congé de maladie, le fonctionnaire territorial effectuant plus de 28 heures hebdomadaires est mis en disponibilité dans les conditions prévues aux articles 72 de la loi du 26 janvier 1984 et 19 du décret du 13 janvier 1986.

À l'expiration de ses droits à congé de maladie ou de grave maladie, le fonctionnaire territorial effectuant moins de 28 heures hebdomadaires, temporairement inapte pour raison de santé à reprendre son service, est placé en disponibilité d'office dans les conditions prévues aux deuxième et troisième alinéas de l'article 19 du décret n° 86-68 du 13 janvier 1986.

Le fonctionnaire territorial nommé dans un ou des emplois permanents à temps non complet effectuant moins de 28 heures hebdomadaires qui est définitivement inapte physiquement à l'exercice de ses fonctions à l'issue de la période de disponibilité d'office dont il a pu bénéficier et qui ne peut être reclassé en application du décret n° 85-1054 du 30 septembre 1985 est licencié. Le licenciement ne peut toutefois intervenir avant l'expiration d'une période de quatre semaines suivant la fin du congé de maternité ou d'adoption.

Lorsqu'à l'expiration de sa période de disponibilité mentionnée au troisième alinéa de l'article 72 de la loi du 26 janvier 1984, un fonctionnaire territorial nommé dans un ou des emplois permanents à temps non complet effectuant moins de 17 h 30 de travail hebdomadaire ne peut être réintégré dans son emploi d'origine et réaffecté à la première vacance ou création d'emploi dans un emploi correspondant à son grade relevant de sa collectivité ou de son établissement d'origine, il perçoit l'indemnité mentionnée au 2° de l'article 104 de la loi du 26 janvier 1984.

TROISIÈME PARTIE

Le contrôle médical des fonctionnaires territoriaux

L'attribution au fonctionnaire territorial titulaire des divers congés pour raison de santé est subordonnée à des avis et des contrôles médicaux recueillis selon des procédures définies par le décret n° 87-602 du 30 juillet 1987, au cours desquels interviennent des médecins agréés, des médecins des services de médecine professionnelle et préventive prévus à l'article L. 417-26 du code des communes, des comités médicaux et des commissions de réforme.

I. – LES MÉDECINS AGRÉÉS

1.1. Définition du médecin agréé

Les médecins agréés sont des médecins généralistes ou spécialistes que les collectivités et établissements publics territoriaux désignent pour siéger dans les comités médicaux ou qui sont chargés par elles ou par les comités médicaux et commissions de réforme d'effectuer les contre-visites et expertises.

Les contre-visites ont lieu à la demande de l'autorité territoriale pendant la durée du congé, pour vérifier que le congé accordé est justifié. Elles sont effectuées par les médecins généralistes et spécialistes agréés inscrits sur la liste établie dans chaque département par le préfet en application du décret du 14 mars 1986.

Les contre-visites et expertises ont lieu à la demande du comité médical ou de la commission de réforme pour mettre ces instances en mesure de donner leurs avis.

1.2. Désignation du médecin agréé

(Art. 1 et 2 du décret n° 87-602 du 30 juillet 1987)

Les collectivités et établissements publics territoriaux doivent choisir un ou plusieurs médecins généralistes et spécialistes agréés inscrits sur la liste établie dans chaque département par le préfet en application de l'article 1^{er} du décret n° 86-442 du 14 mars 1986 relatif à la désignation des médecins agréés, à l'organisation des comités médicaux et des commissions de réforme, aux conditions d'aptitude physique pour l'admission aux emplois publics et au régime de congés de maladie des fonctionnaires territoriaux.

Sont tenus de se récuser les médecins agréés appelés à examiner au titre du présent décret des fonctionnaires territoriaux ou des candidats aux emplois publics dont ils sont les médecins traitants.

1.2. L'agrément des médecins

1.2.1. Médecins libéraux

(Art. 1^{er} du décret du 30 juillet 1987)

Dans chaque département, le préfet doit établir une liste de médecins agréés, généralistes et spécialistes, susceptibles de procéder à des expertises et contre-visites afin de fournir des avis médicaux aux collectivités territoriales de son département.

L'agrément est attribué, à titre individuel, par le préfet, pour trois ans ; il peut être renouvelé. Le praticien doit être âgé de moins de 65 ans ; toutefois, le médecin qui atteint cet âge en cours de mandat peut conserver son agrément jusqu'au terme de la période de trois ans. Cette hypothèse constitue la seule dérogation admise à la limite d'âge de 65 ans.

Le médecin doit justifier de trois ans d'exercice professionnel, cette condition devant s'entendre au sens large et être considérée comme remplie lorsque le médecin a exercé ses fonctions dans un établissement hospitalier.

La liste des médecins agréés doit être mise à jour régulièrement compte tenu des nouvelles inscriptions, des démissions ou des radiations.

Elle ne doit recenser que des médecins qui ont fait connaître leur volonté d'y figurer et donc ne comporter aucune inscription automatique.

Il est rappelé qu'aucune prestation de serment n'est à exiger des médecins agréés.

1.2.2. Médecins hospitaliers

Tout praticien hospitalier comme tout autre médecin peut, sur sa demande, être inscrit sur la liste des médecins agréés.

L'autorité territoriale peut se dispenser de faire procéder à une expertise ou à une contre-visite, lorsque le certificat médical fourni par le fonctionnaire territorial émane d'un praticien hospitalier d'un établis-

sement public hospitalier ou d'un médecin appartenant au personnel enseignant et hospitalier d'un centre hospitalier régional faisant partie d'un centre hospitalier et universitaire, même si ces médecins ne sont pas agréés.

1.3. Organisation des missions de contrôle et d'expertise des médecins agréés

1.3.1. Appel au médecin agréé directement ou par l'intermédiaire d'une société spécialisée

Le contrôle médical peut être organisé par l'autorité territoriale (notamment lorsqu'elle s'est attachée un médecin agréé) ou par le secrétariat du comité médical et de la commission de réforme.

Certaines sociétés privées spécialisées dans le contrôle médical ont pu s'attacher les services de médecins agréés. Dès lors que ces médecins figurent régulièrement sur les listes établies dans les conditions mentionnées au § 1.2.1. de la présente partie et que ces sociétés présentent les garanties nécessaires d'objectivité et d'indépendance, rien n'interdit d'utiliser leurs services.

1.3.2. Convocation à une consultation

Le contrôle médical repose sur l'organisation d'une contre-visite effectuée par un médecin agréé pendant le congé de maladie de l'agent, celle-ci peut être organisée sous la forme d'une convocation à une consultation soit à son cabinet, soit au domicile de l'intéressé.

La contre-visite doit se dérouler à l'endroit où le malade peut être visité. Il appartient au seul médecin agréé d'apprécier, en fonction de la pathologie dont l'agent est atteint et de chaque cas, si la contre-visite doit se dérouler dans un autre lieu.

Ainsi, le tribunal administratif de Rennes a jugé, le 17 juin 1998 dans une affaire n° 95-1280, qu'un fonctionnaire territorial en congé de maladie ne saurait exiger, sur le fondement du droit à l'inviolabilité du domicile, que l'examen médical ait lieu au cabinet du médecin agréé.

Il appartient, le cas échéant, selon la décision de la Cour Administrative de Marseille n° 97MA05255 du 7 décembre 1999 ; à l'autorité territoriale compétente d'apporter la preuve que l'agent avait bien été convoqué au contrôle médical.

La convocation comporte l'identification du service qui la délivre, les coordonnées du médecin chargé de la consultation, les données précises du rendez-vous ou la date limite jusqu'à laquelle un rendez-vous doit être pris avec un des médecins agréés dont la liste est alors jointe, les numéros de téléphone de ces médecins étant indiqués.

1.3.3. Visite à domicile

La visite à domicile peut être préférée notamment lorsque l'état de santé du fonctionnaire territorial ne lui permet aucun déplacement (cette formule plus onéreuse que la consultation peut se révéler en définitive moins coûteuse dans la mesure où elle peut permettre d'éviter le remboursement de frais de déplacements en ambulance, etc.) ou lorsque le fonctionnaire territorial ne se rend pas aux convocations qui lui sont adressées. Dans ce cas, il n'est pas obligatoire d'informer préalablement le fonctionnaire territorial de la date de cette visite.

1.3.4. Report de la date de la consultation ou de la visite à la demande du fonctionnaire territorial

Le fonctionnaire territorial qui ne peut se rendre à la consultation qui lui a été indiquée ou ne sera pas présent lors d'une visite qui lui a été notifiée doit immédiatement en informer l'organisme dont elle émane afin que, si les circonstances le justifient, la date du contrôle soit modifiée ou la consultation remplacée par une visite.

1.3.5. Changement de résidence du fonctionnaire territorial

(Art. 28 alinéa 2 du décret n° 87-602 du 30 juillet 1987)

Le fonctionnaire territorial bénéficiaire d'un congé de longue maladie ou de longue durée est tenu de notifier ses changements de résidence successifs à l'autorité territoriale.

En cas de résidence dans un autre département, le contrôle médical éventuel est demandé au secrétariat du comité médical et de la commission de réforme de ce département.

1.3.6. Changement de médecin agréé à la demande du fonctionnaire territorial

Les collectivités territoriales désignent le médecin qui sera chargé de la contre-visite ou de l'expertise.

Toutefois, il peut arriver qu'une impossibilité de communication s'instaure entre un fonctionnaire territorial et le médecin chargé de le contrôler (notamment dans les cas de congé pour maladie mentale).

Un changement de médecin doit être opéré, sur demande de l'intéressé et maintenu pour d'éventuelles visites ultérieures.

Bien entendu cette possibilité ne doit pas être utilisée afin de récuser les médecins dont les avis pourraient être défavorables au fonctionnaire territorial, ni permettre d'éviter un contrôle par des récusations successives ; elle n'a donc pas à être utilisée, sauf exception, à l'égard des médecins généralistes chargés des contre-visites, mais uniquement pour des spécialistes, et une seule demande de changement de médecin est à prendre en compte.

1.3.7. Les conclusions et le rapport du médecin agréé

Dans le cadre d'une contre-visite

Au terme de la consultation ou de la visite, le médecin fait connaître ses conclusions.

Son rapport est adressé, selon le cas, au service médical de la collectivité territoriale employant l'agent, au comité médical ou à la commission de réforme. Dans les deux derniers cas, ses conclusions sont transmises à la collectivité territoriale employant l'agent directement ou par l'intermédiaire du comité médical ou de la commission de réforme.

Dans le cadre d'une expertise

Le médecin transmet son rapport au comité médical ou à la commission de réforme.

II. – LES MÉDECINS DU SERVICE DE MÉDECINE PROFESSIONNELLE ET PRÉVENTIVE

2.1. Conditions de recrutement

(Art. 12 du décret du 10 juin 1985)

Tout docteur en médecine, pour être engagé dans un service de médecine professionnelle et préventive, doit être titulaire de l'un des diplômes, titres ou certificats exigés pour exercer les fonctions de médecin du travail et dont la liste est fixée par l'article R. 241-29 du code du travail ou d'autres titres reconnus équivalents dans les conditions prévues par l'article 13 du décret n° 82-453 du 28 mai 1982 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique.

Toutefois, ce certificat n'est pas exigé des médecins en fonctions dans un service de médecine professionnelle ou de médecine préventive à la date de publication du décret du 10 juin 1985.

2.2. L'information du médecin du service de médecine professionnelle et préventive

(Art. 9 du décret du 30 juillet 1987)

Le médecin du service de médecine professionnelle et préventive prévu à l'article L. 417-26 du code des communes compétent à l'égard du fonctionnaire territorial dont le cas est soumis au comité médical est informé de la réunion du comité médical et de son objet. Il peut obtenir, s'il le demande, communication du dossier de l'intéressé. Il peut présenter des observations écrites ou assister à titre consultatif à la réunion. Il remet obligatoirement un rapport écrit dans les cas prévus aux articles 16, 23, 24 et 33 du décret n° 87-602 susvisé. L'intéressé et l'autorité territoriale peuvent faire entendre le médecin de leur choix par le comité médical.

2.3. Le rôle du médecin du service de médecine professionnelle et préventive

(Art. 11-2 et 14-1 du décret du 10 juin 1985 article 2 du décret du 30 juillet 1987)

Le médecin du service de médecine professionnelle et préventive exerce son activité médicale, en toute indépendance et dans le respect des dispositions du code de déontologie médicale et du code de la santé publique. Ce médecin ne peut être chargé des visites d'aptitude physique prévues à l'article 10 du décret n° 87-602 précité du 30 juillet 1987. Il ne peut être médecin de contrôle.

Dans chaque service d'une collectivité territoriale et dans chaque établissement public en relevant, le médecin du service de médecine professionnelle et préventive établit et tient à jour, en liaison avec l'agent désigné en application de l'article 4 du décret du 10 juin 1985 et après consultation du comité d'hygiène et de sécurité ou à défaut, en l'absence de comité d'hygiène et de sécurité du comité technique paritaire, une fiche sur laquelle sont consignés les risques professionnels propres au service et les effectifs d'agents exposés à ces risques.

Le médecin du service de médecine professionnelle et préventive a accès aux informations lui permettant d'établir la fiche des risques professionnels mentionnés ci-dessus. Cette fiche est établie conformément

aux dispositions de l'article R. 241-41-3 du code du travail. Elle est communiquée à l'autorité territoriale. Elle est tenue à la disposition des agents mentionnés à l'article 5 du décret du 10 juin 1985.

Elle est présentée au comité médical compétent, en même temps que le rapport annuel du médecin du service de médecine professionnelle et préventive prévu aux articles 26 et 45 du décret du 10 juin 1985.

Le comité médical compétent est, en outre, régulièrement informé de l'évolution des risques professionnels entrant dans son champ de compétence.

Les médecins du service de médecine professionnelle et préventive qui exercent leurs fonctions pour le compte des collectivités territoriales intéressées sont tenues de se récuser.

III. – LES COMITÉS MÉDICAUX

(Art. 3, 4, 6, 7, 8, 17, 31 et du décret n° 87-602 du 30 juillet 1987).

Le comité médical est une instance consultative, composée de médecins agréés, constituée auprès du préfet de département, qui est chargé de donner à l'autorité territoriale compétente un avis sur les questions médicales soulevées par l'admission des candidats aux emplois publics, l'octroi et le renouvellement des congés de maladie et la réintégration à l'issue de ces congés, lorsqu'il y a contestation. Il est consulté obligatoirement pour la prolongation des congés de maladie au-delà de six mois consécutifs, l'octroi et le renouvellement des congés de longue maladie ou de longue durée, la réintégration à l'issue d'un congé de longue maladie ou de longue durée, la réintégration après douze mois consécutifs de congé de maladie, l'aménagement des conditions de travail du fonctionnaire territorial après congé de maladie ou disponibilité d'office, la mise en disponibilité d'office pour raison de santé et son renouvellement, le reclassement dans un autre emploi à la suite d'une modification de l'état physique du fonctionnaire territorial, ainsi que dans tous les autres cas prévus par des textes réglementaires.

Il peut recourir, s'il y a lieu, au concours d'experts pris en dehors de lui. Ceux-ci doivent être choisis suivant leur qualification sur la liste des médecins agréés. Les experts peuvent donner leur avis par écrit ou siéger au comité à titre consultatif. S'ils ne trouvent pas dans le département un ou plusieurs experts dont l'assistance a été jugée nécessaire, les comités font appel à des experts professant dans d'autres départements.

L'avis du comité médical ne lie pas l'autorité territoriale, sauf dans trois hypothèses :

- la reprise de fonctions après des congés de maladie ordinaire d'une durée totale de douze mois obtenus pendant une période de douze mois consécutifs (article 17 alinéa 2 du décret n° 87-602 du 30 juillet 1987) ;
- la reprise de fonctions après une période de congé de longue maladie ou de longue durée (article 31 du décret n° 87-602 du 30 juillet 1987) ;
- l'octroi d'une période de mi-temps thérapeutique à l'expiration d'un congé de longue maladie ou de longue durée (cf. article 57 4 bis alinéa 1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984).

L'autorité territoriale ne peut prononcer ces décisions que sur avis favorable du comité médical.

3.1. Organisation des comités médicaux

3.1.1. Comités médicaux départementaux

(Art. 3, 6, 7 et 8 du décret n° 87-602 du 30 juillet 1987)

La situation statutaire et l'affectation géographique du fonctionnaire territorial déterminent quel est le comité médical compétent pour examiner son état de santé.

Dans chaque département, un comité médical départemental est constitué auprès du préfet.

Lorsque le fonctionnaire territorial est placé en activité et est affecté dans sa collectivité ou détaché auprès d'une collectivité territoriale ou de l'État ou pour l'accomplissement d'un stage ou d'une période de scolarité préalable à la titularisation dans un emploi permanent d'une collectivité territoriale ou d'un établissement public régi par le statut de la fonction publique territoriale ou pour suivre un cycle de préparation à un concours donnant accès à l'un de ces emplois, il relève du comité médical du département dans lequel il exerce ses fonctions.

Dans les autres cas de détachement, le fonctionnaire territorial relève du comité médical départemental du département dans lequel il exerçait ses fonctions avant d'être détaché.

3.1.2. Composition des comités médicaux

3.1.2.1. Les membres

(Art. 3 du décret du 30 juillet 1987)

Chaque comité médical comprend deux praticiens de médecine générale et, pour l'examen des cas relevant de sa compétence, un médecin spécialiste de l'affection dont est atteint le fonctionnaire territorial qui demande à bénéficier du congé de longue maladie ou de longue durée prévu à l'article 57 (3° et 4°) de la loi du 26 janvier 1984.

S'il ne trouve pas, dans le département, un ou plusieurs des spécialistes agréés nécessaires, le comité médical départemental fait appel à des spécialistes professant dans d'autres départements. Ces spécialistes font connaître, éventuellement par écrit, leurs avis sur les questions de leur compétence.

Les membres du comité médical départemental sont désignés par le préfet sur proposition du directeur départemental de l'action sanitaire et sociale, pour une durée de trois ans, parmi les praticiens figurant sur la liste établie, dans chaque département, en application de l'article 1^{er} du décret du 30 juillet 1987.

Un médecin peut être membre de plusieurs comités médicaux.

Il est désigné un ou plusieurs suppléants pour chacun de ces membres.

Leur nombre doit être suffisant, notamment auprès des comités médicaux départementaux, pour éviter tout retard dans les réunions des comités dû à l'indisponibilité de l'un de leurs membres.

3.1.2.2. Durée du mandat

(Art. 3 alinéa 5 du décret du 30 juillet 1987)

Les membres du comité médical départemental sont désignés pour une durée de trois ans.

Cependant, ce mandat peut être écourté dans trois circonstances :

- le médecin atteint l'âge de soixante-cinq ans et doit être remplacé pour cette raison ;
- le médecin demande qu'il soit mis fin à son mandat avant son terme ;
- l'autorité territoriale peut décider de mettre fin au mandat du médecin pour un motif grave, notamment l'absence répétée et injustifiée.

3.1.2.3. Le président

(Art. 3 alinéa 6 du décret du 30 juillet 1987)

Au début de chaque période de trois ans, les membres titulaires et suppléants de chaque comité élisent leur président parmi les deux praticiens de médecine générale.

3.1.3. Le secrétariat du comité médical

(Art. 3 alinéa 7 du décret du 30 juillet 1987)

Le secrétariat de chaque comité médical est assuré par un médecin inspecteur de la santé

3.2. Compétence des comités médicaux

(Art. 4, 11 et 15 alinéa 3 du décret du 30 juillet 1987)

Le comité médical départemental est chargé de donner obligatoirement à l'autorité territoriale un avis relatif aux matières énumérées à l'article 4 du décret du 30 juillet 1987.

Il doit notamment être consulté par l'autorité territoriale lorsque le candidat conteste, au sujet des conditions d'aptitude physique requises pour l'admission dans la fonction publique territoriale, les conclusions du ou des médecins agréés qui l'ont examiné.

En matière de contrôle médical, l'autorité territoriale ou le fonctionnaire territorial peuvent saisir le comité médical des conclusions du médecin agréé.

3.3. Procédure devant les comités médicaux

3.3.1. Le dossier présenté par l'autorité territoriale au comité médical

Le dossier que l'autorité territoriale transmet au comité médical comporte les éléments suivants :

- un bref exposé des circonstances qui conduisent à cette saisine ;
- une fiche récapitulative des divers congés pour raison de santé dont l'intéressé a déjà bénéficié et éventuellement des droits à congé encore ouverts ;

- l'identification du service gestionnaire et du médecin du service de médecine professionnelle et préventive qui suivent le dossier ;
- les questions précises sur lesquelles l'autorité territoriale souhaite obtenir un avis et les délais de réponse qui doivent être respectés pour éviter toute difficulté de gestion.

Dès la réception du dossier, le secrétariat du comité médical vérifie que le dossier instruit par l'autorité territoriale est en état d'être soumis à cette instance et organise la contre-visite et éventuellement l'expertise si l'autorité territoriale ne les a pas déjà fait pratiquer.

3.3.2. L'information du fonctionnaire territorial

Le secrétariat du comité médical informe l'autorité territoriale et le fonctionnaire territorial de la date à laquelle son dossier sera examiné dès que celle-ci est fixée.

Le fonctionnaire territorial peut toujours avoir communication de la partie administrative de son dossier, de l'avis du médecin du service de médecine professionnelle et préventive et des conclusions des médecins agréés et du comité médical.

Mais la partie médicale de son dossier ne peut lui être communiquée que par l'intermédiaire de son médecin traitant.

3.3.3. Délai d'instruction et d'examen des dossiers par le comité médical

La rapidité d'instruction et d'examen des dossiers par le comité médical est un élément essentiel de bonne gestion.

En effet, sauf les cas de demandes de renouvellement des congés de longue maladie ou de longue durée qui doivent être présentées au moins un mois à l'avance, le comité médical se prononce alors que le fonctionnaire territorial perçoit le traitement afférent au congé qu'il a demandé.

Dans l'hypothèse où le comité médical est d'avis de ne pas satisfaire la demande de congé justifiée par un certificat médical du médecin traitant, les difficultés de gestion pour régulariser la situation de l'intéressé seront liées au délai qui s'écoule entre la demande de congé et la décision de l'autorité territoriale conforme à l'avis du comité médical.

Il convient que le comité médical se réunisse aussi souvent que nécessaire. Cette obligation conduit dans la plupart des cas à organiser des séances au moins deux fois par mois et à éviter l'absence de réunion pendant la période de juillet et août.

Les diverses étapes de la procédure doivent être effectuées le plus rapidement possible tant par l'autorité territoriale en ce qui concerne la transmission du dossier complet que pour l'organisation des contre-visites et expertises ou de la séance du comité médical.

3.3.4. Les participants aux audiences du comité médical

En plus des membres du comité médical (les deux médecins généralistes agréés et éventuellement un médecin spécialiste agréé) peuvent être entendus aux audiences du comité médical, le médecin du service de médecine professionnelle et préventive, l'expert, le médecin traitant du fonctionnaire territorial et éventuellement un médecin choisi par l'autorité territoriale.

3.4. La teneur de l'avis du comité médical

Le comité médical donne un avis précis sur les questions posées par l'autorité territoriale.

Les questions ainsi posées et les réponses qui leur sont apportées par le comité médical doivent envisager toutes les situations susceptibles de se présenter en application des garanties statutaires des fonctionnaires territoriaux.

Il est donc indispensable qu'une information complète sur la réglementation et son évolution soit fournie aux médecins agréés.

Il convient d'éviter les avis conditionnels. Si un ou des avis conditionnels sont rendus, ceux-ci doivent prévoir la situation de l'agent lorsque la ou les conditions émises ne peuvent être remplies (par exemple : réintégration sous réserve que le poste soit aménagé de façon adaptée ; si cet aménagement est impossible ou dans son attente, prolongation du congé en cours ou réintégration à mi-temps thérapeutique, etc.).

En tout état de cause, la rubrique « observations » du procès-verbal de réunion du comité médical doit être renseignée afin, en tant que de besoin et dans toute la mesure compatible avec le respect du secret médical, d'éclairer au mieux l'autorité territoriale sur la détermination des droits à congé du fonctionnaire territorial.

3.5. Fonctionnement des comités médicaux et protection du secret médical

(Circulaire n° 04-2070 du 2 mars 2004)

Le comité médical n'a pas à transmettre à l'autorité territoriale, lorsqu'il diffuse les avis rendus à l'issue d'une séance, des renseignements qui permettraient de deviner la pathologie dont souffre un agent. La rubrique « observations » du procès-verbal de réunion du comité médical doit être renseignée afin, en tant que besoin, et dans toute la mesure compatible avec le respect du secret médical, d'éclairer au mieux l'autorité territoriale sur la détermination des droits à congé, pour raison de santé, du fonctionnaire territorial. Pour réaliser cet objectif, il est demandé au comité médical de produire deux documents distincts :

- un procès-verbal exhaustif, contenant toutes les informations médicales de l'agent, qui devra être conservé avec la plus grande confidentialité par le comité médical ;
- des extraits partiels du procès-verbal relatifs à l'avis rendu par le comité médical pour chaque agent, qui seront envoyés aux services gestionnaires et qui préciseront uniquement la composition du comité médical ainsi que la solution statutaire la mieux appropriée à l'état médical de l'agent. Le recours à un système de codage permettant, tout en ne mentionnant pas expressément la pathologie, de donner des indications sur sa nature, n'est, en aucun cas, autorisé dans ces documents.

Il est impératif que le procès-verbal et les extraits soient signés soit par les deux médecins généralistes membres du comité médical, soit par le médecin secrétaire de ce comité mais pas par un agent administratif du service assurant le secrétariat du comité.

Par ailleurs, la mention de la spécialité des médecins présents lors des séances des comités médicaux ne doit pas apparaître dans l'extrait du procès-verbal transmis à l'autorité territoriale dont est originaire l'agent concerné. Aucune obligation légale n'impose, en effet, une telle précision qui peut contrevenir au respect du secret médical dans la mesure où l'indication de la spécialité du médecin peut, dans certains cas, permettre de déduire la pathologie dont souffre l'agent.

De plus, les agents des collectivités territoriales mis à la disposition des secrétariats des comités médicaux et qui en assurent le fonctionnement matériel entrent dans la catégorie des proches collaborateurs des médecins. Ils sont donc soumis à l'article 72 du code de déontologie médicale. Celui-ci prévoit que « le médecin doit veiller à ce que les personnes qui l'assistent dans son exercice soient instruites de leurs obligations en matières de secret professionnel et s'y conforment. Il doit veiller à ce qu'aucune atteinte ne soit portée par son entourage au secret qui s'attache à sa correspondance professionnelle ».

3.6. Portée juridique des avis

Les avis rendus par le comité médical n'ont qu'un caractère consultatif, sous réserve des précisions apportées à la page 33.

Mais la décision qui s'ensuit n'est régulière que si la consultation du comité médical a été effectuée dans le respect des règles de procédure posées par le décret du 30 juillet 1987.

3.7. Avis contradictoires

Il peut arriver que des avis médicaux soient émis par des instances appartenant à deux systèmes de contrôle différents (par exemple, le comité médical se prononce sur la mise en disponibilité d'office et le médecin contrôleur de la sécurité sociale sur le versement d'indemnités journalières).

Une divergence d'avis entre ces deux instances peut aboutir à priver le fonctionnaire territorial de protection sociale.

C'est pourquoi une position commune doit être recherchée.

Les médecins agréés compétents ou le médecin inspecteur de la santé, secrétaire du comité médical prennent alors contact avec le médecin de la caisse d'assurance maladie pour résoudre le différend.

En l'absence d'accord, dans l'intérêt de l'agent, l'autorité territoriale doit s'efforcer de dégager une solution de compromis (notamment en matière de reclassement).

IV. – LE COMITÉ MÉDICAL SUPÉRIEUR

(Art. 5 du décret n° 87-602 du 30 juillet 1987)

Le comité médical supérieur est une instance composée de médecins nommés par le ministre chargé de la santé, qui est consulté en appel de l'avis donné par les comités médicaux, à la demande de l'autorité territoriale ou du fonctionnaire territorial.

4.1. Organisation du comité médical supérieur

(Art. 5 du décret n° 87-602 du 30 juillet 1987)

Le Comité médical supérieur est institué auprès du ministre chargé de la santé par le décret n° 86-442 du 14 mars 1986.

4.2. Compétence du Comité médical supérieur

Le Comité médical supérieur assure sur le plan national une certaine cohérence entre les avis rendus par les comités médicaux et formule des recommandations à caractère médical relatives à l'application du statut général.

4.2.1. Le Comité médical supérieur constitue une instance consultative d'appel.

(Art. 5 du décret du 30 juillet 1987)

Il peut être appelé, à la demande de l'autorité territoriale ou du fonctionnaire territorial concerné, à donner son avis sur les cas litigieux, qui doivent avoir été préalablement examinés en premier ressort par les comités médicaux, c'est-à-dire sur l'un des huit points énumérés à l'article 4 du décret du 30 juillet 1987.

L'autorité territoriale informe de l'appel le comité médical qui transmet aussitôt le dossier médical du fonctionnaire territorial au comité médical supérieur.

Il n'entre pas dans la compétence obligatoire du comité médical supérieur de connaître des avis que les comités médicaux sont amenés à donner lorsque les conclusions des médecins agréés contestés par l'autorité territoriale ou l'intéressé sont formulées dans les circonstances suivantes :

- contrôle de l'aptitude physique des candidats aux emplois publics (l'autorité territoriale n'est pas tenue, en cas de contestation, de soumettre le dossier des intéressés au comité médical supérieur. Toutefois, elle peut, pour des cas très particuliers et à titre exceptionnel, consulter cette instance qui se prononce exclusivement sur la base des pièces figurant au dossier qui lui est transmis) ;
- contre-visites auxquelles l'autorité territoriale fait procéder en cours de congé de maladie ordinaire à condition que le litige ne porte pas sur le renouvellement d'un congé de ce type au-delà de six mois consécutifs ou sur la reprise de fonctions après douze mois consécutifs de ce même congé.

4.2.2. Le comité médical supérieur a une compétence particulière en matière de congés de longue maladie et de longue durée.

(Art. 5 et 19 du décret du 30 juillet 1987)

Le comité médical supérieur donne un avis préalable à la détermination, par le ministre chargé de la santé, de la liste indicative de maladies qui, si elles répondent en outre aux caractéristiques définies à l'article 57 3° de la loi du 26 janvier 1984, peuvent ouvrir droit à un congé de longue maladie selon la procédure de l'article 25 du décret du 30 juillet 1987.

Il est obligatoirement consulté dans tous les cas où le bénéfice d'un congé de longue maladie est demandé pour une affection ne figurant pas sur cette liste indicative de maladies. Les membres du Comité médical supérieur s'adjoignent, en tant que de besoin, un spécialiste de l'affection considérée.

L'autorité territoriale saisit le comité médical supérieur et, dans le même temps, demande au comité médical ou à la commission de réforme de transmettre à cette même instance le dossier médical de l'intéressé.

4.3. Procédure devant le comité médical supérieur

(Art. 5 alinéa 2 du décret n° 87-602 du 30 juillet 1987)

Le comité médical supérieur se prononce uniquement sur la base des pièces figurant au dossier qui lui est soumis.

La procédure devant le comité médical supérieur est écrite. Le fonctionnaire territorial, son médecin traitant ou l'autorité territoriale ne peuvent donc être entendus par lui.

V. – LES COMMISSIONS DE RÉFORME

La commission de réforme est une instance consultative médicale et paritaire qui donne obligatoirement un avis sur l'imputabilité au service d'un accident ou d'une maladie et sur l'état de santé, les infirmités ou le taux d'invalidité qui en découle avant que l'autorité territoriale se prononce sur l'octroi, le renouvellement des congés pour l'accident de

service ou la maladie contractée dans l'exercice des fonctions (à l'exception du congé de ce type inférieur ou égal à 15 jours) ou la mise en disponibilité d'office à la suite de ces congés.

L'avis de la commission de réforme ne lie pas l'autorité territoriale.

5.1. Organisation des commissions de réforme

5.1.1 Commissions de réforme départementales

La compétence à l'égard des personnels des commissions de réforme départementales suit les mêmes règles que celles décrites pour les comités médicaux (cf. § 3 1.1.) ;

5.1.2. Composition des commissions de réforme

5.1.2.1. Commissions de réforme départementales

(Art. 3, 4, 5 alinéas 2, 3, 4, 5, 6 de l'arrêté du 4 août 2004)

Chaque commission de réforme comprend :

1. Deux praticiens de médecine générale, auxquels est adjoint, s'il y a lieu, pour l'examen des cas relevant de sa compétence, un médecin spécialiste qui participe aux débats mais ne prend pas part aux votes ;
2. Deux représentants de l'administration ;
3. Deux représentants du personnel.

Chaque titulaire a deux suppléants.

Les médecins généralistes et spécialistes sont désignés par le préfet sur proposition du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales.

Ils sont choisis conformément aux dispositions des articles 1^{er} et 2 du décret du 30 juillet 1987 et à l'article 2 du décret du 19 avril 1998, prévues pour la désignation des membres du comité médical compétent à l'égard du fonctionnaire territorial dont la situation est examinée.

S'il ne se trouve pas, dans le département, un ou plusieurs médecins spécialistes agréés nécessaires, il est fait appel à des spécialistes professant dans d'autres départements.

Les membres titulaires, représentants de l'administration, visés ci-dessus sont désignés dans les conditions suivantes :

Les membres de la commission de réforme représentant les collectivités et établissements affiliés au centre de gestion sont désignés parmi l'ensemble des élus relevant des collectivités adhérentes au centre de gestion par un vote des représentants de ces collectivités au conseil d'administration de ce centre de gestion ;

Les membres de la commission de réforme compétente pour les collectivités ou les établissements non affiliés au centre de gestion sont désignés par l'autorité territoriale dont relève le fonctionnaire territorial parmi les membres de l'organe délibérant titulaires d'un mandat électif.

Les représentants du personnel sont désignés dans les conditions suivantes : Les deux organisations syndicales disposant du plus grand nombre de sièges au sein de la commission administrative paritaire compétente à l'égard de l'agent dont le cas est examiné désignent, soit au sein de la commission administrative paritaire, soit parmi les électeurs à cette commission administrative paritaire, deux titulaires pour siéger à la commission départementale de réforme. Pour pouvoir être désignés, les électeurs à la commission administrative paritaire devront être proposés par un représentant des personnels de la commission administrative paritaire et accepter ce mandat.

Les représentants du personnel peuvent ne pas être membres de la commission administrative paritaire.

Les représentants des sapeurs-pompiers professionnels de catégorie C sont désignés parmi les membres de la commission administrative paritaire instituée auprès du service départemental d'incendie et de secours, compétente à l'égard de l'agent dont le cas est examiné.

Les représentants des sapeurs-pompiers professionnels de catégorie A et de catégorie B sont désignés par tirage au sort parmi les sapeurs-pompiers professionnels, en fonction dans le département ou, à défaut, dans un département limitrophe et appartenant au même groupe hiérarchique que l'intéressé en application du décret n° 95-1018 du 14 septembre 1995 fixant la répartition des fonctionnaires territoriaux en groupes hiérarchiques en application de l'article 90 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

5.1.3. Présidence

(Art. 3 alinéa 1 de l'arrêté du 4 août 2004)

Le président de la commission de réforme est désigné par le préfet qui peut choisir soit un fonctionnaire territorial placé sous son autorité, soit une personnalité qualifiée qu'il désigne en raison de ses compétences, soit un membre élu d'une assemblée délibérante dont le personnel relève de la compétence de la commission de réforme. Dans ce cas, un président suppléant, n'appartenant pas à la même collectivité, est désigné pour le cas où serait examinée la situation d'un fonctionnaire territorial appartenant à la collectivité dont est issu le président. Le président dirige les délibérations mais ne participe pas au vote.

5.2. Compétence des commissions de réforme

(Art. 1^{er} de l'arrêté du 4 août 2004)

La commission de réforme :

1. Donne son avis, dans les conditions fixées par le titre II de l'arrêté du 4 août 2004, sur la mise à la retraite pour invalidité des agents affiliés à la Caisse nationale des retraites des agents des collectivités locales ;
2. Exerce, à l'égard des agents des collectivités locales relevant de la loi du 26 janvier 1984 susvisée et des agents des établissements mentionnés à l'article 2 de la loi du 9 janvier 1986 susvisée, les attributions prévues respectivement à l'article 57 et aux articles 41 et 41-1 desdites lois ;
3. Intervient, dans les conditions fixées par le décret du 11 janvier 1960, pour apprécier l'invalidité temporaire des agents relevant du régime de sécurité sociale prévu par ce décret ;
4. Intervient dans l'attribution de l'allocation temporaire d'invalidité prévue à l'article L. 417 du code des communes, au III de l'article 119 de la loi du 26 janvier 1984 et à l'article 80 de la loi du 9 janvier 1986 susvisés ;
5. Est consultée chaque fois que des dispositions législatives et réglementaires le prévoient expressément.

5.3. Procédure devant les commissions de réforme

(Art. 13 à 16 de l'arrêté du 4 août 2004)

La demande d'inscription à l'ordre du jour de la commission est adressée au secrétariat de celle-ci par l'employeur de l'agent concerné.

L'agent concerné peut également adresser une demande de saisine de la commission à son employeur, qui doit la transmettre au secrétariat de celle-ci dans un délai de trois semaines. Le secrétariat accuse réception de cette transmission à l'agent concerné et à son employeur ; passé le délai de trois semaines, l'agent concerné peut faire parvenir directement au secrétariat de la commission un double de sa demande par lettre recommandée avec accusé de réception ; cette transmission vaut saisine de la commission.

La commission doit examiner le dossier dans le délai d'un mois à compter de la réception de la demande d'inscription à l'ordre du jour par son secrétariat. Ce délai est porté à deux mois lorsqu'il est fait application de la procédure prévue au deuxième alinéa de l'article 16 de l'arrêté du 4 août 2004. Dans ce cas, le secrétariat de la commission notifie à l'intéressé et à son employeur la date prévisible d'examen de ce dossier.

Le traitement auquel l'agent avait droit, avant épuisement des délais en cours à la date de saisine de la commission de réforme, lui est maintenu durant les délais mentionnés et en tout état de cause jusqu'à l'issue de la procédure justifiant la saisine de la commission de réforme.

Le secrétariat de la commission de réforme convoque les membres titulaires et l'agent concerné au moins quinze jours avant la date de la réunion.

La convocation mentionne la liste des dossiers à examiner, les références de la collectivité ou de l'établissement employeur, l'objet de la demande d'avis.

Chaque dossier à examiner fait l'objet, au moment de la convocation à la réunion, d'une note de présentation, dans le respect du secret médical.

Le secrétariat de la commission informe le médecin du service de médecine professionnelle et préventive, compétent à l'égard du service auquel appartient le fonctionnaire territorial dont le cas est soumis à la commission. Lorsque la commission statue sur le cas d'un sapeur-pompier professionnel, son secrétariat informe le médecin de sapeurs-pompiers désigné par le préfet sur proposition du directeur départemental des services d'incendie et de secours. Ces médecins peuvent obtenir, s'ils le demandent, communication du dossier de l'intéressé. Ils peuvent présenter des observations écrites ou assister à titre consultatif à la réu-

nion de la commission. Ils remettent obligatoirement un rapport écrit dans les cas prévus au premier alinéa des articles 21 et 23 de l'arrêté du 4 août 2004.

La commission de réforme doit être saisie de tous témoignages, rapports et constatations propres à éclairer son avis.

Elle peut faire procéder à toutes mesures d'instructions, enquêtes et expertises qu'elle estime nécessaires.

Dix jours au moins avant la réunion de la commission, le fonctionnaire territorial est invité à prendre connaissance, personnellement ou par l'intermédiaire de son représentant, de son dossier, dont la partie médicale peut lui être communiquée, sur sa demande, ou par l'intermédiaire d'un médecin ; il peut présenter des observations écrites et fournir des certificats médicaux.

La commission entend le fonctionnaire territorial, qui peut se faire assister d'un médecin de son choix. Il peut aussi se faire assister par un conseiller.

5.3.1. Les éléments objectifs

que l'autorité territoriale transmet à la commission de réforme

En matière d'imputabilité au service des accidents, il y a lieu de distinguer ceux qui sont intervenus pendant le service et les accidents de trajet.

5.3.1.1. Accident de service

(Art. 36 du décret du 26 décembre 2003)

Le fonctionnaire territorial qui a été mis dans l'impossibilité permanente de continuer ses fonctions en raison d'infirmités résultant de blessures ou de maladies contractées ou aggravées, soit en service, soit en accomplissant un acte de dévouement dans un intérêt public, soit en exposant ses jours pour sauver la vie d'une ou plusieurs personnes, peut être mis à la retraite par anticipation soit sur sa demande, soit d'office, à l'expiration des délais prévus au troisième alinéa de l'article 30 du décret du 26 décembre 2003 et a droit à la pension rémunérant les services prévus au 2^o de l'article 7 et au 2^o du I de l'article L. 24 du code des pensions civiles et militaires de retraite.

Une enquête doit être immédiatement diligentée par l'autorité territoriale lorsque survient un accident dans le service. Il ne serait pas de bonne gestion d'attendre que la commission de réforme demande une telle enquête pour l'entreprendre. Les résultats de celle-ci sont communiqués à la commission de réforme lors de sa saisine.

L'enquête doit permettre de déterminer la cause, la nature, les circonstances de temps et de lieu et les conséquences apparentes de l'accident.

Elle doit être effectuée, même en cas de déclaration tardive de l'accident par le fonctionnaire territorial.

5.3.1.2. Accident de trajet

Les dispositions de l'article L. 411-2 du code de la sécurité sociale s'appliquent, par analogie aux fonctionnaires territoriaux.

Celui-ci prévoit que : « Est également considéré comme accident du travail, lorsque la victime ou ses ayants droit apportent la preuve que l'ensemble des conditions ci-après sont remplies ou lorsque l'enquête permet à la caisse de disposer sur ce point de présomptions suffisantes, l'accident survenu à un travailleur mentionné par le présent livre, pendant le trajet d'aller et de retour, entre : 1^o) la résidence principale, une résidence secondaire présentant un caractère de stabilité ou tout autre lieu où le travailleur se rend de façon habituelle pour des motifs d'ordre familial et le lieu du travail. Ce trajet peut ne pas être le plus direct lorsque le détour effectué est rendu nécessaire dans le cadre d'un covoiturage régulier ; 2^o) le lieu du travail et le restaurant, la cantine ou, d'une manière plus générale, le lieu où le travailleur prend habituellement ses repas, et dans la mesure où le parcours n'a pas été interrompu ou détourné pour un motif dicté par l'intérêt personnel et étranger aux nécessités essentielles de la vie courante ou indépendant de l'emploi. ».

Il appartient aux intéressés d'apporter la preuve que l'accident survenu hors de leur lieu de travail s'est produit à l'occasion du service. L'accident doit, afin d'être considéré comme un accident de service, être directement lié à l'exercice des fonctions ou être rattachable à celui-ci.

L'éloignement entre le domicile ou la résidence habituelle et le lieu de travail de l'agent est parfois important. C'est seulement dans le cas où l'autorité territoriale fait savoir à l'agent que cet éloignement n'est pas compatible avec l'exercice normal de ses fonctions que la commission de réforme peut en tenir compte si elle est informée par l'autorité territoriale de cet élément.

Dans l'hypothèse où l'agent est, en vertu de dispositions particulières, soumis à une obligation de résidence ou bénéficie d'un logement de fonctions, l'autorité territoriale doit, en tant que de besoin, joindre au dossier de saisine de la commission de réforme l'autorisation délivrée

à cet agent d'avoir une autre résidence habituelle que son logement de fonctions ou celui qui est situé dans la circonscription administrative que recouvre l'obligation de résidence.

5.3.2. L'information du fonctionnaire territorial

(Art. 13 alinéa 2, 14 alinéa 1, et 16 alinéa 3 et 4, art. 17 alinéa 7 de l'arrêté du 4 août 2004)

Le secrétariat de la commission de réforme compétente accuse réception de la demande d'inscription à l'ordre du jour à l'agent concerné et à son employeur.

Le secrétariat de la commission de réforme convoque les membres titulaires et l'agent concerné au moins quinze jours avant la date de la réunion.

Dix jours au moins avant la réunion de la commission, le fonctionnaire territorial est invité à prendre connaissance, personnellement ou par l'intermédiaire de son représentant, de son dossier, dont la partie médicale peut lui être communiquée, sur sa demande, ou par l'intermédiaire d'un médecin ; il peut présenter des observations écrites et fournir des certificats médicaux.

La commission entend le fonctionnaire territorial, qui peut se faire assister d'un médecin de son choix. Il peut aussi se faire assister par un conseiller.

Les avis sont communiqués aux intéressés dans les conditions fixées par la loi du 17 juillet 1978

5.3.3. Les participants aux délibérations de la commission de réforme

(Art. 16 alinéa 4 et 17 alinéa 1 de l'arrêté du 4 août 2004)

La commission entend le fonctionnaire territorial, qui peut se faire assister d'un médecin de son choix. Il peut aussi se faire assister par un conseiller.

La commission ne peut délibérer valablement que si au moins quatre de ses membres ayant voix délibérative assistent à la séance. Cependant, en cas d'absence d'un praticien de médecine générale, le médecin spécialiste a voix délibérative par dérogation au 1 de l'article 3 de l'arrêté du 4 août 2004.

Deux praticiens, titulaires ou suppléants, doivent obligatoirement être présents.

Les médecins visés au 1 de l'article 3 de l'arrêté du 4 août 2004 et les médecins agréés ayant reçu pouvoir en application de l'article 8 de l'arrêté du 4 août 2004 ne peuvent pas siéger avec voix délibérative lorsque la commission examine le dossier d'un agent qu'ils ont examiné à titre d'expert ou de médecin traitant.

Les avis sont émis à la majorité des membres présents. Ils doivent être motivés, dans le respect du secret médical.

En cas d'égalité des voix, l'avis est réputé rendu.

VI. – CONTESTATION DES AVIS

6.1. Les possibilités de contester

Le comité médical est une instance consultative d'appel des conclusions formulées par les médecins agréés lors des contre-visites.

Le comité médical supérieur est une instance consultative d'appel des avis rendus par le comité médical.

Aucun avis supplémentaire ne peut être sollicité après l'avis rendu par la commission de réforme ou le comité médical lorsque ce dernier statue en qualité d'instance consultative d'appel (cf. 4.2.1., troisième paragraphe).

Dans ces hypothèses où un avis supplémentaire n'est pas susceptible d'être recueilli, il peut être opportun de rechercher une solution par une nouvelle consultation avant que l'affaire ne soit portée au contentieux. L'autorité territoriale peut alors demander une contre-expertise à un médecin spécialiste agréé qui n'a pas encore été consulté sur le dossier de l'intéressé. Si les conclusions de ce médecin vont dans le même sens que celles du comité médical ou de la commission de réforme, l'autorité territoriale est suffisamment éclairée pour prendre sa décision ; en revanche, si elles expriment une opinion différente, l'autorité territoriale peut demander une nouvelle délibération à l'instance consultative. Ces démarches sont à l'initiative de l'autorité territoriale.

6.2. Délais

La réglementation ne prévoit pas de délai pour contester les conclusions du médecin agréé et l'avis du comité médical.

En pratique, les contestations doivent être formulées dès que les conclusions ou avis litigieux sont connus par le fonctionnaire territorial ou l'autorité territoriale.

Tout retard dans la transmission, l'instruction et l'examen de ces contestations conduit le plus souvent à de graves difficultés pour réformer les solutions ou redresser les situations susceptibles d'être améliorées.

En conséquence, le bon fonctionnement des comités médicaux et commissions de réforme est un élément de la gestion des personnels et de la concertation avec les organisations syndicales.

ANNEXE I

CERTIFICAT DE PRISE EN CHARGE DIRECTE PAR L'AUTORITÉ TERRITORIALE DES FRAIS OCCASIONNÉS PAR UN ACCIDENT DE SERVICE

Attestation

Je soussigné, (grade et fonctions du chef de service) certifie que M. a été victime d'un accident de service.

M. fonctionnaire territorial (titulaire ou stagiaire) n'est pas soumis à la législation sur les accidents du travail, mais il relève des dispositions de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale. Le (désignation exacte et adresse du service liquidateur) prendra en charge, sur justification, les honoraires médicaux et frais directement entraînés par l'accident énuméré ci-après :

- a) les honoraires et frais médicaux ou chirurgicaux dus aux praticiens ainsi que les frais dus aux auxiliaires médicaux ;
- b) les frais médicaux d'hospitalisation ;
- c) les frais de médicaments, d'analyses et d'examen de laboratoire et de fournitures pharmaceutiques autres que les médicaments ;
- d) les frais résultant des visites ou consultations de contrôle et de la délivrance de tous les certificats médicaux exigés de l'intéressé au cours de la procédure de constatation et de contrôle ;
- e) les frais de transport de la victime à sa résidence habituelle ou à l'établissement hospitalier.

Signature

ANNEXE II

LISTE INDICATIVE DES FRAIS SUSCEPTIBLES D'ÊTRE PRIS EN CHARGE PAR L'AUTORITÉ TERRITORIALE À LA SUITE D'UN ACCIDENT DE SERVICE OU D'UNE MALADIE PROFESSIONNELLE

1. Les honoraires et frais médicaux ou chirurgicaux dus aux praticiens ainsi que les frais dus aux auxiliaires médicaux à l'occasion des soins nécessités par la maladie ou l'accident ;

2. Les frais médicaux d'hospitalisation et, éventuellement, de cure thermique.

Les frais de cures thermales reconnues par la sécurité sociale sont remboursés, selon les critères suivants :

- frais de transport depuis la résidence jusqu'à la station thermale avec maximum du prix d'un billet de chemin de fer 2^e classe, aller et retour,
- frais de cure et honoraires médicaux ;
- frais d'hébergement.

3. Les frais de médicaments, d'analyses et examens de laboratoire et de fournitures pharmaceutiques autres que les médicaments ;

4. Les frais résultant des visites ou consultations de contrôle et de la délivrance de tous les certificats médicaux exigés du fonctionnaire territorial au cours de la procédure de constatation et de contrôle.

Il convient cependant d'exercer un contrôle sur la légitimité des dépenses exposées :

- si le montant de ces dépenses est inférieur à 170 % du tarif de remboursement de la sécurité sociale, ce contrôle peut être limité à la vérification matérielle de l'exactitude du montant de ces dépenses ;
- si le montant de ces dépenses est égal ou supérieur à 170 % du tarif de remboursement de la sécurité sociale, ce contrôle comporte non seulement la vérification matérielle de l'exactitude du montant de ces dépenses, mais encore l'examen de leur utilité dont la preuve doit être strictement apportée par le fonctionnement intéressé ;

5. Les frais d'appareils de prothèse ou d'orthopédie rendus nécessaires par l'infirmité.

La victime, sur l'invitation de l'autorité territoriale dont elle relève, doit adresser une demande d'inscription au centre d'appareillage du secrétaire d'État aux anciens combattants le plus proche de son domi-

cile. Le centre auquel la victime s'est fait inscrire remet à celle-ci un livret sur lequel sont mentionnés la nature et le nombre d'appareils délivrés, les réparations et renouvellements effectués et les frais correspondants. La délivrance, la réparation et le renouvellement des appareils se font dans les conditions pratiquées par les centres d'appareillage du secrétariat d'État aux anciens combattants, à l'égard de leurs autres ressortissants. Les frais d'appareillage comportent les prix d'acquisition, la réparation et le renouvellement d'après les tarifs pratiqués dans ces centres ;

6. Les frais de transport rendus nécessaires par l'accident ; ils sont remboursés, en principe, sur la base du tarif des ambulances municipales ; toutefois, en cas de transport d'urgence de l'intéressé à l'hôpital ou dans une clinique, le remboursement se fait sur la base des frais réellement engagés ; les transports ultérieurs effectués à l'occasion des soins donnent lieu, par contre, au remboursement, sur la base du moyen le plus économique, compte des circonstances et notamment de l'état de santé de l'intéressé ;

7. Les frais médicaux et de prothèse nécessités par les besoins de la réadaptation fonctionnelle, cette prestation ne pouvant être accordée à l'intéressé, soit sur sa demande, soit de l'initiative de l'autorité territoriale qu'après avis de la commission de réforme.

Le traitement prévu peut comporter l'admission dans un établissement public ou dans un établissement public ou dans un établissement autorisé ;

8. Les frais de rééducation et réadaptation professionnelle qui permettent au fonctionnaire territorial d'être reclassé dans un autre poste de l'autorité territoriale ;

9. Les lunettes, verres de contact et prothèses dentaires endommagées lors de l'accident ;

– lunettes,

Les verres sont remboursés dans leur intégralité. Les montures sont remboursées dans la limite d'un prix forfaitaire fixé à 23 euros ;

– prothèses dentaires.

La victime doit obtenir avant l'engagement des soins, l'avis favorable d'un médecin agréé ou, le cas échéant, du comité médical compétent, auquel il fournira un devis établi par son médecin ;

10. En cas d'accident ou de maladie suivi de mort, les frais funéraires, dans la limite des frais exposés, et sans que leur montant puisse excéder le maximum fixé par la réglementation prévue en matière d'accident de travail.

IMMOBILIER

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR
ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Secrétariat général

Direction de la modernisation
de l'action territoriale

Direction de l'évaluation
de la performance et des affaires
financières et immobilières

Circulaire du 23 mars 2006 relative à la mise en œuvre des projets immobiliers dans le cadre de la réforme de l'administration départementale de l'État (RADE). Fonctionnement du compte d'affectation spéciale « cessions »

NOR : INTF0600035C

*Le ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire
à Mesdames et Messieurs les préfets.*

Dans le cadre de la RADE, vous allez procéder à la réorganisation fonctionnelle des services déconcentrés de l'État. Ces opérations peuvent induire des conséquences immobilières qui doivent globalement s'inscrire dans le cadre des politiques de rationalisation des dépenses et de valorisation des actifs inutilisés ou sous-utilisés.

Le mode de fonctionnement du compte d'affectation spéciale (CAS) qui régit les cessions réalisées dans les projets immobiliers présentés par les préfets dans le cadre de la RADE est désormais défini. Il paraît donc important de vous en faire connaître les principes.

1. Le fonctionnement du CAS

Avant le CAS

Jusqu'à la création du CAS, les produits des cessions aux tiers étaient versés au budget général de l'État. Les ministères civils en récupéraient normalement 90 % en loi de finances rectificative. Mais il n'était pas rare que ces crédits gagent des dépenses nouvelles ou soient utilisés à d'autres fonctions que l'immobilier en raison du principe de non-affectation des dépenses.

Avec le CAS

Le CAS introduit une exception à la règle de non-affectation en fléchissant un pourcentage fixe de la recette au bénéfice exclusif des projets immobiliers. Il permet également de déroger au principe de l'annualité budgétaire en prévoyant le report automatique de la totalité des crédits non utilisés (la règle des 3 % autorisés par la LOLF ne s'applique pas).

Pour ces deux raisons, le CAS offre des conditions de sécurité et de souplesse plus grandes.

L'alimentation du CAS

Pour accélérer le démarrage du nouveau système, les ventes réalisées l'an dernier ont été versées au bénéfice du CAS qui est donc d'ores et déjà en fonctionnement avec des crédits ouverts.

Les cessions réalisées depuis le début de l'année sont versées mensuellement au CAS au fur et à mesure de leur réalisation.

2. L'utilisation du CAS

Un programme du MINEFI – des BOP ministériels

Le programme, dont le responsable est le sous-directeur, chef du service France Domaines, au ministère de l'économie, des finances et de l'Industrie, fait l'objet d'un BOP dans chaque ministère (géré au ministère de l'intérieur et de l'aménagement du territoire par le sous-directeur des affaires immobilières) et d'une UO par programme. Par ailleurs il y a une UO du CAS par préfecture. Cette dernière est distincte de l'UO

créée dans chaque préfecture pour recevoir les crédits du PNE. Cette dualité signifie que les crédits issus du CAS et du programme national d'équipement ne seront pas fongibles. Mais ils sont additionnables.

Le droit de tirage

Chaque ministère, et donc chaque BOP, dispose d'un droit de tirage sur le CAS à due concurrence de son apport.

Pour les cessions de moins de 2 M€, qui constituent l'ensemble des opérations de l'administration territoriale à ce jour, le droit de tirage est fixé de manière uniforme à 85 % du produit de la cession.

L'absence de logique d'opération

Le CAS raisonne par BOP donc par ministère. Lorsque le responsable d'un BOP ministériel exerce son droit de tirage, il peut utiliser les crédits pour l'opération qui lui paraît la plus pertinente, y compris pour une dépense relevant d'un autre programme budgétaire que celui d'où provient la cession. Cependant, les responsables de programme étant vigilants sur les retours qu'ils peuvent attendre de leurs cessions, la DEPAFI établira un tableau de suivi de l'apport de chaque programme au CAS pour lui assurer globalement un juste retour sur ses projets immobiliers.

Mais le PNE pourra parfaitement financer une opération immobilière liée à une cession plutôt que d'utiliser les crédits du CAS. La DEPAFI jouera en gestion sur ces possibilités afin de limiter au minimum les reports sur les crédits budgétaires et les faire plutôt, si nécessaire, sur le CAS.

Les usages possibles des crédits du CAS

Les crédits du CAS doivent être utilisés pour des dépenses immobilières, qu'il s'agisse de dépenses de fonctionnement ou d'investissement. Ils permettent de :

- acheter ;
- louer (de manière temporaire) ;
- construire ;
- aménager ;
- équiper (dans la limite de ce qui est habituellement admis dans les opérations immobilières).

Les règles d'intéressement local

Afin d'optimiser et d'encourager les préfectures dans des projets immobiliers parfois complexes à mettre en œuvre, et afin de mieux en garantir le résultat, le ministère de l'intérieur a défini des règles d'intéressement afin de vous assurer un retour sur les cessions que vous seriez amenés à proposer.

L'administration centrale conserve une quote-part de 50 % de la cession, le reliquat sur le droit de tirage (soit 35 %) étant attribué au niveau déconcentré pour assurer une dépense nécessairement affectée à l'immobilier. Cependant ces taux ne sont qu'indicatifs, les retours locaux étant examinés au cas par cas préalablement à la cession en fonction des besoins et des projets locaux de réemploi des fonds.

Ce dispositif d'intéressement n'est pas interministériel. En effet, les autres ministères n'ont pas souhaité, lors des réunions préparatoires à la circulaire du 2 janvier, fixer un taux de retour local uniforme même si le principe d'un intéressement au profit du service cédant a fait l'objet d'un consensus.

3. La spécificité des opérations de cession supérieures à 2 M€

Les opérations de plus de 2 M€ ne concernent pas, à ce jour dans la pratique, les cessions de l'administration territoriale.

Pour mémoire, il convient cependant de rappeler que ces opérations doivent être validées par le ministre chargé du budget et de la réforme de l'État.

Pour cela, il faut que le coût de réinstallation ne représente pas plus de 85 % du prix de la cession, c'est-à-dire que le projet doit conduire à une économie de 15 %. Si celle-ci est supérieure, le bénéfice reste acquis au ministère porteur. L'administration centrale prendra en charge la présentation du dossier au ministère de l'économie, des finances et de l'industrie afin d'obtenir une décision favorable.

Si la cession concerne un bien qui était inutilisé, le retour vers le ministère cédant n'est que de 50 % du produit de cession.

4. Procédure dans le cadre de la RADE

La procédure

Un préfet qui, dans le cadre de la RADE, élabore un projet de rationalisation immobilière interministérielle avec l'aide des services des domaines, saisira par écrit le secrétariat général du gouvernement. Son projet devra décrire les aspects fonctionnels de la réorganisation ainsi que l'impact immobilier de l'opération sur la base des règles définies par l'annexe IV de la circulaire du Premier ministre du 2 janvier 2006. Le ministère de l'intérieur et de l'aménagement du territoire et le ministère de l'économie, des finances et de l'industrie seront informés par copie du projet.

Le « comité d'experts » associant ministère de l'économie, des finances et de l'industrie, ministère de l'intérieur et de l'aménagement du territoire et secrétariat général du Gouvernement examinera le projet et le fera valider par le comité des secrétaires généraux en cas de consensus ou le fera arbitrer en cas de désaccord. Il est important que vos dossiers mettent clairement en évidence les économies permises par le projet.

Le comité des secrétaires généraux a clairement indiqué qu'il convenait de prendre en compte l'appréciation des gains immobiliers et l'évaluation du coût de fonctionnement (accueil commun, standard, salles de réunion partagées...) dans l'appréciation d'un projet RADE.

Comment traiter une opération qui favorise un service et en défavorise un autre ?

En cas d'opérations de cession, le prix de la vente est versé au CAS et chacun des ministères cédants dispose à concurrence d'un droit de tirage selon les règles décrites ci-dessus.

Il pourra arriver qu'un service concerné par une opération interministérielle soit désavantagé par rapport à sa situation antérieure. Par exemple, si la DDASS qui occupait à titre gratuit des locaux dans la cité administrative rejoint le siège de la DDTEFP pour constituer un pôle de compétences, elle sera soumise à un loyer dont elle faisait jusqu'alors l'économie. L'espace libéré dans la cité administrative pourra en revanche bénéficier à la DDJS qui était installée jusqu'alors dans des locaux inadaptés, qui seront vendus, d'où une recette pour ce ministère.

Dans ce cas, il conviendra que, dans le cadre de l'examen du projet par le « comité d'experts », des négociations soient ouvertes par les administrations centrales au niveau interministériel pour négocier des transferts entre BOP du CAS et l'ouverture d'un droit de tirage au profit du ministère défavorisé par l'opération et la réduction du droit de tirage du ministère gagnant. Cette règle vise à éviter que la valorisation des opérations ne soit un obstacle aux réorganisations de l'administration territoriale. La recherche des équilibres financiers ne pourra se faire qu'au niveau national en consolidant les différentes opérations menées par un même ministère au niveau déconcentré et non opération par opération. Les ministères participant au « groupe d'experts » de la circulaire du 2 janvier sont d'accord sur cette manière de faire.

Plusieurs sessions d'information vous précisant, ainsi qu'à vos services, le fonctionnement de ce nouveau dispositif interviendront dans le courant de l'année 2006. La première s'est déroulée le 9 mars dernier à l'occasion de la journée de l'immobilier, au cours de laquelle est intervenu le chef du service France Domaine.

Le préfet, secrétaire général,

D. CANEPA

RÈGLEMENTATION GÉNÉRALE

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR
ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Secrétariat général

Direction des systèmes d'information
et de communication

Sous-direction de l'ingénierie,
de l'équipement et de l'exploitation

Bureau des équipements
et des exploitations téléphoniques

Circulaire du 2 mars 2006 relative aux nouveaux marchés de téléphonie fixe

NOR : INTG0600030C

Références :

Conventions nationales de prix n°s 05 08 010, 05 08 011, 05 08 008, 05 08 009, 06 08 001, 05 08 012, 05 08 013 et 05 08 014 notifiées respectivement à Completel (lots 3 et 4), à France Télécom (lots 1, 2, 5 et 6), à 9 Telecom (lot 8 numéros spéciaux) et à Memobox (lot 9 gestion des flux télécoms) ;

Note n° 002-05 en date du 10 janvier 2005 ;

Circulaire NOR : INTG0500055C, en date du 20 mai 2005 ;

Note n° 112-05 du 8 septembre 2005.

Pièces jointes :

Annexe 1 : fiche exhaustive d'informations ;

Annexe 2 : correspondants en administration centrale.

Le ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, à Messieurs les préfets des zones de défense, Mesdames les préfètes et Messieurs les préfets des départements de métropole, Messieurs les préfets des départements d'outre-mer, Monsieur le préfet de la région d'Ile-de-France, préfet de Paris, Monsieur le préfet de police, Monsieur le directeur général de la police nationale, Monsieur le directeur de l'évaluation de la performance et des affaires financières et immobilières, Monsieur le directeur de la défense et de la sécurité civiles, Monsieur le chef du service central des systèmes d'information et de communication.

La présente circulaire a pour objet d'apporter des éléments d'informations aux services du ministère de l'intérieur et de l'aménagement du territoire et aux services déconcentrés relevant des ministères de la santé et des solidarités, de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement et de l'écologie et du développement durable, dans le cadre du déploiement des nouveaux marchés de téléphonie fixe et de préciser les dispositions à prendre avant l'échéance des supports juridiques existants.

Elle s'inscrit dans la continuité de la circulaire ministérielle NOR INTG0500055C du 20 mai 2005 sur le nouvel appel d'offres de téléphonie fixe.

Elle s'inscrit également dans la continuité de la note SG/DSIC/SDIEE/BEET n° 112-05 du 8 septembre 2005 mentionnant les modalités de passation des bons de commande de prorogation des marchés de téléphonie fixe.

La fiche d'informations figurant en annexe n° 1 à la présente circulaire décrit l'impact technique et financier des résultats de la nouvelle consultation et insiste sur la procédure à suivre pour réussir la phase de déploiement des marchés.

En cas de difficulté de mise en œuvre ou pour toute question que vous vous posez, vos services pourront utilement consulter le site Intranet mis en place par la direction des systèmes d'information

et de communication à l'adresse suivante : <http://beet.dsic.mi/ao3/ao3.htm> et se rapprocher des correspondants de cette même direction (voir annexe n° 2 ci-après), ainsi que de ceux désignés par les titulaires (liste sur le site Intranet précité).

*Le préfet, directeur des systèmes
d'information et de communication,*
B. FITOUSSI

ANNEXE I

FICHE EXHAUSTIVE D'INFORMATIONS

1. Présentation des nouvelles conventions de prix

Le BEET de la DSIC a organisé, au bénéfice des services utilisateurs, des présentations de ces nouvelles conventions de prix, au cours de la première quinzaine de décembre (le 10 janvier pour la région Ile-de-France).

Ces présentations, qui ont rassemblé au total 355 personnes, ont eu lieu dans chacune des zones aux dates suivantes :

- le 1^{er} décembre 2005 à Bordeaux, trente-deux participants ;
- le 2 décembre à Toulouse, vingt-cinq participants ;
- le 5 décembre à Metz, cinquante-quatre participants ;
- le 7 décembre à Lille, trente-neuf participants ;
- le 8 décembre à Marseille, vingt-sept participants ;
- le 12 décembre à Tours, trente-et-un participants ;
- le 14 décembre à Rennes, cinquante-six participants ;
- le 16 décembre à Lyon, cinquante-quatre participants ;
- le 10 janvier 2006 à Paris, trente-sept participants.

2. Résultats de l'appel d'offres de téléphonie fixe

Les résultats qui découlent de l'allotissement inscrit à l'appel d'offres (cf. annexe 3 de la précédente circulaire) sont les suivants : les lots 1, 2, 5 et 6 ont été attribués à France Télécom, tandis que Completel a remporté les lots 3 et 4, au détriment de 9 Télécom qui se maintient au ministère uniquement pour le lot 8 (numéros spéciaux). Memobox reste en place pour le lot 9 concernant la gestion des flux télécoms (GFT).

Les nouvelles conventions de prix revêtent un intérêt certain, dans la mesure où elles se caractérisent notamment par une simplification des tarifs. En effet, il faut noter que le prix du trafic national est désormais identique à celui du trafic local : c'est la « postalisation ». De plus, la suppression du crédit temps s'applique à tous les trafics géographiques et fixes vers les mobiles nationaux. Enfin, il est nécessaire de souligner la gratuité du trafic intersites pour les 144 plus gros sites du MIAT (sites inscrits dans les lots 3 et 4). Vous trouverez dans le tableau ci-dessous les baisses de prix sur les principaux postes de dépenses pour les lots 3, 4, 5 et 6.

Lot 1 : concerne les DOM et porte sur la fourniture d'accès et l'acheminement de trafics téléphoniques. Il a été attribué à France Télécom.

Lot 2 : concerne les DOM et porte sur l'acheminement de trafics téléphoniques sortants. Il a été attribué également à France Télécom.

Lot 3 : concerne 38 sites importants d'Ile-de-France (cf. liste dans la circulaire du 22 mai 2005 ou sur le site du BEET) et porte sur la fourniture d'accès et l'acheminement de trafics téléphoniques. Il a été attribué à Completel. Cet opérateur a, en effet, présenté la meilleure offre financière, se caractérisant notamment par les prix des abonnements très bas (inférieurs de 49 % à ceux actuellement pratiqués par 9 Télécom) et la gratuité du trafic intersites engendrant une économie supplémentaire d'environ 2 % (par rapport aux tarifs de Completel). Sur le plan technique, cet opérateur a présenté la meilleure étude de déploiement et un meilleur engagement de disponibilité de 99,99 %, ce qui représente une durée totale maximale d'interruption de service de cinquante minutes par an. Certes, il ne faut pas occulter les travaux de déploiement que ce changement d'opérateur va entraîner.

Pourtant, il faut insister sur le gain financier que génère un tel choix : la réduction estimée de la facture globale, abonnements et communications, la première année pleine, à volumes et périmètre constants, serait de l'ordre de 35 % pour les sites figurant déjà dans le lot 3 et de 43 % pour les nouveaux sites du lot 3 (figurant auparavant dans les lots 5 et 6, les préfectures de Bobigny et de Créteil, par exemple).

			ABONNEMENT MENSUEL	COMMUNICATIONS (prix à la minute)						
			1 T2 Cat. 3 100 SDA	Local	National	Intersites (lots 3 et 4)		International (Europe proche)	Fixe vers mobile	
						Local	National		Orange, SFR	Bouygues
LOT 4	Nouvelle CdP	Prix	130 €	0,00700 €	0,00700 €	0,00000 €	0,00000 €	0,02200 €	0,11500 €	0,13000 €
	Ancienne CdP lot 4	Prix	260 €	0,01300 €	0,01260 €	0,01300 €	0,01260 €	0,04500 €	0,18500 €	0,18500 €
		Écart	- 50,00%	- 46,15%	- 44,44%	- 100,00%	- 100,00%	- 51,11%	- 37,84%	- 29,73%
	Ancienne CdP lot 6	Prix		0,01900 €	0,02100 €	0,01900 €	0,02100 €	0,04500 €	0,18500 €	0,18500 €
		Écart		- 63,16%	- 66,67%	- 100,00%	- 100,00%	- 51,11%	- 37,84%	- 29,73%
	Ancienne CdP lot 5	Prix	595 €							
		Écart	- 78,15%							

			ABONNEMENT MENSUEL	COMMUNICATIONS (prix à la minute)						
			1 T2 Cat. 3 100 SDA	Local	National	Intersites (lots 3 et 4)		International (Europe proche)	Fixe vers mobile	
						Local	National		Orange, SFR	Bouygues
LOT 5	Nouvelle CdP	Prix	595 €	0,01600 €	0,01600 €			0,03120 €	0,09100 €	0,09100 €
	Ancienne CdP	Prix	595 €	0,02015 €	0,02583 €			0,05760 €	0,16578 €	0,19038 €
		Écart	0,00%	- 20,59%	- 38,06%			- 45,83%	- 45,11%	- 52,20%
LOT 6	Nouvelle CdP	Prix		0,01600 €	0,01600 €			0,03120 €	0,09100 €	0,09100 €
	Ancienne CdP	Prix		0,01900 €	0,02100 €			0,04500 €	0,18500 €	0,18500 €
		Écart		- 15,79%	- 23,81%			- 30,67%	- 50,81%	- 50,81%

3. Recommandations pour le déploiement

Il faut rappeler que le 13 juin 2006 marquera la fin de la couverture juridique des marchés actuels. Il est donc impératif de bien réussir la phase de déploiement.

Les actions à mener par les PRM et les SZSIC/SDSIC ont été bien précisées, lors de ces réunions de présentation organisées dans les zones, début décembre 2005. Ainsi, les actions dévolues aux PRM (pour les nouveaux lots 3 et 4) peuvent se résumer de la manière suivante : d'une part, avoir une bonne connaissance des T2 actuels, procéder à l'inscription gratuite à l'annuaire, préparer le mandat de portabilité, connaître les services à transférer et, enfin, procéder, lors de la mise en service, à tous les tests nécessaires. Quant à celles dévolues aux SZSIC/SDSIC (toujours pour les nouveaux lots 3 et 4), elles se répartissent en quatre axes essentiels : la re-programmation des PABX, en corrélation étroite avec Completel et le mainteneur, l'habilitation des employés Completel et, dans le cas d'un raccordement par fibre optique, l'autorisation d'accès du propriétaire et la fourniture des plans (plans d'accès et acheminement FT dans les sites et fonds de plan des bâtiments).

Je vous invite donc, si vous ne l'avez déjà fait, à vous rapprocher des représentants locaux de Completel, afin de prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer une bonne mise en place des marchés en 2006. Pour ce faire, la mise à jour de l'annexe technique afférente aux différents lots est déterminante. En effet, un repérage s'impose en fonction du nouveau découpage des lots 3 et 4. Les fiches collectes, validées par Completel, (disponibles sur le site du BEET) constitueront à la fois une annexe faisant partie du marché coordonné et le premier bon de commande, d'où la nécessité de bien les compléter. En particulier, pour l'ensemble des sites des lots 3 et 4, il conviendra de procéder rapidement au règlement de toutes les factures afférentes aux marchés en cours, afin que la portabilité des numéros ne puisse pas éventuellement être refusée par l'opérateur cédant. De plus, le basculement des sites, devant être réalisé dans les meilleurs délais, nécessitera une préparation commune, tant du côté de l'opérateur que du côté de l'administration.

Il est donc recommandé aux responsables du déploiement désignés, à la suite de ma note du 10 janvier 2005, de bien programmer avec les opérateurs (Completel, en particulier) la date de basculement, afin d'éviter toute interruption de service. Toute information utile sur les mainteneurs des PABX devra être fournie aux équipes régionales de Completel (cf. fiche synthétique des coordonnées complètes et de la procédure d'escalade spécifique à cet opérateur disponibles sur notre site Intranet). Pour les lots 3 et 4, afin de respecter l'échéance importante du 13 juin 2006, il est impératif que la signature de tous les marchés coordonnés soit effective au plus tard le 15 avril 2006. En cas de non respect de cette date, les raccordements de Completel pourraient ne pas être opérationnels au 13 juin.

4. Détermination des mini-maxi

Cet exercice a également été expliqué, lors des réunions d'informations évoquées précédemment ainsi qu'au travers de très nombreux échanges par messagerie. Pour le montant minimum, il vous est possible de le déterminer de deux manières possibles qu'il convient de mener simultanément, afin d'en comparer les résultats.

Premier calcul : utiliser les nouveaux tarifs (disponibles sur le site du BEET) et en réaliser une simulation à partir de vos propres éléments de volumétrie annuelle obtenus grâce à la GFT notamment. Pour déterminer le minimum annuel, il convient de retenir au plus 70 % du montant de la simulation.

Second calcul : retenir au plus 50 % de votre dépense 2005.

Bien entendu, ces deux démarches devront s'inscrire dans les nouveaux périmètres (lots, 3, 4, 5 et 6).

En ce qui concerne le montant maximal, un rapport maximum de 1 à 3 peut être utilisé.

5. Un seul marché pour les lots 5 et 6 au profit de France Télécom

Conformément à l'article 10 du code des marchés publics, il est possible de ne passer avec le titulaire de plusieurs lots qu'un seul marché. Il faudra cependant fixer des montants minimum et maximum pour les prestations relevant du lot 5 et des montants minimum et maximum pour les prestations relevant du lot 6.

6. Projet d'optimisation des achats de l'État (OPACHE)

Extension aux services déconcentrés de trois ministères : le ministère de la santé et des solidarités, le ministère de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement et le ministère de l'écologie et du développement durable. La circulaire du 20 mai 2005 vous précisait notamment l'intégration des services déconcentrés relevant de ces ministères aux sites (inclus dans le périmètre des lots 3, 4, 5 et 6) des services déconcentrés du ministère de l'intérieur et de l'aménagement du territoire. France Télécom et Completel, bénéficiaires de ces lots, ont accepté ce rattachement. Il vous appartient donc de déterminer dans quels lots doivent être intégrés les services déconcentrés. Le double objectif qui vous a été fixé dans cette circulaire permettra une diminution de la dépense d'achat et la réduction de la charge de travail des services. Je vous rappelle donc que l'action des SDSIC sera primordiale.

ANNEXE II

CORRESPONDANTS EN ADMINISTRATION CENTRALE

Eléments juridiques et administratifs :

Ministère de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, secrétariat général, direction des systèmes d'information et de communication, sous-direction de l'administration générale, bureau des affaires juridiques, place Beauvau, 75800 Paris :

- Mme Joseline Villeneuve, téléphone : 01-40-57-91-77, télécopie : 01-40-57-54-96, mél : joseline.villeneuve@interieur.gouv.fr ;
- M. Olivier Massuelle, téléphone : 01-40 57-98-39, télécopie : 01-40-57-54-96, mél : mailto : olivier.massuelle@interieur.gouv.fr.

Eléments techniques :

Ministère de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, secrétariat général, direction des systèmes d'information et de communication, sous-direction de l'ingénierie, de l'exploitation et des équipements, bureau des équipements et exploitations téléphoniques, place Beauvau – 75800 Paris :

- M. Daniel Mouton, téléphone : 01-57-24-10-10, télécopie : 01-57-24-12-90, mél : daniel.mouton@interieur.gouv.fr ;
- Mme Danielle Pignard, téléphone : 01-57-24-10-27, télécopie : 01-57-24-12-90, mél : mailto : danielle.pignard@interieur.gouv.fr.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR
ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Direction générale des collectivités locales

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

*Direction générale
de la coopération internationale
et du développement*

*Commission nationale
de la coopération décentralisée
(C.N.C.D.)*

Circulaire du 2 mars 2006 relative à la contribution en 2005 des collectivités territoriales et des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à l'aide publique au développement (APD)

NOR : MCTB0600024C

Référence : article L. 1115-6 du code général des collectivités territoriales (CGCT).

Pièces jointes :

- Un tableau ;
- Un guide pour la collecte de l'aide publique au développement réalisée par les collectivités territoriales ;
- Une note explicative.

Résumé : il est demandé aux préfets de région et aux préfets de collecter auprès des exécutifs des régions, des départements, des communes et des établissements publics de coopération intercommunales (EPCI) de plus de 10 000 habitants les données financières relatives à l'aide publique au développement (APD) qu'elles ont menée dans l'année 2005.

Le directeur général des collectivités locales, le délégué pour l'action extérieure des collectivités locales à Madame et Messieurs les préfets de région, à Mesdames et Messieurs les préfets.

Par circulaire interministérielle du 11 février 2005, vous aviez été appelés à collecter auprès des collectivités territoriales et de leurs groupements les données détaillées relatives à leurs dépenses d'aide publique au développement, par pays et types d'intervention, au titre de l'année 2004. Grâce à cette collecte, la France a été en mesure, pour la première fois, de notifier officiellement au Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) un montant déclaré de 46 millions d'euros, faisant ressortir le rôle important des collectivités françaises dans l'aide au développement. Au-delà de cette comptabilisation, cette collecte est très importante pour enrichir la connaissance des interventions des acteurs locaux, en particulier à travers le site de la Commission nationale de la coopération décentralisée (CNCD), chargée par la loi de tenir « l'état » de la coopération décentralisée.

Il vous est demandé, dans le cadre de l'enquête menée par la direction générale du Trésor et de la politique économique au ministère de l'économie, des finances et de l'industrie, de collecter les données portant sur les versements au titre de l'aide au développement (au sens du Comité d'aide au développement) de l'année calendaire 2005.

À cet effet, un questionnaire est à remplir par les régions, les départements, ainsi que les communes et groupements de communes de plus de 10 000 habitants. Toutefois, dans le cas où une commune ou un grou-

pement moins peuplé aurait à votre connaissance développé une activité très notable dans ce domaine, vous voudrez bien lui adresser également le questionnaire.

Celui-ci sera renseigné en utilisant les tableaux ci-joints. Les définitions précises des rubriques figurent en pièces jointes à la circulaire. Vous noterez quelques modifications qui vont dans le sens d'une simplification ou d'une actualisation par rapport à la nomenclature du CAD :

- la distinction entre partie I et partie II de la liste des pays éligibles est supprimée, cette liste étant elle-même mise à jour pour quelques pays européens ou émergents ;
- un recensement des concours apportés suite au tsunami figure dans le questionnaire, qui devrait coïncider avec les résultats fournis en 2005 au délégué interministériel nommé à cet effet.

Il vous est donc demandé de communiquer, si possible par courrier électronique, la présente circulaire et les pièces jointes aux présidents de conseil régional, présidents de conseil général, maires et présidents d'E.P.C.I. de plus de 10 000 habitants.

Les réponses devront être adressées avant le 31 mai 2006, de préférence sous format électronique :

- au secrétariat de la CNCD : apdcncd.sgaec@diplomatie.gouv.fr
- à l'adresse électronique de la préfecture, en copie.

En cas d'impossibilité, les réponses en format papier seront envoyées :

- au secrétariat de la CNCD, 57, boulevard des Invalides, 75007 Paris ;
- à vous-même en copie.

L'équipe de la CNCD est à la disposition des collectivités territoriales pour apporter son concours à la réussite de cette opération, par le site Internet de la CNCD à l'adresse suivante : <http://www.diplomatie.gouv.fr/cncd>

Nous appelons de nouveau votre attention sur l'importance qu'il y a pour la France et ses collectivités territoriales à faire reconnaître dans les instances internationales l'effort qu'elles accomplissent en matière d'aide au développement.

Le directeur général des collectivités locales,

D. SCHMITT

*Le délégué pour l'action extérieure
des collectivités locales,*

ANTOINE JOLY

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR
ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

LE MINISTRE D'ÉTAT

Circulaire du 6 mars 2006 relative à la signature de la convention « Alerte enlèvement »

NOR : INTC0600031C

Pièce jointe : la convention.

Le ministre d'État, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire à Madame et Messieurs les préfets de régions, Mesdames et Messieurs les préfets de département, Monsieur le directeur général de la police nationale, Monsieur le directeur général de la gendarmerie nationale, Monsieur le préfet de police.

Le 28 février 2006, le ministère de l'intérieur et de l'aménagement du territoire a signé avec le ministère de la défense, des transports, les médias, les sociétés d'autoroutes, la SNCF, la RATP et les associations de victimes, la convention « Alerte enlèvement » initiée par le ministère de la justice.

S'inspirant des systèmes nord-américains « Amber Alert » du nom d'une fillette enlevée et tuée en 1996 aux États-Unis, ce plan est destiné à recueillir auprès de la population, dans les toutes premières heures suivant l'enlèvement d'un enfant, tout élément d'information susceptible de favoriser sa libération rapide.

Fruit d'un vaste travail de concertation, cette convention définit les modalités de ce dispositif d'urgence.

Ce plan peut être activé dès à présent. Quatre conditions sont nécessaires à son déclenchement.

Il doit s'agir d'un enlèvement avéré et non d'une simple disparition. La vie ou l'intégrité physique de la victime doit être en danger. Le procureur de la République doit être en possession d'informations dont la diffusion peut permettre de localiser l'enfant ou le ravisseur. Enfin la victime est mineure.

Dans tous les cas seul l'intérêt de l'enfant dicte la décision du déclenchement de l'alerte.

Chaque fois que cela est possible, l'accord des parents sera réclamé.

Ce dispositif national a pour but de mobiliser immédiatement l'ensemble des témoins potentiels.

Il est déclenché en urgence, car dans un enlèvement d'enfant, les toutes premières heures sont décisives. Le message sera diffusé très rapidement sur tout le territoire national et indiquera un numéro de téléphone à contacter.

Le procureur de la République en charge de l'enquête a la responsabilité du déclenchement de l'alerte.

Ce plan mobilise l'ensemble des forces de sécurité intérieure. Il nécessite une parfaite coordination des tâches entre tous les acteurs, police et gendarmerie, Paris et province. Son efficacité est liée à la rapidité de réaction des services.

Je vous demande dans le respect des dispositions arrêtées dans le cadre de la convention de mettre en place entre les différents services cette nécessaire coordination.

Les directeurs généraux de la police et de la gendarmerie nationales ainsi que le préfet de police donneront des instructions dans ce sens.

Vous connaissez l'intérêt que je porte aux victimes. Le sort des enfants victimes de maltraitance ne peut laisser indifférent et je sais que je peux compter sur votre engagement.

NICOLAS SARKOZY

Convention « Alerte enlèvement » Plan d'alerte de la population en cas d'enlèvement d'un mineur

Article préliminaire

(Objet du plan d'alerte de la population en cas d'enlèvement d'enfants mineurs).

Une étude réalisée aux États-Unis en 1993 met en évidence que sur 621 enlèvements d'enfants qui se sont terminés par un homicide, 44 % des enfants assassinés l'ont été dans la première heure, 74 % dans les trois heures et 91 % dans les 24 heures suivant l'enlèvement.

Si aucune recherche d'une telle ampleur n'a été menée en France, l'étude de quelques cas d'enlèvements d'enfants suivis d'homicides survenus dans notre pays confirme la nécessité d'agir au plus vite.

Ainsi, la survie d'un enfant peut dépendre de la rapidité et de l'importance des moyens mobilisés pour le localiser dès que l'enlèvement est porté à la connaissance des autorités.

S'inspirant des systèmes nord-américains « Amber Alert », du prénom d'une petite fille de 9 ans enlevée et tuée en 1996 aux États-Unis, le Gouvernement entend – par la présente convention – créer un plan d'alerte destiné à recueillir auprès de la population, dans les heures suivant l'enlèvement d'un enfant, tout élément d'information susceptible de favoriser sa libération rapide.

Ainsi, grâce au message d'alerte, toute personne qui possèdera une information permettant de retrouver l'enfant, ou qui sera en train d'observer l'enfant, le suspect ou son véhicule, pourra immédiatement en informer les autorités via un numéro de téléphone spécifique.

Il ne s'agit pas, naturellement, de demander à la population d'intervenir elle-même pour tenter de libérer l'enfant.

Un tel dispositif complète utilement les moyens habituels d'enquête (déclenchement de plans d'intervention ou d'interpellation propres à la police nationale et à la gendarmerie nationale, appels à témoins, enquête immédiate de voisinage, diffusion auprès de l'ensemble des services de police et unités de la gendarmerie nationale, diffusion au fichier des personnes recherchées, diffusion internationale via Interpol et le système d'information Schengen, etc.).

Les critères de déclenchement de l'alerte doivent être particulièrement précis : il s'agit d'un plan d'alerte mobilisant des moyens exceptionnels pour des faits exceptionnels.

Ce système français d'alerte de la population en cas d'enlèvement d'enfant mineur porte le nom de plan « Alerte enlèvement ».

TITRE I^{er}. – LE DÉCLENCHEMENT DU PLAN ALERTE ENLÈVEMENT

Article 1^{er}

(Les critères du déclenchement du plan « Alerte enlèvement »)

Le plan « Alerte enlèvement » ne peut être déclenché que si les quatre critères suivants sont tous réunis :

- il s'agit d'un enlèvement avéré, et non d'une simple disparition ;
- l'intégrité physique ou la vie de la victime est en danger ;
- il existe des éléments d'information dont la diffusion peut permettre de localiser l'enfant ou le suspect ;
- la victime est mineure.

Article 2

(L'évaluation de l'intérêt de la victime et les relations de l'autorité judiciaire avec les parents)

La réunion des critères prévus à l'article 1^{er} n'entraîne pas systématiquement le déclenchement du plan « Alerte enlèvement » si la diffusion d'un message d'alerte est susceptible de créer un danger supplémentaire pour la victime ou de compromettre les investigations en cours.

Chaque fois que cela est possible, le procureur de la République recueille l'accord des parents de la victime préalablement au déclenchement de l'alerte.

En tout état de cause, pour les assister, le procureur de la République requiert l'association d'aide aux victimes localement compétente lorsqu'il envisage de déclencher le plan « Alerte enlèvement ».

Article 3

(L'autorité déclenchant l'alerte)

Dans tous les cas, le procureur de la République sur le ressort duquel a eu lieu l'enlèvement apprécie l'opportunité de déclencher le plan « Alerte enlèvement ».

Article 4

(Les avis nécessaires)

À l'image de ce qui est usuellement pratiqué en matière de prise d'otages, une cellule de crise ad hoc doit être constituée sans délai. Le procureur de la République qui la préside doit consulter ses membres avant tout déclenchement du plan « Alerte enlèvement ». Cette cellule de crise est notamment composée du directeur d'enquête/directeur des opérations et d'un représentant de l'autorité préfectorale (pour la prise en compte des effets de l'alerte sur l'ordre public).

Préalablement au déclenchement du plan « Alerte enlèvement », le procureur de la République doit prendre l'attache du procureur général près la cour d'appel de son ressort qui en réfère à la direction des affaires criminelles et des grâces du ministère de la justice.

Article 5

(Le contenu du message d'alerte)

Le procureur de la République élabore le message d'alerte en étroite concertation avec les enquêteurs.

Le message d'alerte doit être court et immédiatement exploitable par les personnes qui le verront ou qui l'entendront.

Sur le fond, le message d'alerte est composé d'éléments précis susceptibles de permettre la localisation, avec l'aide de la population, de la victime ou du suspect. Ce message peut intégrer par exemple les éléments suivants : jour, heure et lieu de l'enlèvement, description du véhicule suspect, numéro de sa plaque d'immatriculation, prénom et photographie récente de la victime, photographie du suspect.

Seul le prénom de la victime sera divulgué par le message d'alerte.

Le message d'alerte doit indiquer un numéro de téléphone et, le cas échéant, une adresse de courrier électronique, permettant aux témoins potentiels d'aviser immédiatement les autorités de toutes informations utiles à la localisation de la victime ou du suspect.

Le message d'alerte doit contenir une formule incitant la population à ne pas agir elle-même pour tenter de libérer la victime de l'enlèvement, par exemple « n'intervenez pas vous-même, appelez le numéro ... »

Il peut être modifié à tout moment, en fonction des évolutions des informations recueillies par les enquêteurs.

Sur la forme, quel que soit le support de diffusion, le message d'alerte doit être solennel pour que la population l'identifie clairement comme étant un message officiel, émis à la demande de l'autorité judiciaire.

Ainsi, il respecte une charte graphique et sonore identique pour tous les médias de même nature, et accompagnée d'un logo représentant la Marianne.

Chaque message d'alerte débute par la formule « Alerte enlèvement » : ... » suivie du message lui-même.

TITRE II. – LA DIFFUSION DU MESSAGE D'ALERTE AUPRÈS DE LA POPULATION

Article 6

(La zone de diffusion du message d'alerte)

Le message d'alerte est diffusé sur l'ensemble du territoire national métropolitain.

Il peut faire l'objet d'une diffusion plus intensive au niveau local, en faisant par exemple appel aux médias régionaux.

Le réseau judiciaire européen, notamment aux points de contacts frontaliers, peut être informé du déclenchement du plan « Alerte enlèvement » par le parquet général dans le ressort duquel a été commis l'enlèvement.

S'agissant d'un enlèvement survenant dans un département ou un territoire d'outre-mer, une alerte similaire peut être déclenchée selon les mêmes critères et dans les mêmes conditions, mais uniquement auprès de la population demeurant sur la zone géographique pertinente et via des diffuseurs locaux.

Article 7

(Le choix des organes de diffusion de l'alerte)

Le procureur de la République, en fonction des éléments recueillis par les enquêteurs et de l'intérêt de la victime, apprécie l'opportunité de faire saisir l'ensemble des organes de diffusion prévus à l'article 9 ou seulement certains d'entre eux qu'il désigne spécifiquement.

Article 8

(Les services centraux assurant la saisine des organes de diffusion)

Après avoir élaboré le message d'alerte, le procureur de la République requiert les enquêteurs pour qu'ils procèdent à la saisine des organes de diffusion par l'intermédiaire de l'un des services centraux suivants :

- pour la gendarmerie nationale : le centre de renseignement et d'opérations de la gendarmerie nationale (CROGEND) ;
- pour la police nationale : l'état-major de la police judiciaire de la préfecture de police de Paris ou l'état-major de la direction centrale de la police judiciaire, selon le lieu de la commission de l'enlèvement.

Ces services centraux doivent régulièrement mettre à jour l'ensemble des données utiles à la saisine des organismes de diffusion de l'alerte (notamment leurs coordonnées téléphoniques, leurs adresses de courriers électroniques, leurs organigrammes...). Ces données leurs sont transmises en application de l'alinéa 2 de l'article 9.

Réciproquement, ces services centraux s'engagent à communiquer aux organismes de diffusion leurs propres coordonnées et toutes éventuelles modifications

Ces structures techniquement chargées de la saisine des organes de diffusion ne pourront être contactées par les diffuseurs visés à l'article 9 qu'aux seules fins de vérifier qu'elles sont bien à l'origine de la transmission du message d'alerte. Elles ne détiennent aucune information sur les affaires en cours et ne devront en aucun cas être sollicitées pour obtenir des renseignements sur l'évolution de l'enquête.

Article 9

(Les diffuseurs du message d'alerte)

La nécessité d'agir sans délai implique une particulière réactivité des organismes sollicités par l'autorité judiciaire pour diffuser le message d'alerte.

Les organismes prévus au présent article s'engagent à communiquer aux services centraux désignés à l'article 8 l'ensemble des données utiles à leur saisine pour la diffusion de l'alerte (notamment leurs coordonnées téléphoniques, leurs adresses de courriers électroniques, leurs organigrammes, etc.) et à les informer sans délai de toute modification de ces données.

Le procureur de la République garantit que les informations figurant dans le message d'alerte correspondent avec exactitude aux éléments recueillis en l'état par les enquêteurs.

Le déclenchement du plan « Alerte enlèvement » n'interdit évidemment pas aux médias de diffuser, pendant la durée de l'alerte, des sujets traitant de l'enlèvement.

Les organismes prévus au présent article et saisis en application de l'article 7 s'engagent à diffuser à titre gracieux le message de l'alerte dès qu'ils auront connaissance du déclenchement du plan « Alerte enlèvement » dans les conditions décrites ci-dessous.

Des avenants ultérieurs à la présente convention pourront compléter la liste des organismes s'engageant à diffuser le message d'alerte.

Article 9-1

(Les agences de presse)

Dès qu'elles reçoivent notification écrite du déclenchement du plan « Alerte enlèvement » par un courriel de l'un des services centraux désignés à l'article 8, les agences de presse signataires s'engagent à diffuser immédiatement une dépêche sous forme « d'urgent » traitant de la mise en place du dispositif par les pouvoirs publics.

Les agences peuvent, si elles le souhaitent, diffuser l'intégralité du message d'alerte et les informations fournies par le procureur (photos, signalement d'un suspect etc.) sous le titre « Note aux rédactions », sans obligation toutefois de les accompagner du logo représentant la Marianne.

Les agences de presse signataires pourront le cas échéant, faire apparaître très clairement qu'il s'agit d'un message officiel diffusé à la demande des pouvoirs publics, par exemple en indiquant avant le message d'alerte la formule suivante : « Vous voudrez bien trouver ci-dessous un message d'alerte émanant des services centraux de la gendarmerie nationale ou de la police nationale dans le cadre de la convention "Alerte enlèvement" ».

Article 9-2

(Les chaînes de télévision)

À la demande des services centraux désignés à l'article 8, les chaînes de télévision signataires s'engagent à diffuser sur leur antenne – dès que possible – les éléments suivants :

- un bandeau déroulant émis tous les quarts d'heure pendant trois heures que les chaînes de télévision feront débiter par la formule : « Alerte enlèvement » suivi du texte du message d'alerte sans modification, ajout, ni soustraction ;
- et, lorsqu'une ou des photographies sont jointes au message d'alerte, un carton plein écran diffusé entre les programmes qui reprend intégralement sans modification, ajout, ni soustraction, le texte du message d'alerte et desdites photographies. Les chaînes de télévision intégreront le contenu de ces données dans le modèle graphique et sonore préalablement fourni par le ministère de la justice.

Les chaînes de télévision ayant la possibilité de procéder à des décrochages régionaux peuvent diffuser le message de l'alerte à des fréquences plus élevées dans la zone géographique de l'enlèvement.

En outre – dès que possible – les chaînes de télévision signataires reprennent le message d'alerte sur leur site Internet.

Article 9-3

(Les stations de radio)

À la demande des services centraux désignés à l'article 8, ou dès qu'elles ont eu connaissance de la dépêche de l'Agence France-Presse prévue à l'article 9-1, les stations de radios signataires s'engagent à diffuser sur leurs antennes – dès que possible – le texte du message d'alerte sans modification, ni ajout, ni soustraction.

Le message est diffusé pendant trois heures, et au moins tous les quarts d'heure.

Les stations de radios ayant la possibilité de procéder à des décrochages régionaux peuvent diffuser le message de l'alerte à des fréquences plus élevées dans la zone géographique de l'enlèvement.

En outre – dès que possible – les stations de radio signataires reprennent le message d'alerte sur leur site Internet.

Article 9-4

(Les gestionnaires de réseaux routiers)

Dès qu'il est informé du déclenchement du plan « Alerte enlèvement » par l'un des services centraux désignés à l'article 8, le Centre national d'information routière de Rosny-sous-Bois (CNIR) diffuse le message d'alerte à transcrire sur les panneaux à messages variables (PMV) aux sept centres régionaux d'informations de coordination routière (CRICR), qui à leur tour répercutent l'information au niveau départemental et aux postes de commandement des gestionnaires du réseau routier disposant de moyens d'alerte des usagers en temps réel (PMV, radios dédiées).

Pour des raisons techniques et pour la sécurité des usagers de la route, les PMV diffusent un bref message incitant uniquement la population à écouter une station de radio : « Alerte enlèvement » : écoutez 107.7 » sur le réseau couvert par une radio d'information routière ou « Alerte enlèvement » : écoutez radio » sur les réseaux non couverts.

Ce message est diffusé par les PMV pendant trois heures sans préjudice des autres messages d'urgence relatif à la sécurité routière.

Les stations de radio d'informations routières sont avisées sans délai par les gestionnaires du réseau routier dont elles dépendent du déclenchement de l'alerte. Ces stations doivent alors diffuser le message d'alerte sur leurs ondes dans les mêmes conditions que celles prévues à l'article 9-3.

Article 9-5

(Les sociétés de transport)

Dès qu'elles sont informées du déclenchement du plan « Alerte enlèvement » par l'un des services centraux désignés à l'article 8, les sociétés de transport signataires diffusent dès que possible le texte intégral du message d'alerte, sans modification, ajout, ni soustraction dans leurs canaux d'information qui le permettent.

Le message d'alerte est diffusé tous les quarts d'heure et pendant trois heures au moyen de messages sonores sur le réseau des sociétés de transport signataires ou par l'intermédiaire de leurs panneaux à messages variables sans préjudice des autres messages d'urgence relatifs à la sécurité ou aux difficultés de trafic.

S'agissant de la SNCF, ses panneaux à message variable afficheront un bref message incitant les voyageurs à écouter une station de radio : « Alerte enlèvement d'enfant : écoutez votre radio ».

Le cas échéant, la RATP remet à ses personnels la (ou les) photographies accompagnant le texte du message d'alerte, et les diffuse auprès des voyageurs par voie d'affichage.

En outre – dès que possible – les sociétés de transport signataires reprennent le message d'alerte sur leur site Internet.

Article 9-6

(Les associations de victimes et d'aide aux victimes)

Dès le déclenchement de l'alerte, l'un des services centraux désignés à l'article 8 diffuse le contenu du message aux associations partenaires du dispositif « SOS Enfants disparus », par l'intermédiaire de l'Institut national d'aide aux victimes et de médiation (INAVEM) qui s'engage à transmettre l'information sans modification ni ajout, ni soustraction.

Les associations pourront à leur tour diffuser le message d'alerte, par exemple via leur réseau ou leur site internet.

Article 10

(La durée de l'alerte)

L'alerte prend fin trois heures après que les organismes désignés à l'article 9 ont été informés du déclenchement de l'alerte, même si la victime et le suspect n'ont pas été retrouvés.

À l'issue de ces trois heures, chaque organisme de diffusion appréciera librement les suites qu'il entend donner au message d'alerte.

En cas de découverte de la victime avant la fin du délai de trois heures, il est immédiatement mis fin à l'alerte. Un message de découverte est alors diffusé dans les mêmes conditions que celles présidant au déclenchement du plan « alerte enlèvement ».

TITRE III. – ÉVALUATION DU PLAN ALERTE ENLÈVEMENT

Article 11

(Création d'un comité de suivi et d'évaluation)

Est institué un comité de suivi et d'évaluation du plan « Alerte enlèvement » composé de représentants des différents acteurs du déclenchement et de la diffusion de l'alerte, ainsi que de la réception des témoignages.

Il est chargé d'évaluer le déroulement et l'efficacité de l'ensemble du dispositif dès les premiers déclenchements du plan « Alerte enlèvement ».

Article 12

(Durée d'application de la convention)

La présente convention engage ses signataires pour une période de deux années à compter de sa signature et sera renouvelable par tacite reconduction pour des périodes successives de deux ans, étant précisé que chacun des signataires pourra la dénoncer par lettre recommandée avec accusé de réception aux autres signataires de ladite convention un mois au moins avant chaque échéance biennale.

Fait à Paris, le 28 février 2006.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR
ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

*Direction générale
des collectivités locales*

*Sous-direction des finances locales
et de l'action économique*

Circulaire du 6 mars 2006 relative à la dotation globale de fonctionnement (DGF) des départements pour l'année 2006

NOR : MCTB0600025C

Objet : dotation globale de fonctionnement (DGF) des départements pour l'année 2006.

Le ministre délégué aux collectivités territoriales à Mesdames et Messieurs les préfets (métropole), secrétariat général.

La présente circulaire a pour objet de vous préciser les modalités de répartition de la dotation globale de fonctionnement (DGF) des départements pour 2006. La fiche de notification de l'attribution individuelle de votre département vous est adressée par l'intranet Colbert-Web.

Suite à la réforme mise en place par la loi de finances pour 2005, la DGF des départements comprend quatre composantes :

- une dotation de compensation ;
- une dotation forfaitaire ;
- une dotation de péréquation urbaine (DPU) ;
- une dotation de fonctionnement minimale (DFM).

La dotation de compensation, créée par la loi de finances pour 2004, correspond aux montants dus en 2003 au titre de l'ancien concours particulier compensant la suppression des contingents communaux d'aide sociale (CCAS) et de 95 % de la dotation générale de décentralisation (DGD) hors compensations fiscales. Cette dotation évolue, à compter de 2005, comme le taux de progression de la DGF mise en répartition (+ 2,73196 % en 2006).

L'article 53 de la loi de finances pour 2005 a conduit à un calcul spécifique de la dotation pour cette année. En effet, il avait introduit un prélèvement sur la dotation de compensation parallèlement à l'affectation aux départements d'une fraction de 873 M€ au titre de la taxe spéciale sur les conventions d'assurances (TSCA). Par ailleurs il avait introduit une majoration de 20 M€ au titre de la participation de l'État au financement de l'avantage retraite des sapeurs-pompiers volontaires.

Pour l'année 2006, l'article 38 de la loi de finances, qui réforme la DGE des départements en supprimant sa première part, prévoit trois mesures d'accompagnement qui viennent majorer la dotation de compensation de la DGF des départements. Tout d'abord, les fractions de la DGE attribuées en fonction de la longueur de voirie et de la majoration pour insuffisance de potentiel fiscal donnent lieu à une majoration de

la dotation de compensation, sur la base des fractions perçues en 2004 et indexées deux fois selon l'indice de formation brute de capital fixe des administrations publiques pour 2005 et 2006, soit respectivement + 3 % et + 4 %.

La dotation de compensation de la DGF des départements est également majorée de manière pérenne d'un montant égal au produit de la moyenne des investissements soutenus entre 2002 et 2004 par la fraction du taux de concours réel 2004 (après versement du complément de garantie ou d'écêtement) excédant 2 %. Le montant ainsi obtenu est également indexé selon le taux de formation brute de capital fixe des administrations publiques pour 2005 et 2006. J'ajoute enfin, qu'à compter de 2007, cette majoration sera calculée en minorant le taux réel de subvention pour 2004 de 1,22 point et non plus de deux points.

Les départements perçoivent de plus une majoration de leur dotation de compensation pour un montant total représentant 15 M€, équivalent au montant versé en 2004 aux services départementaux d'incendie et de secours (SDIS) au titre de la première part de la DGE. Cette majoration est répartie au prorata de la moyenne des attributions perçues entre 2002 et 2004 par le SDIS du département concerné.

Enfin, la dotation de compensation des départements est majorée d'un montant total de 12 M€, réparti entre chaque département au prorata de sa part dans le total national de sapeurs-pompiers volontaires au 31 décembre 2003. Cette part constitue la seconde tranche de la participation de l'État au financement de l'avantage retraite des sapeurs-pompiers volontaires.

Au titre de la recentralisation de certaines compétences sanitaires, et en fonction des conventions mises en œuvre par chaque département, une réfaction peut intervenir sur le montant de la dotation de compensation.

La dotation forfaitaire des départements comprend quant à elle deux composantes :

- Une dotation de base correspondant à 70 € par habitant en 2005 ;
- Un complément de garantie.

En 2006, la dotation par habitant et le complément de garantie sont indexés selon un taux fixé par le comité des finances locales, dans une fourchette comprise entre 35 % et 70 % du taux de progression global de la DGF. Le taux de progression retenu par le comité des finances locales est, pour 2006, de 50 % du taux d'évolution globale de la DGF (2,727465 %) soit un taux d'indexation de + 1,363732 %.

S'agissant des dotations de péréquation, le dispositif est constitué depuis 2005 d'une dotation de péréquation urbaine (DPU) et d'une dotation de fonctionnement minimale (DFM).

L'augmentation annuelle du solde de la dotation globale de fonctionnement des départements, après prélèvement de la dotation de compensation et de la dotation forfaitaire, est répartie librement par le comité des finances locales entre la dotation de péréquation urbaine et la dotation de fonctionnement minimale. Pour 2005, le CFL a choisi une évolution plus importante pour la DFM qui progresse de + 12,61 %, contre + 8,79 % pour la DPU.

Sont considérés comme départements urbains (et donc susceptibles de bénéficier de la DPU) les départements dont la densité de population est supérieure à 100 habitants au km² et dont le taux d'urbanisation (nombre de communes comprises dans une unité urbaine au sens de l'INSEE) est supérieure à 65 %, ces deux conditions étant cumulatives. 32 départements remplissent ces conditions en 2006, comme en 2005. Sont considérés comme « non urbains », et donc potentiellement éligibles à la DFM, les départements ne répondant pas à ces deux conditions.

La dotation de péréquation urbaine est versée aux départements urbains dont le potentiel financier est inférieur ou égal au double du potentiel financier moyen de l'ensemble des départements « urbains ». Elle est répartie en fonction du potentiel financier, du revenu par habitant, de la proportion de bénéficiaires d'aides personnalisées au logement et de la proportion de bénéficiaires du RMI.

La loi de finances pour 2005 a prévu un mécanisme d'écêtement des augmentations de dotation supérieures à 20 % par rapport à la dotation de péréquation perçue l'année précédente. Les disponibilités dégagées par ces mécanismes d'écêtement sont réparties à l'ensemble des départements ne subissant pas d'écêtement. De plus, les départements dont le potentiel financier par habitant est supérieur à 150 % de la moyenne du potentiel financier par habitant de l'ensemble des départements urbains ne peuvent voir leur dotation progresser de plus de 5 % d'une année sur l'autre.

La dotation de fonctionnement minimale est versée aux départements « non urbains » dont le potentiel financier est inférieur ou égal au double du potentiel financier moyen de l'ensemble des départements « non urbains ». Elle est répartie en fonction de la longueur de voirie, du potentiel financier et du potentiel financier superficiaire.

Un mécanisme d'écêtement encadre les attributions 2006 qui seraient supérieures à 30 % par rapport à la dotation de péréquation perçue en 2005.

Les disponibilités dégagées par ces mécanismes d'écêtement sont réparties à l'ensemble des départements ne subissant pas d'écêtement.

En outre, les départements éligibles bénéficient d'une garantie de non-baisse de leur attribution.

Le potentiel financier correspond au potentiel fiscal majoré de la dotation forfaitaire (hors part correspondant à l'ancienne part salaires) et de la dotation de compensation notifiée l'année précédente. S'agissant du potentiel fiscal, il faut préciser qu'il correspond aux ressources qui y étaient précédemment prises en compte (bases brutes des quatre taxes d'imposition locales par taux moyen national de chacune de ces taxes, et montants correspondant à l'ancienne compensation « part salaires », intégrée depuis 2004 dans la dotation forfaitaire), auxquelles il faut ajouter, en application de l'article 48 de la LFI 2005, la moyenne des produits de droits de mutation à titre onéreux sur 5 ans.

Dès réception de cette circulaire, vous voudrez bien procéder à la notification de la DGF en informant le conseil général des dispositions concernant les modalités et les délais de recours, rappelés dans la fiche de notification.

S'agissant du versement de la DGF des départements, le « tronc commun » de la DGF constitué de la dotation forfaitaire ainsi que de la dotation de péréquation urbaine fera l'objet d'un versement par douzièmes mensuels.

La dotation de fonctionnement minimale fera l'objet d'un versement par douzièmes.

La dotation de compensation fera, quant à elle, l'objet d'un versement en une fois avant le 30 juin de l'année au titre de laquelle elle est due. Toutefois, si le département vous avait demandé par le passé un versement du concours CCAS par douzièmes, vous pourrez maintenir ce rythme de versement pour la dotation de compensation.

Vos arrêtés de versement viseront le compte n° 465-12116 « Fonds des collectivités locales – Dotation globale de fonctionnement – Répartition initiale de l'année – Année 2006 » ouvert en 2006 dans les écritures du trésorier-payeur général.

L'inscription des différentes dotations composant la DGF des départements est à effectuer dans le budget du département aux comptes suivants :

- 7411 : dotation forfaitaire ;
- 74121 : dotation de fonctionnement minimale ;
- 74122 : dotation de péréquation urbaine ;
- 74123 : dotation de compensation.

Toute difficulté dans l'application de la présente circulaire devra être signalée à la direction générale des collectivités locales, sous-direction des finances locales et de l'action économique, bureau des concours financiers de l'État, M. Arnaud Morvan, tél. : 01.40.07.26.79, fax : 01.40.07.68.30., mail : arnaud.morvan2@interieur.gouv.fr.

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur général
des collectivités locales,*

D. SCHMITT

ANNEXE I

MASSSES DE LA DGF DES DÉPARTEMENTS POUR 2006

Les choix opérés par le comité des finances locales du 7 février 2006.

Masses de la DGF des départements pour 2006.

ANNEXE II

FICHES DE CALCUL

1. La population DGF départementale 2006 (article L. 3334-2 du CGCT)

2. Potentiels financiers de référence du département

Potentiel financier quatre taxes 2006

Potentiel financier par habitant 2006

Potentiel financier superficiaire 2006

3. La dotation de compensation (article L. 3334-7-1 du CGCT)

4. La dotation forfaitaire

5. Dotation de péréquation urbaine

Éligibilité

Calcul de la dotation de péréquation urbaine

6. Dotation de fonctionnement minimale

Éligibilité

Calcul de la dotation de fonctionnement minimale

ANNEXE I

MASSES DE LA DGF DES DÉPARTEMENTS POUR 2006

Les choix opérés par le comité des finances locales du 7 février 2006.

La DGF des départements mise en répartition en 2006, avant prélèvement et abondement sur la dotation de compensation, est de 11 301 893 072 €, en progression de + 2,73 % en 2006.

Masses de la DGF des départements pour 2006

	MASSE À RÉPARTIR	TAUX de progression 2006
DGF des départements (hors prélèvement et abondement sur la dotation de compensation)	11 301 893 072 €	+ 2,73 %
DGF des départements (après prélèvement et abondement sur la dotation de compensation)	11 457 907 727€	
Dotation de compensation	2 501 247 896 €	
Dotation de compensation (avant rebasage).....		
Compensation voirie et potentiel fiscal de la 1 ^{re} part DGE.....	54 345 188 €	
Compensation « part principale » de la 1 ^{re} part DGE.....	118 645 149 €	
Majoration SDIS de la 1 ^{re} part DGE.....	15 000 000 €	
Recentralisation sanitaire	- 43 975 682 €	
Contribution État prestation de fidélisation et de reconnaissance des sapeurs-pompiers volontaires..	12 000 000 €	
Dotation de compensation après réforme	2 657 262 551 €	
Dotation forfaitaire de la RIF (avant prélèvement).....	196 577 269€	
Dotation forfaitaire hors RIF.....	7 557 063 494€	+1,68%
Dont dotation de base.....	4 423 877 406€	
Dont complément de garantie.....	3 133 186 088€	
Dotation de péréquation		
Dotation de péréquation urbaine (DPU)	472 833 554 €	+8,79%
Dotation de fonctionnement minimale (DFM).....	633 598 654 €	+12,61%

ANNEXE II

FICHES DE CALCUL

**1. La population DGF départementale 2006
(article L. 3334-2 du CGCT)**

La population départementale prise en compte pour la répartition des dotations de l'État est la population sans double compte résultant du recensement général de 1999, majorée chaque année des accroissements de population communale constatés dans les conditions prévues à l'article L. 2234-2 du code général des collectivités territoriales.

Cette population totale sans double compte est majorée d'un habitant par résidence secondaire.

La population DGF 2006 des départements est calculée de la manière suivante :

– Pop DGF 2006 départementale = Pop INSEE 2006 départementale + \sum dépt des RS communales RG ;

Avec :

– Pop INSEE 2006 départementale = Somme des populations INSEE communales, sans doubles comptes 2006 ;

– \sum dépt RS communales RG = total des résidences secondaires de l'ensemble des communes du département, telles que recensées lors du recensement général de 1999.

2. Potentiels financiers de référence du département

Le calcul du potentiel financier (article L. 3334-6 du CGCT) correspond au potentiel fiscal (tel que calculé les années précédentes, majoré de la moyenne sur 5 ans des produits perçus par le département au titre des droits de mutation à titre onéreux) majoré de la dotation de compensation et de la dotation forfaitaire (hors part correspondant à l'ancienne « part salaires ») notifiées en 2005.

Potentiel fiscal quatre taxes 2006

<input type="text"/>	×	9,27%	=	<input type="text"/>
Base brute d'imposition à la taxe foncière sur les propriétés bâties		Taux moyen national		+
<input type="text"/>	×	22,18%	=	<input type="text"/>
Base brute d'imposition à la taxe foncière sur les propriétés non bâties		Taux moyen national		+
<input type="text"/>	×	6,61%	=	<input type="text"/>
Base brute d'imposition à la taxe d'habitation de 2005		Taux moyen national		+
<input type="text"/>	×	7,81%	=	<input type="text"/>
Bases brutes d'imposition à la taxe professionnelle de 2005		Taux moyen national		+
<input type="text"/>	+		=	<input type="text"/>
Moyenne sur 5 ans du produit perçu au titre des droits de mutation à titre onéreux (2001 à 2005)				+
<input type="text"/>	+		=	<input type="text"/>
Part de la dotation forfaitaire correspondant à l'ancienne part salaires				+
Potentiel fiscal 4 taxes du département			=	<input type="text"/>

Potentiel financier quatre taxes 2006

<input type="text"/>	=	<input type="text"/>
Potentiel fiscal 4 taxes 2006 du département		+
<input type="text"/>	=	<input type="text"/>
Dotation de compensation notifiée 2005		+
<input type="text"/>	=	<input type="text"/>
Dotation forfaitaire notifiée 2005 (hors part correspondant à l'ancienne "part salaires")		=
Potentiel financier 4 taxes 2006 du département	=	<input type="text"/>

Potentiel financier par habitant 2006 :

<input type="text"/>	/	<input type="text"/>	=	<input type="text"/>
Potentiel financier 4 taxes 2006		Population DGF 2006		Potentiel financier par habitant 2006

Potentiel financier superficiaire 2006 :

<input type="text"/>	/	<input type="text"/>	=	<input type="text"/>
Potentiel financier 4 taxes 2006		Superficie du département en mètres carrés		Potentiel financier superficiaire 2006

3. La dotation de compensation (article L. 3334-7-1 du CGCT)

La dotation de compensation, introduite par la loi de finances pour 2004, évolue comme la DGF mise en répartition, soit + 2,731960 % en 2006.

La dotation de compensation est majorée en 2006 des compensations suivantes, consécutives à la suppression de la première part de la DGE des départements :

- une compensation de la suppression de la fraction principale de la DGE ;
- une compensation au titre de la suppression de la fraction « voirie » de la première part de la DGE des départements ;
- une compensation au titre de la suppression de la majoration pour insuffisance de potentiel fiscal ;

– une majoration SDIS, pour un montant total représentant 15 M€, réparti au prorata de la moyenne des attributions de DGE perçues par les départements de 2002 à 2004 ;

– une participation de l'État au financement de la prestation de fidélisation et de reconnaissance des sapeurs-pompiers volontaires pour un montant global de 12 M€.

Enfin, au titre de la recentralisation de certaines compétences sanitaires, et en fonction des conventions mises en œuvre par chaque département, une réfaction peut intervenir sur le montant de la dotation de compensation.

NB. – La compensation de la fraction principale est égale à 0 lorsque le taux réel de subvention 2004 est inférieur ou égal à 2 %.

<input type="text"/>	x	1,027396	=	<input type="text"/>
Dotation de compensation 2005 avant prélèvement		Taux d'évolution de la DGF mise en répartition en 2005		
Dotation de compensation 2006 avant abondement et prélèvement				<input type="text"/>

Dotation de compensation avant prélèvement et abondement			<input type="text"/>
Moyenne des investissements éligibles à la DGE 1ère part de 2002 à 2004	x	(taux réel de subvention 2004 - 2%) x (1 + 3 %) x (1 + 4 %)	<input type="text"/>
Compensation de la fraction principale de la DGE			+
Part DGE voirie 2004	x	(1 + 3 %) x (1 + 4 %)	<input type="text"/>
Abondement voirie 2006			+
Part DGE «insuffisance de PF 2004»	x	(1 + 3 %) x (1 + 4 %)	<input type="text"/>
Abondement pour insuffisance de potentiel fiscal 2006			+
12 M€	x	Nb de sapeurs pompiers volontaires dans le département au 31/12/2003 ----- Nb total de sapeurs pompiers volontaires au 31/12/2003	<input type="text"/>
Abondement sapeurs pompiers volontaires			+
15 M€	x	Moyenne des attributions DGE perçues par le SDIS du département de 2002 à 2004 ----- Moyenne du total des attributions DGE perçues par les SDIS de 2002 à 2004	<input type="text"/>
Majoration SDIS			-
Minoration pour recentralisation sanitaire			<input type="text"/>
			=
Dotation de compensation 2006 notifiée			<input type="text"/>

Calcul du taux réel de subvention 2004

Le taux réel de subvention correspond au rapport entre le montant total DGE perçu en 2004 diminué du montant de DGE perçu au titre de la voirie 2004 et au titre de l'insuffisance de PF 2004, d'une part, et les investissements subventionnés au titre de la suppression de la fraction principale de la 1^{re} part de DGE (exercice 2004), d'autre part.

4. La dotation forfaitaire (article L. 3334-3 du CGCT)

Le comité des finances locales (CFL) a fixé à 50 % du taux de croissance de la DGF, soit + 1,36 %, le taux d'évolution pour 2006 de la dotation de base par habitant et du complément de garantie.

<input type="text"/>	x	70 € x (1 + 1,36 %)	=	<input type="text"/>
Population DGF 2006		Montant par habitant x (1 + taux d'évolution de la dotation forfaitaire)		Dotation de base 2006
<input type="text"/>	x	(1 + 1,36 %)	=	<input type="text"/>
Complément de garantie 2005		Taux d'évolution de la dotation forfaitaire		Complément de garantie 2006

<input type="text"/>	=	<input type="text"/>
Dotation de base 2006		+
<input type="text"/>	=	<input type="text"/>
Complément de garantie 2006		
Dotation forfaitaire notifiée 2006		<input type="text"/>

La dotation forfaitaire du département de Paris est égale à sa dotation forfaitaire perçue l'année précédente indexée selon le taux de progression de la dotation forfaitaire pour 2006, soit + 1,36 %

<input type="text"/>	x	(1 + 1,36 %)	=	<input type="text"/>
Dotation forfaitaire notifiée 2005		Taux d'évolution de la dotation forfaitaire		Dotation forfaitaire 2006 de Paris

5. La dotation de péréquation (articles L.3334-6-1 et L. 3334-7 du CGCT)

La loi de finances pour 2005 a classé les départements en deux catégories afin de déterminer à quelle part de la dotation de péréquation est potentiellement éligible le département : la dotation de péréquation urbaine (DPU) ou la dotation de fonctionnement minimale (DFM).

Ainsi, sont considérés comme « urbains » les départements remplissant les deux conditions suivantes :

- Densité de population supérieure à 100 habitants par kilomètre carré ;
- Taux d'urbanisation supérieur à 65 %.

5.1. La dotation de péréquation urbaine

Sont éligibles à la DPU, les départements dits « urbains » dont le potentiel financier par habitant est inférieur au double du potentiel financier par habitant moyen de l'ensemble des départements urbains.

Les départements qui cessent d'être éligibles à la DPU bénéficient d'une garantie sur deux ans, calculée en prenant en compte le montant perçu en 2005 au titre de la dotation de péréquation, qui leur assure :

- Deux tiers de leur dernière dotation la première année où ils perdent l'éligibilité à la DPU ;
- Un tiers de leur dotation perçue en 2005 la seconde année d'inéligibilité.

Le comité des finances locales a fixé à 472 833 554 € le montant de la dotation de péréquation urbaine des départements. Après prélèvement de la quote-part en faveur des départements d'outre-mer, 441 222 633 € ont été répartis en métropole au titre de la DPU.

La répartition de la DPU s'effectue en fonction d'un indice synthétique calculé comme suit :

Potentiel financier de l'ensemble des départements urbains	567,69933	
÷ potentiel financier du département	÷	.....
= sous-total		.....
x pondération retenue pour le potentiel financier	x	0,50
= part, dans l'indice, du potentiel financier		..... (a)
Nombre de personnes couvertes par les allocations logements du département		.....
÷ nombre de logements du département	÷	.....
= part relative des personnes couvertes par les allocations logements du département		.....
÷ part relative des pers. couv. par les all. logt. dans l'ensemble des départements urbains		0,492568
x pondération retenue pour les allocations logements	x	0,25
= part, dans l'indice, des personnes couvertes par les allocations logements		..... (b)
Revenu moyen par habitant de l'ensemble des départements urbains	9 947	
÷ revenu moyen par habitant du département	÷	.....
x pondération retenue pour le revenu	x	0,15
= part, dans l'indice, du revenu		..... (c)
Nombre de bénéficiaires du RMI par habitant du département		.....
÷ Nombre de bénéficiaires du RMI par habitant de l'ensemble des départements urbains		0,020397
x pondération retenue pour le RMI	x	0,1
= part, dans l'indice, du nombre de bénéficiaires du RMI		..... (d)
Indice synthétique = (a) + (b) + (c) + (d)		..... (e)

a) Montant avant redistribution du produit de l'écrêtement

La DPU est répartie comme suit :

DPU avant redistribution = POP DGF x IS x VP 1

avec :

POP DGF = population DGF 2006.

IS = indice synthétique du département.

VP = valeur de point 2006 (hors redistribution du produit de l'écrêtement), soit 11,473895 €.

Une garantie de sortie est prévue le cas échéant pour les départements perdant leur éligibilité. Elle est versée durant deux ans et son montant est égal à 2/3 de l'attribution n-1 pour la 1^{re} année d'inéligibilité et 1/3 de l'attribution perçue la dernière année d'éligibilité pour la 2^{de} année.

b) Montant perçu au titre de la redistribution de l'écrêtement

Aucun département éligible ne peut percevoir une attribution supérieure à 105 % du montant de son attribution perçue l'année précédente si son potentiel financier est supérieur à 1,5 fois le potentiel financier moyen de l'ensemble des départements « urbains » et 120 % du montant perçu l'année précédente pour les autres départements. Les ressources dégagées par cet écrêtement sont réparties, selon les mêmes critères, entre les départements éligibles hors ceux subissant l'écrêtement.

Ainsi,

montant redistribué = POP DGF x IS x VP 2

avec :

POP DGF = population DGF 2006

IS = indice synthétique du département

VP 2 = valeur de point 2006 redistribuée, soit 0,447567 €

NB. – le montant redistribué grâce à l'écrêtement est égal à 0 pour les départements eux-mêmes écrêtés.

c) Montant de la DPU pour 2006

La DPU se calcule de la manière suivante :

- Pour les départements dont le potentiel financier est inférieur à 1,5 fois le potentiel financier moyen de l'ensemble des départements urbains :
 - Si $POP\ DGF \times IS \times (VP\ 1 + VP\ 2) > 1,2 \times$ « dotation de péréquation 2005 »,
 - alors
 - $DPU = 1,2 \times$ « dotation de péréquation 2005 ».
 - Sinon, si $POP\ DGF \times IS \times (VP\ 1 + VP\ 2) < 1,2 \times$ « dotation de péréquation 2005 »,
 - alors
 - $DPU = DPU\ avant\ redistribution +$ montant redistribué.
- Pour les départements dont le potentiel financier est supérieur à 1,5 fois le potentiel financier moyen de l'ensemble des départements urbains :
 - Si $POP\ DGF \times IS \times (VP\ 1 + VP\ 2) > 1,05 \times$ « dotation de péréquation 2005 »,
 - alors
 - $DPU = 1,05 \times$ « dotation de péréquation 2005 ».
 - Sinon, si $POP\ DGF \times IS \times (VP\ 1 + VP\ 2) < 1,05 \times$ « dotation de péréquation 2005 »,
 - alors
 - $DPU = DPU\ avant\ redistribution +$ montant redistribué.

5.2. La dotation de fonctionnement minimale

La dotation de fonctionnement minimale (DFM) bénéficie aux départements non éligibles à la dotation de péréquation urbaine dont le potentiel financier par habitant est inférieur au double du potentiel financier par habitant moyen des départements « non urbains ».

Les départements qui cessent d'être éligibles à la DFM bénéficient d'une garantie sur deux années, calculée en prenant en compte le montant perçu en 2005 au titre de la dotation de péréquation et celui perçu au titre de la DFM, qui leur assure :

- Deux tiers de la somme de leurs dernières dotations la première année où ils perdent l'éligibilité à la DFM ;
- Un tiers de la somme de leurs dotations perçues en 2005 la seconde année d'inéligibilité.

Le comité des finances locales a fixé à 633 598 654 € le montant de la dotation de fonctionnement minimale des départements. Après prélèvement de la quote-part en faveur des départements d'outre-mer, 591 239 907 € ont été répartis en métropole au titre de la DFM.

a) Montant avant redistribution du produit de l'écrêtement

La DFM est répartie comme suit :

1. Pour 40 % de son montant, la dotation est calculée selon la formule suivante :

$$\text{Fraction PFi} = POP\ DGF \times \left\{ 2 - \left(\frac{pfi}{PFi} \right) \right\} \times VP_1$$

avec :

- POP DGF = population DGF 2006
- PFi = potentiel financier moyen des départements « non urbains », soit 457,084938 € en 2005
- pfi = potentiel financier du département
- VP₁ = valeur de point, soit 8,4339225 €

2. Pour 30 % de son montant, la dotation est calculée selon la formule suivante :

$$\text{fraction LV} = (\text{LV} + (1,3 \times \text{LVM})) \times \text{VP}_2$$

avec :

- LV = longueur de la voirie départementale
- LVM = longueur de voirie de montagne départementale
- VP2 = valeur de point, soit 0,5841217 €

3. Pour 30 % de son montant, la dotation est calculée selon la formule suivante :

$$\text{fraction PfiS} = \frac{\text{PfiS}}{\text{pfiS}} \times \text{VP}_3$$

avec :

- PfiS = potentiel financier superficiaire moyen des départements « non urbains », soit 0,028655 € en 2006.
- pfiS = potentiel financier superficiaire du département
- VP3 = valeur de point, soit 2 010 547,325088 €

La DFM avant redistribution de l'écrêtement est égale à :

$$\begin{aligned} \text{DFM avant redistribution} = & \text{fraction potentiel financier} \\ & + \text{fraction LV} \\ & + \text{fraction potentiel financier superficiaire} \\ & + \text{garantie de non baisse (1)}. \end{aligned}$$

Avec :

garantie de non baisse = les départements ruraux dont la DFM 2006 diminue par rapport au montant notifié en 2005 se voient attribuer une garantie de non baisse. Le montant de cette garantie vient en déduction de la masse à répartir pour les autres départements.

b) Montant perçu au titre de la redistribution de l'écrêtement

En 2006, aucun département éligible à la DFM ne peut percevoir une attribution supérieure à 130 % du montant perçu l'année précédente. Les ressources dégagées par cet écrêtement sont réparties, selon les mêmes critères, entre les départements éligibles hors ceux subissant l'écrêtement.

Ainsi :

$$\text{Fraction Pfi redistribution} = \text{POP DGF} \times \left\{ 2 - \left(\frac{\text{pfi}}{\text{Pfi}} \right) \right\} \times \text{VP}_1$$

avec :

- POP DGF = population DGF 2006
- Pfi = potentiel financier moyen des départements « non urbains », soit 457,084938 €. En 2006 :
- Pfi = potentiel financier du département
- VP1 = valeur de point, soit 0,3997636 €.

$$\text{Fraction LV redistribution} = (\text{LV} + (1,3 \times \text{LVM})) \times \text{VP}_2$$

avec :

- LV = longueur de la voirie départementale.
- LVM = longueur de voirie de montagne départementale.
- VP2 = valeur de point, soit 0,0290611 €.

$$\text{fraction PfiS redistribution} = \frac{\text{PfiS}}{\text{pfiS}} \times \text{VP}_3$$

avec :

- PfiS = potentiel financier superficiaire moyen des départements « non urbains », soit 0,028655 € en 2006.

(1) Les départements non urbains bénéficiant d'une garantie non-baisse sont les suivants : Alpes-de-Haute-Provence, Hautes-Alpes, Ariège, Aude, Aveyron, Cantal, Cher, Corrèze, Corse-du-Sud, Haute-Corse, Creuse, Dordogne, Gers, Indre, Landes, Haute-Loire, Lot, Lozère, Haute-Marne, Meuse, Nièvre, Orne, Haute-Saône et Yonne.

- pfiS = potentiel financier superficiaire du département.
- VP3 = valeur de point, soit 93 127,977507 €.

La redistribution de l'écrêtement est égale à :

$$\begin{aligned} \text{Montant redistribué} = & + \text{fraction potentiel financier « redistribution »} \\ & + \text{fraction LV « redistribution »} \\ & + \text{fraction potentiel financier superficiaire « redistribution »} \end{aligned}$$

NB. – le montant redistribué grâce à l'écrêtement est égal à 0 pour les départements eux-mêmes écrêtés.

c) Montant de la DFM pour 2006

La DFM se calcule de la manière suivante :

Si DFM avant redistribution + montant redistribué > 1,3 x DFM 2005 ;

Alors :

$$\text{DFM} = 1,3 \times \text{DFM 2005} ;$$

Sinon :

$$\text{DFM} = \text{DFM avant redistribution} + \text{montant redistribué}.$$

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

*Direction générale
des collectivités locales*

*Sous-direction des compétences
et des institutions locales*

*Bureau des opérations d'aménagement,
de l'urbanisme et de l'habitat*

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE DES FINANCES ET DE L'INDUSTRIE

Direction générale des impôts

Service de l'application

Domaine

Bureau F 3

Circulaire du 8 mars 2006 relative aux modalités d'application de l'article 147 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales

NOR : MCTB0600026C

Le ministre d'État, de l'intérieur et de l'aménagement du territoire ; le ministre de l'économie des finances et de l'industrie à Madame et Messieurs les préfets de région, préfets des départements et Mesdames et Messieurs les préfets de départements de métropole et d'outre-mer.

L'article 147 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales indique que les biens sans maître appartiennent désormais aux communes et, en cas de renonciation, à l'État, alors que les biens issus des successions en déshérence demeurent la propriété de l'État. La présente circulaire précise donc la définition de ces deux catégories de biens, ainsi que leur procédure d'acquisition.

Le régime juridique des biens vacants et sans maître a été profondément modifié par l'article 147 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales. La présente circulaire a pour objet de préciser les modalités d'application de ce nouveau dispositif.

Désormais, en application de l'article 713 du code civil et des articles L. 25, L. 27 bis et L. 27 ter du code du domaine de l'État, modifiés par l'article 147 de la loi précitée, les biens qui n'ont pas de maître appartiennent à la commune sur le territoire de laquelle ils sont situés. Toutefois, si la commune renonce à exercer ce droit, l'État en devient propriétaire.

Dès lors, il convient de définir les biens sans maître (1), puis d'indiquer les modalités de leur acquisition par les communes ou, subsidiairement, par l'État (2).

1. La définition des biens sans maître

Il ressort des termes des articles 713 du code civil et L. 25 du code du domaine de l'État, qui visent des biens situés sur le territoire d'une commune, et de l'article L. 27 bis de ce dernier code relatif à des immeubles soumis à des contributions foncières que le législateur a entendu appliquer ces textes à des biens immobiliers.

Les communes peuvent acquérir les biens immobiliers dont le propriétaire est inconnu ou dont le propriétaire est connu mais décédé depuis plus de trente ans, sans héritier, ou en laissant des héritiers n'ayant pas accepté la succession.

En revanche, les biens immobiliers issus des successions en déshérence demeurent, en application de l'article 539 du code civil, la propriété de l'État.

Enfin, il convient également de distinguer les biens sans maître d'autres catégories d'immeubles non entretenus, telles que les parcelles en état d'abandon manifeste (art. L. 2243-1 à L. 2243-4 du code général des collectivités territoriales) et les terrains ayant fait l'objet d'un abandon au profit de la commune (art. 1401 du code général des impôts).

1.1. Les biens dont le propriétaire est inconnu

1.1.1. Les biens dont le propriétaire a disparu

Il s'agit des biens immobiliers qui appartenaient à une personne identifiée, disparue sans laisser de représentant (biens ayant appartenu à une personne connue mais dont la date du décès n'a pu être déterminée à l'issue des recherches effectuées par la personne publique), et qui ne sont pas devenus la propriété d'une autre personne (en particulier, les immeubles pouvant être devenus la propriété d'une autre personne par l'effet de la prescription acquisitive).

Dès lors, il est impossible de déterminer l'identité de l'actuel propriétaire de ces biens.

1.1.2. Les biens dont le propriétaire est inconnu

Il s'agit des biens immobiliers pour lesquels il n'existe aucun titre de propriété publié au fichier immobilier de la conservation des hypothèques, ou au livre foncier (y compris une attestation immobilière dressée à la suite de la mise en œuvre de la prescription acquisitive), ni aucun document cadastral susceptible d'apporter des renseignements quant à l'identité du propriétaire.

1.2. Les biens dont le propriétaire est connu mais décédé

1.2.1. Les biens dont le propriétaire est connu et décédé depuis plus de trente ans, sans héritier, ou en laissant des héritiers n'ayant pas accepté la succession

Il s'agit des biens immobiliers dont le propriétaire, identifié, est décédé depuis plus de trente ans, sans héritier, ou dont les héritiers n'ont pas accepté la succession, expressément ou tacitement, pendant cette période. Par conséquent, ces héritiers ne peuvent plus recueillir les biens en cause en application du principe de la prescription trentenaire en matière de succession (article 789 du code civil). Ces biens n'ont plus de propriétaire et sont donc sans maître.

Il convient de noter que le décès (ou « l'absence » qui produit les mêmes effets que le décès en application de l'article 128 du code civil) doit être établi avec certitude, afin que la commune puisse faire valoir ses droits à l'égard des biens dont il s'agit.

1.2.2. Les biens issus des successions en déshérence

À la différence des biens relevant des catégories énumérées ci-dessus, qui reviennent à la commune, les biens immobiliers individualisés des personnes qui sont décédées depuis moins de trente ans, sans héritiers ou dont les héritiers ont refusé la succession, appartiennent à l'État. Au-delà de cette période de trente ans, ces biens peuvent être acquis par la commune, selon les modalités prévues ci-dessus au 1. 2.1.

En application des articles 539 et 768 du code civil, les successions abandonnées qui consistent en une universalité et non en un bien immobilier isolé, et qui proviennent de personnes ne laissant, à la date de leur décès, aucun héritier ou seulement des héritiers au degré non successible (art. 745 du code civil) et n'ayant pas consenti de legs universel, sont dites en déshérence. Elles appartiennent à l'État quelle que soit la date du décès des personnes considérées.

Dans ce cas, ces successions sont appréhendées selon les modalités prévues par les articles 769 et 770 du code civil. Les services du Domaine demandent donc l'envoi en possession de l'État au tribunal de grande instance dans le ressort duquel la succession est ouverte.

2. Les modalités d'acquisition des biens sans maître

Les biens sans maître sont acquis par la commune (ou, subsidiairement, par l'État) soit de plein droit, en application des articles 713 du code civil et L. 25 du code du domaine de l'État, soit à l'issue de la procédure décrite à l'article L. 27 bis du code du domaine de l'État. Il convient cependant, préalablement, qu'une enquête relative à la propriété desdits biens ait été diligentée par la commune.

2.1. Enquête préalable

Il convient d'inviter les communes qui souhaitent exercer leur droit de propriété sur des biens sans maître à s'assurer préalablement que les biens considérés peuvent effectivement être qualifiés de biens sans maître.

Des éléments d'information peuvent être recueillis en se rapprochant des services déconcentrés du ministère de l'économie, des finances et de l'industrie (cadastre, publicité foncière, recouvrement des taxes foncières) et des notaires, en consultant les registres d'état civil, mais également en effectuant des enquêtes de voisinage.

Le cas échéant, les communes peuvent prendre l'attache du service du Domaine afin de conforter, au vu des résultats de l'enquête, leur analyse eu égard, notamment, à l'imbrication des droits des communes et de ceux de l'État. Il importe, en effet, de s'assurer que les communes n'appréhendent pas des biens revenant à l'État, sur le fondement du régime juridique des biens en déshérence précité (art. 539 du code civil).

2.2. Mise en œuvre de la procédure d'acquisition

2.2.1. Acquisition de plein droit en application des articles 713 du code civil et L. 25 du code du domaine de l'État

Il convient d'inviter les assemblées délibérantes communales, en vertu des dispositions de l'article L. 2121-29 du code général des collectivités territoriales, à prendre une délibération autorisant l'acquisition, par le maire, d'un bien sans maître revenant de plein droit à la commune.

Cette prise de possession est constatée par un procès-verbal, affiché en mairie, selon les modalités de l'article L. 2131-1 du code général des collectivités territoriales. Ce procès-verbal, qui n'est pas créatif de droits, n'a pas à être publié au fichier immobilier.

Dans le cas où la commune renonce à exercer son droit de propriété, elle en informe, par courrier, la préfecture, qui constatera, par un arrêté préfectoral, le transfert du bien dans le domaine de l'État. Une copie de l'arrêté est transmise au service du Domaine.

Enfin, il convient de préciser que si une commune peut renoncer à la propriété de biens identifiés (notamment par leurs références cadastrales), elle n'est pas en droit de renoncer, par une décision de principe et par avance, à l'ensemble des biens sans maître qui pourraient lui échoir à l'avenir.

2.2.2. Acquisition par l'application de l'article L. 27 bis du code du domaine de l'État

Afin d'incorporer des biens immeubles dans son domaine, au titre des biens présumés sans maître, la commune dispose également de la procédure instituée par l'article L. 27 bis du code du domaine de l'État, qui comporte deux phases distinctes : la commune doit tout d'abord constater que le bien est effectivement sans maître, avant de l'incorporer dans son domaine.

2.2.2.1. Procédure constatant que le bien est présumé sans maître (art. L. 27 bis al. 1 et 2)

Lorsqu'un immeuble n'a plus de propriétaire connu et que les contributions foncières n'ont pas été acquittées depuis plus de trois ans, cette situation est constatée par un arrêté du maire, pris après avis de la commission communale des impôts directs.

Le maire qui souhaite acquérir ce bien doit respecter la procédure suivante :

- une publication et un affichage de cet arrêté, selon les modalités de l'article L. 2131-1 du code général des collectivités territoriales ;
- une notification de l'arrêté aux derniers domicile et résidence connus du propriétaire ;
- une notification de l'arrêté à l'habitant ou exploitant, si l'immeuble est habité ou exploité ;
- une notification de l'arrêté au représentant de l'État dans le département.

Dans le cas où le propriétaire ne s'est pas fait connaître dans un délai de six mois, à dater de l'accomplissement de la dernière des mesures de publicité prévues ci-dessus, l'immeuble est présumé sans maître et peut être acquis par la commune.

2.2.2.2. Procédure d'incorporation du bien présumé sans maître dans le domaine communal (art. L. 27 bis al. 3)

L'incorporation du bien présumé sans maître dans le domaine communal est décidée par une délibération du conseil municipal et constatée par arrêté du maire.

Il est important de noter que la délibération du conseil municipal doit être prise dans un délai de six mois, courant à compter de la date à laquelle il a été constaté que le bien est présumé sans maître.

À défaut de délibération prise dans le délai précité, la commune devra, au terme de ce délai, informer, par courrier, les services de la préfecture de son refus d'appréhender le bien sans maître. La propriété du bien sera alors attribuée à l'État et son transfert dans le domaine de l'État sera constaté par un arrêté préfectoral.

3. Les modalités de restitution des immeubles acquis (art. L. 27 ter)

Le régime de droit commun prévoit que, dans le cas où le propriétaire initial du bien ou ses ayants droits se manifestent postérieurement à la date d'acquisition de ce bien par les personnes publiques, celles-ci ont l'obligation de le restituer, en son état d'origine.

Tel serait le cas des immeubles acquis de plein droit par la commune (ou subsidiairement par l'État) en application des articles 713 du code civil et L. 25 du code du domaine de l'État.

En revanche, par exception à ce régime de droit commun, l'article L. 27 ter du code du domaine de l'État a expressément prévu que lorsque la propriété d'un immeuble a été attribuée à une commune (ou à défaut à l'État), à l'issue de la procédure décrite à l'article L. 27 bis du même code, l'ancien propriétaire n'est plus en droit d'en exiger la restitution si :

- ce bien a été aliéné, c'est-à-dire s'il a déjà été vendu par la personne publique à un tiers ;
- ce bien a été utilisé d'une manière ne permettant pas cette restitution, c'est-à-dire s'il a été aménagé, notamment à des fins d'intérêt général.

Néanmoins, il peut obtenir, de la commune ou de l'État, une indemnité égale à la valeur de l'immeuble au jour de son utilisation ou de son aliénation.

Pour ce faire, l'ancien propriétaire devra adresser sa demande à la personne publique qui a acquis le bien, à savoir la commune sur le territoire de laquelle il est situé ou, à défaut, l'État représenté par le préfet du département.

En application des dispositions de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2001 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, l'autorité compétente devra accuser réception de la demande de l'intéressé, lui communiquer les coordonnées postales, téléphoniques et électroniques du service chargé de l'instruction de sa demande et lui indiquer le délai au terme duquel le silence conservé par ce service vaudra décision implicite de rejet ou d'acceptation, ainsi que les délais et voies de recours contre cette décision.

À défaut d'accord amiable, l'indemnité sera fixée par le juge compétent en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique.

Il convient de noter que la restitution du bien ou le paiement de l'indemnité est subordonné au paiement, par le propriétaire ou ses ayants droit, du montant :

- des charges qu'ils ont éludées depuis le point de départ du délai de trois ans prévu au 1^{er} alinéa de l'article L.27 bis et notamment les taxes foncières ;
- des dépenses engagées par la commune ou par l'État, au titre, notamment, de la conservation de ce bien.

4. Dispositions transitoires et diverses

4.1. Entrée en vigueur de l'article 147 de la loi du 13 août 2004

4.1.1. Date d'entrée en vigueur

L'article 147, figurant dans le titre IX de la loi du 13 août 2004 et qui étend les compétences des communes en matière d'acquisition des biens vacants et sans maître, n'est pas au nombre des dispositions dont l'entrée en vigueur a été différée au 1^{er} janvier 2005.

Le Conseil d'État considère que « l'entrée en vigueur [d'un texte] n'est différée que si elle est manifestement impossible », (CE, 17 février 1971, ministre de la santé publique).

Les dispositions de l'article 147, jugées suffisamment précises, sont donc d'application immédiate, à savoir dès le lendemain de la publication de la loi au *Journal officiel* de la République Française, soit le 18 août 2004.

4.1.2. Dossiers en cours

Les dossiers dont l'instruction avait débuté antérieurement à la publication de la loi, mais qui n'avaient pas fait l'objet, à cette date, d'un arrêté préfectoral portant incorporation du bien dans le domaine de l'État, doivent être transmis, par les services du Domaine, aux communes, afin que celles-ci puissent remplir les obligations qui découlent de l'article 713 du code civil. Il convient de préciser que, dans ce cas de figure, la commune doit reprendre la procédure d'appréhension du bien dans son ensemble, telle que précédemment décrite.

Les services du Domaine ont été invités par la direction générale des impôts à communiquer aux communes les informations relatives à ces dossiers.

4.2. Dispositions relatives à l'outre-mer

Les départements d'outre-mer possèdent le même statut juridique que les départements métropolitains et sont soumis aux mêmes règles de droit. L'article 73 de la Constitution de 1958 leur permet seulement d'adapter leur organisation administrative et les dispositions des textes législatifs, en raison de leur situation particulière.

L'article 147 de la loi du 13 août 2004 n'ayant pas prévu d'adaptations particulières pour ces départements, ils sont, par conséquent, soumis au régime juridique de droit commun.

*Le ministre délégué
aux collectivités territoriales,
Pour le ministre et par délégation :
Le directeur général
des collectivités locales,
D. SCHMITT*

*Le ministre de l'économie,
des finances et de l'industrie,
Pour le ministre et par délégation :
Le directeur général des impôts,
B. PARENT*

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Le directeur du cabinet
du ministre d'État

Circulaire du 16 mars 2006 relative à la sécheresse 2003

NOR : INT0600032C

Le ministre d'État, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, à Madame et Messieurs les préfets de département.

L'arrêté interministériel en date du 3 février 2006, paru au *Journal officiel* le 5 février et pris en application de l'article 110 de la loi de finances initiale pour 2006, a fixé la composition du dossier qui doit vous être adressé par les propriétaires dans le cadre de la procédure exceptionnelle de solidarité nationale pour la sécheresse 2003.

Nombre d'entre vous m'ont fait part de la difficulté des particuliers à obtenir deux devis dans les délais requis. En effet les entreprises s'estiment surchargées ou ne veulent établir des devis qu'après étude des sols. Aussi et après saisine du ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement qui m'a donné son accord, je vous précise que le devis établi par un professionnel du bâtiment peut comporter une clause de réserve précisant qu'il est délivré au vu des dommages constatés sans préjuger de travaux complémentaires qui ne pourront être définis qu'au vu des résultats d'une étude de sol au droit de l'habitation.

La fédération française du bâtiment (FFB) et la Confédération des artisans des petites entreprises du bâtiment (CAPEB) ont exprimé leur accord et saisiront en ce sens leurs représentants départementaux.

Pour ne pas pénaliser les propriétaires qui n'auraient pu obtenir qu'un seul devis en raison de la charge qui pèse sur les entreprises, je vous engage à instruire leurs dossiers et à les prendre en considération, tout en leur signalant la nécessité de produire le deuxième devis ultérieurement.

Ces dispositions faciliteront le dépôt des dossiers des particuliers auprès de vos services.

C. GUÉANT

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR
ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

LE MINISTRE D'ÉTAT

Circulaire du 20 mars 2006 relative à l'assistance aux victimes de violences au sein du couple. – Signature d'une convention

NOR : INTC0600033C

Références :

- Circulaire NOR : INTC0600018C du 24 janvier 2006 relative à l'amélioration du traitement des violences conjugales ;
- Circulaire NOR : INTK0500059C du 27 mai 2005 relative à l'aide aux victimes d'infractions pénales ;
- Circulaire NOR : INTK0500037C du 21 mars 2005 relative au plan national de lutte contre les violences aux personnes ;
- Circulaire NOR : INTK0530005 du 13 janvier 2005 relative à la mobilisation des services de police et de gendarmerie dans la lutte contre les violences intrafamiliales.

Pièce jointe : la convention et ses deux annexes.

Le ministre d'État, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire à Madame et Messieurs les préfets de régions, Mesdames et Messieurs les préfets de départements de métropole et d'outre-mer, Monsieur le directeur général de la police nationale, Monsieur le directeur général de la gendarmerie nationale, Monsieur le préfet de police

A l'occasion de la Journée internationale des femmes, j'ai signé avec la Fédération nationale solidarité femmes (FNSF) et le Centre national d'information sur les droits des femmes et de la famille (CNIDFF) une convention destinée à améliorer l'accueil, l'accompagnement et la prise en charge des femmes victimes de violences au sein du couple.

Ce document est le prolongement naturel de la politique d'aide aux victimes que j'ai décidé d'impulser au sein du ministère de l'intérieur et de l'aménagement du territoire. Il doit trouver sa déclinaison et sa pleine expression au niveau local.

1. Cette convention s'inscrit totalement dans l'action engagée depuis 2002 destinée à améliorer l'accueil des victimes dans les services de police et unités de gendarmerie.

En effet, la loi d'orientation et de programmation pour la sécurité intérieure du 29 août 2002 réaffirme que « l'accueil, l'information et l'aide aux victimes sont, pour les services de sécurité une priorité ».

C'est dans cet esprit que la charte de l'accueil et de l'assistance aux victimes d'infractions pénales est désormais affichée dans tous les services de police et unités de gendarmerie, depuis le 15 janvier 2004.

De la même façon, le protocole signé avec l'institut national d'aide aux victimes et de médiation (INAVEM) le 27 mai 2005, s'est donné pour objectif d'ancrer encore davantage cette priorité dans les missions des services de sécurité. Il permet de développer la mise en place de points d'accueil, assurés par des associations d'aide aux victimes, dans ou au plus près des services de police et unités de gendarmerie.

Enfin, j'ai créé au ministère de l'intérieur, en octobre 2005, une délégation aux victimes, pour changer les mentalités et mettre les victimes au cœur de nos préoccupations.

2. La convention est le pendant naturel de l'action du ministère de l'intérieur, destinée à lutter contre les violences au sein du couple.

Elle vient utilement compléter le dispositif décrit dans ma circulaire du 24 janvier 2006.

L'objectif est de construire un véritable réseau de prise en charge des victimes de violences conjugales.

Il est difficile, parfois même insurmontable pour une femme, de venir raconter qu'elle a été battue ou violée, devant un guichet, un bureau, parfois en public, sans assistance.

Les forces de sécurité doivent être en relation constante avec les associations spécialisées.

Toute personne se présentant dans un service de police ou une unité de gendarmerie, victime de violences au sein du couple, doit être accueillie, prise en charge, et naturellement orientée vers une des associations signataires.

Ces associations vont créer un véritable partenariat avec les forces de sécurité, qui ira de la formation des policiers et des gendarmes jusqu'à la présence dans les locaux des forces de sécurité dans certains cas.

La mise en œuvre du protocole fera l'objet d'une évaluation chaque année par les deux partenaires.

3. Cette convention définit un cadre général d'action, qu'il vous appartient de décliner au niveau local.

Ce dispositif doit s'articuler au niveau départemental avec ce qui est déjà en place. Il ne peut être question de développer des réseaux concurrents. L'aide aux victimes doit s'inscrire dans une parfaite complémentarité et s'adapter aux territoires et configurations locales.

Je vous demande, en liaison avec le procureur de la République, de rester en parfaite cohérence avec le schéma départemental d'aide aux victimes existant ou à venir et de rechercher le soutien et la complémentarité avec les dispositifs déclinés par les collectivités territoriales.

La mise en œuvre de la convention sera l'occasion, pour vous, de faire vivre pleinement les commissions départementales d'action contre les violences faites aux femmes, commissions qui sont encore parfois insuffisamment réunies.

Après avoir réalisé un état des lieux, la convention départementale organisera les modalités du partenariat entre les services de police et unités de gendarmerie et les associations.

C'est par ces actions collectives que nous allons pouvoir changer le sort des victimes, et c'est la notre priorité.

Je compte sur vous pour que l'aide aux victimes au ministère de l'intérieur et de l'aménagement du territoire prenne tout son sens.

Je vous remercie.

NICOLAS SARKOZY

Copie au ministère de la justice et au ministère délégué à la cohésion sociale et à la parité.

CONVENTION ENTRE LE MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET LES ASSOCIATIONS SPÉCIALISÉES DANS LA LUTTE CONTRE LES VIOLENCES AU SEIN DU COUPLE

Par la présente, le ministère de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, d'une part, et la Fédération nationale Solidarité femmes et le Centre national d'information sur les droits des femmes et de la famille, d'autre part, déterminent le principe de leurs engagements réciproques en matière d'accueil, d'accompagnement et de prise en charge des femmes victimes de violences et plus particulièrement des violences au sein du couple, en collaboration avec les services de la police nationale et les unités de la gendarmerie nationale.

Préambule

Les violences envers les femmes occupent une place importante dans les crimes et délits contre les personnes. Les violences au sein du couple constituent un problème particulièrement aigu en raison de leur impact majeur sur les fondements de la société et sur la sécurité des personnes, notamment des femmes. Répétitives, elles ne tardent pas à se banaliser pour leur auteur, qui tente de légitimer son comportement ou d'en minimiser la portée et deviennent rapidement source de culpabilité pour la victime qui les subit et qui accepte par là-même des brutalités de plus en plus graves.

L'intervention des associations d'aide aux victimes au plus près des services de sécurité intérieure est essentielle et indispensable dans le traitement du parcours d'une victime de violences. Leur action s'inscrit ainsi en parfaite complémentarité avec celle des policiers et des gendarmes et répond à un besoin du public.

Les femmes victimes de violence et, plus généralement, les victimes de violences au sein du couple nécessitent une prise en charge particulière notamment par des associations spécialisées dans ces problématiques et fédérées, telles que la Fédération nationale solidarité femmes (FNSF) et le Centre national d'information sur les droits des femmes et de la famille (CNIDFF).

Article 1^{er}

Objet de la convention

La présente convention fixe le cadre général du partenariat entre le ministère de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, d'une part, et la FNSF et le CNIDFF d'autre part. Elle détermine son champ d'application, la nature et l'étendue du partenariat avec les représentants locaux des signataires de la convention nationale, le public concerné, les modes d'intervention, les obligations réciproques et les responsabilités de chacun.

Au plan local une convention décline les dispositions du présent accord et les adapte aux besoins spécifiques des partenaires et aux réalités territoriales. En fonction de l'implantation des associations des deux réseaux nationaux, les conventions locales sont soit bipartites, soit tripartites. Les conventions départementales sont signées par le préfet, le directeur départemental de la sécurité publique, le commandant de groupement de gendarmerie départementale et les représentants locaux de la FNSF et du CNIDFF, en présence du procureur de la République.

Article 2

Publics bénéficiaires

Toute personne se présentant dans un service de la police nationale ou d'une unité de la gendarmerie nationale, se déclarant victime de violence au sein du couple ou femme victime de toutes formes de violences, doit pouvoir bénéficier d'une prestation d'accueil, d'une prise en charge, d'un accompagnement ou d'une orientation vers les associations signataires.

Pour les violences au sein du couple, la convention concerne les personnes des deux sexes victimes ainsi que les enfants vivant au foyer, dans le respect des missions de chacune des associations.

Article 3

Rôle de la FNSF et du CNIDFF

La FNSF et le CNIDFF s'engagent à :

- proposer et dispenser des actions de sensibilisation et de formation aux fonctionnaires de police et militaires de la gendarmerie,
- mettre à leur disposition la permanence nationale « Violences conjugales femmes info service » de la FNSF et les services juridiques des CIDF.
- développer le partenariat entre les associations signataires et les forces de sécurité dans les missions d'accueil, d'orientation, d'information et en particulier ce qui concerne la mise en sécurité, l'hébergement et l'accompagnement global des victimes sur le long terme y compris dans le domaine de la réinsertion professionnelle.
- participer à tout espace de concertation concernant la lutte contre les violences faites aux femmes et être une force de proposition auprès des pouvoirs publics en identifiant les bonnes pratiques.
- participer à l'évaluation et à l'amélioration des dispositifs en fonction des objectifs retenus localement, et accompagner leur mise en œuvre.
- assurer la formation et l'information permanentes de leurs personnels accueillants dans le cadre des missions dévolues.

Article 4

Modalités d'action et conditions d'organisation du partenariat local

Les modalités et conditions d'organisation du dispositif local sont définies par la convention départementale en fonction des besoins en matière de prise en charge des victimes de violences au sein du couple ou femmes victimes de toutes formes de violences, des spécificités locales, notamment celles relatives aux associations signataires, et de l'organisation des services de police ou des unités de gendarmerie.

Formes d'organisation du partenariat local :

Selon le choix effectué par les acteurs locaux et formalisé dans la convention, l'association reçoit les victimes, soit dans ses propres locaux, soit dans ceux fournis par les services de sécurité, ou bien encore dans tout autre lieu adapté.

L'organisation du partenariat local peut amener les associations signataires à accueillir ou prendre en charge des victimes de violences :

- dans le cadre d'une astreinte téléphonique ;
- sur orientation des services de police ou unités de gendarmerie ;
- dans des plages horaires adaptées aux besoins locaux et constitutives d'une permanence effective dans les locaux du service de sécurité bénéficiaire ;
- ou tout autre dispositif prévu par la convention locale ;

Cas particuliers de la présence d'associations au sein des services de police et unités de gendarmerie :

Lorsque ce dispositif est retenu par la convention locale, les associations s'engagent à proposer du personnel formé à la spécificité des violences au sein du couple.

L'accueillant est tenu à la confidentialité des informations dont il a connaissance dans le cadre de sa mission.

Les modalités et les conditions de recrutement ou de mise à disposition du personnel accueillant sont définies dans la convention signée localement.

Moyens de fonctionnement :

La convention locale définit les moyens matériels pouvant être mis à la disposition de l'accueillant : téléphone, matériel informatique, avec possibilité d'accès aux informations issues de la main courante informatisée et, le cas échéant, espace aménagé.

Les associations locales signataires s'engagent à pourvoir aux indisponibilités de l'accueillant relevant de leur structure.

Article 5

Rôle du ministère de l'intérieur et de l'aménagement du territoire et de ses services déconcentrés

Le ministère de l'intérieur et de l'aménagement du territoire et ses services déconcentrés s'engagent à :

- soutenir et promouvoir la mise en œuvre, au niveau local, de la présente convention.
- impulser l'orientation, par les services de sécurité, des femmes victimes de violences (quelle qu'en soit la nature) vers les associations signataires.
- inviter les associations signataires dans les instances de concertation locale abordant les violences au sein du couple.
- repérer les zones nécessitant la mise en œuvre de tout ou partie du dispositif décrit dans la présente convention.
- participer à l'évaluation des dispositifs en fonction des objectifs définis.
- définir entre les signataires les conditions préalables au choix de l'accueillant placé dans les locaux des services de sécurité et participer à son information sur les missions dévolues aux services de sécurité.

Article 6

Financement

Le ministère de l'intérieur et de l'aménagement du territoire participe au financement du dispositif, par voie de subvention.

La convention locale précise les modalités financières et les engagements des partenaires.

Les financements nécessaires à la mise en œuvre du dispositif en faveur des victimes de violences au sein du couple sont mobilisés dans le cadre des contrats locaux de sécurité et des instances de concertation créées par le décret du 17 juillet 2002 : les collectivités locales devront être sollicitées.

Article 7

Pilotage et évaluation

Un comité national de pilotage est constitué par le ministère de l'intérieur et de l'aménagement du territoire avec la participation de la FNSF et du CNIDFF.

Il arrête annuellement, en fonction des objectifs du ministre de l'intérieur et des capacités de la FNSF et du CNIDFF :

- le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre de la présente convention.
- les besoins en formation des accueillants et des services de police et des unités de gendarmerie.
- les mesures propres à assurer l'harmonisation des pratiques de prise en charge des victimes, notamment des femmes victimes de violences, au sein des services de police et des unités de gendarmerie ;

Au plan local, une évaluation annuelle est effectuée selon la procédure et les modalités déterminées par les acteurs concernés.

Le rapport d'évaluation, enrichi d'éventuelles observations formulées par le CLSPD ou le CDP, est transmis au chef du service de police et au commandant du groupement de gendarmerie départementale concernés, ainsi qu'aux réseaux associatifs contractants.

La FNSF et le CNIDFF adressent un rapport annuel au comité national de pilotage et d'évaluation.

Article 8

Complémentarité de l'action des réseaux associatifs contractant avec le ministère de l'intérieur et de l'aménagement du territoire

Les réseaux associatifs, généralistes ou spécialisés, bénéficiant d'une convention avec le ministère de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, devront mener les missions prescrites dans une parfaite cohérence et dans un souci de complémentarité de leurs actions.

Paris, le 7 mars 2006.

*La présidente
de la fédération nationale solidarité femmes,
J. MERCIER*

*La présidente du centre national d'information
sur les droits des femmes et de la famille,
J. PERKER*

*Le ministre d'État, ministre de l'intérieur
et de l'aménagement du territoire,
NICOLAS SARKOZY*

Fédération nationale Solidarité femmes

Depuis les années 1970, des associations issues du mouvement des femmes s'unissent pour dénoncer les violences faites aux femmes et plus particulièrement les violences conjugales. Elles fondent en 1987 la Fédération nationale solidarité femmes et créent une permanence téléphonique nationale. Réseau « expert », la FNSF contribue à faire évoluer la loi et les pratiques institutionnelles, participe à des travaux interministériels, à l'élaboration de protocoles d'intervention avec la police, la gendarmerie, les médecins, les travailleurs sociaux, les magistrats. Elle peut se constituer partie civile sur des situations graves et siège à la Commission nationale de lutte contre les violences envers les femmes

Un réseau national

En 2005, 59 associations adhèrent à la FNSF. Plus de 200 bénévoles animent le réseau par la réflexion, la confrontation d'expériences et la mobilisation de l'opinion publique. La commission Justice évalue les pratiques juridiques et élabore des propositions, la commission Communication suscite des échanges d'information. Les associations mettent en place des réponses de proximité :

- 63 lieux d'accueil, d'écoute, d'accompagnement spécialisé et de reconstruction sur le long terme des femmes victimes et de leurs enfants, où travaillent plus de 560 salarié-es ; en 2004, 37 500 situations ont été suivies. Les associations peuvent se constituer partie civile au côté des victimes.
- 46 centres d'hébergements sécurisés pour mettre en sécurité les femmes, seules ou avec enfants et leur offrir un accompagnement spécifique ; en 2004, sur 1 331 places, 3 189 femmes et 3 103 enfants ont été protégés.
- des actions de mobilisation, sensibilisation, formation du public et des partenaires locaux (professionnels de santé, policiers, travailleurs sociaux, associations).

Violence conjugale Femmes info service

En 1992, la FNSF est chargée par le secrétariat d'État aux droits des femmes, de la création de « Violence conjugale – Femmes info service » : 01-40-33-80-60, permanence téléphonique anonyme, offrant une écoute, un soutien aux victimes et leur entourage, ainsi que des informations spécialisées pour les professionnels et les acteurs sociaux. Il traite plus de 15 000 appels par an, ouvert du lundi au samedi de 7h 30 à 23h 30. Il délivre des attestations à la demande des victimes qui lèvent l'anonymat.

Service formation

Il répond aux demandes locales et nationales, pour tous secteurs professionnels avec le concours des associations de terrain. Spécificités : mutualisation des intervenantes et des outils pédagogiques, articulation de la pratique de terrain à la réflexion théorique, développement des partenariats et des réseaux durant les formations.

Observation-études

Les statistiques nationales du service téléphonique constituent une source d'information permanente sur le public, les violences, les recours, les régions. Des dossiers et publications sont réalisés (santé, les femmes issues de l'immigration, hébergement, impact sur les enfants, application de la loi).

Documentation

Fonds documentaire spécialisé, accueil des étudiants, bulletin interne, revue de presse permanente, animation du site web www.solidarite-femmes.asso.fr, gestion du catalogue des ressources, envoi de publications et brochures, campagnes et relation avec les médias.

Centre national d'information sur les droits des femmes et des familles (CNIDFF) – Réseau des centres d'information sur les droits des femmes (CIDF)

Créé en 1972, le CNIDFF coordonne et représente, dans le cadre d'un contrat d'objectif signé avec l'État, le réseau national des 115 centres d'information sur les droits des femmes et des familles. Les CIDF, agréés tous les trois ans par l'État, exercent une mission d'intérêt général dans les domaines de l'accès au droit, de la lutte contre les violences faites aux femmes, du soutien à la parentalité, de l'emploi, de la formation professionnelle, de la création d'entreprise et de la santé. Ils sont implantés en milieu urbain, rural et dans les zones sensibles. En 2005, ils ont accueilli 338 000 personnes, traité plus de 661 000 demandes d'information, dont 38 000 relatives à des situations de violences.

Actions des CIDF auprès des victimes

Avec des équipes pluridisciplinaires (juristes, conseiller-ères professionnel-le-s, psychologues, travailleurs sociaux, conseiller-ères conjugaux et familiaux...), les CIDF accueillent, écoutent, informent et accompagnent les femmes victimes de violences (violences conjugales, viols et autres faits d'agressions sexuelles, intra ou extra familiaux et mutilations sexuelles). Les CIDF proposent aux victimes une information complète et globale sur leurs droits en matière pénale, civile et sociale. Localement, certains CIDF ont développé :

- un accompagnement des victimes dans leurs démarches policières, judiciaires, sociales, médicales y compris vers les services hospitaliers ou auprès des UMJ ;
- un accompagnement psycho-sociologique dans la durée, notamment à travers l'animation de groupes de parole ;
- une aide à la recherche de logement d'urgence et/ou social ;
- une aide à la recherche d'emploi pour contribuer à réinscrire les victimes dans la vie sociale et citoyenne.

Actions locales de prévention et de sensibilisation

- actions de sensibilisation et de formation des professionnels (personnels de police, de gendarmerie, des services sociaux et hospitaliers, des associations et élu-e-s locaux) ;
- participation aux commissions départementales d'action contre les violences faites aux femmes et aux conseils départementaux d'accès au droit ;
- organisation et/ou participation à des actions de prévention notamment en milieu scolaire ;
- certains CIDF assurent des permanences dans les gendarmeries ou les commissariats.

Implication nationale du CNIDFF

En tant que tête de réseau, le CNIDFF conduit une politique nationale de formation des professionnel-le-s des CIDF, gère un service « statistiques » qui agrège les données locales, anime un service « documentation » qui effectue une veille législative pour les CIDF. Par ailleurs, le CNIDFF :

- participe à des commissions de travail, ministérielles et interministérielles ;
- participe à l'évolution des dispositifs législatifs en faveur des victimes ;
- intervient régulièrement dans des modules de formation continue de l'Ecole nationale de la magistrature et ponctuellement auprès de la direction centrale de la sécurité publique du ministère de l'intérieur ;
- collabore étroitement avec le ministère délégué à la cohésion sociale et à la parité et avec le service central chargé des droits des femmes et de l'égalité ;
- participe à des instances telles que le Conseil national de l'information statistique (CNIS), le Conseil national pour l'accès aux origines personnelles (CNAOP), le Conseil national de la vie associative (CNVA), la Commission nationale contre les violences faites aux femmes ;
- apporte une expertise auprès du Conseil de l'Europe, notamment dans le domaine des violences faites aux femmes.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR
ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Secrétariat général

Direction de la modernisation
et de l'action territoriale

Sous-direction de l'administration territoriale

Inspection générale de l'administration

**Circulaire du 23 mars 2006 relative au suivi des entretiens
de gestion et missions d'audit du programme PAT**

NOR : INTA0600034C

Pièce jointe : Guide méthodologique des audits de la mise en œuvre du « programme administration territoriale » par les préfetures – source IGA.

Le ministre d'État, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire à Mesdames et Messieurs les préfets.

Avec la généralisation de la globalisation du budget des préfetures, le ministère de l'intérieur a initié un dispositif de dialogue et de contrôle de gestion entre l'administration centrale et les préfets. Ces outils de pilotage et de suivi ont d'ailleurs largement inspiré l'organisation du programme « administration territoriale » qui s'est inscrit dans la continuité de cet effort visant tout à la fois à fixer des objectifs d'activité et à rationaliser l'allocation des moyens des préfetures.

La procédure « d'entretien de gestion » participe de cette exigence de responsabilisation des gestionnaires.

L'année 2006 va permettre d'achever un premier cycle d'entretiens de gestion réalisés selon la formule déconcentrée, lancée en juin 2002. Les contours de l'exercice sont désormais bien définis. Il se décompose en trois temps, différents dans leur conception, mais complémentaires, l'objectif étant d'évaluer l'efficacité des services de la préfecture, son mode de management et la façon dont le pilotage des principales politiques interministérielles est organisé :

1. La préfecture prépare un dossier dont le contenu a été précisé en 2003 par un guide accessible sur le site Intranet de la SDAT ;
2. La journée de l'entretien de gestion formalise le dialogue entre l'administration centrale et l'encadrement de la préfecture ;
3. Un relevé de conclusions est rédigé par les services de la préfecture. Son contenu a connu des évolutions récentes de manière à ce qu'il devienne un document réellement opérationnel par lequel le préfet se fixe des objectifs et un calendrier de réalisation pour les trois années à venir.

Du bilan réalisé par la DMAT, il ressort notamment qu'une des principales limites à l'exercice réside dans les conditions de son suivi et de la pleine utilisation de ses conclusions. La capacité annuelle de l'administration centrale est en effet limitée à vingt-cinq entretiens de gestion, ce qui induit un rythme de renouvellement difficilement compressible de quatre ans. Certes, les relevés de conclusions permettent aujourd'hui un meilleur suivi des engagements pris par le préfet. Mais, une étape à « mi-parcours » serait particulièrement utile.

Ce constat m'a conduit à envisager un rapprochement des initiatives menées tout à la fois par la DMAT et l'IGA. En effet, dans le cadre de la mise en œuvre territoriale de la LOLF, l'inspection générale de l'administration envisage de faire évoluer ses modalités d'intervention et propose une nouvelle méthode de « revue du programme PAT » fondée sur des audits de préfetures. L'intervention de l'IGA couvre l'ensemble de la chaîne administrative : du pilotage assuré par le responsable de programme à la vérification de la fiabilité des indicateurs produits par les préfetures.

J'ai donc souhaité lier les deux exercices et combiner la programmation des audits prévus par l'IGA avec la nécessité d'un « rendez-vous à mi-parcours » des entretiens de gestion réalisés en année n – 2. Ainsi, en 2006, le programme d'audits de l'IGA concernera une dizaine de préfetures, choisies parmi celles ayant eu un entretien de gestion en 2004.

Chacune d'entre elles en sera informée dans les semaines qui viennent et l'IGA leur adressera ses souhaits sur la base du guide méthodologique des audits de la mise en œuvre du « programme administration territoriale » par les préfetures. Ce document, qui établit de manière transparente les points évalués dans le cadre des audits approfondis, est disponible sur le site Internet de l'IGA, et joint en annexe pour votre complète information. La méthodologie retenue a été conçue pour limiter au maximum le travail demandé aux préfetures, l'IGA se repo-

sant essentiellement sur la documentation existante et le contenu des entretiens menés sur place, et pour produire des compte rendus d'audit rapides et directement opérationnels.

Cette initiative témoigne de la volonté du ministère de l'intérieur de poursuivre la réflexion engagée depuis quatre ans et d'enrichir le dialogue de gestion entre l'administration centrale et les préfetures. Elle s'inscrit résolument dans la perspective de modernisation de la gestion publique voulue par la LOLF qui établit désormais un lien étroit entre la détermination des objectifs d'activité, la mesure de la performance et les moyens alloués aux services.

*Le directeur de cabinet,
C. GUÉANT*

AUDIT DE LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME
ADMINISTRATION TERRITORIALE

GUIDE MÉTHODOLOGIQUE

Présentation

Objectifs du présent guide

Le contrôle des préfetures, sous sa forme ancienne (mission dite « 37 – 10 », en référence à l'imputation budgétaire des crédits contrôlés), constituait une mission permanente de l'IGA depuis le début des années quatre-vingt. Une dizaine de missions étaient effectuées chaque année, donnant lieu à des déplacements de plusieurs jours sur place et à la rédaction de rapports particuliers suivis d'un rapport de synthèse. À partir de 2000, à la demande du ministre, l'inspection s'est mobilisée sur l'évaluation de l'expérimentation de la globalisation des crédits des préfetures, suspendant les missions de contrôle 37 – 10. Un rapport général a été présenté chaque année et a contribué à la généralisation de l'expérimentation, y compris dans les départements d'outre-mer.

Une nouvelle étape se présente aujourd'hui, avec la mise en œuvre de la LOLF à compter du 1^{er} janvier 2006.

Le projet de guide présente cette nouvelle méthode d'audit de la mise en œuvre du programme PAT, conforme aux missions de l'IGA. Il tient compte de l'organisation du programme administration territoriale par action et des rôles respectifs assurés désormais par le responsable du programme, d'une part, et par les préfets, responsables des budgets opérationnels de programme, d'autre part.

La prise en compte des entretiens de gestion

Il importe de souligner que l'audit n'est pas redondant avec l'entretien de gestion organisé en préfecture, tous les trois ou quatre ans, par l'administration centrale.

L'intervention de l'IGA couvre l'ensemble de la chaîne administrative : du pilotage assuré par le responsable de programme à la vérification de la fiabilité des indicateurs produits par les préfetures. Par ailleurs, si elle n'est pas destinée à évaluer le rôle de la préfecture dans la mise en œuvre territoriale de l'ensemble des programmes LOLF, elle s'attachera néanmoins à examiner son rôle notamment dans les programmes de la mission sécurité. Elle examinera aussi les conditions de mise en œuvre de l'action 4 du programme PAT (« pilotage territorial des politiques gouvernementales ») en précisant le rôle du préfet de région, du préfet de département et des services déconcentrés. Son champ pourra donc être plus vaste que celui de l'entretien de gestion.

La structuration du guide et typologie des rapports

La prise en compte de l'ensemble de la chaîne de responsabilité du programme conduit à apprécier le rôle de pilotage du responsable du programme et celui d'animation du réseau des préfetures assuré par la SDAT. C'est l'objet de la première partie du guide qui donnera lieu à un rapport annuel. La seconde partie porte sur la situation de chaque préfecture visitée et donnera lieu, après déplacement et procédure contradictoire, à un court rapport, propre à chaque site.

Le guide a pour ambition d'évaluer la situation de chaque préfecture de la façon la plus objective possible, en permettant des comparaisons entre elles et en identifiant des bonnes pratiques. C'est la raison pour laquelle chaque fiche correspond à une grille d'analyse permettant d'identifier rapidement les points forts et les pistes de progrès et constituant la trame du rapport (cf. annexe).

Un tableau récapitulera les recommandations proposées par la mission.

La problématique des sous-préfetures est prise en compte par les auditeurs et figure dans les grilles d'analyse du présent guide.

Méthode

Le programme annuel de visite des préfectures sera établi en liaison avec le responsable du programme, de façon à tenir compte du calendrier des entretiens de gestion et des besoins du responsable de programme.

Compte tenu de son plan de charge, l'IGA procédera aux audits de cinq à dix préfectures par an.

Dans ce cadre, l'IGA pourra, à la demande du responsable de programme ou d'un préfet, procéder à des évaluations plus légères de suivi des entretiens de gestion ou à des évaluations thématiques sur un service en difficulté.

SOMMAIRE

PRÉSENTATION

Première partie. – Appréciation sur le pilotage stratégique, l'affectation des moyens et l'animation du programme (rapport annuel).

Fiche pilotage stratégique et animation du réseau des préfectures.

Seconde partie. – Appréciation sur le pilotage et la gestion des moyens par les préfectures (rapport particulier pour chaque préfecture).

Fiche 1 : pilotage et suivi de l'action 1 du PAT : « Coordination de la sécurité des personnes et des biens ».

Fiche 2 : pilotage et suivi de l'action 2 du PAT « garantie de l'identité et de la nationalité, délivrance des titres ».

Fiche 3 : pilotage de l'action 3 du PAT « contrôle de légalité et conseil aux collectivités territoriales ».

Fiche 4 : pilotage et suivi de l'action 4 : « pilotage territorial des politiques gouvernementales ».

Fiche 5 : la gestion des ressources humaines.

Fiche 6 : la fonction immobilière.

ANNEXES

Trame du rapport annuel

Trame de chaque rapport particulier par préfecture

PREMIÈRE PARTIE

APPRÉCIATION SUR LE PILOTAGE STRATÉGIQUE, L'AFFECTATION DES MOYENS ET L'ANIMATION DU PROGRAMME

(rapport annuel)

Fiche pilotage stratégique et animation du réseau des préfectures

Pour évaluer l'activité des préfectures dans le cadre du programme PAT, il est nécessaire d'examiner le pilotage et l'animation du réseau des préfectures par l'administration centrale, qui rétroagit nécessairement sur l'efficacité de l'action locale.

Cette première fiche vise donc à établir le contexte institutionnel dans lequel évoluent les préfectures, à mettre en évidence, d'une part, les difficultés rencontrées localement qui nécessiteraient une action de l'administration centrale et, d'autre part, les bonnes pratiques en matière d'animation du réseau des préfectures.

I. – ENJEUX ET PÉRIMÈTRE DU THÈME

Ce thème concerne essentiellement les fonctions de pilotage opérationnel du réseau des préfectures, soit l'action 6 du programme PAT, qui poursuit l'objectif « d'optimiser l'efficacité de la fonction d'animation ». Mais il recoupe également certaines actions du programme soutien des politiques de l'intérieur pour ce qui concerne l'activité d'assistance aux préfectures : action 1 (état-major), action 3 (systèmes d'information et de communication), action 4 (soutien de gestion de ressources humaines), action 5 (affaires immobilières et financières), action 6 (conseil juridique et traitement du contentieux).

Les fonctions d'animation et de pilotage opérationnel sont principalement assurées par la DMAT et plus spécialement la sous-direction de l'administration territoriale (SDAT), chargée de répartir les ressources entre les préfectures (crédits et emplois budgétaires) et de centraliser les informations tirées du contrôle de gestion.

Mais elles concernent aussi les autres directions de moyens (DEPAFI, DRH, DSIC) et les directions métiers (DLPJAJ, DGCL, DDSC) du

ministère dont l'action peut influencer de façon importante sur l'activité des préfectures (évolution des missions, mise à disposition d'outils adaptés – systèmes d'information, documentation...).

Il s'agira avant tout de synthétiser la contribution de l'échelon central au bon fonctionnement des activités préfectorales et les marges de progrès décelées en la matière. L'inspection adoptera une démarche croisée : les entretiens organisés au niveau central seront complétés d'un recueil de l'avis des acteurs de terrain rencontrés. Cette étude s'attachera notamment à couvrir les points suivants :

a) la bonne compréhension des orientations stratégiques : le pilotage national est-il lisible au sein des préfectures ? Les différents documents stratégiques produits sont-ils bien appréhendés ?...

b) la pertinence du pilotage : le pilotage prend-il en compte les contraintes et réalités locales en amont de la définition des orientations stratégiques ? Est-il en phase avec les préoccupations locales ? Quelle est la part de contraintes externes (politique budgétaire, des autres ministères...) dans la fixation des objectifs et des moyens ?...

c) la qualité de prestation de la SDAT et des directions de moyens à la fois vis-à-vis du responsable du programme (pour lui donner les informations sur les résultats des préfectures nécessaires au pilotage et l'alerter sur les risques de gestion) et vis-à-vis des préfectures (pour répartir leurs moyens sur des bases objectives et affichées, tout en assurant une certaine visibilité à moyen terme) ;

d) la cohérence entre les orientations des directions métiers et la répartition des moyens aux préfectures : le caractère non redondant des informations collectées auprès des préfectures sera notamment examiné ; l'impact de nouvelles procédures ou missions pourra être également plus spécifiquement évalué, à la demande du responsable du programme PAT.

Ce thème ne sera abordé par la mission qu'une fois par an sous forme d'un rapport complétant l'ensemble des rapports particuliers consacré à chaque préfecture visitée et synthétisant les constats effectués. Il s'agira avant tout de préciser la contribution du pilotage central au bon fonctionnement des activités préfectorales et les marges de progrès décelées à partir des problématiques locales relevées.

II. – ÉLÉMENTS DE MÉTHODE

II.1. Documents et informations à exploiter

L'inspection basera son étude prioritairement sur la documentation existante. Seront notamment privilégiés les documents mis en ligne sur l'Intranet et les possibilités de l'infocentre territorial. Les autres informations nécessaires seront collectées lors des entretiens, après exploitation de la documentation existante.

Infocentre territorial : système d'information des préfectures constitué des modules :

- BALISE/INDIGO : indicateurs d'activité, d'efficacité et d'efficience ;
- CONCORDE : indicateurs de coûts ;
- ARCADE : application économétrique permettant d'estimer pour chaque préfecture, à partir de quinze variables, un effectif théorique.
- ESTIDOT : application comparable permettant d'estimer, à partir de sept variables, un montant théorique de dotation de fonctionnement.

Accès Intranet : <http://infocentre-territorial.mi/infopref2/infopref/>

Après du SG

1. La directive nationale d'orientation (DNO) et ses évolutions éventuellement envisagées.
2. La stratégie ministérielle de réforme (SMR) et les points d'étape annuels de sa réalisation.
3. Le plan stratégique du SG.
4. La composition des groupes de travail du SG.
5. Les tableaux de bord du SG.
6. Les dernières lettres d'objectifs adressées aux préfets.
7. Les derniers numéros de la lettre confidentielle d'information aux préfets.
8. Les derniers discours du ministre aux réunions des préfets.

Après de la DMAT et de la DRH

Sur l'ensemble des préfectures métropolitaines :

1. Evolution de la dotation budgétaire sur les cinq dernières années en tentant de retenir un périmètre constant et en distinguant les dépenses de fonctionnement (37 – 30 – 20) des dépenses de personnel (37 – 30 – 10) ; plan de rebasage ;

2. Evolution des effectifs en distinguant les catégories A, B et C ; le cas échéant, la charge des services zonaux devra être appréciée et exclue du raisonnement ;

3. Contributions à la GPEEC des préfetures.

Sur les seules préfetures auditées dans l'année :

4. Dossiers et compte rendu des derniers entretiens de gestion ;

5. Examen des données des indicateurs INDIGO et CONCORDE avec les contrôleurs de gestion de la SDAT (DMAT) sous l'angle de la fiabilité et de la fréquence de leur transmission ; comparaison avec les indicateurs des préfetures des mêmes strates ;

6. Examen des données ARCADE (effectif théorique pour chaque préfecture) et ESTIDOT (dotation de fonctionnement théorique pour chaque préfecture) avec le contrôleur de gestion de la DMAT.

Auprès de la DEPAFI et de la DSIC

1. Circulaires annuelles de répartition des moyens.

2. Documents d'orientation stratégique.

3. Pour les préfetures auditées, travaux immobiliers programmés ou en cours et historique sur trois ans.

Auprès des préfetures visitées dans l'année

1. Documents existants relatifs au bilan du rebasage et au rebasage prévu.

2. Documents existants sur les outils d'aide à la répartition des moyens et sur l'autoévaluation des défauts et limites de ces outils.

3. Calendrier et bilans des réunions des SG et des contrôleurs de gestion.

4. Calendrier et bilans des formations des SG et des contrôleurs de gestion.

5. Charte de gestion des BOP (programmes PAT et autres programmes supervisés par la préfecture).

6. Liste des données collectées par la DLPJ, la DGCL, la DDSC.

II.2. Personnes à rencontrer

Les entretiens viseront à affiner les informations contenues dans la documentation collectée et à renseigner les grilles d'évaluation figurant en annexe.

Au niveau central

1. Le secrétaire général.

2. Le DMAT et la SDAT (notamment cellule du contrôle de gestion et responsable des outils ARCADE et ESTIDOT).

3. La DRH et les chefs de service pertinents.

4. La DEPAFI et les chefs de service pertinents.

5. La DSIC et les chefs de service pertinents.

6. La DLPJ.

7. La DGCL.

8. La DDSC.

Au niveau local (dans les préfetures auditées) – pour mémoire

L'ensemble des entretiens effectués en préfetures dans le cadre des autres actions du PAT sera l'occasion d'aborder leurs attentes par rapport à l'administration centrale. Pour mémoire, ces entretiens concerneront notamment le préfet, le secrétaire général, le directeur de cabinet, un ou des sous-préfets d'arrondissement, le(s) chef(s) de bureau des moyens généraux et du personnel, le(s) contrôleur(s) de gestion, les représentants syndicaux, le TPG et le contrôleur financier déconcentré, des chefs de service déconcentrés (cf. tableau p 17).

SECONDE PARTIE

APPRÉCIATION SUR LE PILOTAGE ET LA GESTION DES MOYENS PAR LES PRÉFETURES

(Rapport particulier pour chaque préfecture)

Fiche 1 : pilotage et suivi de l'action 1 du PAT : « Coordination de la sécurité des personnes et des biens »

I. – LES ENJEUX ET LE PÉRIMÈTRE DU THÈME

La sécurité des biens et des personnes, telle que définie dans l'action 1 de l'avant-projet de PAP 2005, comprend huit domaines dont trois sont liés à d'autres programmes LOLF :

- la sécurité intérieure et l'ordre public en relation avec les programmes police nationale et gendarmerie nationale de la mission interministérielle « sécurité » du MI ;
- la sécurité et la défense civiles en relation avec les programmes « intervention sur moyens nationaux » et « coordination des moyens de secours » du MI mais aussi avec le programme « prévention des risques et lutte contre les pollutions » du ministère de l'environnement ;
- la sécurité routière en relation avec le programme « sécurité routière » du ministère de l'équipement.

L'objectif retenu dans le PAP pour cette action du PAT est centré sur la protection civile : « améliorer la prévention dans le domaine de la sécurité civile » avec quatre indicateurs portant sur la prévention des risques naturels, la prévention des risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP), la prévention des risques technologiques. C'est l'activité du SIDPC qui est ainsi visée et non le rôle du préfet, des sous-préfets d'arrondissement et des directeurs de cabinet en matière de pilotage des services de sécurité (réunion de police), d'animation des politiques de prévention de la délinquance (animation des CLSPD par exemple) ou de coordination des services et collectivités en temps de crise.

La mission sera donc conduite à élargir son champ d'investigation et à examiner les objectifs autres que ceux du programme PAT, qu'ils soient fixés localement (éventuellement dans le PASER ou le PASSED) ou dans les autres programmes du MI ou d'autres ministères et notamment les programmes de la mission sécurité.

Ce thème donnera lieu à une analyse individualisée pour chaque préfecture. L'analyse s'attachera à couvrir les points suivants :

- a) qualité du pilotage vis-à-vis des objectifs de l'action 1 mais aussi de ceux des autres programmes « sécurité » sensibles pour le département (par exemple l'action « sécurité et paix publique » du programme police nationale) ; seront recensées les pratiques innovantes dans un objectif de partage d'expérience ;
- b) modalités d'organisation des services avec notamment le poids respectif des fonctions sécurité publique et sécurité civile au sein du cabinet, les modalités d'association des sous-préfetures, les synergies établies entre les pôles sécurité, contrôle de légalité (gestion des SDIS notamment) ou environnement, le lien établi entre les polices administratives et la sécurité publique, ainsi que la traduction en termes de moyens humains et matériels de cette priorité préfectorale ;
- c) modalités du contrôle de gestion : indicateurs locaux, qualité de la collecte des données (indicateurs PAP ou locaux), contrôles de fiabilité opérés et suites données aux résultats.

II. – ÉLÉMENTS DE MÉTHODE

II.1. Documents et informations à exploiter

L'inspection basera son étude prioritairement sur la documentation existante. Seront notamment privilégiés les documents mis en ligne sur l'Intranet et ceux déjà élaborés à l'occasion des derniers entretiens de gestion. Les autres informations nécessaires seront collectées lors des entretiens, après exploitation de la documentation.

Au niveau central

1. Les autres programmes sécurité (MI et autres ministères).
2. Les objectifs des ministères en charge de la sécurité hors PAP (circulaire, discours...).
3. Pour les préfetures auditées, le rapport IGA 2005 sur les locaux de crise.
4. Pour les préfetures auditées, le dernier rapport de l'inspection de défense et de sécurité civile.

Au plan local (pour chaque préfecture audité)

4. Le PASER et le PASED.
5. Le plan départemental de prévention de la délinquance.
6. Le plan départemental d'action pour la sécurité routière (PDASR).
7. L'organisation de la mise sous contrôle : organigramme, notes de service, composition des pôles de compétence, calendrier des réunions et derniers comptes-rendus...
8. Les tableaux de bord du préfet, de son directeur de cabinet et des responsables de pôles éventuels en matière de sécurité civile, de sécurité publique au sens large et de police administrative.
9. Eventuels documents portant sur le contrôle interne de la qualité des informations.

II.2. Personnes à rencontrer

Les entretiens viseront à affiner les informations contenues dans la documentation collectée et à renseigner les grilles d'évaluation figurant en annexe.

(Voir tableau p. 115.)

Fiche 2 : pilotage et suivi de l'action 2 du PAT « garantie de l'identité et de la nationalité, délivrance des titres »

I. – ENJEUX ET PÉRIMÈTRE DU THÈME

L'action 2 du PAT : « garantie de l'identité et de la nationalité, délivrance des titres » porte sur une activité propre à la préfecture ayant une dimension régaliennne mais aussi avec une part de sous-traitance aux collectivités et le moment venu (SIV) à des professionnels.

Le pilotage de cette action implique la déclinaison locale des objectifs cibles nationaux, l'identification et la responsabilisation des services au sein de la préfecture (sous-préfectures, directeurs et chefs de bureau). Le contrôle de gestion local suppose en outre la définition d'objectifs locaux intermédiaires ou hors PAP.

Au-delà de cette évaluation chiffrée de l'activité, l'indicateur « taux de fraudes détectées » fera l'objet d'une évaluation plus approfondie visant à apprécier la qualité du contrôle mis en place sur les pièces justificatives présentées aux guichets. En liaison avec le SG et la DLPAJ, chaque « campagne » d'audit annuelle donnera lieu à l'analyse approfondie d'une procédure afin de mettre en évidence les bonnes pratiques et les facteurs de risque.

Par ailleurs, le service, ayant fait face récemment à des difficultés particulières, fera l'objet d'une assistance spécifique. Cette expertise sur un service particulier d'une préfecture pourra également être demandée par le SG, la DLPAJ ou le préfet.

Ce thème donnera lieu à une analyse individualisée pour chaque préfecture. L'audit s'attachera à couvrir les points suivants en matière de délivrance des titres :

- a) qualité du pilotage local ;
- b) fiabilité des indicateurs de performance ;
- c) régularité apparente des procédures par la vérification de quelques points clé ;
- d) selon les attentes du SG et de la DLPAJ, étude détaillée d'une procédure pour en dégager sur l'ensemble des préfectures visitées les points forts et de progrès ainsi que les éléments de bonne pratique ;
- e) en cas d'incident récent ou de demande du préfet, analyse détaillée du fonctionnement d'un service sensible, afin d'attester des mesures mises en œuvre et de déceler d'éventuelles fragilités.

II. – ÉLÉMENTS DE MÉTHODE

L'inspection basera son étude prioritairement sur la documentation existante. Seront notamment privilégiés les documents mis en ligne sur l'Intranet et ceux déjà élaborés à l'occasion des derniers entretiens de gestion. Les autres informations nécessaires seront collectées lors des entretiens, après exploitation de la documentation.

II.1. Documents et informations à exploiter*En administration centrale*

1. Dossier et bilan des derniers entretiens de gestion concernant la préfecture (cf. fiche pilotage).
2. Modifications réglementaires ayant eu ou pouvant avoir un impact sur les objectifs et les résultats des actions (cf. fiche pilotage).
3. Fraudes ou difficultés rencontrées par les préfectures auditées et remontées à la DLPAJ.

4. Eventuelle enquête administrative ou IGA sur dysfonctionnement grave des services concernés par la délivrance de titres.

En préfecture

5. PASED et PASER ;
6. Dispositif d'adaptation des services aux variations saisonnières d'activité ; application de la charte Marianne.
7. Documents existants en matière d'assurance qualité interne sur la collecte et l'interprétation des indicateurs.
8. Tableaux de bord du secrétaire général, des sous-préfets et des directeurs des préfectures.

Sur Intranet

9. Indicateurs Indigo et Concorde.

II.2. Personnes à rencontrer

Les entretiens viseront à affiner les informations contenues dans la documentation collectée et à renseigner les grilles d'évaluation figurant en annexe.

(Voir tableau p. 115.)

Fiche 3 : pilotage de l'action 3 du PAT « contrôle de légalité et conseil aux collectivités territoriales »

I. – ENJEUX ET PÉRIMÈTRE DU THÈME

L'action 3 du PAT : « contrôle de légalité et conseil aux collectivités territoriales » porte sur une activité qui a une dimension régaliennne et s'exerce avec le concours d'autres services de l'État : TG, DDE et DDCCRF..., ces services pouvant être organisés en pôles de compétences. Elle répond à un objectif figurant dans l'avant PAP 2005 visant à réduire le nombre d'actes non conformes des collectivités locales et établissements publics (avec 2 indicateurs).

Comme pour les autres actions, se pose la question de la qualité de la collecte d'informations, de leur contrôle interne, de leur interprétation et des suites données.

Au-delà des indicateurs du PAP portant exclusivement sur le contrôle proprement dit, il conviendra d'évaluer l'organisation mise en place entre préfecture et sous-préfectures et au plan interministériel pour assurer une unité de l'action de l'État et répondre aux priorités définies par le Gouvernement et aux attentes des collectivités, notamment en matière de conseil.

Ce thème donnera lieu à une analyse individualisée pour chaque préfecture. L'audit s'attachera à couvrir les points suivants :

- a) qualité du pilotage local en matière de contrôle de légalité, de contrôle budgétaire et de conseil aux collectivités (contrôles effectués, qualité du service vis-à-vis de l'usager) ; seront notamment évalués la pratique de partage des tâches entre préfecture et sous-préfectures (suite donnée à la directive nationale d'orientation), le caractère transversal et interministériel du contrôle mis en place ainsi que les bonnes pratiques de travail interministériel, voire interdépartemental ;
- b) fiabilité des indicateurs de performance et mise en place éventuelle d'autres indicateurs visant notamment à rendre compte de la mise en œuvre des priorités gouvernementales ;
- c) évaluation de l'activité de conseil de la préfecture et des sous-préfectures en mettant en évidence la part d'activité des services qui y est consacrée, les bonnes pratiques et les attentes des collectivités.

II. – ÉLÉMENTS DE MÉTHODE

L'inspection basera son étude prioritairement sur la documentation existante. Seront notamment privilégiés les documents mis en ligne sur l'Intranet et ceux déjà élaborés à l'occasion des entretiens de gestion, le cas échéant actualisés. Les autres informations nécessaires seront collectées lors des entretiens, après exploitation de la documentation existante.

II.1. Documents et informations à exploiter*En administration centrale*

1. Bilan des derniers entretiens de gestion concernant la préfecture.
2. Modifications réglementaires ayant eu ou pouvant avoir un impact sur les objectifs et les résultats des actions ; directives en matière de contrôle de légalité.
3. Difficultés rencontrées par les préfectures et remontées à la DGCL ; outils mis à la disposition des préfectures.

En préfecture

4. PASED et PASER.

5. Documents locaux existants sur les objectifs (compte-rendu des réunions de management, compte-rendu des CTP), sur la doctrine interne en matière de contrôle de légalité (délégations aux sous-préfectures, réunions de coordination avec les sous-préfectures).
6. CR des réunions du pôle de compétences « contrôle de légalité » ou « contrôle budgétaire ».
7. Bilan du réseau d'alerte en matière de suivi budgétaire des collectivités territoriales.
8. Documents internes portant sur la collecte et l'interprétation des indicateurs.
9. Tableaux de bord existants du secrétaire général, des directeurs des préfectures et des sous-préfets.

Sur Intranet

1. Indicateurs Indigo et Concorde.

II.2. Personnes à rencontrer

Les entretiens viseront à affiner les informations contenues dans la documentation collectée et à renseigner les grilles d'évaluation figurant en annexe.

(Voir tableau p 115.)

**Fiche 4 : pilotage et suivi de l'action 4 :
« pilotage territorial des politiques gouvernementales »**

I. – ENJEUX ET PÉRIMÈTRE DU THÈME

L'action 4 du PAT recouvre à la fois des missions de coordination des services de l'État et la conduite de politiques publiques spécifiques : politique de la ville, lutte contre les exclusions, aide au développement économique et aménagement du territoire. Cette action concerne les préfectures de région et de département. Mais l'objectif et surtout l'indicateur de résultat retenu au PAP (taux de réalisation des actions prioritaires définies au niveau régional via le PASER) tendent à faire porter la responsabilité de l'action plutôt sur les préfectures de région. Toutefois, le niveau départemental reste l'échelon opérationnel de droit commun de mise en œuvre des politiques publiques.

La répartition des rôles entre préfet de région et préfets de département dans le suivi du PASER apparaît cruciale. La mission s'appuiera en conséquence sur deux grilles d'évaluation distinctes pour les départements et les régions.

Les PASER étant plus larges que le PAT et leur champ étant interministériel, il serait logique d'élargir l'appréciation du pilotage et de suivi à l'ensemble des actions des autres programmes jugées prioritaires par le préfet de région et le CAR.

On peut aussi estimer que si la région dispose d'une action du programme des interventions territoriales de l'État (PITE), son suivi relèvera du même exercice. Il en est de même du programme aménagement du territoire (PATE).

En définitive, cette fiche vise à apprécier l'animation et le suivi interministériels du préfet de région, des préfets de départements et du comité d'action régionale (CAR).

La mission devra donc faire un choix entre :

- restreindre son champ d'investigation au pilotage et au suivi des actions relevant exclusivement du PASER ;
- ou l'élargir au-delà du PASER aux programmes et actions jugées prioritaires par le préfet de région, les préfets de département et le CAR et leur articulation avec les BOP régionaux.

Seules les conclusions des premiers audits permettront de mieux cerner le contour de cette fiche.

Ce thème donnera lieu à une analyse individualisée, pour chaque préfecture. En retenant la vision la plus large, l'audit s'attachera à donner de la visibilité sur le rôle de pilotage interministériel du préfet et spécialement les conditions de mise en œuvre du décret du 29 avril 2004. Les questions suivantes seront notamment abordées :

- a) Les structures de pilotage (CAR, collège des chefs de services) ont-elles fixé des objectifs reconnus pertinents par les acteurs pour le PASER et pour les programmes/actions jugés prioritaires ?

- b) Quel est le rôle des structures et outils interministériels (SGAR, pôles de compétences, pôles régionaux, DIS) en matière de pilotage et de suivi ?
- c) Comment le préfet de région, saisi pour avis des projets de budgets des services déconcentrés des administrations civiles de l'État (BOP), s'assure de la prise en compte par ces administrations, des objectifs relevant de l'action 4 ? Quels moyens utilise-t-il pour garantir la mesure des résultats ?
- d) Comment se structure la relation entre le préfet de région, les préfets de département et les chefs de services : rôle du schéma d'organisation financière, conditions de reporting et mise en place d'un système d'information partagé...
- e) Les préfets de départements ont-ils établi la liste des BOP et UO qu'ils entendent suivre plus particulièrement ? Quels sont les critères d'établissement de cette liste (PASED, directives régionales, difficultés que pourraient rencontrer certains services déconcentrés...) ?
- f) Le préfet de région et les préfets de département disposent-ils de tableau de bord de mise en œuvre des programmes ?

II. – ÉLÉMENTS DE MÉTHODE

L'inspection basera son étude prioritairement sur la documentation existante. Seront notamment privilégiés les documents mis en ligne sur l'Intranet et les documents déjà élaborés à l'occasion des derniers entretiens de gestion. Les autres informations nécessaires seront collectées lors des entretiens, après exploitation de la documentation.

II.1. Documents et informations à collecter

1. PASER/ PASED.
2. Cartographie des BOP/ UO du département / de la région.
3. Délégations de signature / de gestion / DIS.
4. Schéma d'organisation financière.
5. Tableau de bord du préfet région et des préfets de département.
6. Rappel action du PITE, du programme d'aménagement du territoire de l'État (PATE).
7. CR des deux derniers collèges des chefs de service et CAR.
8. Bilan annuel d'évaluation et tableaux de suivi des PASER et PASED.
9. Récapitulatif des systèmes d'information utilisés (INDIA...).

II.2. Entretiens

Les entretiens viseront à affiner les informations contenues dans la documentation collectée et à renseigner les grilles d'évaluation figurant en annexe.

(Voir tableau p 115.)

Fiche 5 : la gestion des ressources humaines**I. – ENJEU ET PÉRIMÈTRE**

Avec la globalisation des crédits, la fonction RH s'inscrit dans la gestion globale des moyens.

Cette fonction s'inscrit désormais dans une logique autonome par rapport à la centrale en matière d'allocation optimale des ressources humaines : évaluation des besoins des services en fonction de leur plan de charges et de leurs résultats, politique de remplacements des vacances de postes, adaptation de la structure des emplois, organisation de la mobilité, politique de formation, intéressement...

La logique du programme pose aussi en termes nouveaux l'amélioration de la motivation par la reconnaissance et le développement de la valeur professionnelle. Un des aspects de cette motivation réside dans la prise en compte des performances individuelles et collectives. L'animation d'un véritable dialogue social est également une condition de l'acceptation de nouveaux modes de fonctionnement ou de la prise en charge d'activités saisonnières.

Ce thème donnera lieu à une analyse individualisée pour chaque préfecture. À l'issue de la mission, le rapport évaluera le rôle de la fonction RH dans la bonne mise en œuvre du programme PAT au plan local. Il examinera les capacités de prévision des gestionnaires RH et leurs relations avec les gestionnaires du budget global. Il apportera un éclairage sur les relations avec la DRH dans la relation de prestation de service. Il décrira la déclinaison locale de la DNO/RH notamment en fonction des évolutions d'activités (impact des réformes sur la délivrance des titres).

II. – ÉLÉMENTS DE MÉTHODE

II.1. Documents et informations à collecter

En centrale ou sur l'Intranet :

1. DRH : à partir des fiches – information sur la situation de la préfecture en termes d'emplois ; (pyramide des âges, taux de rotation) ;
2. SDAT : position de la préfecture dans ARCADE ;
3. Evolution des effectifs par rapport aux plafonds (effectifs masse indiciaire) ;
4. Données ANAREST ;
5. Documents d'orientation générale en matière de GRH ;
6. Documents d'orientation générale en matière de formation ; politique de formation prise de poste.

En préfecture :

1. Plan de formation.

II.2. Personnes à rencontrer sur place

(Voir tableau p 115.)

Fiche 6 : la fonction immobilière

I. – ENJEUX ET PÉRIMÈTRE DU THÈME

Depuis plusieurs années, la DEPAFI sensibilise les préfectures à l'importance de l'entretien immobilier et les invite à y consacrer une part plus grande de leur budget. L'enveloppe PRE (programme régional d'équipement) a été fondue dans la dotation annuelle globale des préfectures, de telle sorte que les crédits correspondants ne bénéficient plus d'aucun fléchage ni d'aucune revalorisation spécifique.

Dans ce contexte, il y a lieu d'analyser l'évolution des crédits annuellement consacrés par les préfectures au gros entretien immobilier et la qualité de la maîtrise d'ouvrage (professionnalisation des équipes).

Il importe d'examiner si la dimension interministérielle est intégrée à l'action de la préfecture.

L'article 19 du décret du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets pose la responsabilité du préfet en matière de gestion du patrimoine immobilier et des matériels des services de l'État placés sous son autorité.

L'article 42 précise que :

- le préfet de département élabore, après consultation du collège des chefs de service, un schéma départemental des implantations des services de l'État qui indique les orientations de la politique immobilière de l'État dans le département pour une période de cinq ans. Ce schéma assure la cohérence des projets immobiliers de l'État et précise leur localisation ;
- Le préfet donne son accord à la programmation financière ou à l'engagement dans le département des opérations immobilières intéressant un ou plusieurs services déconcentrés des administrations civiles de l'État et ayant pour objet une implantation nouvelle, la modification d'une implantation ou la réhabilitation d'un immeuble ;
- le préfet gère, au nom de l'État, les cités administratives situées dans le département et communes à plusieurs services déconcentrés des administrations civiles de l'État.

Ce thème donnera lieu à une analyse individualisée pour chaque préfecture. L'effort financier rapporté à la surface immobilière sera évalué et comparé aux normes généralement admises de « bonne maintenance ».

Au vu de la manière dont ont été conduits les derniers chantiers, elle appréciera les efforts de professionnalisation des équipes en charge de ces dossiers et la politique d'externalisation éventuellement mise en œuvre.

La recherche de valeurs moyennes en matière immobilière est un exercice délicat.

Pour la profession, un montant de dépenses d'entretien immobilier/m² utile de 31,25 € HT est satisfaisant (voir le programme d'emploi des crédits 2003, PEC, de la DEPAFI).

Le ratio SHON/agent était de 35 m² en 2003 pour le réseau du MINEFI, le ratio surface utile totale par agent de 25 m² (source : rapport sur la politique des achats, Capgemini, janvier 2004).

Le ratio moyen dépenses d'entretien immobilier / dépenses de fonctionnement est de 14 % en moyenne quelle que soit la strate considérée et l'année considérée (2001, 2002 ou 2003).

La DEPAFI a néanmoins noté une tendance à la baisse de ce ratio dans les préfectures des strates 1 et 2 sur les trois années considérées.

De manière générale, les situations sont très disparates, allant de 4 % à 30 %.

II. – ÉLÉMENTS DE MÉTHODE

II.1. Documents et informations à collecter

Après de la DEPAFI (pour mémoire cf. fiche pilotage)

1. PNE : existence d'une opération en cours ou programmée, découpage AE/CP, calendriers prévisionnel et réalisé.
2. Contribution du projet de la préfecture aux indicateurs de l'objectif 6 du programme « soutien des politiques de l'intérieur ».
3. Projets financés au titre de la commission interministérielle de programmation immobilière (CIPI).

L'objectif 6 (« améliorer la qualité et la gestion des prestations immobilières du ministère ») comprend deux indicateurs au PAP :

- taux de livraisons hors délais,
- taux de livraisons ne dépassant pas le budget prévu de plus de 15 %.

Après de la DMAT ou sur Intranet (pour mémoire, cf. fiche pilotage)

4. Comparaison des dépenses consacrées au poste immobilier par la préfecture (ex sous paragraphes 32 et 33) avec la situation des autres préfectures (graphique comparant les dépenses au m² avec droite de régression).

La nomenclature budgétaire classique distingue les travaux d'aménagement (grosses réparations, agencements, mise à niveau technique, mise aux normes, réfections totales de pièces : revêtements, peintures, tapisseries, etc.) des travaux d'entretien (réfections partielles de pièces, acquisition de petits matériels pour travaux en régie, acquisition de matériel pour petit bricolage). La différence est néanmoins ténue, et une approche globale semble préférable.

À l'IGA

5. Rapport éventuel sur la sécurité.

Après de la préfecture

6. Surfaces SHON et SUT.
7. Moyens affectés à l'entretien immobilier sur les trois dernières années. Compte rendus des CTP pertinents.
8. Programme immobilier pluriannuel de la préfecture,
9. État du parc immobilier de l'État dans le département,
10. Schéma départemental des implantations immobilières.

II.2. Personnes à rencontrer sur place

(Voir tableau p. 115.)

LISTE DES PERSONNES A RENCONTRER EN PRÉFECTURE

	FICHE 1	FICHE 2	FICHE 3	FICHE 4	FICHE 5	FICHE 6
	En préfecture					
Préfet	X	X	X	X	X	X
SGAR				X		
Secrétaire général		X	X	X	X	X
Directeur de cabinet et son équipe	X					
Sous-préfet d'arrondissement	X	X	X	X	X	X
Directeur des collectivités territoriales et chefs de bureau concernés			X			
Directeur des actions interministérielles et chefs de bureau concernés				X		
Directeur de la réglementation et les chefs de bureau concernés		X				
SG de sous-préfecture	X	X	X		X	X
Chef du SIDPC	X					
Chef du bureau de l'environnement	X					
Contrôleur de gestion		X	X		X	X
Responsable ressources humaines					X	
Responsables moyens					X	X
Représentants du personnel					X	X
	Chefs de services déconcentrés					
DDSP	X					
Cdt. groupement Gendarmerie	X					
Chefs de service ou chef de pôle concerné par la prévention (DRIRE, DDE, DDASS...) ou chef de pôle	X					
TPG			X	X		
DCCRF (marché)			X			
DDE (urbanisme)			X			
Chefs de services déconcentrés ou de pôle (à définir selon les enjeux locaux et le PASE)				X		
Directeur du SDIS	X					
	Elus ou responsables territoriaux					
Association départementale des maires			X			
Maire ou directeur de service de la commune chef-lieu			X			
Président ou directeur d'une intercommunalité récente			X			

Pour mémoire, les entretiens menés en administration centrale seront mis à profit pour compléter l'analyse locale sur ces thèmes (cf. fiche pilotage stratégique).

Les entretiens concerneront exclusivement les préfectures auditées. Toutefois, le programme d'audit devra être conçu de façon à visiter au moins une préfecture de département de la région d'une préfecture de région auditées. L'évaluation d'une préfecture de région pourra également s'appuyer sur des entretiens téléphoniques avec les préfectures de département non auditées.

ANNEXES

TRAME DES RAPPORTS

Trame du rapport annuel pilotage stratégique et animation du réseau

La grille d'évaluation suivante sera utilisée par l'IGA fonder son appréciation et établir son rapport.

1. Eléments de contexte**2. Synthèse des constats**

CRITÈRES D'ÉVALUATION (fiche pilotage national)	APPRÉCIATION AU PLAN CENTRAL	APPRÉCIATION AU NIVEAU LOCAL
Le pilotage stratégique		
Les orientations et objectifs du programme administration territoriale (PAT) ont fait l'objet d'une communication nationale (CTP, Intranet).		
Le responsable de programme (RDP) dispose d'un tableau de bord de suivi de la mise en œuvre du programme.		
Le RDP dispose de moyens d'alerte pour réagir face à des situations et résultats anormaux.		
Le RDP a fait appel à des moyens externes d'évaluation du programme (inspection, enquête, ...).		
Le RDP a une vision des initiatives ou projets des autres directions de centrale susceptibles d'avoir un impact sur les moyens et les résultats des préfectures.		
Le RDP prend des initiatives au niveau interministériel pour apporter des solutions aux problèmes rencontrés par les préfets dans le pilotage territorial des politiques gouvernementales (action 4 du PAT).		
La formation à la gestion en régime LOLF et au contrôle de gestion a été perçue comme adaptée : – organisée sur la base de l'analyse des besoins ; – bien répartie entre niveaux central et local ; – complétée d'une formation adéquate au contrôle interne, aux outils informatiques de gestion ; – confortée par l'organisation d'un partage d'expériences.		
L'organisation du dialogue de gestion		
Le déroulement du dialogue de gestion est bien défini et connu par la préfecture.		
La périodicité des échanges est adaptée au calendrier budgétaire		
Le dialogue de gestion prend en compte les priorités nationales intégrées dans d'autres programmes (police, gendarmerie, environnement, sécurité routière, ...)		
Le dialogue de gestion prend en compte les enjeux locaux.		
Les économies en ETP tirées des réformes (SIV par exemple) sont correctement évaluées.		
L'impact (évaluation et utilisation) des économies structurelles ou des obligations nouvelles donne lieu à une concertation avec les préfectures.		
Les rapports annuels de gestion font l'objet d'une exploitation de la SDAT.		
L'assistance apportée aux préfectures en matière de gestion et de pilotage		
Les outils informatiques et le travail de saisie des données de contrôle de gestion n'entraînent pas de surcharges excessives de travail.		
La cellule de contrôle de gestion SDAT assure une animation satisfaisante du réseau (réunions, réponses aux questions posées, mise en réseau des textes et guides, ...).		
Le responsable de programme a mis en place un contrôle interne de la fiabilité des résultats de performance.		
Les applications informatiques font l'objet de bilans et de révisions (nomenclature ; pertinence des indicateurs ; suppression des tâches répétitives ; contrôles automatiques des saisies).		

CRITÈRES D'ÉVALUATION (fiche pilotage national)	APPRÉCIATION AU PLAN CENTRAL	APPRÉCIATION AU NIVEAU LOCAL
La préfecture n'a pas eu besoin de créer ses propres outils informatiques.		
La SDAT est, au sein de l'administration centrale, perçue comme jouant pleinement son rôle de guichet unique en matière de gestion.		
Les informations demandées à la préfecture ne sont pas redondantes et leur utilité est avérée et comprise par les préfectures.		
L'aide apportée par les directions de « logistique »		
La DSIC apporte une aide appréciée aux préfectures : – information et qualité du contenu de l'Intranet ; – mise à disposition d'outils opérationnels ; – interlocuteurs identifiés et disponibles ; – réactivité.		
La DRH apporte une aide appréciée aux préfectures : – information et qualité du contenu de l'Intranet ; – mise à disposition d'outils opérationnels ; – interlocuteurs identifiés et disponibles ; – réactivité.		
La DEPAFI apporte une aide appréciée aux préfectures : – information et qualité du contenu de l'Intranet ; – mise à disposition d'outils opérationnels ; – interlocuteurs identifiés et disponibles ; – réactivité.		
L'aide apportée par les directions de « métier »		
La DLP AJ apporte une aide appréciée aux préfectures : – information prospective et anticipation budgétaire en liaison avec le RDP ; – organisation du partage d'expériences ; – information et qualité du contenu de l'Intranet ; – mise à disposition d'outils opérationnels ; – interlocuteurs identifiés et disponibles ; – réactivité.		
La DGCL apporte une aide appréciée aux préfectures : – information prospective et anticipation budgétaire en liaison avec le RDP ; – organisation du partage d'expériences ; – information et qualité du contenu de l'Intranet ; – mise à disposition d'outils opérationnels ; – interlocuteurs identifiés et disponibles ; – réactivité.		
La DDSC apporte une aide appréciée aux préfectures : – information prospective et anticipation budgétaire en liaison avec le RDP ; – organisation du partage d'expériences ; – information et qualité du contenu de l'Intranet ; – mise à disposition d'outils opérationnels ; – interlocuteurs identifiés et disponibles ; – réactivité.		

3. Synthèse et propositions

3.1. Synthèse des constats

3.2. Pistes de progrès et difficultés à résorber

3.3. Bonnes pratiques à souligner

Trame de chaque rapport particulier par préfecture

(Fiches 1 à 6)

La grille d'évaluation suivante sera utilisée par l'IGA pour fonder son appréciation et établir son rapport. Dans le cas d'une simple enquête de suivi, la mission partirait des recommandations des entretiens de gestion et se bornerait à rédiger une courte partie 3 sans remplir l'ensemble des grilles d'analyse ci-après.

1. Eléments de contexte

2. Synthèse des constats

2.1. Pilotage et suivi de l'action 1 du PAT : coordination de la sécurité des personnes et des biens

CRITÈRES D'ÉVALUATION (fiche 1)	APPRÉCIATION PRÉFECTURE	APPRÉCIATION IGA
Pilotage en matière de sécurité civile		
Au regard des indicateurs du PAP en matière de sécurité civile (1), la préfecture se situe dans la moyenne de sa strate. Explication des écarts éventuels.		
Les objectifs et indicateurs des programmes connexes font l'objet d'un suivi (autres programmes concernés : environnement, moyens de secours, sécurité routière, ...).		
La préfecture a défini des objectifs spécifiques à partir d'un diagnostic local et d'une réflexion collective interne à la préfecture et interministérielle. Ces objectifs sont assortis d'indicateurs pertinents.		
Les objectifs nationaux et locaux (en particulier ceux figurant dans le PASER, PASED) sont cohérents.		
Les objectifs et les indicateurs (nationaux et locaux) sont connus et compris des cadres de la préfecture et des services concernés.		
Les indicateurs figurent dans des tableaux de bord établis périodiquement.		
Ces tableaux de bord font l'objet d'un suivi régulier par le corps préfectoral et constituent une base de travail pour les acteurs concernés.		
Les sous-préfectures sont impliquées dans le dispositif.		
La préfecture a mis en œuvre les préconisations des entretiens de gestion.		
Une coordination est assurée entre les différents pôles de compétences pouvant influencer en matière de sécurité civile.		
L'organisation de la préfecture et l'allocation de moyens prennent réellement en compte la priorité accordée à la fonction de sécurité civile. Les locaux de crise sont adaptés et bien équipés. Ces moyens ont évolué récemment ou vont prochainement évoluer.		
Pilotage en matière de sécurité publique, de sécurité routière et de polices administratives		
Le préfet est impliqué dans le dialogue de gestion des programmes police et gendarmerie.		
Les objectifs et indicateurs des programmes connexes font l'objet d'un suivi (autres programmes concernés : environnement, moyens de secours, sécurité routière, ...)		
La préfecture a défini des objectifs spécifiques à partir d'un diagnostic local et d'une réflexion collective interne à la préfecture et interministérielle. Ces objectifs sont assortis d'indicateurs pertinents.		
Les objectifs nationaux et locaux (en particulier ceux figurant dans le PASER, PASED) sont cohérents.		
Les objectifs et les indicateurs (nationaux et locaux) sont connus et compris des cadres de la préfecture et des services concernés.		
Les indicateurs figurent dans des tableaux de bord établis périodiquement.		
Ces tableaux de bord font l'objet d'un suivi régulier par le corps préfectoral et constituent une base de travail pour les acteurs concernés.		
L'organisation interne à la préfecture prend en compte la transversalité des domaines de police. Le lien polices administratives/pilotage de la sécurité publique est facilité par l'organisation ou les procédures mises en place.		
Les sous-préfectures sont impliquées dans le dispositif.		

CRITÈRES D'ÉVALUATION (fiche 1)	APPRÉCIATION PRÉFECTURE	APPRÉCIATION IGA
La préfecture a mis en œuvre les préconisations des entretiens de gestion.		
Les relations avec les collectivités territoriales sur ces thèmes sont organisées à tous les niveaux (stratégique, opérationnel, ...).		
Alimentation et suivi des indicateurs pris en compte dans les tableaux de bord (indicateurs du programme PAT ou d'autres programmes, indicateurs locaux)		
Les indicateurs sont clairement définis et un interlocuteur connu est en mesure de donner les précisions utiles.		
Les biais possibles des différents indicateurs sont cernés.		
Les indicateurs du PAP font l'objet d'un contrôle interne permettant de garantir leur fiabilité.		
Les indicateurs complémentaires font l'objet d'un contrôle de fiabilité.		
Les résultats des sous-préfectures ont été analysés à part puis agrégés correctement à ceux de la préfecture.		
Des outils informatiques de saisie et de suivi des indicateurs PAP sont disponibles et utilisés.		
Des réunions sont tenues entre les différents acteurs concernés et le contrôle de gestion permettant l'identification et le traitement des difficultés dans le renseignement des indicateurs.		
(1) Taux de communes à risques couvertes par un plan de prévention des risques naturels (PPRN) approuvé. (2) Taux de communes à risques couvertes par un PPRN approuvé. (3) Taux d'avis défavorables levés pour les ERP de première catégorie. (4) Taux d'installations SEVESO seuil haut ayant fait l'objet d'un exercice de sécurité civile depuis moins de 3 ans.		

2.2. Pilotage et suivi de l'action 2 du PAT : garantie de l'identité et de la nationalité, délivrance de titres

CRITÈRES D'ÉVALUATION (fiche 2)	APPRÉCIATION PRÉFECTURE	APPRÉCIATION IGA
Productivité de la préfecture appréciée en quantité et en délais		
Au regard des indicateurs nationaux pertinents (1), la préfecture se situe dans la moyenne de sa strate. Explication des écarts éventuels.		
La préfecture a défini des objectifs spécifiques à partir d'un diagnostic local et d'une réflexion collective interne à la préfecture. Ces objectifs sont assortis d'indicateurs pertinents.		
Les objectifs et les indicateurs (nationaux et locaux) sont connus et compris des cadres de la préfecture et des services concernés.		
Les indicateurs figurent dans des tableaux de bord établis périodiquement.		
Ces tableaux de bord font l'objet d'un suivi régulier par le corps préfectoral et constituent une base de travail pour les acteurs concernés.		
Les sous-préfectures sont impliquées dans le dispositif et leurs résultats font l'objet d'une analyse spécifique.		
La préfecture a mis en œuvre les préconisations des entretiens de gestion.		
Des mécanismes ont été mis en place pour faire face aux variations saisonnières de l'activité ou aux absences de personnel non programmables.		
Les objectifs de qualité de service (charte Marianne) ont été portés à la connaissance du public.		
La DRLP et les sous-préfectures disposent d'une autonomie de gestion (centre de responsabilité), leur permettant d'améliorer les conditions de travail grâce aux marges dégagées.		
Les locaux d'accueil du public sont globalement adaptés : - en préfecture ; - dans la ou les sous-préfectures visitées.		
Il existe une politique indemnitaire et d'attribution des vacataires pour ce secteur d'activité.		

CRITÈRES D'ÉVALUATION (fiche 2)	APPRÉCIATION PRÉFECTURE	APPRÉCIATION IGA
Alimentation et suivi des indicateurs pris en compte dans les tableaux de bord		
Les indicateurs sont clairement définis et un interlocuteur connu est en mesure de donner les précisions utiles.		
Les biais possibles des différents indicateurs sont cernés.		
Les indicateurs font l'objet d'un contrôle de fiabilité.		
Les résultats des sous-préfectures ont été analysés à part puis agrégés correctement à ceux de la préfecture.		
Des outils informatiques de saisie et de suivi sont disponibles et utilisés.		
Des réunions sont tenues entre les différents acteurs concernés et le contrôle de gestion afin d'identifier d'éventuelles difficultés dans le renseignement des indicateurs.		
Prévention de la fraude documentaire		
Analyse détaillée de l'indicateur taux de fraudes détectées.		
Analyse des délégations de signatures et du fonctionnement réel de ces délégations par sondage (utilisation des griffes, cas de double contrôle et modalités).		
Gestion des titres vierges : règles écrites et vérification de la conformité par sondage.		
Éléments de prévention pris en compte dans le cadre de la GRH.		
Evolution comparée du nombre de titres délivrés et des ETP affectés à ces tâches.		
Analyse détaillée d'une procédure (à compléter selon procédure choisie)		
Audit d'un service sensible (à compléter selon service concerné et motif de la saisine)		
(1) Indicateurs PAP ou Indigo.		

*2.3. Pilotage de l'action 3 du PAT : contrôle de légalité
et conseil aux collectivités locales*

CRITÈRES D'ÉVALUATION (fiche 3)	APPRÉCIATION PRÉFECTURE	APPRÉCIATION IGA
Modalités du contrôle de légalité		
Il existe un plan de contrôle de légalité fixant les priorités et faisant l'objet d'un suivi par le SG et les sous-préfets.		
Ce plan a été discuté avec les sous-préfectures. Les délégations des sous-préfets sont claires.		
Il existe une procédure d'alerte du SG par les services pour les problèmes les plus importants.		
Certains types de contrôles ont été centralisés en préfecture au regard de leur technicité. Les délégations aux sous-préfets en matière de contrôle de légalité sont claires et précises.		
Le contrôle de légalité en matière de permis de construire est fait en liaison avec les services de l'équipement.		
Le contrôle de légalité en matière de marchés est fait en liaison avec les services de la DCCRF.		
Des réunions périodiques réunissent les agents chargés du contrôle de légalité pour harmoniser les positions entre préfecture et sous-préfectures et trancher les questions de fond délicates.		
Les agents chargés du contrôle de légalité suivent régulièrement des formations.		
Modalités du contrôle budgétaire		
Il existe un plan de contrôle budgétaire fixant les priorités et faisant l'objet d'un suivi par le SG et les sous-préfets.		
Le contrôle budgétaire fait l'objet de priorités déterminées en commun avec la TG.		

CRITÈRES D'ÉVALUATION (fiche 3)	APPRÉCIATION PRÉFECTURE	APPRÉCIATION IGA
Certains types de contrôles ont été centralisés au regard de leur technicité.		
Les données du réseau d'alerte sont utilisées.		
Les outils d'analyse budgétaire (ANAFI et ANADET) sont utilisés.		
Activité de conseil		
La préfecture réfléchit à son activité de conseil et l'évalue.		
Des réunions périodiques réunissent les agents chargés du contrôle budgétaire pour harmoniser les positions entre préfecture et sous-préfectures et trancher les questions de fond délicates.		
Contrôle de gestion et suivi des indicateurs		
Au regard des indicateurs nationaux pertinents (1), la préfecture se situe dans la moyenne de sa strate. Explication des écarts éventuels.		
La préfecture a défini des objectifs spécifiques à partir d'un diagnostic local et d'une réflexion collective interne à la préfecture. Ces objectifs sont assortis d'indicateurs pertinents.		
Les objectifs et les indicateurs (nationaux et locaux) sont connus et compris des cadres de la préfecture et des services concernés.		
Les indicateurs du PAP font l'objet d'un contrôle interne permettant de garantir leur fiabilité.		
Les résultats des sous-préfectures ont été analysés à part puis agrégés correctement à ceux de la préfecture.		
Des outils informatiques de saisie et de suivi des indicateurs PAP sont disponibles et utilisés.		
Des réunions sont tenues entre les différents acteurs concernés et le contrôle de gestion permettant l'identification des difficultés, l'analyse des résultats et, éventuellement, la réallocation des moyens.		
(1) Indicateurs PAP ou Indigo.		

2.4. Pilotage et suivi de l'action 4 : pilotage territorial
des politiques gouvernementales

Grille d'évaluation pour les préfectures de région

CRITÈRES D'ÉVALUATION (fiche 4 - préfet de région)	APPRÉCIATION PRÉFECTURE	APPRÉCIATION IGA
Le préfet de région garant de la cohérence de l'action des services de l'État		
La majorité des actions inscrites au PASE R a une dimension interministérielle forte (transversalité des objectifs).		
Le PASER comporte des objectifs précis, mesurables par des indicateurs, ainsi qu'un échéancier de réalisation.		
Une articulation PASER/PASED a été prévue sous la conduite du SGAR.		
Le PASER n'est pas en contradiction avec les actions des programmes et les plans d'action des BOP.		
Le préfet dispose d'une cartographie des BOP et d'une liste des unités opérationnelles de la région. Ces informations sont disponibles sur le SIT.		
Le préfet a déterminé les BOP et les UO qu'il allait suivre en priorité en fonction d'une stratégie territorialisée. Les CAR ou les préfets de départements sont consultés sur ce choix.		
Les projets de BOP et d'UO correspondants lui sont effectivement transmis pour avis. Les CAR ou les préfets de départements sont consultés sur le contenu des avis transmis par le préfet.		

CRITÈRES D'ÉVALUATION (fiche 4 - préfet de région)	APPRÉCIATION PRÉFECTURE	APPRÉCIATION IGA
Les projets de budget des services déconcentrés sont soumis pour avis au préfet.		
Si une action a été inscrite au PITE, les préfets de département sont associés à sa mise en œuvre et tenus informés de ses résultats.		
La préfecture a mis en œuvre les préconisations des entretiens de gestion.		
Le préfet comme ordonnateur secondaire et garant de la mesure des résultats obtenus		
L'indicateur du PAP (taux de réalisation des actions prioritaires définies au niveau régional) est dans la moyenne nationale. Explication des écarts éventuels.		
Le schéma d'organisation financière a prévu les conditions de <i>reporting</i> des informations au préfet. Le TPG fournit au préfet les informations nécessaires au suivi de la gestion des crédits des services déconcentrés.		
Le préfet dispose d'un tableau de bord retenant des éléments essentiels définis en concertation avec les services.		
Les SGAR et la direction chargée de la coordination ministérielle départementale disposent des compétences nécessaires en matière de contrôle de gestion.		
Le contrôle de gestion interministériel est formalisé ; en particulier, les procédures de contrôle de la mesure de la performance sont clairement définies. Il permet d'affirmer que les résultats présentés par les services sont fiables et sincères.		
Ces résultats sont abordés en collège des chefs de service ou en CAR et entraînent des mesures concrètes.		
Collaboration entre services		
Le préfet a désigné des chefs de projet pour animer et coordonner l'action de services concourant à la mise en œuvre d'une même politique (art. 27 décret 29/04/04).		
Outre les 8 pôles régionaux, des pôles de compétence thématiques ont été mis en place pour la conduite durable d'actions communes à plusieurs services déconcentrés.		
Des missions ou délégations interservices (DIS) pertinentes ont été créées.		
Les établissements publics de l'Etat et GIP disposant d'une représentation territoriale ou les associations exerçant une mission de service public apportent une contribution efficace aux pôles régionaux.		
Les chefs de pôles rendent régulièrement compte au préfet.		
Une mutualisation de certaines activités ou de certaines dépenses entre préfecture de région et services déconcentrés a été mise en œuvre ou est à l'étude (circulaire PM du 16/11/2005). Des délégations de gestion pertinentes ont été mises en place.		
Les délégations de signatures sont accordées au cas par cas, sans caractère automatique.		

Grille d'évaluation pour les préfectures de département

CRITÈRES D'ÉVALUATION (fiche 4 – préfet de département)	APPRÉCIATION PRÉFECTURE	APPRÉCIATION IGA
Le préfet garant de la cohérence de l'action des services de l'État		
Le PASSED est compatible avec le PASER.		
La majorité des actions inscrites au PASSED a une dimension interministérielle forte (transversalité des objectifs).		
Le PASSED comporte des objectifs précis, mesurables par des indicateurs, ainsi qu'un échéancier de réalisation.		
Le préfet dispose d'une cartographie des BOP et d'une liste des unités opérationnelles du département. Ces informations sont disponibles sur le SIT.		

CRITÈRES D'ÉVALUATION (fiche 4 – préfet de département)	APPRÉCIATION PRÉFECTURE	APPRÉCIATION IGA
Le PASSED n'est pas en contradiction avec les actions des programmes et les plans d'action des BOP.		
Le préfet a déterminé les BOP et les UO qu'il allait suivre en priorité en fonction d'une stratégie territorialisée.		
Les projets de BOP et d'UO correspondants lui sont effectivement transmis pour avis. Le préfets de département est consulté en temps utiles sur le contenu des BOP et UO régionaux le concernant.		
Les projets de budget des services déconcentrés sont soumis pour avis au préfet.		
Si une action a été inscrite au PITE, le préfet est associé à sa mise en œuvre et tenu informé de ses résultats.		
La préfecture a mis en œuvre les préconisations des entretiens de gestion.		
Le préfet comme ordonnateur secondaire et garant de la mesure des résultats obtenus		
Le schéma d'organisation financière a prévu les conditions de <i>reporting</i> des informations au préfet. Le TPG fournit au préfet les informations nécessaires au suivi de la gestion des crédits des services déconcentrés.		
Le préfet dispose d'un tableau de bord retenant des éléments essentiels définis en concertation avec les services		
La préfecture dispose des compétences nécessaires en matière de contrôle de gestion.		
Le contrôle de gestion interministériel est formalisé ; en particulier, les procédures de contrôle de la mesure de la performance sont clairement définies. Il permet d'affirmer que les résultats présentés par les services sont fiables et sincères.		
Ces résultats sont abordés en collège des chefs de service ou en CAR et entraînent des mesures concrètes.		
Collaboration entre services		
Le préfet a désigné des chefs de projet pour animer et coordonner l'action de services concourant à la mise en œuvre d'une même politique (art. 27 décret 29/04/04).		
Des pôles de compétence thématiques ont été mis en place pour la conduite durable d'actions communes à plusieurs services déconcentrés.		
Des missions ou délégations interservices (DIS) pertinentes ont été créées.		
La mise en place de ces mêmes structures au niveau régional s'est faite avec les préfets de département concernés.		
Les chefs de pôles rendent régulièrement compte au préfet.		
Une mutualisation de certaines activités ou de certaines dépenses entre préfecture de région et services déconcentrés a été mise en œuvre ou est à l'étude (circulaire PM du 16/11/2005). Des délégations de gestion pertinentes ont été mises en place.		
Les délégations de signatures sont accordées au cas par cas, sans caractère automatique.		

2.5. La gestion des ressources humaines

CRITÈRES D'ÉVALUATION (fiche 5)	APPRÉCIATION PRÉFECTURE	APPRÉCIATION IGA
Pilotage, dialogue social		
Les prévisions de variations d'effectifs et de rémunérations (plan de charge) sont fiables.		
Il existe une réflexion annuelle sur les modifications à apporter aux effectifs des services.		
La stratégie en matière de saturation ou non des plafonds est affichée.		

CRITÈRES D'ÉVALUATION (fiche 5)	APPRÉCIATION PRÉFECTURE	APPRÉCIATION IGA
Il existe une stratégie pluriannuelle en matière de structure des emplois.		
La stratégie d'allocation des RH par service est présentée au CTP. Les chiffres ARCADE sont connus et présentés au CTP.		
Les sous-préfets, les directeurs et le contrôleur de gestion participent à la définition des priorités en matière de RH		
Formation, gestion des compétences		
Le taux de formation des agents fait l'objet d'un suivi		
Il existe un dispositif local de remontée des besoins de formation, impliquant toute la ligne hiérarchique.		
Le plan de formation couvre les besoins liés à la prise de poste et à l'évolution des métiers.		
Le plan de formation professionnelle prend en compte les performances observées.		
Mobilité, motivation des agents, prise en compte du mérite		
Il existe une politique active de mobilité interne.		
Les décisions d'affectation tiennent compte des compétences des agents.		
Le régime des primes exceptionnelles tient compte des résultats individuels et/ou collectifs.		
Efficacité du service des RH de la préfecture		
Le service des RH de la préfecture est bien calibré (effectifs et compétences) au regard des besoins		
Le service des RH optimise l'utilisation des applications nationales sans recourir à des applications «maison» redondantes.		
Il existe une coopération interministérielle en matière de formation.		

2.6. La fonction immobilière

CRITÈRES D'ÉVALUATION (fiche 6)	APPRÉCIATION PRÉFECTURE	APPRÉCIATION IGA
Les surfaces réelles sont connues et fiables (intervention d'un géomètre ou métrage apparaissant sur plan d'origine).		
Le ratio des dépenses d'entretien et de maintenance par m ² apparaît satisfaisant au regard des besoins.		
Une réflexion sur le partage entre tâches internes et tâches à externaliser existe et est mise progressivement en œuvre.		
Les agents techniques ont été formés à leurs tâches.		
Programmation		
Un schéma immobilier pluriannuel existe et il est réaliste (il s'appuie notamment sur des estimations précises ou des devis).		
Il existe une priorisation des projets selon les investissements d'urgence, de LT. Les travaux prioritaires en terme de sécurité sont pris en compte		
Il existe une continuité dans les priorités affichées		
La programmation affiche un équilibre - entre bureaux et résidences ; - entre préfecture et sous préfectures.		
Une réflexion sur les économies d'énergie et le développement durable est intégrée à la définition des priorités.		
Une réflexion sur l'amélioration du fonctionnement des locaux est conduite.		
Qualité de la maîtrise d'ouvrage		
La conduite des travaux apparaît satisfaisante (respect des délais et des coûts, qualité du produit fini).		
Il n'y a pas de retard dans le démarrage des grosses opérations.		

3. Synthèse et propositions

3.1. La mise en œuvre des préconisations des entretiens de gestion

3.2. Autres propositions

3.3. Bonnes pratiques à retenir

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR
ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Direction générale
des collectivités locales

Département des études
et des statistiques locales

Circulaire du 28 mars 2006 relative aux ratios conjoncturels établis à partir des budgets primitifs communaux 2006

NOR : MCTB0600040C

*Le ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire
à Mesdames et Messieurs les préfets.*

Comme chaque année, la direction générale des collectivités locales s'apprête à calculer des ratios conjoncturels à partir des budgets primitifs communaux.

La procédure retenue depuis 2005 a considérablement allégé la charge de vos services, puisqu'il ne vous est plus demandé de renseigner des fiches financières sous l'application « Colbert-Web », comme c'était le cas précédemment.

En effet, des accords passés avec le ministère de l'économie, des finances et de l'industrie nous permettent de récupérer les informations via le circuit des comptables publics. Ces dispositions permettent d'ailleurs de calculer des ratios conjoncturels sur l'ensemble des communes alors que l'application ancienne ne pouvait être conduite que sur un échantillon de 4 700 communes.

De plus, il a été possible dans cette nouvelle configuration de calculer des ratios conjoncturels sur l'ensemble des groupements de communes à fiscalité propre.

La mise en place de cette procédure nécessite cependant un contrôle des informations pour préserver la qualité des résultats obtenus.

C'est pourquoi il s'avère nécessaire de pouvoir encore disposer d'un certain nombre de données. Il vous est donc demandé de faire parvenir à la DGCL les éléments suivants :

- un exemplaire du budget primitif 2006 des communes de plus de 10 000 habitants, accompagné de son état de dette ;
- un exemplaire du budget primitif 2006 des communautés urbaines, communautés d'agglomération et SAN, accompagné de son état de dette.

Afin de pouvoir commencer à traiter l'information le plus rapidement possible, je vous saurais gré de m'adresser ces éléments au fur et à mesure de leur disponibilité.

Ces documents seront à adresser au plus tard le 15 juin 2006 à :

- Mme Kanengieser (téléphone : 01 49 27 34 53), mail : claudine.kanengieser@interieur.gouv.fr;
- Mme Hugues (téléphone : 01 40 07 23 40), mail : danielle.hugues@interieur.gouv.fr;
- département des études et des statistiques locales, direction générale des collectivités locales, 2, place des Saussaies, 75008 Paris.

Si certaines de ces collectivités n'avaient pas adopté leur budget primitif ou ne vous l'avaient pas transmis en temps utile, il conviendra de m'en informer. Dans ce cas, vous procéderez à un envoi complémentaire quand les informations manquantes seront en votre possession.

Les résultats de l'analyse des budgets communaux 2006 vous seront adressés, comme l'an passé, dès qu'ils seront disponibles et comme chaque année ils seront diffusés sur le site internet de la direction générale des collectivités locales.

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur général
des collectivités locales,*

D. SCHMITT

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR
ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Circulaire du 30 mars 2006 relative à la communication par les préfets de comptes rendus des commissions de surveillance des établissements pénitentiaires

NOR : INTDO600037C

Références :

Circulaire n° 01135 en date du 5 août 2003 relative à la communication par les préfets des rapports d'activité des établissements pénitentiaires ;

Circulaire INTDO500050C du 29 avril 2005 relative à la communication par les préfets de comptes rendus des commissions de surveillance des établissements pénitentiaires.

Le ministre d'État, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire à Mesdames et Messieurs les préfets.

Par circulaires référencées, je vous avais indiqué que les rapports d'activité et les comptes rendus des commissions de surveillance des établissements pénitentiaires étaient, sous réserve des exceptions prévues par l'article 6 de la loi du 17 juillet 1978 modifiée par celle du 12 avril 2000, en principe communicables aux associations qui s'intéressent au fonctionnement des établissements pénitentiaires.

L'Observatoire international des prisons (OIP) évoque des difficultés quant à l'obtention des comptes rendus des commissions de surveillance des établissements pénitentiaires de la part de certaines préfetures. Je rappelle que la CADA a indiqué dans une décision du 24 décembre 2004 que ses avis favorables à la communication portaient bien sur les comptes rendus des commissions.

En conséquence, je vous invite à bien vouloir appliquer des règles communes pour la communication des rapports d'activité et des comptes rendus des commissions de surveillance et de veiller à leur communication, à l'exception des passages suivants qui doivent être occultés :

- ceux qui comportent l'identité des agents de l'administration pénitentiaire ;
- ceux relatifs à la sécurité périmétrique des établissements ou aux modalités de garde et d'escorte des détenus par les forces de l'ordre.

À cette occasion, je précise à nouveau que la transmission systématique de ces comptes rendus à l'OIP ne se justifie pas, cette association n'étant nullement une organisation officielle mais seulement une des associations qui s'intéressent au fonctionnement des établissements pénitentiaires.

Ces règles de communication pourraient utilement être rappelées aux membres des commissions de surveillance que vous présidez.

Le directeur de cabinet,

C. GUEANT

SÉCURITÉ CIVILE

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR
ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

*Direction de la défense
et de la sécurité civiles*

Sous-direction des sapeurs-pompiers
et des acteurs du secours

Bureau du métier de sapeur-pompier,
de la formation et des équipements

Circulaire du 23 mars 2006 relative aux agréments de formation

NOR : INTE0600040C

Références : arrêté du 4 janvier 2006 relatif au schéma national des emplois, des activités et des formations des sapeurs-pompiers professionnels et volontaires

Pièces jointes :

Dossiers types de demande d'agrément initial et de renouvellement d'agrément.

Modèle de réponse type d'attribution d'un numéro d'agrément initial.

Modèle de réponse type de renouvellement d'agrément.

Résumé : afin d'organiser la formation des sapeurs-pompiers professionnels et volontaires et de garantir l'unicité de doctrine des enseignements dispensés, la direction de la défense et de la sécurité civiles (DDSC) – bureau du métier de sapeur-pompier, de la formation et des équipements (BMSPFE) – a élaboré le schéma national des emplois, des activités et des formations des sapeurs-pompiers professionnels et volontaires.

La présente circulaire a pour objet de définir les niveaux d'organisation des formations et les procédures de demandes d'agréments initiaux et de leurs renouvellements, tant pour les formations de tronc commun que pour les formations concernant les spécialités effectuées à compter du 1^{er} avril 2006.

Le ministre d'état, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire à Madame et Messieurs les préfets de région, Mesdames et Messieurs les préfets de département, Monsieur le préfet de police, Messieurs les directeurs départementaux d'incendie et de secours tous chefs d'état-major de zone, Monsieur le directeur de l'Ecole nationale supérieure des officiers de sapeurs-pompiers, Monsieur le directeur de l'école d'application de sécurité civile, Monsieur le général, commandant la brigade des sapeurs-pompiers de Paris Monsieur le contre-amiral, commandant le bataillon des marins-pompiers de Marseille

1. Niveaux d'organisation des formations

La mise en œuvre du schéma national des formations est réalisée au niveau national, zonal ou départemental.

Les stages nationaux sont organisés par les organismes suivants dont les compétences et les moyens pédagogiques ont été reconnus par la DDSC :

- l'Ecole nationale supérieure des officiers de sapeurs-pompiers (ENSOSP) ;
- le Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT) ;
- l'école d'application de sécurité civile (ECASC) ;
- les services départementaux d'incendie et de secours (SDIS) ;
- les unités militaires investies à titre permanent de missions de sécurité civile ;
 - la brigade de sapeurs-pompiers de Paris (BSPP) ;
 - le bataillon de marins-pompiers de Marseille (BMPM) ;
 - les unités d'instruction et d'intervention de sécurité civile (UIISC).

Les stages zonaux sont organisés dans le cadre des missions de coordination des formations par les états-majors de zone et concernent principalement les formations de spécialité de niveau chef d'unité. Ils permettent de répondre aux besoins de formation des SDIS d'une zone de défense voire, par mutualisation, à ceux de plusieurs zones de défense, de la BSPP, du BMPM et des UIISC.

Les stages départementaux permettent de satisfaire les besoins opérationnels du SDIS, de la BSPP, du BMPM et des UIISC. Ils s'intègrent dans le plan de formation et concernent tant les formations initiales que les formations d'adaptation à l'emploi et les formations de spécialité.

Les formations peuvent comprendre une unité de valeur (UV) de formation (exemple : formation de chef d'unité GRIMP : IMP 3) ou plusieurs UV de formation (ex : formation de

chef de groupe : GOC 3 – REP 2 – TOP 4).

Pour être organisées, certaines de ces formations nécessitent un agrément initial attribué à partir d'un dossier déclaratif puis, en tant que de besoin, d'un renouvellement d'agrément.

2. Dispositif de délivrance des agréments

Le dispositif de délivrance des agréments est pris en application de l'article 17 de l'arrêté susvisé relatif au schéma national des emplois, des activités et des formations des sapeurs-pompiers professionnels et volontaires.

2.1. Unités de valeur de formation ne faisant pas l'objet de demande d'agrément initial

L'enseignement des UV de formation de tronc commun dispensées par l'ENSOSP, les SDIS, l'ECASC, le CNFPT, la BSPP, le BMPM et les UIISC, ainsi que certaines UV de formation de spécialité ou d'amélioration des techniques mentionnées en annexe II ne font pas l'objet de demande d'agrément.

2.2. Unités de valeur de formation faisant l'objet de demande d'agrément initial adressée à la DDSC sous couvert de l'EMZ ou du COMFORMISC

L'enseignement de l'UV de formation de tronc commun gestion opérationnelle et commandement GOC 3 ainsi que les UV de formation de spécialité mentionnée en annexes III et IV font l'objet d'une demande d'agrément initial adressée à la DDSC sous couvert de l'EMZ ou du COMFORMISC.

3. Procédure de demande d'agrément initial

Chaque demande d'agrément initial fait l'objet d'un dossier.

3.1. Composition du dossier de demande d'agrément initial

Le dossier de demande d'agrément initial comprend :

- la description des sites pratiques de formation ;
- l'emploi du temps hebdomadaire indiquant les séquences de formation repérées par la lettre et le chiffre tel que mentionnés dans le scénario pédagogique ;
- le nombre de stages prévisibles pour l'année ;
- le nombre de stagiaires par stage ;
- quinze jours avant le début du premier stage, la liste nominative des personnels composant l'équipe pédagogique avec, pour chacun d'entre eux, la fonction dans l'encadrement du stage (responsable pédagogique, formateur). Les niveaux d'emploi, dans la spécialité enseignée, du responsable pédagogique et des formateurs sont fixés dans les guides nationaux de référence.

Le dossier de demande d'agrément initial est donné en annexe VI.

3.2. Durée de l'agrément

L'agrément initial est donné pour une durée de trois ans et débute le 1^{er} jour du mois au cours duquel le stage est organisé. Un exemple d'agrément initial est donné en annexe VIII.

L'agrément initial concerne une formation et permet la réalisation de plusieurs stages de même niveau pendant la durée de sa validité (exemple : plusieurs stages RAD 3 pour une formation de chef de CMIR).

3.3. Circuit de transmission des demandes d'agrément

La représentation graphique du circuit de transmission des demandes d'agrément est donnée en annexe I.

3.3.1. Demande émise par un SDIS, l'ECASC, la BSPP ou le BMPM

Le SDIS, l'ECASC, la BSPP ou le BMPM adresse, au moins deux mois avant le premier jour de stage, sa demande d'agrément initial à son état-major de zone de rattachement qui l'instruit et émet un avis.

Cette demande est transmise par l'EMZ à la DDSC/BMSPFE qui délivre l'agrément et un numéro d'agrément.

Le numéro d'agrément comprend :

- 2 chiffres pour l'année d'attribution de l'agrément ;
- 1 ou plusieurs lettres correspondant à l'EMZ de rattachement ;
- le numéro de code du département ou les termes « BMPM », « BSPP » ou « ECASC » ;
- 3 lettres et un chiffre correspondant à l'unité de valeur de formation.

Exemple : agrément de formation de maître-nageur sauveteur côtier donné pour la période 2006-2008 au SDIS de la Gironde, EMZ Sud-Ouest : agrément n° 06 – SO – 33 – SAV 2.

Exemple : agrément de formation de maître-nageur sauveteur côtier donné pour la période 2006-2008 au BMPM, EMZ Sud : agrément n° 06 – S – BMPM – SAV 2.

Exemple : agrément de formation de maître-nageur sauveteur côtier donné pour la période 2006-2008 à la BSPP, EMZ IDF : agrément n° 06 – IDF – BSPP – SAV 2.

3.3.2. Demande émise par une UIISC

L'UIISC souhaitant conduire une formation mentionnée dans les annexes III, paragraphe 2, et IV, paragraphe 2, adresse sa demande d'agrément au COMFORMISC qui l'instruit et émet un avis.

Cette demande d'agrément est transmise par le COMFORMISC au bureau du métier de sapeur-pompier, de la formation et des équipements qui délivre l'agrément initial.

Le numéro d'agrément comprend :

- 2 chiffres correspondant à l'année de l'attribution de l'agrément ;
- le terme « COMFORMISC » ;
- 1 chiffre correspondant au numéro de l'UIISC ;
- 3 lettres et un chiffre correspondant à l'unité de valeur de formation.

Exemple : agrément de formation de conducteur cynotechnique donné pour la période 2006-2008 à l'UIISC 7 : agrément n° 06 – COMFORMISC – 7 – CYN 1.

3.4. Renouvellement d'un agrément

Un agrément initial peut faire l'objet de renouvellements triennaux.

La demande de renouvellement d'un agrément dont un modèle est donné en annexe VII comprend les éléments modifiés par rapport au dossier initial ainsi que la fiche bilan du dernier stage dont un exemplaire est donné en annexe V.

La fiche bilan permet d'apprécier, d'une façon globale :

- les conditions de déroulement du stage,
- l'atteinte des objectifs,
- les méthodes pédagogiques,
- l'équipe et les outils pédagogiques.

Le numéro de l'agrément renouvelé comprend le numéro de l'agrément initial suivi de la lettre R et de 2 chiffres correspondant à l'année de renouvellement : exemple « n° 06 – SE – 33 – SAV 2 R. 09 ».

Un exemple de renouvellement d'agrément est donné en annexe IX.

Les numéros de renouvellement d'agrément sont adressés à la DDSC/BMSPFE.

En cas d'avis défavorable, la demande de renouvellement est transmise par l'EMZ à la DDSC – BMSPFE qui statue sur la demande.

Le non-renouvellement d'un agrément en fin de troisième année entraîne la perte de cet agrément.

L'état-major de zone ou le COMFORMISC étudie la demande et renouvelle l'agrément si nécessaire. Il en informe la DDSC – BMSPFE.

3.5. Retrait de l'agrément

L'agrément peut être retiré par l'autorité qui l'a délivré lorsqu'une des conditions mises à sa délivrance cesse d'être remplie.

3.6. Annulation d'une formation

En fonction des circonstances, un centre de formation ou une école peut envisager de ne pas effectuer de formation pour laquelle il a été agréé. Dans ce cas, l'organisme ayant délivré ou renouvelé l'agrément doit en être informé.

4. Formations de maintien des acquis

Les écoles et les centres de formation agréés pour dispenser un niveau de formation d'une spécialité sont chargés, sans demande particulière, d'assurer les formations de maintien des acquis de ce niveau.

Afin de fixer une année de référence pour les demandes d'agrément et leur numérotation, les agréments de 2005 renouvelés pour 2006 ou initiaux pour 2006 qui ont fait l'objet de dossier dont le contenu est équivalent à celui précisé au paragraphe 3.1 de la présente circulaire auront une validité de trois ans et feront l'objet d'un agrément initial et d'un numéro d'agrément attribués par la DDSC.

Les demandes de renouvellement d'agrément à prendre en compte sont celles validées ou en cours de validation pour l'année 2006 par les états-majors de zone à condition que la date d'attribution de l'agrément initial soit postérieure à la publication :

- du guide national de référence considéré ou de la formation à enseigner ;
- d'un texte explicitant les modalités de mise en œuvre ou de l'expérimentation de la formation souhaitée.

A cette fin, les états-majors de zone transmettront à la direction de la défense et de la sécurité civiles la liste des agréments qu'ils auront renouvelés pour 2006. Ces agréments seront prorogés de deux ans.

La présente circulaire annule et remplace la circulaire n° 0300068C du 19 juin 2003 relative aux agréments de formation.

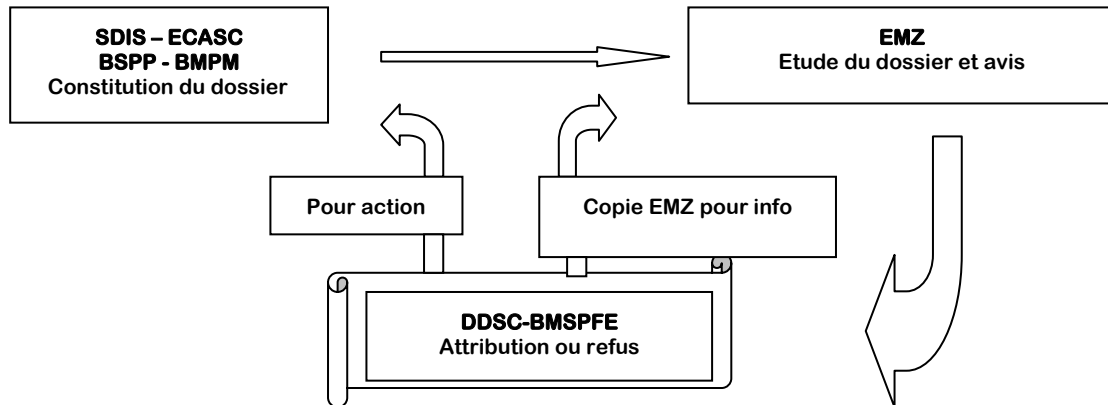
Je vous saurais gré de bien vouloir assurer une diffusion aussi large que possible de cette circulaire auprès de tous les services et organismes concernés relevant de votre compétence.

*Le préfet, directeur de la défense
et de la sécurité civile,
haut fonctionnaire de défense,*

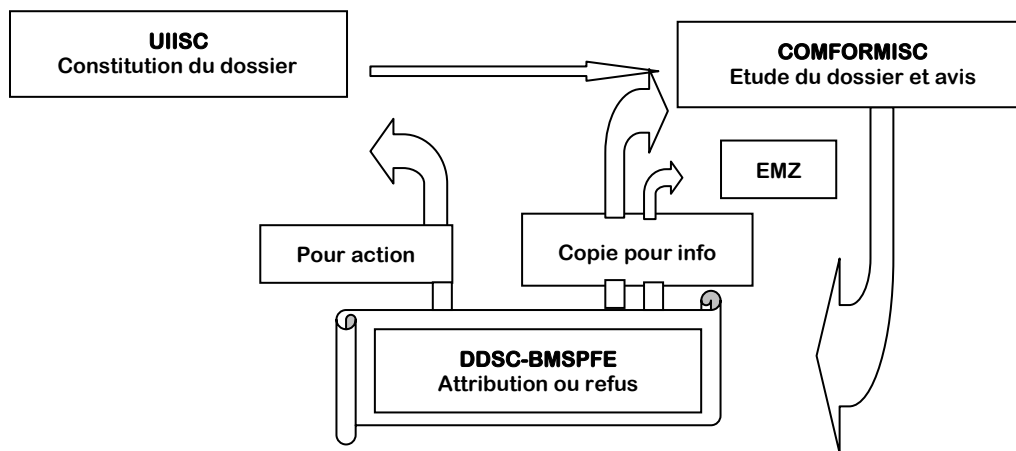
C. DE LAVERNÉE

ANNEXE I
CIRCUIT DE TRANSMISSION DES DEMANDES D'AGRÈMENT

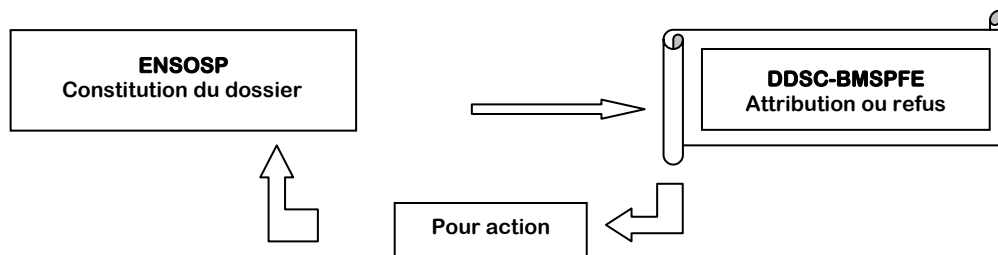
1. Demande émise par un SDIS, l'ECASC, la BSPP ou le BMPM



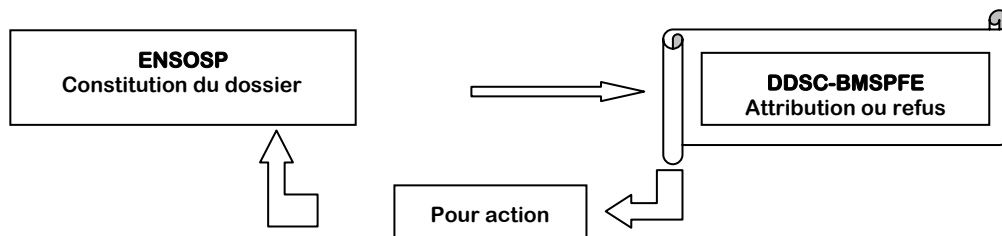
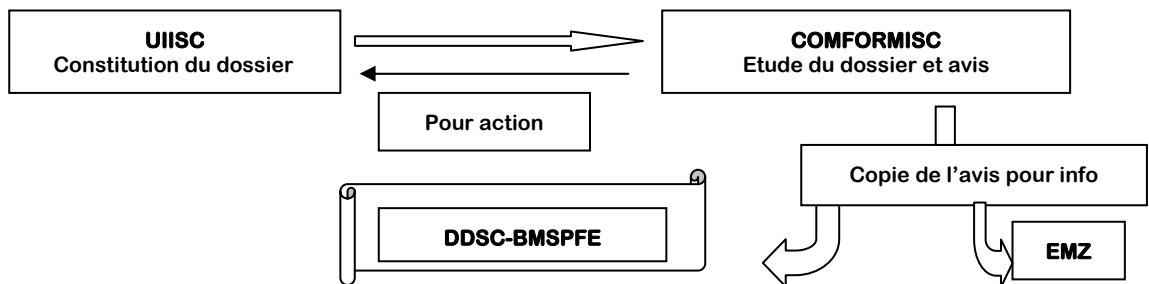
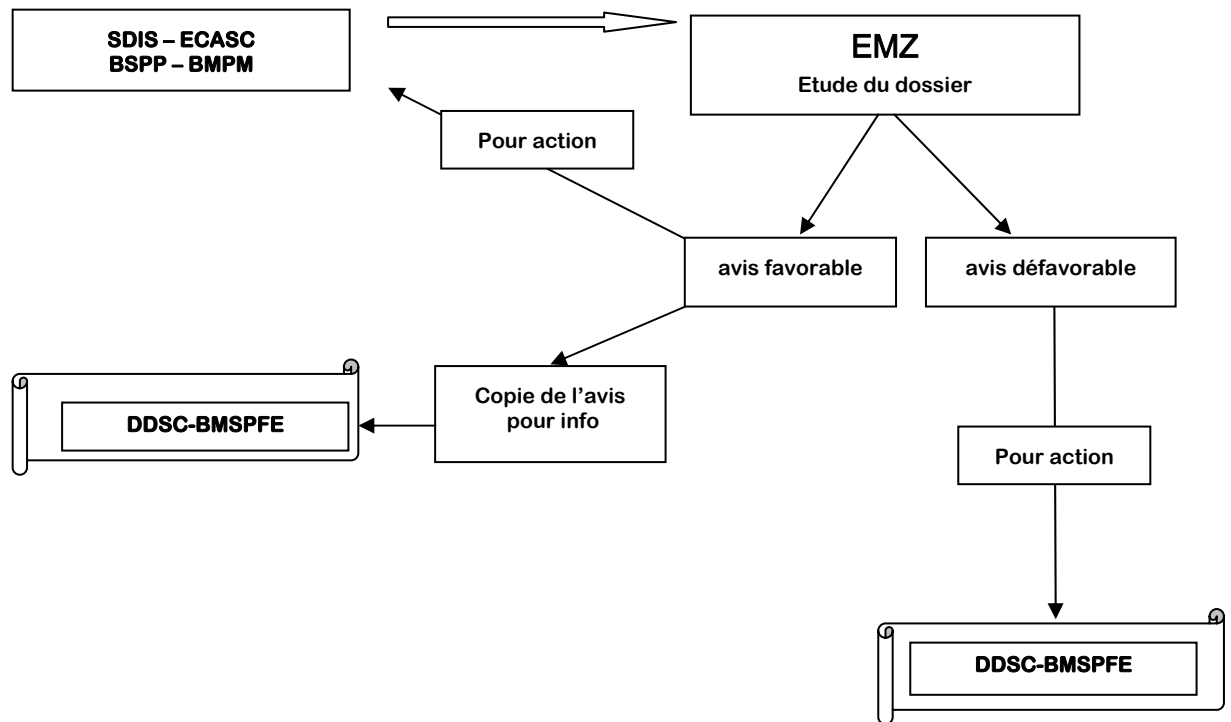
2. Demande émise par une UIISC



3. Demande émise par l'ENSOSP



4. Renouvellement d'un agrément



ANNEXE II

FORMATIONS NE FAISANT PAS L'OBJET
DE DEMANDE D'AGRÈMENT

1. Unités de valeur de formation de tronc commun

Activités physiques et sportives	APS	1			
Culture administrative	CAD	1	et	CAD	2
Feux de forêts	FdF	1	et	FdF	2
Gestion opérationnelle et commandement	GOC	1	et	GOC	2
Incendie	INC	1	et	INC	2
Interventions diverses	DIV	1	et	DIV	2
Management	MNG	1			
Relations avec la presse	REP	1	et	REP	2
Risques technologiques et naturels	RTN	1			
Secours à personnes	SAP	1	et	SAP	2
Techniques opérationnelles	TOP	1	à	TOP	3

2. Unités de valeur de formation de spécialité

Conducteur :					
Véhicule-pompe	COD	1			
Tout terrain VL, PL ou moto	COD	2			
Embarcation	COD	4			
Bateau-pompe	COD	5			
Formation	FOR	1			
Transmissions	TRS	1	et	TRS	2

3. Formations d'amélioration des techniques

Enseignements correspondant à des compléments de formation.

Ascenseurs				Utilisation de caisson ou de maison à feux
Topographie				EDF
Feux de navires	FdN	1	à FdN 2	Gaz
Echelier	COD	6		Plongée surface non libre

4. Unités de valeur de formation dispensées par l'ENSOSP

4.1. De tronc commun

Activités physiques et sportives	APS	1	et	APS	2
Culture administrative	CAD	1	à	CAD	5
Gestion financière et comptabilité	GFC	1			
Gestion administrative	GAD	1	et	GAD	2
Gestion opérationnelle et commandement	GOC	1	à	GOC	5
Gestion des ressources humaines	GRH	1			
Incendie	INC	1	à	INC	3
Management	MNG	1	à	MNG	2
Relations publiques	REP	1	à	REP	3
Techniques opérationnelles	TOP	1	à	TOP	4

4.2. De spécialité

Education physique et sportive	EPS	3			
Prévention	PRV	1	à	PRV	3
Prévision	PRS	(à définir)			
Risques chimiques et biologiques	RCH	1	à	RCH	4
Risques radiologiques	RAD	1	à	RCH	4
Transmissions	TRS	5			
Formations spécialisées des personnels du SSSM					

5. Unités de valeur de formation dispensées par l'ECASC

SPECIALITÉ	UNITÉ DE VALEUR				
AERO	AER	1	à	AER	4
Feux de forêts	FdF	3	à	FdF	5
Secours subaquatiques	PLG	2	à	PLG	3

6. Formations dispensées par le CNFPT

FORMATIONS DE TRONC COMMUN	UNITÉ DE VALEUR				
Culture administrative	CAD	1	à	CAD	4
Gestion financière et comptabilité	GFC	1			
Gestion administrative	GAD	1			
Gestion des ressources humaines	GRH	1			
Management	MNG	1	et	MNG	2
Relations avec la presse	REP	1	à	REP	3

SPECIALITÉ	UNITÉ DE VALEUR				
Formation	FOR	1	à	FOR	4

Expérimentation

Lorsque la DDSC met en expérimentation une nouvelle formation, le CNFPT peut, dans le cadre des formations qu'il dispense, participer à l'expérimentation.

ANNEXE III

FORMATIONS ASSURÉES PAR LES SDIS, L'ECASC, LA BSPP, LE BPPM
ET LES UIISC FAISANT L'OBJET DE DEMANDE D'AGRÈMENT

1. Unité de valeur de formation de tronc commun de chef de groupe à l'attention des adjudants de sapeurs-pompiers professionnels et volontaires

Gestion opérationnelle et commandement	GOC	3
--	-----	---

Rappel : les unités de valeur de formation REP 2 et TOP 3 composant la formation de chef de groupe ne font pas l'objet de demande d'agrément.

2. Unités de valeur de formation de spécialité

Cynotechnie – Préformation	CYN	1	et	CYN	2	
Education physique et sportive	EPS	1	et	EPS	2	
Feux de forêts (aéro)	AER	1	et	AER	2	
Formation	FOR	2				
Interventions en site souterrain	ISS	1				
Interventions en milieux périlleux	IMP	1	et	IMP	2	
Prévention	PRV	1				
Prévision	PRS			Niveaux	à	définir
Risques chimiques et biologiques	RCH	1	et	RCH	2	
Risques radiologiques	RAD	1	et	RAD	2	et RAD 2G
Sauvetage aquatique	SAV	1	et	SAV	2	
Sauvetage déblaiement	SDE	1	et	SDE	2	
Secours en montagne	SMO	1	et	SMO	2	
Secours en canyon	CAN	1				
Secours subaquatiques(*)	PLG	1				
Transmissions	TRS	3				

(*) Dans cette spécialité, les stages permettant de passer de la qualification 20 m à 40 m et de 40 m à 60 m font l'objet d'une demande d'agrément.

ANNEXE IV

FORMATIONS ZONALES ASSURÉES PAR LES SDIS, L'ECASC, LA BSPP
ET LE BMPM FAISANT L'OBJET DE DEMANDE D'AGRÈMENT

1. Unités de valeur de formation organisées au niveau zonal

SPECIALITÉ	UNITÉ DE VALEUR		CENTRE AGRÉE
Conduite	COD	3	SDIS 19 SDIS 56
Formation	FOR	3	SDIS (*)
Interventions en milieu périlleux	IMP	3	SDIS 48
Prévision	PRS (*)		
Risques chimiques et biologiques	RCH	3	SDIS (*)
Risques radiologiques	RAD	3	SDIS (*)
Sauvetage aquatique	SAV	3	SDIS 29 - 33 - 56 - 85
Sauvetage déblaiement	SDE	3	SDIS 57 - BSPP
Secours en montagne	SMO	3	SDIS 74
Secours en canyon	CAN	2	SDIS 06
Transmissions	TRS	4	SDIS (*)
(*) SDIS : en fonction des demandes formulées par les EMZ.			

2. Unités de valeur de formation conduites
sous la responsabilité du COMFORMISC

Sauvetage déblaiement	SDE	3
-----------------------	-----	---

3. Unités de valeur de formation conduites
sous la responsabilité du BMPM

Feux de navires	FdN	3
-----------------	-----	---

4. Unités de valeur de formation conduites
sous la responsabilité de l'ECASC

SPÉCIALITÉ	UNITÉ DE VALEUR	
Conduite	COD	3
Cynotechnie	CYN	3
Formation	FOR	3
Prévision	PRS (*)	
Risques chimiques et biologiques	RCH	3
Risques radiologiques	RAD	3
Sauvetage aquatique	SAV	3
Sauvetage déblaiement	SDE	3
Transmissions	TRS	4
(*) Prévision : niveaux à définir.		

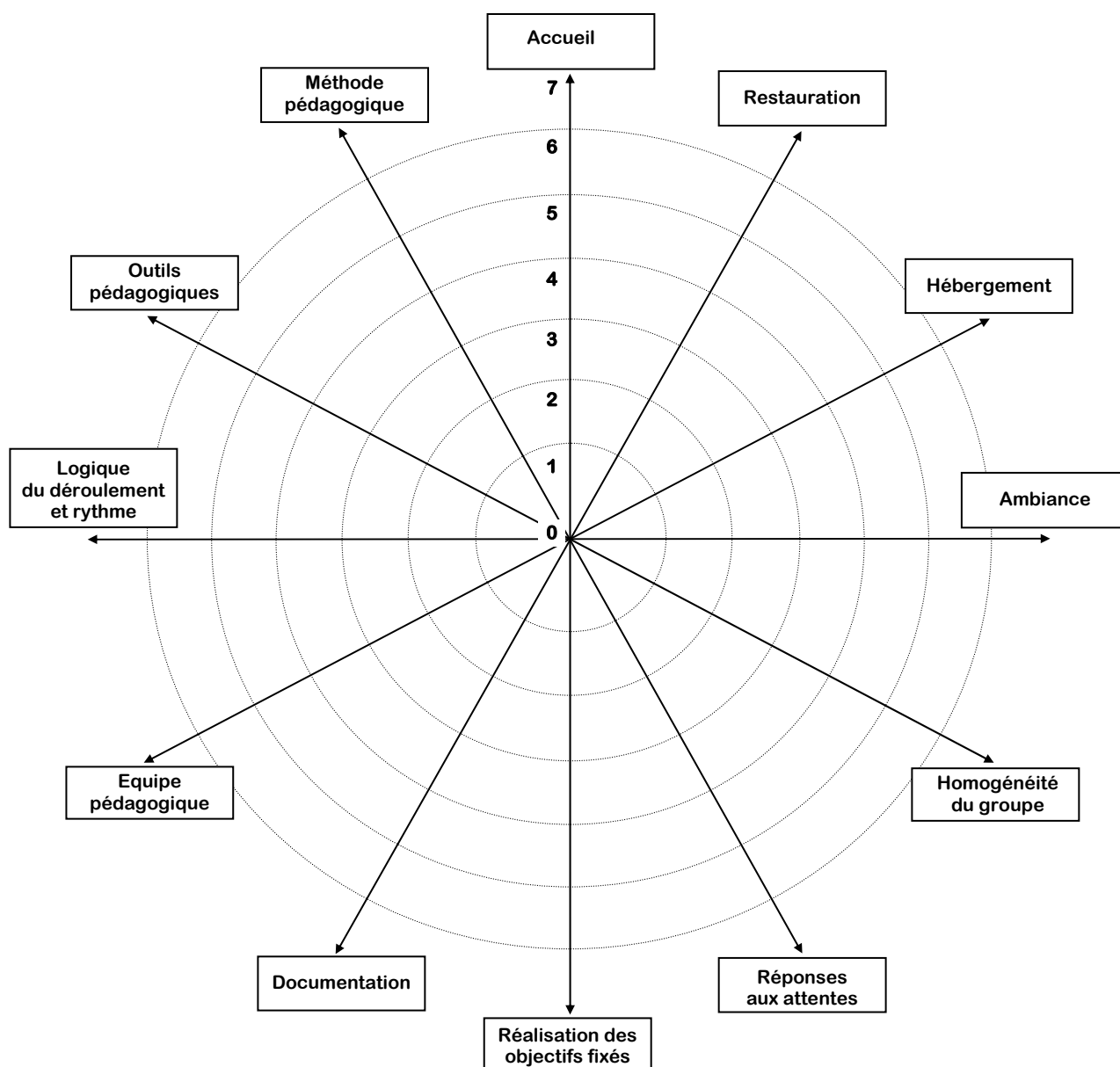
ANNEXE V
FICHE BILAN DU DERNIER STAGE

II. – ABAQUE DE RÉGNIER – FACTEURS D'ÉVALUATION DE LA FORMATION

Stage : Date :

Site : SDIS :

Mode d'emploi : Il vous est demandé d'apprécier la formation que vous venez de recevoir selon les critères qui se trouvent à l'extrémité de chaque flèche, le centre signifiant que l'appréciation est MINIMALE et l'extrémité une appréciation MAXIMALE.



A retourner au service formation, renseignée par le rapporteur du stage, sous un délai de 15 jours.

Fiche bilan du dernier stage**II. – COMMENTAIRES DÉTAILLÉS***Éléments d'appréciation*

Vous venez de remplir une échelle de valeur. Il vous est demandé de revenir de manière plus détaillée sur les éléments suivants :

Accueil et encadrement

L'accueil, en début de stage, vous paraît-il satisfaisant (présentation des objectifs, des stagiaires, du programme, des intervenants, de la logistique, du contrôle des connaissances, etc. ?

.....

.....

.....

Hébergement

Est-il suffisamment adapté ? Quelles sont les éventuelles difficultés rencontrées ?

.....

.....

.....

Restauration

Est-elle suffisante, équilibrée ? Est-il prévu : pas assez, assez, trop de temps pour les repas ?

.....

.....

.....

Ambiance générale de la session

Le stage s'est-il déroulé dans une ambiance : Sereine, tendue, propre au travail ?

.....

.....

.....

Homogénéité au sein du groupe

La dynamique du groupe a-t-elle bien fonctionné ? Des conflits sont-ils apparus ? Le groupe était-il homogène ou pas ?

.....

.....

.....

Méthode pédagogique

La méthode employée par l'équipe pédagogique a-t-elle répondu à vos attentes ? Sinon pourquoi ? Vous a-t-elle permis de dépasser plus facilement vos difficultés ?

.....

.....

.....

Outils pédagogiques

Les outils utilisés étaient-ils adaptés à la méthode ou pas ? Étaient-ils suffisants, variés, bien exploités ?

.....

.....

.....

Logique du déroulement, rythme

La formation suivie était-elle assez longue, trop, pas assez pour atteindre les objectifs ? Le rythme était-il adapté, trop rapide, trop lent ?

Le déroulement des différentes séquences vous a-t-il paru : cohérent, inadapté, etc. ?

.....

.....

.....

Équipe pédagogique

Vous a-t-elle paru : performante ou pas, homogène, trop importante ou pas, suffisamment à votre écoute ?

.....

.....

.....

Documentation fournie

Était-elle suffisante, adaptée, claire, etc. ?

.....

.....

.....

Réalisation des objectifs

Les objectifs définis au début de la session vous semblent-ils avoir été atteints ?

.....

.....

.....

Réponses aux attentes

Les objectifs répondaient-ils à vos attentes ? Retenez-vous une impression générale du stage favorable ou pas ?

.....

.....

.....

III. – REMARQUES ET SUGGESTIONS*Points forts*

.....

.....

.....

Points à améliorer

.....

.....

.....

Suggestions

.....

.....

.....

*Le directeur des services
d'incendie et de secours
du département organisateur,*

Cachet

Signature

Le rapporteur du stage,

Nom :

Prénom :

Grade :

SDIS d'origine :

Signature

ANNEXE VI

*Liberté • Égalité • Fraternité***RÉPUBLIQUE FRANÇAISE****Ministère de l'intérieur
et de l'aménagement du territoire****DOSSIER****DE DEMANDE****D'AGREMENT DE FORMATION**

Le présent document constitue le cadre national commun de demande d'agrément pour les formations délivrées aux sapeurs-pompiers.

L'ensemble des rubriques doit être renseigné et les pièces obligatoires doivent être jointes au dossier ; elles peuvent être complétées par des pièces complémentaires permettant d'apprécier la qualité de l'enseignement envisagé.

SDIS ou centre de formation demandeur	Formation	
	Niveau	
N° d'identification d'organisme de formation délivré par la DRTEF	Référence réglementaire (arrêté, circulaire,...)	

Nombre de stages prévisibles pour l'année		Durée de la formation	... jours
Nombre de stagiaires par stage			... heures

--

Documents joints

- ☐ Emploi du temps hebdomadaire indiquant les séquences de formation prévues au scénario pédagogique
- ☐ Fiche(s) descriptive(s) des sites pratiques de formation avec, si possible, documents, plan(s), photo(s), etc.
- ☐
- ☐
- ☐
- ☐
- ☐
- ☐

NOTA : la liste nominative des personnels composant l'équipe pédagogique avec, pour chacun d'entre eux, la fonction dans l'encadrement du stage (responsable pédagogique, formateur) doit être transmise à l'EMZ 15 jours avant le début du premier stage. Les niveaux d'emploi, dans la spécialité enseignée, du responsable pédagogique et des formateurs sont fixés dans les guides nationaux de référence.

Fait à Le 200...	Le DDSIS ou le directeur du centre de formation, (cachet, signature)
-------------------------------------	---

1	SITE(S) PRATIQUE(S) DE FORMATION <i>(joindre documents, plans, ..., établir plusieurs fiches si nécessaire)</i>
----------	---

SITE N° ...			
Adresse précise			
Propriétaire ou locataire	Nom : Adresse :		
Délai de route depuis le centre de formation théorique	..... min	Surface/aire disponible	..... m ²
Caractéristiques sommaires du site			

SITE N° ...			
Adresse précise			
Propriétaire ou locataire	Nom : Adresse :		
Délai de route depuis le centre de formation théorique	... min	Surface/aire disponible	... m ²
Caractéristiques sommaires du site			

SITE N° ...			
Adresse précise			
Propriétaire ou locataire	Nom : Adresse :		
Délai de route depuis le centre de formation théorique	... min	Surface/aire disponible	... m ²
Caractéristiques sommaires du site			

Autres éléments permettant l'appréciation des sites pratiques ou théoriques :

2

SCENARIO PEDAGOGIQUE DE REFERENCE

**date de validation
ou
Scénario pédagogique
expérimental**

**Éléments éventuels ajoutés
au scénario pédagogique
DDSC**

**(joindre une fiche
si nécessaire)**

3

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

STAGE **Agrément de formation n°**

RESPONSABLE PEDAGOGIQUE

Nom - prénom	Origine	Niveau

Nom - prénom

[illegible]

ANNEXE VII

*Liberté • Égalité • Fraternité***RÉPUBLIQUE FRANÇAISE****Ministère de l'intérieur
et de l'aménagement du territoire**

DOSSIER
DE DEMANDE
DE RENOUVELLEMENT
D'AGREMENT DE FORMATION

AGREMENT INITIAL N° :	pour la période du	au
1^{er} RENOUVELLEMENT N°:	pour la période du	au
2^{ème} RENOUVELLEMENT N°:	pour la période du	au
3^{ème} RENOUVELLEMENT N°:	pour la période du	au

Le présent document constitue le cadre national commun de demande de renouvellement d'agrément pour les formations délivrées aux sapeurs-pompiers.

L'ensemble des rubriques modifiées par rapport à la demande d'agrément initial doit être renseigné et les pièces obligatoires doivent être jointes au dossier ; elles peuvent être complétées par des pièces complémentaires permettant d'apprécier la qualité de l'enseignement envisagé.

SDIS ou centre de formation demandeur	Formation	
	Niveau	
N° d'identification d'organisme de formation délivré par la DRTEF	Référence réglementaire (arrêté, circulaire,...)	

Nombre de stages prévisibles pour l'année		Durée de la formation	... jours
Nombre de stagiaires par stage			... heures

--

Documents joints

- ☐ Emploi du temps hebdomadaire indiquant les séquences de formation prévues au scénario pédagogique
- ☐ Fiche bilan du dernier stage
- ☐ Fiche(s) descriptive(s) des sites pratiques de formation, si changement par rapport à l'agrément initial, avec, si possible, documents, plan(s), photo(s), etc
- ☐
- ☐
- ☐
- ☐
- ☐

NOTA : la liste nominative des personnels composant l'équipe pédagogique avec, pour chacun d'entre eux, la fonction dans l'encadrement du stage (responsable pédagogique, formateur) doit être transmise à l'EMZ 15 jours avant le début du premier stage. Les niveaux d'emploi, dans la spécialité enseignée, du responsable pédagogique et des formateurs sont fixés dans les guides nationaux de référence.

Fait à Le 200...	Le DDSIS ou le directeur du centre de formation, (cachet, signature)
---------------------------------	---

1	SITE(S) PRATIQUE(S) DE FORMATION <i>(joindre documents, plans, ..., établir plusieurs fiches si nécessaire)</i>
----------	---

SITE N° ...			
Adresse précise			
Propriétaire ou locataire	Nom : Adresse :		
Délai de route depuis le centre de formation théorique	..... min	Surface/aire disponible	..... m ²
Caractéristiques sommaires du site			

SITE N° ...			
Adresse précise			
Propriétaire ou locataire	Nom : Adresse :		
Délai de route depuis le centre de formation théorique	... min	Surface/aire disponible	... m ²
Caractéristiques sommaires du site			

SITE N° ...			
Adresse précise			
Propriétaire ou locataire	Nom : Adresse :		
Délai de route depuis le centre de formation théorique	... min	Surface/aire disponible	... m ²
Caractéristiques sommaires du site			

Autres éléments permettant l'appréciation des sites pratiques ou théoriques :

2	SCENARIO PEDAGOGIQUE DE REFERENCE
----------	--

date de validation ou Scénario pédagogique expérimental	
Éléments éventuels ajoutés au scénario pédagogique DDSC (joindre une fiche si nécessaire)	

3	INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES
----------	-------------------------------------

Fiche à envoyer par le SDIS à l'état-major de zone avant le début du premier stage et transmis à la DDSC pour complément du dossier de demande d'agrément

ÉQUIPE PEDAGOGIQUE	
STAGE	Agrément de formation n°

RESPONSABLE PEDAGOGIQUE		
Nom - prénom	Origine	Niveau

[illegible]

ANNEXE VIII

Modèle**AGREMENT INITIAL DE FORMATION****N° 06 – E – 57 – SDE 3**

relatif à la formation à l'unité de valeur

sauvetage déblaiement de niveau 3

délivré par la direction de la défense et de la sécurité civiles

au **SDIS**

au vu de la demande d'agrément en date du **2 avril 2006**,
pour la période du **1^{er} octobre 2006** au **30 septembre 2009**

Important :

L'organisation de la formation dans le cadre de cet agrément est conditionnée par l'envoi, le cas échéant, à l'état-major de zone :

- de la liste nominative des personnels composant l'équipe pédagogique et des pièces associées au moins 15 jours avant la date de début de stage comme prévu par la réglementation ;
- des pièces justifiant la levée de la réserve susmentionnée, le cas échéant.

Fait à

le

Le

ANNEXE IX

Modèle**RENOUVELLEMENT D'AGREMENT DE FORMATION****Agrément initial N° 06 – E – 57 – SDE 3**

Relatif à la formation à l'unité de valeur

Sauvetage déblaiement de niveau 3

délivré par la direction de la défense et de la sécurité civiles

au **SDIS**

Au vu de la demande de renouvellement d'agrément en date du **1^{er} juin 2009**,

l'EMZ de -----renouvelle cet agrément pour la période du **1^{er} octobre 2009** au **30 septembre 2012**

Agrément renouvelé **N° 06 – E – 57 – SDE 3 – R 09**

Important :

L'organisation de la formation dans le cadre de cet agrément est conditionnée par l'envoi, le cas échéant, à l'état-major de zone :

- de la liste nominative des personnels composant l'équipe pédagogique et des pièces associées au moins 15 jours avant la date de début de stage comme prévu par la réglementation ;
- des pièces justifiant la levée de la réserve susmentionnée, le cas échéant.

Fait à

le

Le

TABLE CHRONOLOGIQUE

	Pages		Pages
Circulaire du 2 mars 2006 relative aux nouveaux marchés de téléphonie fixe	91	Circulaire du 22 mars 2006 relative à la répartition de la quote-part de la dotation nationale de péréquation des communes et circonscriptions territoriales d'outre-mer au titre de l'année 2006	48
Circulaire du 2 mars 2006 relative à la contribution en 2005 des collectivités territoriales et des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à l'aide publique au développement (APD)	94	Circulaire du 22 mars 2006 relative à l'attribution de la dotation de développement rural des communes et circonscriptions territoriales d'outre-mer au titre de l'année 2006	49
Circulaire du 6 mars 2006 relative à la signature de la convention « Alerte enlèvement »	94	Circulaire du 22 mars 2006 relative à l'attribution de la dotation de solidarité rurale en 2006	50
Circulaire du 6 mars 2006 relative à la dotation globale de fonctionnement (DGF) des départements pour l'année 2006	97	Circulaire du 22 mars 2006 relative à la répartition de la quote-part DSU/DSR de la dotation d'aménagement des communes et circonscriptions territoriales d'outre-mer au titre de l'année 2006	55
Circulaire du 8 mars 2006 relative aux modalités d'application de l'article 147 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales	103	Circulaire du 23 mars 2006 relative à la répartition de la dotation particulière « élu local » pour 2006	56
Circulaire du 13 mars 2006 relative à la protection sociale des fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps complet ou à temps non complet contre les risques maladie et accidents de service	69	Circulaire du 23 mars 2006 relative à la mise en œuvre des projets immobiliers dans le cadre de la réforme de l'administration départementale de l'État (RADE). Fonctionnement du compte d'affectation spéciale « cessions »	89
Circulaire du 16 mars 2006 relative à la réforme de la dotation de développement rural (DDR) et modalités de gestion ; communication de la liste des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) et des communes éligibles à la DDR en 2006 ; recensement d'utilisation des crédits en 2005	9	Circulaire du 23 mars 2006 relative au suivi des entretiens de gestion et missions d'audit du programme PAT ..	109
Circulaire du 16 mars 2006 relative à la sécheresse 2003	105	Circulaire du 23 mars 2006 relative aux agréments de formation	127
Circulaire du 20 mars 2006 relative à l'assistance aux victimes de violences au sein du couple. – Signature d'une convention	106	Circulaire du 27 mars 2006 relative au recensement des communes connaissant des difficultés financières particulières justifiant l'attribution d'une subvention exceptionnelle au titre de l'année 2006	5
Circulaire du 22 mars 2006 relative à la répartition de la dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale (DSU) au titre de 2006	20	Circulaire du 27 mars 2006 relative au recensement des instituteurs ayants droit pour la répartition de la dotation spéciale instituteurs (DSI) 2006	59
Circulaire du 22 mars 2006 relative à la dotation globale d'équipement (DGE) des communes pour 2006 ma circulaire NOR MCTB0510031C du 15 décembre 2005	25	Circulaire du 28 mars 2006 relative aux ratios conjoncturels établis à partir des budgets primitifs communaux 2006	125
Circulaire du 22 mars 2006 relative à la dotation globale de fonctionnement (DGF) des départements d'outre-mer, de la collectivité départementale de Mayotte et de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon pour l'année 2006	27	Circulaire du 30 mars 2006 relative à la communication par les préfets de comptes rendus des commissions de surveillance des établissements pénitentiaires	125
Circulaire du 22 mars 2006 relative à la dotation d'intercommunalité des EPCI à fiscalité propre l'année 2006	31	Circulaire du 31 mars 2006 relative à la répartition de la dotation nationale de péréquation (DNP) pour l'année 2006	62
		Circulaire du 31 mars 2006 relative au recensement des contraventions dressées par les services de police – Préparation de la répartition du produit des amendes 2005 relatives à la circulation routière : exercice 2006	66

TABLE PAR DIRECTION

	Pages		Pages
A. — SECRÉTARIAT GÉNÉRAL		Circulaire du 22 mars 2006 relative à la répartition de la quote-part DSU/DSR de la dotation d'aménagement des communes et circonscriptions territoriales d'outre-mer au titre de l'année 2006.....	55
Circulaire du 2 mars 2006 relative aux nouveaux marchés de téléphonie fixe	91	Circulaire du 23 mars 2006 relative à la répartition de la dotation particulière « élu local » pour 2006	56
Circulaire du 23 mars 2006 relative au suivi des entretiens de gestion et missions d'audit du programme PAT.....	109	Circulaire du 27 mars 2006 relative au recensement des instituteurs ayant droit pour la répartition de la dotation spéciale instituteurs (DSI) 2006.....	59
B. — DIRECTION GÉNÉRALE DES COLLECTIVITÉS LOCALES		Circulaire du 27 mars 2006 relative au recensement des communes connaissant des difficultés financières particulières justifiant l'attribution d'une subvention exceptionnelle au titre de l'année 2006.....	5
Circulaire du 2 mars 2006 relative à la contribution en 2005 des collectivités territoriales et des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à l'aide publique au développement (APD).....	94	Circulaire du 28 mars 2006 relative aux ratios conjoncturels établis à partir des budgets primitifs communaux 2006	125
Circulaire du 6 mars 2006 relative à la dotation globale de fonctionnement (DGF) des départements pour l'année 2006	97	Circulaire du 31 mars 2006 relative au recensement des contraventions dressées par les services de police – Préparation de la répartition du produit des amendes 2005 relatives à la circulation routière : exercice 2006	66
Circulaire du 8 mars 2006 relative aux modalités d'application de l'article 147 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales	103	Circulaire du 31 mars 2006 relative à la répartition de la dotation nationale de péréquation (DNP) pour l'année 2006	62
Circulaire du 13 mars 2006 relative à la protection sociale des fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps complet ou à temps non complet contre les risques maladie et accidents de service	69	C. — DIRECTION GÉNÉRALE DE LA POLICE NATIONALE	
Circulaire du 16 mars 2006 relative à la réforme de la dotation de développement rural (DDR) et modalités de gestion ; communication de la liste des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) et des communes éligibles à la DDR en 2006 ; recensement d'utilisation des crédits en 2005.....	9	Circulaire du 6 mars 2006 relative à la signature de la convention « Alerte enlèvement »	94
Circulaire du 22 mars 2006 relative à la répartition de la dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale (DSU) au titre de 2006	20	Circulaire du 16 mars 2006 relative à la sécheresse 2003.....	105
Circulaire du 22 mars 2006 relative à la dotation globale d'équipement (DGE) des communes pour 2006 ma circulaire NOR MCTB0510031C du 15 décembre 2005	25	Circulaire du 20 mars 2006 relative à l'assistance aux victimes de violences au sein du couple. – Signature d'une convention	106
Circulaire du 22 mars 2006 relative à la dotation globale de fonctionnement (DGF) des départements d'outre-mer, de la collectivité départementale de Mayotte et de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon pour l'année 2006	27	D. — DIRECTION DES LIBERTÉS PUBLIQUES ET DES AFFAIRES JURIDIQUES	
Circulaire du 22 mars 2006 relative à la dotation d'intercommunalité des EPCI à fiscalité propre l'année 2006	31	Circulaire du 30 mars 2006 relative à la communication par les préfets de comptes rendus des commissions de surveillance des établissements pénitentiaires.....	125
Circulaire du 22 mars 2006 relative à la répartition de la quote-part de la dotation nationale de péréquation des communes et circonscriptions territoriales d'outre-mer au titre de l'année 2006	48	E. — DIRECTION DE LA DÉFENSE ET DE LA SÉCURITÉ CIVILES	
Circulaire du 22 mars 2006 relative à l'attribution de la dotation de développement rural des communes et circonscriptions territoriales d'outre-mer au titre de l'année 2006	49	Circulaire du 23 mars 2006 relative aux agréments de formation	127
Circulaire du 22 mars 2006 relative à l'attribution de la dotation de solidarité rurale en 2006	50	F. — DIRECTION DE L'ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE, ET DES AFFAIRES FINANCIÈRES ET IMMOBILIÈRES	
		Circulaire du 23 mars 2006 relative à la mise en œuvre des projets immobiliers dans le cadre de la réforme de l'administration départementale de l'État (RADE). Fonctionnement du compte d'affectation spéciale « cessions »	89

Edité par le
SERVICE DE LA COMMUNICATION
DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR,
ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Directeur de la publication :
Monsieur Etienne GUEPRATTE,
Chef du service
de la communication



**JOURNAUX
OFFICIELS**

DIRECTION DES JOURNAUX OFFICIELS
26, RUE DESAIX, 75727 PARIS CEDEX 15

RENSEIGNEMENTS : TÉLÉPHONE : 01 40 58 79 79 - TÉLÉCOPIE : 01 45 79 17 84
ISSN 1282-7924
CPPAP 0204 B 06024